TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 060 — VENDREDI 22 AOUT 1980

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 17 fr.; Canada, $ 1,10; Côte-d'Ivoire, 255 CFA; Danemark, 4,75 kr; Espagne, 50 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 55 p.; Italie, 700 l.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 35 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Le Brésil et l'Argentine ont conclu d'importants contrats

LIRE PAGE 4

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le « détonateur » de Jérusalem

La résolution adoptée le mercredi 20 août par le Conseil de sécurité, condamnant l'annexion de *Jérusalem-Est* par *Israël*, ne contribuera guère à apaiser les esprits au Proche-Orient. La proposition de trente-quatre Etats islamiques d'infliger des sanctions à l'Etat hébreu ayant été écartée, notamment sous la pression des pays européens, le texte adopté à l'unanimité — sans compter l'abstention américaine — invite seulement « les Etats qui ont établi des missions diplomatiques à Jérusalem à retirer ces missions de la Ville sainte ». La mesure — si elle devait être appliquée — ne concernerait qu'une poignée de chancelleries.

Les raisons invoquées par le secrétaire d'Etat américain, M. Edmund Muskie, pour justifier l'abstention des Etats-Unis ne convaincront sans doute pas le monde arabo-musulman, que la décision unilatérale d'Israël concernant la troisième Ville sainte de l'islam a profondément ému. En témoigne l'appel au « djihad » (guerre sainte) lancé la semaine dernière par l'Arabie Saoudite, pourtant fidèle alliée des Etats-Unis. L'Egypte, malgré la bonne volonté de son président, a été contrainte d'interrompre le processus de Camp David et ne veut reprendre les négociations sur l'autonomie palestinienne qu'après l'élection présidentielle aux Etats-Unis. En attendant, plusieurs Etats arabes ou musulmans menacent de rompre leurs relations avec les Etats qui, « directement ou indirectement », favoriseraient les projets expansionnistes de M. Menahem Begin.

Ce dernier en revanche, n'a rien à perdre, du moins en apparence. Il sait que le président Carter ne le « lâchera » pas à quelques semaines de la consultation présidentielle. Il mise sans doute aussi sur sa politique de « fermeté » pour élargir sa propre base électorale qui s'est dangereusement rétrécie ces derniers mois en raison des difficultés économiques et sociales qu'éprouvent les Israéliens.

L'annexion de Jérusalem-Est fait partie d'un tout : la « judaïsation » de la Cisjordanie (la Judée et la Samarie pour M. Begin) où l'on a inauguré cette semaine encore une nouvelle colonie de peuplement. L'expulsion des maires élus par les Palestiniens des territoires occupés, l'intensification de la répression de toute forme de contestation et, depuis peu, la reprise des attaques contre les bases de fedayin au Liban constituent autant de manifestations d'une politique « tous azimuts » dirigée contre ceux qui « menacent l'existence d'Israël ».

« Il n'y aura plus de représailles contre les terroristes, nous les frapperons les premiers ! » s'exclamait mercredi M. Begin, tandis que des formations de chasseurs-bombardiers israéliens pilonnaient Nabatyeh et la région de Tyr, dans le Sud-Liban. La veille, des dizaines de parachutistes, appuyés par des fantassins de Tsahal, lançaient contre les faubourgs de Nabatyeh l'opération la plus importante depuis l'invasion israélienne du Sud-Liban, en mars 1978, faisant plusieurs dizaines de morts parmi les Palestiniens. Depuis jeudi dernier, il y a tout juste une semaine, le pilonnage d'agglomérations libanaises n'a pas cessé. La nuit dernière, c'était au tour des fedayin de bombarder à la roquette des kibboutzim dans le nord d'Israël.

S'achemine-t-on, comme certains le craignent, vers l'occupation pure et simple d'une partie du Liban par l'armée israélienne, appuyée par les forces maronites ? Le bureau de l'ONU, à Beyrouth, faisait état mercredi d'une « importante » présence militaire de Tsahal à l'intérieur de l'enclave chrétienne, tenue par le commandant Saad Haddad.

Dans ces conditions, le différend sur le statut de Jérusalem — question passionnelle entre toutes — risque fort de servir, à terme, de détonateur à un conflit plus étendu.

(Lire nos informations page 5.)

L'aggravation de la crise polonaise

• Une vingtaine de dissidents arrêtés à Varsovie
• Le comité central se réunirait prochainement

La crise politique et sociale s'aggrave en Pologne où la police a procédé mercredi soir 20 août à l'interpellation d'une vingtaine de dissidents habitant Varsovie. A Gdansk, le dialogue de sourds se poursuit entre les grévistes et la commission gouvernementale envoyée sur place, qui refuse de négocier avec le comité de grève inter-entreprises. Le chef des syndicats officiels, M. Jan Szydlak, a déclaré à des grévistes que « les autorités n'avaient pas l'intention de remettre le pouvoir dans d'autres mains ni de le partager avec quiconque ».

Alors que les organes d'information polonais insistent sur les dommages causés à l'économie par la grève, soixante-deux intellectuels ont demandé aux autorités de négocier avec le comité inter-entreprises de Gdansk.

A Varsovie, d'autre part, on s'attend que le comité central du parti se réunisse avant la fin de la semaine. En U.R.S.S., enfin, les autorités ont repris le brouillage des émissions de la B.B.C. et de la Voix de l'Amérique (interrompu depuis 1973) manifestement pour éviter tout risque de contagion.

Une situation déchirante pour le parti

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Les autorités polonaises ont pris des mesures concrètes mercredi 20 août : elles ont fait emprisonner une vingtaine de militants de l'opposition, dont les deux dirigeants du KOR, MM. Jacek Kuron et Adam Michnik (1). Cet arbitraire satisfera beaucoup de membres de l'appareil : la plupart des personnes arrêtées le mercredi 20 août étaient suivies de si près depuis quatre jours que l'une d'entre elles — pas de formalisme — utilisait « sa » voiture de police lorsqu'elle était trop en retard à ses rendez-vous. Et après ? Rien. On les relâchera sans doute au bout de quarante-huit heures de délai légal de garde à vue. Ou bien on ne les relâchera que pour les arrêter de nouveau, ou bien encore on les inculpera. Il y aura là une bonne indication de tendance, si elle ne s'est pas alors déjà dessinée : une réunion du plénum du comité central est en effet imminente.

En attendant, le deuxième grand port de la Baltique Szczecin, est progressivement gagné par la paralysie. Le premier ministre, s'y rendant mardi soir, s'est contenté de participer à une réunion de la direction locale, et les ménagères y dévalisent les magasins pour constituer des stocks. Katowice et Nowa-Huta, deux des grands centres industriels, sont gagnés — pour faire la part des rumeurs — par l'agitation. En Silésie (région de M. Gierek et de beaucoup de membres de son équipe), des comités ouvriers auraient été constitués, et les mineurs auraient menacé dans plusieurs puits de se mettre en grève si la force était utilisée à Gdansk. Gdansk, où les bouquets de fleurs, venus ou portés de toute la Pologne, tapissent littéralement la grille du chantier Lénine. Gdansk toujours parfaitement calme — en ébullition quelques heures seulement lorsqu'un mystérieux radio-amateur, relayé par les radios étrangères, a annoncé mercredi le début d'une intervention soviétique. Gdansk, *où la grève s'est* encore étendue.

On dénombre deux cent quatre-vingts entreprises occupées dans la région, et la tentative des autorités de « phagocyter » le mouvement fait long feu. A en croire la radio, le vice-président, M. Pyka, n'avait réussi à entamer des discussions, mercredi soir, qu'avec dix-sept usines.

Gdansk tient, fidèle à son comité de grève inter-entreprise (M.K.S.), fidèle à ses vingt et une revendications (connues de tout le pays) et pose la question dont tout dépend : les autorités finiront-elles ou non par accepter le dialogue avec les treize membres du présidium du comité inter-entreprises élu par les grévistes ?

Si oui, un pas immense aura été franchi. Terrible déchirement pour le parti communiste : une organisation de la classe ouvrière aura été officiellement reconnue dans un pays de l'Est. La décision serait dure à prendre et bouleverserait en profondeur le climat social et politique. Mais, dans le même temps, elle permettrait presque à elle seule de dénouer la crise. Car c'est là — s'assurer un contre-pouvoir permanent — le plus important pour les grévistes. Elle normaliserait aussi les relations entre le pouvoir et les ouvriers, faites depuis dix ans à la fois de craintes exagérées (blocage pernicieux et permanent des prix) et de soudaines bévues stupéfiantes (hausses assénées du jour au lendemain). Elle faciliterait enfin le rétablissement de l'économie, impossible à réaliser sans l'établissement d'un contrat social.

Rêve ? Après tout, toute communiste et alliée de Moscou qu'elle soit, la Pologne populaire a su apprendre à laisser quartier presque libre à l'Eglise ; à s'accommoder du maintien de la paysannerie privée ; et même depuis trois ans à tolérer, bon an mal an, une opposition.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

(1) Et notamment MM. Bogdan Bonkowski, Henryk Wojec, Piotr Kecik, Dariusz Kupiecki. Une perquisition a eu lieu aussi au domicile de M. Jan Josef Lipski, un économiste animateur du KOR, mais il n'a pas été arrêté.

La situation et l'avenir du tiers-monde

- **Sécheresse et inondations réduisent de près de 10 % la production agricole chinoise.**

(Lire, page 19, l'article de notre correspondant Alain Jacob.)

- **La session de l'ONU sur la stratégie du développement va donner lieu à de multiples affrontements politiques.**

(Lire, page 19, l'article de Gérard Viratelle.)

Le blocus des ports français

L'intervention de M. Barre entraîne la mobilisation des syndicats

Après l'échec de la rencontre entre M. Joël Le Theule, ministre des transports, et les responsables des marins-pêcheurs, le mercredi 20 août à Paris, le blocus des ports français s'est étendu à Fos.

Le blocage de Rouen mis en place le mercredi 20 dans l'après-midi a été levé par les pêcheurs le 21 en fin de matinée.

La décision de M. Raymond Barre d'assurer la libre circulation des pétroliers si nécessaire « avec le concours actif de la marine nationale », provoque de vives réactions politiques et syndicales.

Si les Neuf...

La grogne des marins-pêcheurs a pris une telle dimension que le ministre des transports, tuteur de la pêche, ne pouvait plus rester seul à la barre. Sauvegarde de l'emploi, maintien d'une activité traditionnelle, conséquence de la hausse du fuel, politique européenne... Sont réunis tous les éléments d'un vaste débat où l'action du premier ministre est au banc des accusés. Les leaders politiques et syndicaux ne s'y sont pas trompés. A neuf mois de l'élection présidentielle, chacun utilise ce conflit pour justifier ses démonstrations.

Le gouvernement ne peut se contenter de taper du poing sur la table, comme vient de le faire M. Barre en annonçant l'intervention de la marine nationale, ni de renvoyer le dossier à Bruxelles, *comme le tente M. Le Theule* en rendant publique sa lettre à la Commission européenne.

Certes, il y a un problème européen de la pêche. Chez nous comme chez nos partenaires, les pêcheurs doivent à la fois lutter contre la hausse du coût du fuel et contre l'appauvrissement de leurs lieux traditionnel de capture.

THIERRY BRÉHIER.

(Lire la suite page 18.)

Petites manœuvres

M. Raymond Barre est sorti de son silence. Pour se saisir d'un dossier qui met en cause sa politique économique ? Non. Simplement pour faire donner la marine contre les pêcheurs en colère. Nos approvisionnements pétroliers sont-ils déjà si gravement menacés ? Ne s'agit-il pas, plutôt, de faire — une fois encore — preuve d'autorité ?

Sur le fond, le gouvernement semble se contenter de dégager sa responsabilité. « Voyez Bruxelles, dit M. Le Theule, c'est là que l'affaire est bloquée. » Tant pis si un sentiment anti-européen se développe chez tous les producteurs français de produits alimentaires. « Tentez d'arranger les choses avec vos préfets », ajoute le ministre, qui promet que, dans ce cas, l'Etat pourrait faire un geste financier. Diviser ses adversaires pour mieux les réduire n'a rien d'original. La méthode est rarement couronnée de succès.

Il est aussi dangereux de laisser s'envenimer un conflit. Même si l'on espère que l'opinion publique se retournera contre des grévistes qui bloquent l'activité des ports de commerce et gênent les plaisanciers en vacances. On suggère même que leur donner satisfaction entraînerait une augmentation de l'essence pour tous les autres...

Pourquoi s'entêter et refuser une approche globale du problème des pêcheurs ? Pourquoi avoir tant attendu ? Les agriculteurs ont bien le droit, eux, à une conférence annuelle présidée par le premier ministre. Mais ils pèsent, il est vrai, très exactement cent fois plus dans la balance électorale.

Pour faire face à l'effondrement des cours

LES ÉLEVEURS DE PORCS DEMANDENT DES AIDES FINANCIÈRES IMMÉDIATES

(Lire page 22.)

AU JOUR LE JOUR

Le prix de la viande

Grosse émotion un peu partout, mercredi, à l'annonce que les troupes soviétiques étaient entrées en Pologne. Vérification faite, on s'est aperçu qu'elles s'y trouvaient déjà depuis trente-cinq ans...

Cette anecdote, qui n'est qu'à moitié drôle, montre à quel point les ouvriers polonais ne sont pas seulement des gêneurs pour le Kremlin ou pour M. Gierek, mais pour tout le monde, et notamment pour les Occidentaux, qui veulent bien parler de la liberté des autres, en général, à condition qu'elle ne menace pas leur confort, en particulier.

Décidément, le jour où tous ces gens se sont mis en grève pour protester contre le prix de la viande, ils auraient mieux fait de devenir végétariens.

BERNARD CHAPUIS.

Point de vue

La gauche plurielle

par HUGUETTE BOUCHARDEAU (*)

Il n'existe dans ce pays que deux possibilités de gagner pour la gauche. Ou bien, faisant fi de ses divergences, oubliant pour un temps la vieille opposition des familles qui la composent, elle décide de faire bloc. Ce fut 1936, ce fut aussi l'espoir du programme commun. Ou bien, constatant les divergences, elle trouve cependant le moyen d'imposer une majorité relative autour de quelques propositions.

L'incantation à l'unité P.C.-P.S. ne sert à rien aujourd'hui. Tout nous montre, à l'évidence, que cette unité-là ne se fera pas avant 1981... Peut-on penser alors que, à ce dynamisme de l'espoir, la gauche peut substituer une volonté raisonnée ?

Il ne s'agit pas d'oublier ce qui divise, il ne s'agit pas d'ignorer les concurrences... il s'agit au minimum de reconnaître les différences et de les respecter.

Jusqu'ici, les partenaires de la gauche ont joué l'écrasement de l'adversaire. Le parti communiste compte bien faire la démonstration de sa force. Dès aujourd'hui, il s'emploie à montrer à toute occasion que, malgré la réprobation sur sa position afghanne, malgré la contestation dans ses rangs, il est là et bien là, qu'il « tient » les gros bastions de la classe ouvrière, qu'il se donnera les moyens d'organiser des démonstrations de force — et pourquoi pas de nouveautés — dans un certain nombre d'occasions choisies par lui, où son hégémonie ne risque pas d'être remise en cause.

Le parti socialiste n'a pas ces allures d'artillerie lourde. Mais son premier secrétaire a déclaré superbement qu'il faudrait se « rallier » à lui sans condition. Qu'il n'y aurait pas à discuter. Et l'on voit déjà se mettre en place le type d'argumentation qui avait si bien servi le jeu à deux de la gauche en 1978 : attention, toute voix non ralliée au parti socialiste pourrait permettre au parti communiste de se placer en tête de la gauche avec les conséquences que l'on devine.

Quand allons-nous sortir de ce goût de la simplification mécanique ? A la multiplication des moyens d'information, à la progression du temps de formation dans la vie des citoyens, on a l'impression que ne peuvent correspondre — paradoxalement — que la banalisation, le goût de la réduction. Le jeu institutionnel des présidentielles suppose, bien sûr, le face-à-face du second tour. Est-ce une raison pour oublier ce que peut apporter le premier ? La gauche est divisée.

(Lire la suite page 7.)

(*) Secrétaire nationale du P.S.U.

« Saïd et moi »

roman-reportage de Poirot-Delpech

AUJOURD'HUI

IV. - Le ch'maître de maison

(Lire page 15.)

CRITIQUES ET CRÉATEURS

La recherche en littérature

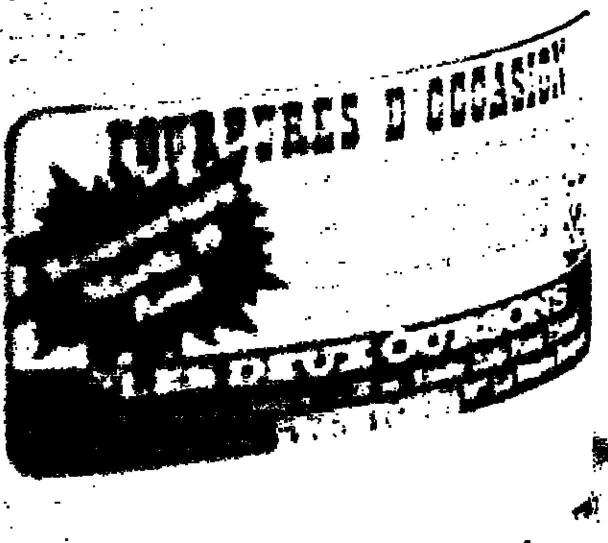
Le retour en nombre — et en qualité — du roman traditionnel où personnages et histoire donnent l'illusion du réel, l'essor de l'autobiographie avec sa charge de « vécu », l'estompage des débats sur la forme en littérature que le Nouveau Roman avait portés au premier plan, les effets du décret Monory sur la liberté du prix des livres qui favorisent les ouvrages de grande audience et de fort tirage, semblent menacer les recherches auxquelles la littérature doit prétendre si elle est un des beaux arts.

La critique universitaire accompagne la littérature dans cette exigence. Elle initie, sinon le public, du moins les étudiants, à recevoir différemment des textes conçus pour s'opposer à des normes périmées. Ces textes, on les rassemble d'ordinaire sous le vocable commode, mais douteux parce que trop marqué, « d'avant-garde ».

Le récent remodelage des universités, mené tambour battant par Mme Alice Saunier-Séïté, semble correspondre au refus de renouvellement de la forme écrite. Certes, tout n'est pas valable en ce domaine mais témoigne du désir de prendre en compte la modernité. Ce sont ces tentatives de renouvellement que présente en pages 12 et 13 « le Monde des Livres ».

Henri Meschonnic, un de nos meilleurs spécialistes en « analyse du texte littéraire », qui vient de voir supprimée sa préparation au D.E.A. à l'université de Vincennes, s'interroge sur les effets de cette disparition. Jean Ricardou, exégète du Nouveau Roman (**Nouveau Roman, hier, aujourd'hui** UGE. 10/18) suit la postérité de cette école littéraire où le roman s'est pénétré de poésie. Philippe Sollers, à travers l'œuvre de Valère Novarina infléchit la littérature vers un autre pôle : la « mise en tremblement » de la langue.

(Lire, pages 12 et 13.)





KHOMEINISME

L'irruption du « khomeinisme » sur la scène internationale suscite bien des interrogations. Pour Nikki R. Keddie, l'imam Khomeiny n'est pas un « intégriste » mais un « fondamentaliste » : au lieu de préserver les traditions de l'Eglise chiite, il leur donne une inflexion politique qu'elles n'avaient jamais eue. Denise Masson estime que le patriarche de Qom trahit le Coran en se prenant pour Allah lui-même. Quant à Jérôme Grynpas, il considère que la Mosquée rend un fier service aux multinationales en remplaçant une tyrannie par une autre et en poursuivant la politique du chah : étrangler la démocratie.

L'ayatollah est-il un intégriste ?

par NIKKI R. KEDDIE (*)

QUAND on parle de l'ayatollah Khomeiny, les mots « intégriste » et « fondamentaliste » sont devenus des épithètes interchangeables. Pourtant, leur sens n'est pas le même, et aucun des deux ne rend fidèlement compte des idées et de la pratique de Khomeiny.

Le « fondamentalisme », dans l'usage anglo-saxon, dénote une croyance, au sens littéral de l'Ecriture et des prophètes. Dans le sens français, l' « intégrisme » met plus d'insistance sur la préservation des pratiques traditionnelles de l'Eglise. Khomeiny peut être considéré partiellement comme un « fondamentaliste », en ce qu'il insiste sur beaucoup des formulations, des prescriptions et des châtiments consignés dans le Coran et les traditions du Prophète, auxquels, pourtant, il ajoute beaucoup de nouveau. Mais il n'est nullement un intégriste, si l'on entend par-là quelqu'un qui veut préserver les traditions de l' « Eglise » chiite. Bien plutôt, il a altéré (peut-être inconsciemment) ces traditions, surtout dans le sens d'un accroissement important du pouvoir des olémas (clergé), et surtout du sien propre. Il a aussi mis l'accent, sous des formes nouvelles, et plus que cela n'avait été fait depuis des siècles, sur les aspects politiques du chiisme.

Naturellement Khomeiny, comme la plupart des guides religieux, regarde ses doctrines comme les seules vraies. Pourtant, en fait, aucun penseur chiite de premier plan avant lui n'a dit que les olémas devaient disposer du pouvoir d'Etat et que leur chef devait gouverner. Le chiisme ancien croyait au règne héréditaire des imams, descendants d'Ali, le gendre du prophète. Dans la branche duodécimaine du chiisme, religion d'Etat de l'Iran depuis 1501, le douzième imam est censé avoir disparu sur terre et devoir revenir pour la période paradisiaque qui inaugurera les derniers temps. En son absence, les duodécimains ont observé des attitudes très variées envers les gouvernements sunnites et chiites, depuis l'acceptation au départ jusqu'à une hostilité croissante pendant la plus grande partie du siècle passé. Mais les olémas ont revendiqué tout au plus le droit de contrôler le pouvoir des chahs, jamais celui de régner eux-mêmes. La forme de contrôle choisie en dernier lieu a une base islamique fort mince. Ce fut une constitution imposée aux chahs en 1906-1907, copiée pour une large part sur la Constitution belge. Sa disposition « chiite » la plus marquante ne fut jamais mise en pratique : il s'agissait de l'institution d'un comité d'olémas, qui devait contrôler la compatibilité des lois votées par le Parlement avec l'islam. Le mouvement constitutionnel, englobant des participants « cléricaux » et laïques, peut être considéré comme un exemple des tendances de beaucoup d'olémas chiites à innover. Certains, comme l'ayatollah Na'ini, trouvaient des justifications islamiques convaincantes *a posteriori* pour ces innovations, alors que des olémas conservateurs anticonstitutionnalistes comme l'ayatollah Fazlollah Nouri (dont les idées sont maintenant en vogue à nouveau) les rejetaient.

Un vaste courant

Pour bien comprendre les aspects fondamentalistes de la pensée de Khomeiny, il faut les considérer comme s'insérant dans le vaste courant de réaction contre la politique des Pahlavi et contre la soumission croissante de l'Iran à la domination occidentale et spécialement américaine. La modernisation du droit, de l'éducation, des institutions de protection sociale par Reza Chah, sa nouvelle politique économique réduisirent le prestige et les revenus des olémas. De même, les mesures similaires prises par Mohammed Reza Chah. Cette politique créa une classe d'Iraniens occidentalisés dont les mœurs et l'opulence irritèrent les olémas, les bazaris et les classes populaires. La présence et le pouvoir des Occidentaux en Iran, l'aide iranienne à Israël, la tyrannie royale, le mépris vite affiché pour les coutumes islamiques, en même temps que la suppression des éléments laïques d'opposition, donnèrent une force renouvelée aux olémas contestataires comme Khomeiny, plus difficiles à faire taire.

Depuis sa première œuvre, *le Dévoilement des mystères* (1944), Khomeiny a critiqué violemment les monarques. Mais ce n'est que dans les années 60, spécialement dans son recueil de conférences, *Pour un gouvernement islamique*, qu'il a appelé clairement à la suppression de la monarchie comme non islamique et à un gouvernement dirigé par un juriste musulman du premier rang (Faguih) et des olémas. Il ajoutait qu'il n'était pas besoin de législation puisque tout se trouvait dans le Coran et dans les traditions du Prophète.

On peut certes trouver quelques textes musulmans qui vont dans un sens antimonarchique à l'époque des débuts de l'Islam. Mais, à travers presque toute l'histoire sunnite et chiite, les olémas ont accepté le gouvernement de monarques séculiers. Pour les chiites duodécimains, les seuls gouvernants vraiment légitimes furent les douze imams. Par la suite, de nombreuses solutions politiques furent proposées, mais aucune ne fut unanimement acceptée. Aucun dirigeant chiite avant Khomeiny n'a proclamé que les monarques étaient sans légitimité, devaient être déposés et que les olémas devaient exercer directement le pouvoir d'Etat.

Sur ce point capital, Khomeiny est un innovateur qui pousse à la limite des tendances plus modérées qu'on peut déceler chez certains de ses prédécesseurs. Lui et son cercle innovent également en mettant l'accent à ce point sur la politique, l'anti-impérialisme et les relations internationales, se faisant ainsi l'écho sur de nombreux points des thèses « tiers-mondistes » telles qu'on les trouve dans la résistance palestinienne ou dans les milieux étudiants français, mais guère dans le passé du chiisme. Bien entendu, ce « tiers-mondisme » n'est pas de la variété gauchiste.

Si l'on veut trouver un « traditionaliste » parmi les dirigeants iraniens récents, ce n'est pas vers Khomeiny qu'il faut tourner les yeux, mais plutôt vers quelqu'un comme l'ayatollah Kazem Chariatmadari, très savant connaisseur de la doctrine et de la tradition chiites, partisan de la théorie de la Constitution de 1906-1907, selon laquelle les olémas doivent opposer leur veto à des mesures non islamiques, mais non exercer directement le pouvoir. Assurément, cette tradition-là n'est vieille que de soixante-treize ans, du moins en ce qui concerne sa composante constitutionnaliste. Mais elle est encore plus vieille que la « tradition » instaurée par Khomeiny tout récemment, et elle reflète une opinion quelque peu plus ancienne sur le degré de contrôle que devraient exercer les olémas sur les gouvernants.

Un autre partisan de longue date de la restauration de la Constitution de 1906-1907, avec les limitations strictes qu'elle imposait au pouvoir du chah, fut le défunt ayatollah Mahmoud Taleghani (mort en 1979). Ce n'était pourtant pas un traditionaliste. Il était ouvert, grâce à ses enfants et aux contacts qu'il eut en prison, à une interprétation partielle de l'islam dans un sens moderniste et de gauche.

Une grande variété de conceptions

Des interprétations plus radicales de l'islam, venant en général de gens dépourvus d'instruction théologique poussée, ont trouvé beaucoup d'écho en Iran depuis les années 60. Il s'agit notamment de celles qu'a proposées le conférencier populaire d'éducation française, Ali Chariati (mort en 1977), et de celles des *mojâhedin-é Khalq*. Certaines des idées de ces derniers viennent de Chariati, d'autres révèlent une influence du tiers-mondisme de gauche ou du marxisme. A l'autre extrémité du spectre, des olémas, comme l'ayatollah Beheshti, se sont montrés bien peu dotés de cet ascétisme et de cette compassion pour les pauvres et les opprimés qui ont tant aidé à la popularité de Khomeiny, ainsi que son courage et son optique manichéenne et utopique.

Le chiisme iranien englobe donc une grande variété de conceptions, dont aucune n'est purement traditionaliste, « intégriste » ou « fondamentaliste ». Toutes reflètent les difficultés politiques et sociales auxquelles les Iraniens essayent de trouver une issue, avec moins de succès que beaucoup ne l'avaient espéré. L'expérience d'un « gouvernement islamique » peut enseigner à la fois les dangers qu'il y a à fouler aux pieds les croyances et pratiques religieuses d'un peuple, comme ceux qui sont inhérents aux réactions que déclenche ce mépris. La marche dans la voie d'une utopie islamique, sous la direction de gens de peu d'expérience politique ou économique, munis de théories simplistes, a échoué à créer une politique ou une économie fonctionnelle. En même temps, l'application rigide de la loi « religieuse » crée des problèmes d'une gravité croissante. Malgré sa sincérité et sa sympathie pour les pauvres, qui sont indéniables, l'ayatollah Khomeiny n'a trouvé de solution aux problèmes fondamentaux de l'Iran ni dans son retour « fondamentaliste » aux prescriptions coraniques ni dans ses nombreuses innovations par rapport au passé chiite.

(Traduit par MAXIME RODINSON.)

(*) Nikki R. Keddie est professeur d'histoire à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA). Elle a écrit de nombreux livres et articles sur l'Iran et le Proche-Orient, et en tout dernier lieu *Iran : Religion, Politics, and Society* (London, Frank Case, 1980).

USAGE DE FAUX

par DENISE MASSON (*)

IL n'appartient pas à un non-musulman, fût-il monothéiste, de prendre la défense du Coran, livre sacré de l'islam. Cependant, il se croit autorisé à poser des questions aux docteurs ès sciences islamiques. Nous voulons parler du cas Khomeiny.

Chacun sait que l'attribut divin sur lequel le Coran revient, pour ainsi dire, à chaque page, est la miséricorde. Le pardon est accordé sans cesse par Allah au pécheur repentant ; à celui qui « revient vers lui ».

D'après le Coran, Allah se réserve, le plus souvent, le soin de punir lui-même, dès cette vie, et, plus tard, dans la géhenne, les incrédules, les polythéistes, les renégats, les hypocrites... Cependant, Muhammad et les croyants doivent combattre et tuer *les infidèles qui attaquent la communauté musulmane et la mettent en danger.*

« Ceux qui font la guerre contre Dieu et contre son prophète... seront tués ou crucifiés, ou bien leur main droite et leur pied gauche seront tranchés, ou bien ils seront expulsés du pays... » *à moins qu'ils se repentent. Le texte ajoute :* « Sachez que Dieu est miséricordieux. » *(Cf. Cor. V, 33-34.)*

La lutte contre les ennemis de l'islam est donc un devoir absolu. Il est écrit : « Combattez les polythéistes totalement, comme ils vous combattent totalement » *(IX, 36) : mais s'ils cessent le combat,* « Dieu leur pardonnera... Il voit parfaitement ce qu'ils font. » *(Cf. VIII, 38-39.)*

Au contraire : « Il n'appartient pas à un croyant de tuer un autre croyant... : celui qui tue volontairement un croyant aura la géhenne pour rétribution. » *(IV, 92-93.)*

En cas de conflit entre deux groupes de croyants, on devra s'efforcer de rétablir la paix entre eux ; puis il faudra « lutter contre celui qui se rebelle, jusqu'à ce qu'il s'incline devant l'ordre de Dieu ». *(XLIX, 9.)*

Le Coran prévoit des châtiments corporels : pour les femmes adultères, la séquestration jusqu'à la mort « à moins que Dieu ne leur offre un moyen de salut ». *(Cf. IX,15.)* « Le débauché et la débauchée recevront chacun cent coups de fouet... en présence d'un groupe de croyants » *(Cf. XXIV, 2) ; mais ceux qui portent des accusations mensongères contre* « des femmes honnêtes recevront quatre-vingts coups de fouet ». *(Cf. XXIV, 4.)*

L'expression : « le lapidé » *est appliqué dans le Coran au démon, comme un terme de souverain mépris ; mais il n'est pas question de lapidation comme moyen de châtiment. C'est la loi juive qui prévoyait la lapidation publique,* « jusqu'à ce que mort s'ensuive » *des adultères.* (Deut. XVII, 3, 5.)

Un nouveau Coran ?

Le Coran dit encore : « Les mains du voleur et de la voleuse seront tranchées. » *(Cor. V, 38.)*

On voit, d'après les textes cités, que le Coran ne condamne à mort que les infidèles en guerre contre Allah, son prophète et les croyants.

Il semble donc que Khomeiny se prend non seulement pour un « signe d'Allah », *mais pour Allah lui-même lorsqu'il ordonne le meurtre au nom* du Coran. *Il est permis de penser qu'il a inventé un nouveau Coran, à sa mesure, ignoré, jusqu'à ce jour, de la communauté musulmane et de l'Occident...*

Il apparaît normal, sur le plan politique qu'un gouvernement se défende comme il peut, en usant de moyens plus ou moins sordides ; mais l'atteinte à la foi musulmane dont se rend coupable ce dictateur, qui se sert de l'islam à des fins personnelles, au lieu de le servir, nous semble particulièrement odieuse.

Respectueux de l'islam, tout en lui restant étranger, qu'il nous soit permis de déplorer ces graves attentats aux valeurs essentielles de la religion islamique.

(*) Auteur de la traduction du Coran éditée par la Pléiade.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

LE TYRAN EST MORT VIVE LA TYRANNIE !

par JÉROME GRYNPAS (*)

EN soi, la mort du chah n'est pas un événement important. Mais elle incite à quelques *réflexions salutaires*. Reza Palhavi avait tout pour réussir. Il a tout raté. L'histoire jugera, dit-on. C'est chose faite. Toutefois, ce scandaleux échec, il serait abusif de le faire endosser par le seul « roi des rois ». Il serait injuste de se contenter d'accabler les seuls Etats-Unis d'avoir tout manigancé en pure perte. Il serait imbécile de penser que la succession était fatale entre la dictature corrompue de l'ex-empereur et le chaos sanglant de Khomeiny.

Une troisième voie était possible. Un moment même, elle a été esquissée. Puis elle a été volontairement barrée. Ce fut la tentative du docteur Mossadegh. Son échec, curieusement, n'a laissé que peu de trace dans la mythologie de la gauche « anti-impérialiste » d'Occident. Preuve d'une incapacité intellectuelle de comprendre son époque. Pourquoi ? C'est une autre histoire.

Rafraîchissons nos mémoires engourdies. Après la dernière guerre, l'Iran connaît un début de démocratisation. Le Front national accède au pouvoir. Mossadegh nationalise le pétrole et accélère le processus de démocratisation. On connaît la suite : intervention des Etats-Unis, remise en selle du chah, instauration d'une dictature féroce et corrompue. Pendant des décennies, elle allait se donner libre cours... avec le résultat que l'on sait. Par contre, ce qu'on tait — à gauche comme à droite — c'est le contenu politique de la répression : briser les reins au progrès démocratique, rationnel, à l'occidentale (en exista-t-il jamais d'autre ?). De ce silence, par ignorance, par sottise, par mauvaise foi, nous nous sommes tous rendus coupables. La droite jubilait. Le « complot communiste » de Mossadegh était écrasé. Ses noirs desseins inspirés de Moscou étaient déjoués par Superman-C.I.A.. Une bonne dictature pour les « bougnoules » et pour nous l'atmosphère feutrée propice aux affaires.

De son côté, la gauche se lamentait selon un rituel bien au point qui faisait sien le manichéisme de la droite en se contentant d'inverser les épithètes morales. Le complot impérialiste avait triomphé, provisoirement, comme il se doit ; mais, puisque « le peuple uni jamais ne sera vaincu », demain l'émancipation et le socialisme gagneront nécessairement.

Extirper la démocratie

Pendant ce temps, à l'intérieur, le régime impérial poursuivait méthodiquement sa politique de consolidation, baptisée à la satisfaction de tous les conforts intellectuels : « lutte contre le communisme ». Certes, le parti communiste local (le parti Toudeh) n'en menait pas large, mais, quoi qu'on en ait dit en Occident pendant des années tant chez les amis que chez les adversaires du régime, ce n'était pas lui la cible véritable : c'était l'activité démocratique. Que voulait détruire la police du chah ? L'amour de l'Union soviétique, la théorie de la socialisation des moyens de production, l'idée que le matérialisme dialectique explique le matérialisme historique (ou inversement) ? C'est peu probable. Ce qui était pourchassé concrètement, c'est la liberté d'opinion et d'association, l'activité syndicale, l'indépendance du judiciaire, le droit de chacun d'être un citoyen à part entière. Bref, la démocratie. La nôtre. Il n'y en a pas d'autre. Cet unique point de convergence des haines de toutes les dictatures.

A cet égard, vingt à vingt-cinq ans de dictature impériale ont été efficaces. Le potentiel humain qui aurait permis l'épanouissement d'une vie démocratique a été broyé. La grosse bourgeoisie s'est ralliée au trône. Le reste s'est engouffré dans les mosquées. Dans celles-ci, pendant des années, on a tonné contre la corruption, on a parlé de liberté (en terme généreux), on a dit aux « déshérités » : l'amélioration de votre sort est la priorité des priorités. Les millions d'individus qui ont manifesté, puis renversé le chah, ont agi pour ces motifs. Pas pour fonder la République islamique ou porter le tchador.

On s'étonne maintenant de la mansuétude de l'ancien pouvoir à l'égard de la mosquée. On a tort. Son appréciation de base était correcte. L'ennemi qu'il faut écraser, pensaient le chah et ses conseillers étrangers, c'est l'esprit démocratique, la rationalité, la volonté de progrès. La mosquée est totalement étrangère à tout cela. Ils ne pouvaient pas prévoir qu'ayant bloqué toutes les autres issues — l'imprévisible charisme de Khomeiny aidant — l'immense colère, l'immense désespoir des foules iraniennes allaient donner le pouvoir à la fraction intégriste du clergé chiite.

Grâce à la révolution islamique, la droite a sauvé l'essentiel selon ses normes pragmatiques : une structure non démocratique pour continuer — si pas aujourd'hui, demain — à s'affairer aux affaires. L'Iran a du pétrole et 35 millions d'habitants. Il peut se fermer au monde, comme l'Albanie, au prix d'une dictature féroce. Pourquoi pas ? L'austérité ne déplaît pas à Khomeiny. Quant aux citoyens de ce pays, leur avis ne sera pas véritablement sollicité. Cela durera ce que cela durera. Le monde des affaires prendra son mal en patience. Il en a vu d'autres.

Dans les autres cas de figure, l'imam — ou ses successeurs — devront vendre du pétrole pour acheter les produits qu'ils n'ont pas. Ils passeront nécessairement par les multinationales pour répartir la pauvreté. Si, pour tourner l'obstacle, ils font de l'U.R.S.S. le pourvoyeur étranger, c'est l'extrême pauvreté qu'il leur faudra gérer. Mais pourquoi ne pas envisager dans le cadre de cette République islamique une prospérité « sobre » qui irait en se développant ? Parce qu'un tel développement passe à travers le seul cadre d'une vie démocratique, comme toute l'histoire de l'après-guerre le montre. Cela suppose un climat auquel ne résisterait pas l'Etat théocratique. Comme dans tous les pays où règne une oligarchie, le choix serait vite fait. Il ne serait pas en faveur de la démocratie.

C'est pourquoi on peut penser que, dans le désordre actuel, les privilèges du monde des affaires seront fondamentalement préservés. Soyons de bon compte. La Révolution n'étant pas sur le point d'éclater, les régimes de Pinochet, de Mobutu, de Brejnev, de Khaled d'Arabie, de Sekou Touré n'empêchent pas les multinationales de faire dans ces pays, et grâce à leurs dirigeants, d'excellentes affaires.

Jusqu'à nouvel ordre, ce qui menace concrètement la rentabilité des capitaux ce sont les coûts salariaux toujours « excessifs » provoqués par les exigences des travailleurs s'activant librement dans leurs syndicats. Pareil « danger » ne peut se produire que dans et grâce aux structures démocratiques d'un Etat de droit. Etat que la République islamique n'est pas près d'accepter.

Quant à la gauche, elle se contentera de stigmatiser les atteintes aux droits de l'homme dont se rendra (dont se rend déjà) coupable le nouveau régime. Elle oubliera d'y ajouter les droits bafoués du citoyen. Ainsi, elle ne devra pas s'interroger sur son propre néant idéologique qui, depuis des décennies, la pousse à saluer comme des victoires tout ce qui n'annonce que d'inévitables défaites.

(*) Journaliste, directeur de l'hebdomadaire *Notre temps* (Bruxelles).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	202 F	331 F	461 F	590 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	661 F	956 F	1 250 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	234 F	396 F	558 F	720 F
II. — SUISSE - TUNISIE	283 F	506 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

E TYRAN EST MOR
IVE LA TYRANNIE

L'aggravation de la crise polonaise

Les événements de Pologne provoquent de très nombreuses réactions dans le monde.

En U.R.S.S., après sept ans d'interruption, les Soviétiques ont repris le mardi 19 août le brouillage des radios occidentales pour empêcher *l'écoute* des émissions en russe de la « Voix de l'Amérique » et de la B.B.C. Le brouillage a continué durant la journée de mercredi. Cette mesure met fin à la période de tolérance ouverte peu avant le début des négociations sur la C.S.C.E. (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), à l'époque de la détente entre Moscou et Washington.

● AU VATICAN, le pape Jean-Paul II a fait allusion pour la première fois, mercredi soir, aux événements devant une vingtaine de milliers de fidèles rassemblés place Saint-Pierre, dont quelque neuf cents Polonais. Il a chanté avec eux un hymne qui avait notamment *été utilisé* par les résistants polonais à l'époque de l'occupation allemande, et dont un passage dit : « Dieu qui, pendant tant de siècles, a protégé la Pologne, bénis notre patrie libre. ». Puis, il a récité des prières invoquant « la liberté pour l'Eglise et la Paix pour la patrie », et « la protection du peuple contre tout danger ». Aavant de quitter la place Saint-Pierre, Jean-Paul II a demandé en italien à tous les fidèles de prier « pour ma patrie, la Pologne ».

● DANS LES PAYS DE L'EST, la presse, qui a commencé il y a plusieurs jours à mentionner l'existence de troubles en Pologne, publie ses premiers commentaires. A Moscou, la « Pravda » souligne que M. Gierek « s'est refusé à toute concession sur les questions de principe ». En Yougoslavie, le journal « Politika Express » note que les grévistes polonais veulent « la liberté de la presse et la formation libre d'organisations syndicales ». A Prague, la presse souligne le danger que représentent, selon elle, « les forces antisociales en Pologne.

En Chine, le « Renmin Ribao » et « Chine nouvelle commentent avec bienveillance les revendications des grévistes.

● AUX ETATS-UNIS, le chef du groupe républicain au Sénat, M. Baker, a estimé que l'envoi éventuel de troupes soviétiques en Pologne serait « une très grave menace pour la paix du monde », qui pourrait conduire les dirigeants américains à serrer les rangs autour du président. De son côté, Alexandre Soljenitsyne a rendu hommage aux grévistes polonais dans un message qu'il leur a adressé de sa résidence de Cavendish (Vermont).

● EN AUTRICHE, le chancelier Kreisky a jugé les événements de Pologne accablants pour les communistes européens, et « aussi *importants que ceux de 1956 en Hongrie et de* 1968 en Tchécoslovaquie ».

● EN ESPAGNE, M. Carrillo, secrétaire général du P.C., a déclaré que les grèves résultaient de l'absence de démocratie dans le système politique polonais.

● EN R.F.A., où l'on s'interroge sur le maintien de la rencontre de MM. Schmidt et Honecker, prévue pour les 28 et 29 août, le candidat chrétien-démocrate à la chancellerie, M. Strauss, estime, dans une interview publiée ce jeudi par la « Bild Zeitung », qu'une invasion soviétique en Pologne « mettrait fin à la détente une fois pour toutes ».

Les milieux syndicaux, dans différents pays, continuent, d'autre part, à exprimer leur solidarité avec les travailleurs polonais. Aux Etats-Unis, l'A.F.L.-C.I.O. a publié une déclaration dans laquelle elle « soutient de toutes ses forces les travailleurs polonais dans leur juste et brave combat ». La confédération, qui compte près de quatorze millions de membres, ainsi *que le syndicat des dockers*, ont invité les Américains à boycotter les produits polonais. Les commissions ouvrières espagnoles, la confédération syndicale danoise L.O., ainsi que la Fédération internationale des ouvriers de la métallurgie, ont également exprimé leur solidarité aux grévistes polonais. A Paris, la Confédération des syndicats libres « dénonce les fausses distinctions opérées par les autorités polonaises pour séparer l'inséparable, l'exercice du droit de grève étant bien entendu incompatible avec l'existence de la censure et l'absence de liberté syndicale ».

LE GOUT DES GRÈVES SELON L'AGENCE PAP

Soixante-trois bateaux sont bloqués dans les ports de Gdansk et Gdynia depuis le *lundi 18 août*, a *indiqué* l'agence officielle polonaise PAP dans un commentaire sur les retombées économiques de la grève sur le littoral de la Baltique. Quelque 130 000 tonnes de pétrole brut attendent d'être déchargées, 75 000 tonnes de citrons (fruit rare sur le marché polonais) menacent de pourrir et des cargos entiers de fourrage sont dans l'impossibilité de livrer.

Le maintien à quai, précise l'agence, coûte de 50 000 à 400 000 zlotys (1 600 à 13 300 dollars) par jour pour un bateau polonais et de 1 500 à 5 000 dollars pour un bateau étranger et 7 500 dollars dans le cas d'un pétrolier.

Pour l'exportation, tout départ est bloqué pour 140 000 tonnes de charbon, 20 000 tonnes de soufre, 8 000 tonnes de bois de construction, 37 000 tonnes de ciment, 12 000 tonnes d'engrais et 9 000 tonnes de produits sidérurgiques.

Les pertes à la production des chantiers navals de Szczecin sont évaluées à 24,1 millions de zlotys (800 000 dollars) par jour, celles des chantiers de Gdansk *seraient plus élevées.*

Cette situation, conclut l'agence, dont la dépêche est reproduite dans la presse polonaise mercredi matin, ne fait que reculer le moment où une amélioration des conditions de vie sera possible. — (A.F.P.)

Une situation déchirante pour le parti

(Suite de la première page.)

La reconnaissance des libertés syndicales ne constituerait pas dans ses conditions un séisme alors qu'aucune des forces influentes du pays — consciente de ce qu'est l'équilibre européen — ne songe à remettre cet équilibre en cause.

Si c'est non, si le refus aujourd'hui catégorique est maintenu, deux scénarios sont possibles. Première hypothèse : le mouvement de grève ne continue pas à s'étendre géographiquement. Les autorités jouent le pourrissement, tablent sur le découragement de Gdansk accentuant en même temps la pression policière en empêchant par exemple les délégués des usines de se rendre aux réunions du comité de grève interentreprises et organisent en plus du blocus téléphonique, la disette. Parallèlement, pour répondre à l'énorme mécontentement général et faire un geste de bonne volonté, elles accordent une certaine autonomie aux syndicats officiels, démocratisent leur fonctionnement et mettent en train quelques réformes susceptibles de leur assurer un soutien, une neutralité tout au moins, des cadres intermédiaires. La grève s'effiloche à la longue ; c'est le retour à la normale. La Pologne n'a pas pris le tournant indispensable à la solution de ses difficultés, mais le parti peut souffler. C'est là l'hypothèse rose, pour le pouvoir s'entend, et celle qui fonde pour l'instant la tâtonnante stratégie officielle.

Petit chef-d'œuvre de propagande bien faite, le journal télévisé de mercredi soir était ce que l'on pouvait faire de mieux dans cette optique : vues de Gdansk et de Szczecin ; les deux *grèves y durent (tout le monde* le sait, pourquoi le cacher ?), le vice-président essaye de négocier. C'est difficile et surtout difficile pour les écoliers qui n'ont pas pu se rendre à l'école le jour de la rentrée des classes ; les employés qui doivent se lever deux heures plus tôt pour aller à leur bureau ; les retraités ; les mères de famille ; pour tous, en fait, à cause des pertes importantes apportées à l'économie nationale par l'inactivité des usines. Suivait un tour des principales villes industrielles au travail, sous forme de courtes « tables rondes » avec des représentants des différentes couches sociales.

Extraits de ces débats, au demeurant presque alertes et parfois à la limite des critiques admises : « *La vie est vraiment dure en ce moment mais il n'y a qu'un seul moyen de nous en sortir : travailler* » ; « *Nous faisons tout notre possible mais il nous manque des pièces bloquées par les grèves* » ; « *La planification est mal faite, il faudrait décentraliser la gestion de l'industrie, définir des perspectives à plus long terme et cesser de croire que les réformes sont impossibles tant que les déséquilibres persistent* » ; « *Les syndicats sont très actifs dans toutes les activités d'assistance sociale mais ne remplissent pas leur rôle.* »

Venait ensuite une interview des membres de la direction des syndicats ; il y a bien des choses qui ne vont pas dans notre fonctionnement, nos militants manquent d'audace dans leurs activités, nous faisons quand même *beaucoup, mais... la presse passe* notre action sous silence. Et enfin, une interview des responsables d'un groupe catholique officiel qui a cité une déclaration du cardinal-primat prononcée dimanche au cours d'un pèlerinage à Wambierzyce et qui n'avait pas été publiée par l'épiscopat jusqu'à maintenant. Cette déclaration parle dans le même temps du « *monde ouvrier qui tente d'obtenir les droits sociaux, moraux, économiques et culturels dus à la nation* » et de la nécessité de « *bien travailler en pleine conscience et responsabilité* » sans « *dilapider les dons de la nation* ». Mgr Wyszynski doit recevoir ce jeudi l'évêque de Gdansk. La position de l'Eglise pourrait être précisée à cette occasion.

L'intelligentsia un peu dépassée

Deuxième hypothèse: les grèves s'étendent en deçà du littoral baltique. Cela pourrait être le cas à Varsovie même, où des délégations ouvrières se sont rendues chez le maire, porteuses de revendications et assez menaçantes. Ce peut être le cas à chaque instant, n'importe où. Le pouvoir se crispe alors dans son refus de négocier. L'affrontement devient vite inévitable ; la dynamique de la violence imprévisible s'enclenche et, même limitée, c'est la tragédie pour toute la Pologne, qui, déjà bien malade, mettrait très longtemps à se remettre d'une effusion de sang.

Anxieuse, un peu dépassée par les événements, l'intelligentsia libérale tente depuis mardi de faire entendre sa voix en appelant le parti à des réformes *réelles et les grévistes* au réalisme. Le DIP, groupe oppositionnel modéré, qui aurait préféré ne pas voir se réaliser si vite tout ce qu'il prédit depuis deux ans, estime que « *la responsabilité de ce qui se passe actuellement incombe totalement au pouvoir* », coupable de n'avoir pas laissé se créer un jeu politique démocratique. Dans le même esprit, soixante-deux intellectuels de renom, dont six membres de l'Académie des sciences, appellent la direction à négocier sans tarder avec le M.S.K. de Gdansk.

Varsovie politique, comme un songe pour celui qui sort de quatre jours à *Gdansk*, frémit, elle, de rumeurs sur le prochain plenum du parti qui devrait se tenir au plus tard à la fin de la semaine. Une chose est sûre : pour l'heure, M. Gierek n'envisage nullement de passer la main, ni de lui-même ni sous d'éventuelles *critiques*. M. Stefan Olszowski, évincé du bureau politique en février dernier durant le congrès et tombé « *à gauche* » (comme libéral), est revenu depuis dimanche de son ambassade de Berlin-Est et se montre fort actif ; plusieurs sources sûres tiennent un remaniement de la direction pour certain. Quelques signes très remarqués et amplifiés dans ce petit monde placent après M. Kania, le responsable de l'armée et de la police (*le Monde* du 21 août), un autre membre du bureau politique, M. Karkoszka, le premier secrétaire de la capitale, parmi les partisans de l'ouverture et de l'audace. Les femmes de ménage briquent l'immeuble du comité central — celui dont les fenêtres donnent sur la rue Nowy Swiat. Autrement dit, le nouveau monde, en polonais.

BERNARD GUETTA.

ARRESTATION DU MARI DE LA CORRESPONDANTE A VARSOVIE DU « DAILY TELEGRAPH »

Londres (*A.F.P.*). — La police polonaise est *intervenue*, mercredi 20 août, au domicile de la correspondante à Varsovie du *Daily Telegraph*, Mme Helena Luczywo dont le mari a été arrêté, rapporte le quotidien conservateur britannique.

Mme Luczywo raconte qu'elle était en train de dicter un article lorsque les policiers ont presque enfoncé la porte de son appartement. Son mari ayant ouvert aux forces de l'ordre, quatre policiers en civil et un en uniforme ont pénétré dans l'appartement, ajoute-t-elle. La fouille a duré cinq heures. A l'issue de la perquisition, Helena Luczywo a été laissée en liberté, mais son mari a été arrêté.

La journaliste indique qu'elle a été suivie par une voiture quand elle est sortie de chez elle, mais qu'elle a réussi à la « semer » avant d'aller dicter son article chez des amis.

IL Y A DOUZE ANS

Les chars du pacte de Varsovie entraient à Prague

Il y a douze ans, les armées de cinq pays du pacte de Varsovie mettaient fin au « printemps de Prague » et à la tentative d'instauration d'un « *socialisme à visage humain* » en envahissant la Tchécoslovaquie dans la nuit du 21 août 1968. Les Soviétiques avaient prétendu alors que leur « *aide fraternelle* » avaient été demandée par des « *communistes honnêtes* » qui n'ont pas été identifiés à ce jour.

Les Soviétiques espéraient aussi pouvoir rapidement constituer une équipe de rechange pour remplacer M. Dubcek et ses collaborateurs, ils n'avaient pas pris, comme pour l'Afghanistan, la précaution de mettre sur pied au préalable un gouvernement à leur solde. La Tchécoslovaquie entière, *incrédule, se souleva* et résista passivement. Il fallut encore huit mois aux Soviétiques pour mettre au pas leur allié et confier à M. Gustav Husak le soin de « normaliser » la situation.

Depuis, tant bien que mal, les *autorités tchécoslovaques* ont tenté de regagner l'audience du monde extérieur. Les relations d'Etat à Etat ont bien été rétablies, mais la situation interne est telle que l'estime n'est pas encore au rendez-vous. Bien au contraire, la communauté internationale surveille de près tous les actes de représailles à l'encontre des partisans du « printemps de Prague », chassés de partout et exclus de la vie normale, comme des défenseurs des droits civiques réunis sous la bannière de la Charte 77 ou du V.O.N.S. (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies).

Aussi, par exemple, les autorités tchécoslovaques ont annulé un colloque international sur la logique symbolique qui devait se tenir à Prague du 24 au 30 août à l'Institut de mathématique de l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie. Le motif officiel : « *Des circonstances techniques imprévisibles.* » En fait, la Société française de logique, de méthodologie et philosophie des sciences avait, l'hiver dernier, estimé « *inacceptable* » la condamnation du logicien Vaclav Benda et de ses amis du V.O.N.S. Et dans une lettre à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris, elle attirait l'attention « *sur le problème de conscience que ne manquerait pas de poser à de nombreux logiciens leur participation au colloque international de logique organisé à Prague durant l'été prochain, au moment où l'un des leurs s'y trouverait emprisonné dans de telles conditions* ».

Une médaille d'or pour l'atelier Grapus

D'autre part, Grapus, un atelier de création collective (affiches, graphisme et édition), dont les membres appartiennent au P.C. français, a reçu cette année une médaille d'or à la Biennale internationale des arts graphiques de Brno pour les journaux du Théâtre de la Salamandre. Cet atelier avait obtenu en 1978, à Brno, le grand prix de la Biennale pour l'affiche « Marx auto-stoppeur » des jeunesses communistes. Les membres de l'atelier se sont rendus, en juin 1980, à Brno, pour recevoir les deux médailles. Celle de 1978 était assortie d'une bourse de 20 000 couronnes.

De passage à Prague, les membres de l'atelier Grapus ont rencontré des représentants de la Charte 77. Leur action en vue du strict respect de la légalité et de la défense des libertés en Tchécoslovaquie, de l'arrêt des procès politiques, de l'arrêt des représailles et des discrimi*nations politiques, de la mise en* liberté des prisonniers politiques, notamment de Vaclav Havel et de Jaroslav Sabata, et de l'amnistie politique, leur paraissant entièrement fondée, ils ont remis aux responsables de la Charte 77 le montant de leur bourse de la Biennale de Brno 1978.

L'Humanité, enfin, tient à rappeler que sa « *désapprobation* » de l'invasion persiste : « *Douze ans, déjà. Douze ans qui n'ont pas entamé notre désapprobation*, écrit l'organe central du P.C.F. *Le socialisme était en péril, a-t-on dit pour expliquer l'intervention militaire. Or tel n'était et n'est toujours pas l'avis des communistes français. Le P.C. de Tchécoslovaquie était engagé à l'époque dans un processus de développement de la démocratie socialiste. Avec ses imperfections. Avec aussi son originalité. Et ses espoirs. Bien entendu, des forces hostiles au socialisme ont tenté de s'attaquer au système social qui, malgré oppositions et freinages, engendre finalement les libertés, toutes les libertés. Et les manipulations venues de R.F.A. et d'ailleurs n'ont pu se transformer en une intervention directe de l'impérialisme. Dès lors, le peuple tchécoslovaque et son parti n'avaient-ils pas les forces suffisantes pour combattre les adversaires du socialisme ? Et n'était-ce pas à eux, à eux seuls, d'agir afin de préserver et renforcer les conquêtes du socialisme ? Nous persistons à croire que oui.* »

Mais pourquoi les communistes français ont-ils jugé utile de changer la « *réprobation* » exprimée sitôt après l'événement pour un vocable moins critique, celui de « *désapprobation* » ? — Amb.

● *Le chargé d'affaires de Roumanie en Autriche* a démenti, mercredi 20 août, que des mouvements de grève aient eu lieu récemment dans divers centres industriels roumains. Il a qualifié de « *fantaisistes* » et « *dénués de tout fondement* » les informations publiées à ce sujet par certains organes de presse occidentaux.

M. ROCARD NE CROIT PAS A UNE INTERVENTION SOVIÉTIQUE

M. Michel Rocard, membre du bureau exécutif du P.S., a été interrogé, mercredi soir 20 août, au micro de R.M.C. sur l'hypothèse d'une intervention soviétique en Pologne. M. Rocard a notamment indiqué : « *Les chances de succès d'une éventuelle intervention soviétique en Pologne seraient faibles, et comme les dirigeants soviétiques sont des gens responsables, je n'y crois pas.* »

Le député des Yvelines a cependant ajouté que, si l'U.R.S.S. intervenait, le gouvernement français devrait témoigner au peuple polonais la solidarité de la France et devrait réagir ainsi : « *Ne pas attendre douze heures avant que la position de la France soit connue, et elle ne peut être qu'une énergique désapprobation ; recevoir dans les locaux de l'ambassade* (de France à Varsovie) *quiconque éprouverait une crainte pour sa vie, réexaminer toutes les formes de nos relations avec la Pologne et l'Union soviétique, de façon à faire payer un prix aux Soviétiques dans cette affaire.* »

Le voyage du chancelier Schmidt en R.D.A. n'est pas remis en question à Bonn

De notre correspondant

Bonn. — Les dramatiques développements de la situation en Pologne pourraient-ils contraindre M. Schmidt à ajourner son rendez-vous de la semaine prochaine avec le président du Conseil d'Etat est-allemand, M. Honecker ?

Du côté gouvernemental, certes, on s'efforce de démentir que le voyage du chancelier dans l' « autre Allemagne » puisse être remis en cause. Le scepticisme n'est pas dissipé pour autant. L'évolution de la crise polonaise restant imprévisible, des raisons sérieuses d'annuler la rencontre pourraient surgir à n'importe quel moment, et les dirigeants ouest-allemands observent la marche des événements, avec ce que le quotidien de Bonn *General Anzeiger* appelle « une respiration suspendue ». Ils s'emploient cependant à maintenir que rien n'est changé sur le plan des rapports avec Berlin-Est et avec Varsovie, notamment en ce qui concerne le prêt d'un milliard deux cents millions de *deutschemarks qu'un consortium* bancaire vient, en principe, d'accorder au gouvernement polonais.

L'opposition chrétienne-démocrate n'a pas perdu de temps pour demander que l'assistance financière promise au régime polonais soit suspendue (*le Monde* du 21 août). Les milieux financiers de la République fédérale, qui avaient déjà beaucoup hésité à accroître leurs avances à la Pologne, se demandent plus que jamais s'il est sage de voler au secours d'une économie en déroute. En fait, les spécialistes font observer que bien des semaines de négociations sont encore indispensables avant que l'argent promis aux Polonais soit transféré.

L'embarras des autorités est évident. Après avoir déjà proclamé à plusieurs reprises ces derniers jours que la République *fédérale mise sur la* « *stabilité* » en Pologne, le porte-parole adjoint du gouvernement a fait savoir mercredi à l'issue du conseil de cabinet que le gouvernement de Bonn s'abstiendrait de faire la moindre déclaration pouvant être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne.

Les dirigeants des syndicats et du parti social démocrate (S.P.D.) s'en tiennent à des attitudes équivoques. Le président du syndicat I.G. Metall, M. Loderer, a assuré les grévistes polonais de la *solidarité* des travailleurs ouest-allemands. Mais il n'est pas question, selon lui, que le mouvement syndical de la République fédérale accorde une aide concrète aux ouvriers de Gdansk.

De son côté, le président du S.P.D., M. Brandt, a estimé que la tâche des pays occidentaux était de voir comment une assistance économique efficace pourrait être fournie à la Pologne et a exprimé le vœu — pieux — que la crise polonaise ne devienne pas un thème électoral en République fédérale.

Le président du Conseil d'Etat est-allemand, M. Honecker, ne va-t-il pas juger le moment peu favorable à une rencontre avec le chancelier ouest-allemand ? Même si la situation économique de la R.D.A. est beaucoup moins précaire que celle de la Pologne, le danger d'une contagion ne peut pas être exclu. Aussi brèves que soient les occasions offertes à M. Schmidt d'entrer en contact avec la population est-allemande à Güstrow et à Rostock, il est donc possible que les autorités de Berlin-Est ne souhaitent pas voir le train spécial du chancelier ouest-allemand traverser leur pays. Enfin, M. Schmidt pourrait-*il décider de rencontrer* M. Honecker si, au même moment, la *répression* s'abattait sur les ouvriers polonais ?

A un mois et demi des élections au Bundestag, le chancelier comptait sur ses rencontres avec M. Gierek et avec M. Honecker pour apparaître plus encore comme le champion de la détente. Mais l'image du dirigeant polonais, qui avait toujours été présenté ici comme un interlocuteur privilégié, est désormais très dévaluée. Quant à M. Honecker, il passe pour être, dans le camp oriental, l'un des partisans les plus décidés de la manière forte.

Jusqu'à présent, M. Strauss n'avait pas vraiment réussi à se démarquer de M. Schmidt en ce qui concerne la politique de la R.F.A. vis-à-vis de l'Est. Un affrontement sérieux en Pologne lui permettrait d'illustrer ses thèses selon lesquelles la poli*tique de détente de M. Schmidt* est « illusoire »

JEAN WETZ.

● *Les échanges commerciaux* entre la R.D.A. et l'Allemagne fédérale ont augmenté de 37 % durant les six premiers mois de 1980 par rapport à la même période de 1979 pour atteindre 5,7 milliards de marks. Selon le ministère fédéral de l'économie, le montant total des échanges devrait pour l'ensemble de 1980 être de 11,5 milliards de marks, contre 9,9 milliards en 1979, à la suite d'un ralentissement de leur croissance lors du second semestre. — *(Reuter.)*

EUROPE

Suède

Le relèvement de la T.V.A. tient en partie compte des critiques de l'opposition

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement suédois soumettra au Parlement, réuni en session extraordinaire, du 25 août au 5 septembre, une série de mesures destinées à limiter le déficit des comptes extérieurs et à freiner la consommation. Après les entretiens de la semaine dernière avec les dirigeants de l'opposition sociale-démocrate (« le Monde » daté 17-18 août), le premier ministre, M. Thorbjörn Fälldin, a annoncé, le 19 août, un relèvement du taux de la taxe à la valeur ajoutée (1) à compter du 8 septembre, une sensible augmentation des taxes sur l'essence, le tabac et l'alcool, et un léger relèvement des allocations familiales.

Le gouvernement bourgeois a donc partiellement tenu compte des propositions des socialistes, puisqu'il avait envisagé initialement une majoration plus forte de la T.V.A., et qu'il a chargé la Banque de Suède d'examiner les possibilités de limiter les achats par cartes de crédit. Mais, à gauche, ce geste est jugé totalement insuffisant, et la prochaine réunion extraordinaire du Riksdag sera sans aucun doute animée. Les trois partis bourgeois ne disposent que d'une voix de majorité (175 sièges contre 174), et la défection de deux de leurs députés pourrait avoir de graves conséquences pour l'avenir de la coalition.

Les syndicats, le patronat et les organisations du commerce de détail critiquent, quant à eux, sévèrement la décision gouvernementale, et personne ne croit qu'elle permettra de rééquilibrer notablement la balance des paiements. Dans leur « alternative », les sociaux-démocrates suggèrent entre autres l'introduction d'une nouvelle taxe : les importateurs verseraient pendant un an à l'Etat 10 % de la valeur des marchandises importées.

Le relèvement de 1,9 % de la T.V.A. va se traduire par une augmentation de 2,5 % de l'indice des prix, et l'inflation en 1980 sera largement supérieure à 10 %. Les travailleurs bénéficieront d'une majoration des salaires supplémentaire de 1 % en décembre.

ALAIN DEBOVE.

(1) Pour les consommateurs, le taux de la T.V.A. passera de 20,63 % à 23,46 %.

Bulgarie

LES AUTORITÉS SE PRÉOCCUPENT DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

Sofia (*A.F.P.*). — La presse de Sofia, qui n'a pas fait état des événements de Pologne, évoque depuis plusieurs semaines les difficultés d'approvisionnement dans les magasins et autres établissements de commerce du pays. Le directeur de la société d'Etat Bulgarplod, chargée de la commercialisation des fruits et légumes, a été convoqué au comité de contrôle d'Etat pour fournir des explications sur la mauvaise distribution de ces produits dans la capitale ; il lui a été demandé de prendre des mesures pour y remédier et de sanctionner ceux qui ont *« enfreint la discipline socialiste »*.

Ces problèmes d'approvisionnement et de qualité des services avaient été, en mai, au centre d'une réunion organisée par M. Jivkov, premier secrétaire du comité central. Un système de contrôle de la qualité des services a été récemment adopté, conférant aux instances locales de l'organisation de masse du Front de la patrie le pouvoir d'imposer aux employés des magasins et ateliers des pénalités pouvant aller jusqu'à 20 % de leur salaire en cas de mauvaise qualité des services.

Portugal

LE GOUVERNEMENT EXPULSE QUATRE DIPLOMATES SOVIÉTIQUES

Lisbonne (*A.F.P.*). — La décision prise mercredi 20 août par Lisbonne d'expulser dans un délai de cinq jours quatre diplomates soviétiques pour *« ingérence dans les affaires intérieures »* portugaises marque une nouvelle étape dans la dégradation des relations entre les deux pays, depuis l'arrivée au pouvoir de M. Francisco Sa Carneiro.

Le 5 janvier 1980, deux jours après son entrée en fonctions, son gouvernement de centre-droit rappelait l'ambassadeur du Portugal à Moscou pour protester contre l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, puis, le 24 janvier, Lisbonne décidait de « geler » ses relations avec l'U.R.S.S., s'interdisant tout échange de visites à caractère diplomatique, culturel et scientifique.

Parmi les diplomates expulsés figurent le ministre conseiller de l'ambassade, M. Matveev, le plus proche collaborateur de l'ambassadeur, M. Kalinin, et l'attaché militaire adjoint. Selon des sources officieuses, un des diplomates ne serait autre que le chef de l'antenne du K.G.B. dans la capitale portugaise.

ASIE

Afghanistan

Dans un message à M. Karmal

M. Ceausescu évoque le « droit de tous les habitants à décider de leur avenir sans ingérence extérieure »

Dans un message adressé à M. Babrak Karmal, chef de l'Etat afghan, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du pays, et transmis, le mardi 19 août, par son émissaire à Kaboul, M. Vasile Pungan, M. Ceausescu, chef de l'Etat roumain, a exprimé le souhait de voir les relations entre les deux pays se renforcer sur la base *« de l'indépendance nationale, de la souveraineté et du droit de tous les habitants à décider de leur avenir sans ingérence extérieure »*.

De son côté, dans une déclaration rendue publique, lors d'une conférence de presse réunie à Kaboul mercredi, le gouvernement afghan a affirmé que *« l'intervention étrangère dans les affaires de l'Afghanistan s'élargit »*. Il s'est déclaré prêt à *« procéder en coopération avec des représentants compétents de la communauté internationale à l'expertise d'armes chimiques fabriquées aux Etats-Unis et à enquêter sur les circonstances de leur utilisation par les bandes contre-révolutionnaires »*.

Le gouvernement évoque *« les appels lancés ouvertement maintenant par les dirigeants de certains pays occidentaux en faveur de l'aide aux contre-révolutionnaires, alors que, au départ, la réaction internationale cherchait à camoufler cette aide, qui se faisait illégalement »*.

Pour la première fois, de sérieux accrochages auraient eu lieu en plein jour, le lundi 18 août, à proximité de l'aéroport de Kaboul, a-t-on appris de source diplomatique occidentale à Islamabad. Trente-deux soldats soviétiques et vingt résistants auraient trouvé la mort au cours de ces combats. Ces mêmes sources font état d'autres affrontements dans de nombreuses régions de l'Afghanistan, notamment près de la ville de Paghman, à 15 kilomètres à l'ouest de Kaboul.

Aux Etats-Unis, M. Bob Bergland, secrétaire à l'agriculture a indiqué, mercredi, devant la commission des finances du Sénat que l'embargo américain sur les exportations de céréales vers l'Union soviétique était *« efficace »* et que Washington n'envisageait pas de le lever sans avoir obtenu de Moscou *« une réponse adéquate »*. Cet embargo avait été décidé par M. Carter en janvier à titre de représailles contre l'intervention soviétique en Afghanistan. — (*A.F.P., Reuter.*)

AU LARGE DU JAPON

Incendie à bord d'un sous-marin nucléaire soviétique

Tokyo (*A.P., Reuter*). — Le feu s'est déclaré ce jeudi 21 août à bord d'un sous-marin à propulsion nucléaire soviétique dans le Pacifique, à 140 kilomètres à l'est d'Okinawa, selon l'agence japonaise de sécurité maritime. Neuf hommes d'équipage au moins auraient été tués et trois autres blessés.

Quelques heures après l'incident, le bureau local de l'agence a lancé un *« avertissement de précaution »* aux bateaux et aux avions pour leur demander de se tenir à l'écart de la zone, en raison d'un danger éventuel de contamination.

Des hélicoptères de la force aérienne de défense japonaise, équipés d'instruments de mesure, ont été envoyés sur les lieux. Un navire hydrographique soviétique, le *Meridyan*, selon les Japonais, se porterait sur les lieux afin, semble-t-il, de venir en aide au sous-marin. Un patrouilleur japonais est arrivé sur place, mais le commandant du sous-marin a refusé son assistance.

Des photos prises d'avion montrent le bâtiment pratiquement immobile sur une mer calme. Près du sous-marin se trouve aussi un méthanier britannique, le *Gary*, qui croisait dans la région et qui a répondu aux premiers signaux de détresse émis par l'équipage soviétique. Trois matelots du sous-marin soviétique sont alors montés à bord du bâtiment britannique pour demander l'envoi en russe d'un message S.O.S., mais les marins ont refusé toute autre offre d'assistance, se bornant à accepter de l'eau. Par la suite, le *Gary* a continué sa route.

[Le sous-marin soviétique serait de la classe « Echo-1 » dont cinq exemplaires ont été construits aux chantiers de Gorki entre 1960 et 1968. Jaugeant 5 600 tonnes en plongée, emportant 75 membres d'équipage, et à propulsion nucléaire, ils ont été équipés de six missiles aérodynamiques lancés en surface contre des bâtiments adverses, ils ont très vite été supplantés par la série « Echo-2 », équipés de huit missiles. Les sous-marins « Echo-1 » ont alors été transformés progressivement en bâtiments d'attaque lance-torpilles.]

Corée du Sud

LE PROCÈS DE M. KIM DAE-JUNG

Les accusés rejettent l'accusation de complot

Les coaccusés de M. Kim Dae-jung ont rejeté mercredi 20 août devant la cour martiale de Séoul, l'accusation de complot pour renverser le régime. M. Lee Mun-yong, professeur d'université, a assuré que bon nombre d'accusations portées contre lui avaient été forgés par la KCIA (services spéciaux sud-coréens) ; une partie de sa déposition a été censurée par les autorités militaires. M. Ye Choon-ho, ancien député, a nié avoir incité les étudiants à se révolter contre le gouvernement.

La presse sud-coréenne a rendu compte uniquement des actes que les accusés ont reconnu avoir commis et complètement sous silence le fait qu'ils aient fermement rejeté les accusations de tentative de coup d'Etat. Elle n'a pas davantage publié le témoignage de M. Kim qui, mardi, avait affirmé avoir été victime de graves sévices (« le Monde » du 21 août). — (A.F.P.)

Un homme libre

par ROBERT GUILLAIN

J'ai bien connu M. Kim Dae-jung, au Japon, dans l'année qui précéda son scandaleux enlèvement en plein Tokyo par un commando sud-coréen. Correspondant du *Monde*, je suivais les événements de Corée du Sud, où le président Park Chung-hee avait établi sa dictature. M. Kim Dae-jung était pour celui-ci l'adversaire le plus redoutable : chef de l'opposition libérale, il était très populaire et avait démontré pendant la campagne électorale, où il n'avait pas été loin de battre Park, un charisme extraordinaire qui attirait à lui les foules enthousiastes.

J'ai donc rencontré souvent M. Kim Dae-jung à Tokyo, en compagnie d'un ou deux autres journalistes amis. Nous parlions de tout à bâtons rompus : Corée, Asie, situation dans le Pacifique, politique, arts, tourisme, etc., et M. Kim Dae-jung se montrait tel qu'il était : ouvert et sans secret, sincère, plein de foi dans sa mission.

Communiste ? L'accusation est absurde. Je crois pouvoir l'affirmer avec une conviction profonde. Même le régime précédent n'avait jamais osé s'aventurer sur ce terrain. Cet homme n'est même pas socialiste. C'est tout simplement un démocrate et un homme libre, passionnément anxieux de rendre à son pays la démocratie et la liberté. Il disait lui-même que ce sont là les meilleures armes possibles du Sud en face de la Corée du Nord dont il détestait et dénonçait le régime.

Il revenait des Etats-Unis. Il parlait des amis qu'il y avait dans les milieux politiques, y compris les milieux officiels, et du soutien qu'il y avait rencontré. Lors de son enlèvement, il ne fut sauvé de la mort que par l'intervention vigoureuse des Américains.

Je l'ai revu plus tard à Séoul. J'ai rencontré son épouse, une ardente chrétienne. J'ai revu M. Kim Dae-Jung la dernière fois à la cathédrale catholique de Séoul, à la sortie d'une réunion de prières. Il marchait en s'aidant d'une canne et me confia, en réponse à mes questions, que, longtemps emprisonné et maltraité, il avait maintenant une santé précaire.

J'ai l'ardent désir d'apporter mon témoignage en sa faveur, un témoignage sans aucune coloration politique. M. Kim Dae-jung est en danger de mort, parce qu'il était reconnu par tous les « sans voix » de son pays comme leur chef et leur espoir. Je ne pense pas que des meetings ou des pétitions indignées aient beaucoup d'effet sur les hommes durs qui mènent son pays. Ce qu'il faut, je crois, c'est dire à la nouvelle équipe militaire sud-coréenne que le monde extérieur a les yeux tournés vers le procès de Séoul. Il faut que la presse internationale s'y intéresse de près, que les organes d'information le suivent et en parlent, et que les juges là-bas le sachent. C'est eux aussi qui seront jugés à ce procès.

Il faut que les généraux de Corée du Sud qui viennent de s'installer au pouvoir prennent conscience de leurs responsabilités devant l'opinion mondiale. Il faut qu'ils sachent que l'Europe, comme l'Amérique, fondera ses relations futures avec Séoul sur la manière dont ils sauront éviter de retomber dans les abus de leur prédécesseur.

Cambodge

« Il n'y a plus de possibilité de révolution socialiste pour notre génération »

affirme M. Khieu Samphan, premier ministre Khmer rouge

Recevant plusieurs journalistes étrangers dans sa base des monts Dangkek, au nord du Cambodge, non loin de la frontière thaïlandaise, M. Khieu Samphan, premier ministre khmer rouge, a déclaré que son gouvernement avait renoncé à son objectif d'instaurer un régime communiste. *« Nous savons qu'il n'y a plus aucune possibilité de révolution socialiste pour notre génération*, a-t-il affirmé. *Le seul but que nous pouvons espérer atteindre au cours de notre existence, c'est la survie du Cambodge. Nous aurons besoin de toute l'aide possible (...) et nous sommes prêts à accepter les conditions qui seront mises à cette aide. »*

Il a reconnu qu'une des tâches principales de son mouvement était de persuader la population — qui, selon lui, le soutient à 50 % — que le nouveau visage que se sont donnés les Khmers rouges ne changerait pas avec la victoire : il a promis qu'il respecterait les *« libertés fondamentales »* et a reconnu que ses partisans s'étaient rendus coupables lorsqu'ils étaient au pouvoir, *« de fautes, d'erreurs et d'excès »*. M. Ieng Sary, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, a déclaré pour sa part : *« Nous étions responsables ; ce sont nos cadres (qui ont commis ces excès). Les gens sont encore un peu effrayés par nous, mais nous leur disons que nous sommes des nationalistes avant d'être des communistes ; beaucoup de citadins sont encore sceptiques. »*

M. Khieu Samphan a aussi révélé que ses troupes, qui opèrent au Cambodge par groupe de dix, préparaient une attaque *« contre une ville importante »*. *« Nos alliés nous ont dit que nous devions faire quelque chose de spectaculaire pour influencer l'opinion internationale et prouver que nous représentons une force vitale »*, a ajouté M. Ieng Sary.

D'autre part, M. Ieng Sary a assuré être prêt à coopérer avec les Etats-Unis pour la recherche d'informations sur les personnes disparues au Cambodge pendant la guerre, de 1970 à 1975 ; il a accepté de recevoir une liste de vingt journalistes étrangers disparus et promis qu'une enquête serait menée. — (*A.P., U.P.I.*)

[La plupart des journalistes en cause ont disparu en 1970. M. Ieng Sary, qui a toujours rejeté toute responsabilité à ce propos, est sans doute moins sensible, quoiqu'il en dise, à la « grande détresse des familles », qu'au souci de conserver pour le régime khmer rouge le siège du Cambodge aux Nations unies.]

● *M. Chea Chuth* a été choisi le mercredi 20 août comme dirigeant du Moulinaka, mouvement de résistance khmère sihanoukiste, à la suite du décès de son chef Kong Sileah (*le Monde* du 19 août). M. Chuth est un ancien officier de l'armée du maréchal Lon Nol ; il est âgé de quarante-sept ans. — (*A.F.P.*)

AMÉRIQUES

Après la visite du général Videla au Brésil

Brasilia et Buenos-Aires vont accroître leur coopération politique et nucléaire

Brasilia (*A.F.P.*) — *« Les morts et les disparus en Argentine sont le prix qu'il a fallu payer pour que les Argentins puissent vivre en paix, dans la dignité et la liberté »*, a déclaré mercredi 20 août, à l'issue de la deuxième journée de son voyage au Brésil, le général Videla. *« Nous sommes fiers d'avoir détruit les forces du mal »*, a poursuivi le chef de l'Etat argentin, interrogé, au cours d'une conférence de presse, sur les milliers de morts et de disparus dans les rangs des opposants au régime militaire argentin.

Le général Videla a démenti que son gouvernement ait apporté un soutien aux militaires boliviens qui ont renversé, le mois dernier, Mme Gueiler et affirmé que le retour à une démocratie réelle était *« l'objectif des forces armées argentines »*.

Cependant, l'opposition brésilienne a boycotté, mercredi, la réception faite par le Parlement au général pour protester contre l'absence de démocratie dans son pays.

Les représentants du parti gouvernemental (parti démocrate-social P.D.S.) se sont en revanche félicités du climat nouveau des relations entre les deux pays, passées de la méfiance séculaire à une coopération prometteuse après la conclusion des accords sur l'utilisation des ressources hydro-électriques du fleuve Parana et la visite à Buenos-Aires, il y a trois mois, du président Figueiredo. La seconde journée du voyage du général Videla a été marquée par la signature de plusieurs accords de coopération dans plusieurs domaines : nucléaire, transports maritimes, sécurité sociale et tourisme. Les accords nucléaires prévoient notamment l'échange d'informations technologiques et surtout la livraison de 240 tonnes de concentré d'uranium par l'Argentine au Brésil dans les deux années à venir. L'entreprise brésilienne NUCLEP pourrait participer, en tant que société sous-traitante, à la fabrication de la cuve du réacteur argentin Atucha.

Pour la presse brésilienne, la visite du général Videla revêt un caractère essentiellement politique et le rapprochement entre les deux pays devrait permettre à l'Argentine de rompre son isolement.

Dans les milieux de gauche, malgré les engagements réitérés du président Figueiredo de *« faire du Brésil une démocratie »*, on s'inquiète du rapprochement de Brasilia avec Buenos-Aires. S'ajoutant à la prompte reconnaissance du gouvernement bolivien issu du coup d'Etat du général Garcia Meza, ce rapprochement donne à penser que le Brésil joue un rôle central en vue de la stabilisation des régimes militaires du « cône sud » du continent. Des députés de l'opposition ont d'ailleurs ouvert une enquête sur des cas récents de coopération entre les polices argentine et brésilienne dans la poursuite d'éléments considérés comme subversifs par Buenos-Aires.

● *Le gouvernement brésilien* a refusé les demandes d'accréditation de douze journalistes locaux et de quatre étrangers pour la visite officielle au Brésil du général Videla. La Fédération nationale des journalistes, l'Associated Press et l'Agence France-Presse, ont annoncé que le secrétariat d'Etat aux communications sociales avait refusé de délivrer des accréditations à leurs journalistes. Deux correspondants de la télévision ouest-allemande sont dans le même cas. — (*Reuter.*)

Bolivie

L'assemblée épiscopale définit sa position face à la junte

L'assemblée des évêques boliviens s'est réunie le mercredi 20 août à La Paz pour étudier la question des droits de l'homme dans le pays depuis le coup d'Etat du 17 juillet qui a renversé le gouvernement de Mme Gueiler. Cette réunion qualifiée d'*« exceptionnelle »* doit décider la position que l'Eglise adoptera face aux militaires qui ont multiplié les mises en garde aux prêtres. Le gouvernement du général Garcia Meza a même menacé de prendre des mesures contre Mgr Manrique, archevêque de La Paz. Celui-ci a accusé le régime de violer les droits de l'homme et il a affirmé que plus de deux mille personnes avaient été arrêtées depuis le coup d'Etat.

● *A Mexico*, l'ambassadeur de Bolivie, M. Javier Torres Goitia a donné sa démission pour protester contre l'intervention de l'Argentine dans les affaires de son pays. *« Il y a*, a-t-il déclaré, *une évidente intrusion des autorités argentines en Bolivie. »* Il a dénoncé avec vigueur la fermeture de toutes les universités et la mise au pas des syndicats.

● *A Paris*, le Comité bolivien de défense de la démocratie (CONADE) (1) a publié mercredi 20 août un communiqué pour attirer l'attention sur le sort de M. Simon Reyes, ancien député et ancien dirigeant syndical. M. Reyes, arrêté tout de suite après le coup d'Etat du 17 juillet, a été brutalement torturé et souffre, selon le communiqué, *« de très graves lésions »*. *« Il a perdu un œil et est à demi paralysé. »* Malgré cela *« il est au secret absolu dans une cellule du DOP* (Département d'ordre politique de la junte militaire), *dans des conditions précaires et insalubres »*. Le CONADE demande *« à tous les élus, à toutes les organisations politiques, syndicales et religieuses, d'intervenir pour sauver la vie et la liberté du dirigeant des mineurs boliviens »*.

(1) c/o Pinot, 2, rue Lincoln, 92220 Bagneux.

Chili

L'ANCIEN PRÉSIDENT DÉMOCRATE-CHRÉTIEN FREI RÉCLAME LA FORMATION IMMÉDIATE D'UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION.

Santiago-du-Chili (*A.F.P.*). — Le chef de la démocratie-chrétienne chilienne, M. Frei, s'est prononcé, mercredi 20 août, à Santiago pour la formation immédiate d'un gouvernement de transition et d'une assemblée constituante.

« Nous voulons une démocratie, nous voulons une assemblée constituante, nous voulons un gouvernement immédiat de transition », a déclaré M. Frei en prenant position contre le référendum constitutionnel prévu le 11 septembre, septième anniversaire du renversement d'Allende.

Les militaires, a souligné M. Frei, président du Chili de 1964 à 1970, ne présentent aucune alternative en cas de rejet de leur projet de constitution par les Chiliens. *« Ils devraient nous donner le droit de présenter nous-mêmes l'alternative de ceux qui ne partagent pas la position du gouvernement »*, a-t-il ajouté.

« Au cours de ces sept années, tout ce qui a été fait n'a servi à rien, a insisté M. Frei, *estimant même « qu'elles pouvaient être rayées d'un seul trait. »*

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Israël

L'expulsion de trois personnalités cisjordaniennes

Le verdict de la Haute Cour n'exclut pas un nouveau recours

De notre correspondant

Jérusalem. — Le recours présenté par les trois personnalités de la région d'Hébron (Cisjordanie) expulsées en mai, a été rejeté (*le Monde* du 20 août). Toutefois, la décision rendue le 19 août par la Cour suprême d'Israël n'est pas aussi tranchée qu'il y paraît au premier abord. Elle a laissé perplexes beaucoup de ceux qui, tant en Israël qu'en Cisjordanie, l'attendaient avec inquiétude depuis plus d'un mois. Cette confusion n'aurait-elle pas été voulue par des magistrats soucieux d'éviter des réactions violentes dans les territoires occupés ?

A la lecture de l'arrêt, on découvre qu'une porte étroite a été laissée entr'ouverte pour un nouveau recours des maires d'Hébron et de Khalkhoul : MM. Fahed Kawasmeh et Mohamed Milhem.

Conduites à la frontière libanaise quelques heures après l'attentat commis, le 2 mai, contre des colons israéliens à Hébron (six personnes avaient été tuées), les trois personnalités avaient été empêchées de comparaître devant une commission militaire d'appel contrairement à ce que prévoit la procédure en pareil cas et n'avaient donc pas eu la possibilité de se défendre. L'un des membres de la Cour a estimé que cela suffisait pour justifier l'annulation de l'expulsion mais les deux autres juges, eux, considèrent qu'il y a un moyen différent de réparer l'erreur commise : il s'agit de recommencer la procédure en autorisant cette fois les maires d'Hébron et de Khalkhoul à se présenter devant la commission. Mais les magistrats n'indiquent pas dans quel délai cette commission pourrait se réunir.

D'autre part, ils posent une condition préalable : les deux maires devraient maintenant transmettre une déclaration écrite démentant ou expliquant les propos qui leur ont été reprochés. Ils devraient en outre affirmer qu'ils acceptent l'autorité du gouvernement militaire israélien en Cisjordanie. L'avis des juges sur ce point semble prendre un tour politique car, avec une telle condition, la Cour laisse entendre que le bénéfice de la justice israélienne ne peut être accordé qu'à ceux qui ne contestent pas le régime militaire en Cisjordanie.

Pour rétablir ce principe, le président de la Cour se réfère à un arrêt rendu en 1965 qui interdisait à une liste socialiste arabe de se présenter aux élections législatives israéliennes parce que les partisans de cette liste défendaient des opinions remettant en cause l'existence d'un Etat juif. C'est aussi en vertu de ce principe que le cas du cheikh Rajab Tamini, président du tribunal islamique d'Hébron a été dissocié de celui des deux maires ; il ne pourra pas profiter de la proposition faite par la Cour car les propos qu'il a tenus ont été jugés trop violement hostiles à l'Etat d'Israël.

C'est avec une amère résignation que les Palestiniens de Cisjordanie ont accueilli la nouvelle du refus opposé par la Cour. *« Comment pourrait-on encore avoir des élections ? »* Tel était le ton de la plupart des commentaires. Il y a eu toutefois quelques hésitations à propos de la nature de l'offre faite aux maires d'Hébron et de Khalkhoul. Mais, dans les milieux politiques de Cisjordanie, on a vite conclu que cetet offre n'était qu'un faux-semblant destiné à tromper l'opinion, et qu'il était douteux que MM. Kawasmeh et Milhem saisissent cette occasion. Cette observation rejoint en partie celle de juristes israéliens qui estiment que la Cour a surtout voulu atténuer l'effet de son refus pour ne pas provoquer d'explosions de colère dans les territoires occupés.

D'importantes forces de police avaient été mises en place, le 19 août, en Cisjordanie. Les personnalités et les membres des conseils municipaux d'Hébron et de Khalkhoul ont été empêchés de venir à l'audience de la Cour suprême.

FRANCIS CORNU.

● *Des chasseurs israéliens* ont bombardé, le mercredi 20 août, en début d'après-midi, la ville et la région de Nabatyeh, dans le sud du Liban, a indiqué un porte-parole palestinien. — *(A.F.P.)*

Le blocage de la négociation sur l'autonomie

Le Caire n'aurait plus confiance dans le délégué américain

De notre correspondant

Le Caire. — Le gouvernement égyptien est actuellement l'objet de pressions diplomatiques américaines pour reprendre les négociations avec Israël sur l'autonomie palestinienne. Celles-ci ont été suspendues *sine die* le 2 août par le raïs pour protester contre la consécration de Jérusalem réunifiée comme « capitale éternelle » de l'Etat juif.

Une rencontre ministérielle israélo-égyptienne sous l'égide américaine et consacrée aux territoires arabes occupés est ardemment souhaitée à l'automne par Washington, même si, comme c'est probable, elle devait être purement formelle. Les responsables égyptiens, d'habitude si pleins de bonne volonté à l'égard de desiderata américains refusent cette fois de satisfaire leur demande.

Il y a à ce refus au moins trois raisons. D'abord Le Caire estime, sans doute à juste titre, que M. Carter serait moins que jamais, en fin de campagne électorale, en mesure d'obtenir un assouplissement des positions israéliennes en faveur des Palestiniens. Ensuite, l'Egypte ne voudrait pas, en reprenant langue trop rapidement avec Israël, donner le sentiment à l'opinion arabe et internationale qu'elle accepte le fait accompli à Jérusalem.

Mais la raison qui, dans l'immédiat, explique le mieux le raidissement du Caire réside, selon les milieux dirigeants égyptiens, dans la disparition au sein d'une bonne partie de ceux-ci de la confiance qu'ils avaient en M. Sollinovitz, représentant américain aux discussions sur l'autonomie.

Tout en reconnaissant les qualités de négociateur de M. Linovitz, l'un des artisans du traité américano-panaméen, les sphères politiques égyptiennes se plaignent *in petto* de *« son attitude non impartiale penchant de plus en plus délibérément en faveur d'Israël »*. Il rechercherait *« un succès rapide, au prix de nouvelles concessions uniquement égyptiennes »*. Il voudrait parvenir, *« au détriment de l'Egypte, à un accord même partiel, même éphémère, uniquement dans un but électoral et pour satisfaire ses ambitions personnelles »*, souligne-t-on au Caire.

Est-ce à dire que le gouvernement égyptien ne verrait plus d'un bon œil la réélection de M. Carter ? *« Bien au contraire*, répond-on dans les mêmes cercles cairotes, *car elle nous permettrait d'économiser les douze mois nécessaires à faire connaissance avec toute nouvelle administration américaine.* » On ajoute au Caire : *« Un accord obtenu artificiellement ne duperait personne et nuirait finalement au président sortant. A tout égard, M. Linovitz fait fausse route. »*

Ce dernier est, comme MM. Kissinger et Strauss (auxquels l'Egypte eut affaire lorsqu'ils étaient respectivement secrétaire d'Etat et ambassadeur américain itinérant au Proche-Orient, de confession israélite, mais à aucun moment Le Caire ne mit en doute l'impartialité de ces deux personnalités. Le « profil » de M. Linovitz, diplomate surtout spécialisé dans les affaires sud-américaines, n'est en rien celui d'un « sioniste ». Sa seule activité connue, en liaison avec son appartenance culturelle, est d'avoir présidé le conseil de surveillance du séminaire théologique juif américain.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

A Paris

CONFÉRENCE DE SOLIDARITÉ AVEC LES JOURNALISTES ÉGYPTIENS

Organisée sous l'égide de la Fédération générale des journalistes arabes (F.G.J.A.), la Conférence de solidarité avec les journalistes égyptiens a ouvert ses travaux le mercredi 20 août à Paris.

Dans son allocution d'ouverture de cette réunion de deux jours, le président de la F.G.J.A., M. Saad Hammoudi a attaqué les accords de Camp David, qui, selon lui, *« portent atteinte à l'avenir, voire à l'existence même des Arabes »* et fait l'éloge des journalistes égyptiens *« qui ont refusé de se soumettre »*. M. Hammoudi a rappelé *« la lutte de ces journalistes et des journalistes arabes en général, dont certains ont donné leur vie pour défendre la liberté et le bonheur de leurs concitoyens »*.

Le président de la F.G.J.A. a indiqué que l'Irak se proposait d'accorder un passeport irakien à tout journaliste égyptien à qui Le Caire retire le paseport et de lui garantir, s'il le désire, le travail dans un organe de presse irakien.

M. Gérard Gatinot, membre de l'Organisation internationale des journalistes et de la C.G.T., ainsi que M. Michel Lemerle, représentant du Syndicat national des journalistes français (S.N.J.), se sont déclarés solidaires avec les journalistes égyptiens persécutés dans leur pays.

En échange d'une aide économique de Ryad

UNE DIVISION PAKISTANAISE POURRAIT ÊTRE MISE A LA DISPOSITION DE L'ARABIE SAOUDITE

Des conversations sont en cours entre le Pakistan et l'Arabie Saoudite sur le stationnement de troupes pakistanaises en territoire saoudien, a-t-on appris à Washington dans les milieux proches du gouvernement cités par le *New York Times* et l'A.F.P. Plusieurs militaires pakistanais de haut rang se sont récemment rendus à Ryad pour discuter de ce projet. Selon ces informations, une division pakistanaise, forte d'environ dix mille hommes, pourrait être envoyée en Arabie Saoudite, dont les dirigeants s'inquiètent de l'instabilité dans la région, en particulier avec la crise iranienne, et dont l'armée est encore peu nombreuse et inexpérimentée. En échange de cette assistance militaire, le Pakistan obtiendrait une aide économique de 1 milliard de dollars.

Le département d'Etat se refuse à confirmer ces informations, mais il est probable, estiment les milieux américains bien informés, que les Etats-Unis accueilleraient favorablement un tel accord. *« Il est dans l'intérêt des Etats-Unis de voir une Arabie Saoudite aussi forte que possible »*, a déclaré un haut fonctionnaire du département d'Etat. Jusqu'à présent, l'Arabie Saoudite s'était opposée à la présence sur son territoire de troupes étrangères, notamment américaines.

[Le Pakistan a déjà fourni une assistance militaire à plusieurs pays du Proche-Orient. Des pilotes et de techniciens pakistanais ont déjà été envoyés dans des pays du Golfe et en Jordanie, tandis que de nombreux travailleurs venus du sous-continent indien pallient le manque de main-d'œuvre de la région. Par ailleurs, le Pakistan, qui connaît une situation économique difficile et qui a rejeté récemment une offre d'aide américaine, a grand besoin de l'assistance étrangère, et, en particulier, de celle des pays islamiques.]

OCÉANIE

Australie

Augmentation importante des dépenses militaires

Le gouvernement australien a décidé d'augmenter de 17 % ses dépenses militaires, en raison des inquiétudes causées par l'expansionnisme militaire soviétique en Asie. C'est ce qui ressort, nous câble notre correspondant à Sydney, du nouveau budget qui a été présenté au Parlement mardi 19 août. Plus de 3,5 milliards de dollars australiens ont été affectés à la défense ; il s'agit, semble-t-il, d'un premier pas vers un accroissement des crédits de défense.

Cet accroissement des dépenses militaires montre que le gouvernement compte utiliser le thème de l'expansionnisme soviétique dans la campagne électorale pour les élections législatives qui doivent se dérouler avant la fin de l'année, peut-être en octobre. Le budget est typiquement un budget électoral : on y trouve aucune hausse des taxes ou du prix du tabac et de l'alcool, et, pour la première fois depuis sept ans, il sera équilibré.

D'autre part, M. Ian Sinclair, qui avait dû abandonner son poste de ministre des industries primaires, après avoir été accusé de fraude fiscale, a été déclaré innocent par le tribunal de Sydney. Il a réintégré le gouvernement comme représentant spécial pour le commerce, chargé des relations avec la C.E.E.

Quant au premier ministre des Nouvelles-Galles du Sud, M. Neville Wran, il a été élu au début d'août à la présidence du parti travailliste, en remplacement de M. Neil Batt, qui avait quitté son poste en juillet pour prendre la tête de la mission de l'UNICEF au Bangladesh. M. Wran est une des personnalités les plus populaires du Labour.

Toutefois, selon le *Guardian* de Londres, le parti travailliste des Nouvelles-Galles du Sud est secoué par un scandale. Plusieurs branches locales du parti ont été fermées et quatre de ses membres arrêtés, tandis qu'un parlementaire était accusé d'avoir eu des relations avec des trafiquants de drogue. Un autre membre de l'Assemblée de l'Etat, M. Peter Baldwin, a été victime d'une agression : il consacrait son temps, depuis plusieurs années, à tenter de découvrir les irrégularités et les contacts avec des milieux criminels dans certaines branches du Labour.

Enfin, dans l'Etat voisin du Queensland, les relations se sont tendues entre le parti libéral et le parti national, au pouvoir dans l'Etat comme à Canberra. La section du Queensland du parti libéral envisage de présenter des candidats contre lo parti national aux élections qui auront lieu dans l'Etat, au lieu de faire liste commune comme le veut la tradition.

AFRIQUE

Tunisie

Le mouvement de l'unité populaire repousse les avances du gouvernement

De notre correspondant

Tunis. — Le mouvement de l'unité populaire (MUP), qui se réclame de la politique socialiste qu'animait, avant 1970, M. Ahmed Ben Salah, n'a pas l'intention de répondre favorablement, pour le moment, aux avances que le gouvernement a fait ces derniers mois en direction de l'opposition (*le Monde* du 5 août).

Dans un communiqué diffusé le mardi 19 août à la suite d'une *« conférence nationale »* qu'il a tenue à Tunis en juillet, le MUP considère que *« malgré les changements apparus dans les personnes et dans le style (...), il n'y a pas lieu de participer à des tentatives de solutions politiques ponctuelles ou partielles tant que ne seront pas apparues les prémices d'un changement fondamental et réel, tel : que l'amnistie générale et le respect des libertés publiques »*. Il rejette les propositions des autorités tendant à associer tous les courants d'opinion à des consultations sur certains grands problèmes, tel celui de la préparation du prochain plan de développement.

Lors de cette *« conférence nationale »*, indique le communiqué, il a été recommandé d'introduire une demande en vue d'obtenir un visa pour la constitution d'un parti politique et, à cette fin, un *« conseil national »* et un *« bureau politique »* ont été élus. L'identité des membres de ces deux instances n'a pas été rendue publique mais, par contre, il est précisé que M. Ben Salah, toujours réfugié à l'étranger, a été confirmé dans ses fonctions de secrétaire général du mouvement. Enfin, le MUP a décidé de poursuivre ses démarches en vue d'obtenir l'autorisation demandée depuis plus de deux ans de publier un journal.

Cette prise de position, la première exprimée nettement et officiellement par l'un des mouvements se situant en marge du régime, intervient alors que le pouvoir s'efforce de démontrer — non sans succès — à l'opinion que les mœurs politiques sont en train d'évoluer radicalement. C'est ainsi qu'au sein du parti, des hommes réputés jusqu'ici *« intouchables »*, souvent considérés — à tort ou à raison — comme les meneurs de *« milices »* dont l'existence a cependant toujours été niée, se voient aujourd'hui frappés de mesures d'expulsion, impliqués dans des affaires de justice, quand ils ne sont pas purement et simplement condamnés, comme ce président d'une cellule de la banlieue sud de Tunis, auquel viennent d'être infligés quatorze mois de prison pour coups et blessures, atteinte à la propriété d'autrui et vol.

« Qu'un Tunisien veuille dominer ou prendre la tête d'une bande et s'essayer à des manœuvres d'intimidation, cela ne passera pas, a déclaré récemment le premier ministre, M. Mohamed Mzali. *Je veux assainir en commençant par le haut, car nous devons donner l'exemple.* » Et il y a tout lieu de penser que cette *« campagne de moralisation »* — le mot de purge est rejeté par les officiels — va se poursuivre dans les semaines à venir, parallèlement aux tractations en cours en vue d'un déblocage de la crise syndicale. Celle-ci a d'ailleurs connu de nouveaux développements ces derniers jours avec la prise de position de plusieurs membres de l'actuelle direction de la centrale ouvrière — désormais divisée — en faveur des anciens dirigeants condamnés après les émeutes du 26 janvier 1978. Quatre des douze membres du bureau exécutif et les représentants d'une quinzaine de fédérations professionnelles ont en effet demandé à M. Bourguiba de les amnistier, afin qu'ils soient de nouveau en mesure d'exercer leurs activités syndicales et de participer à la préparation du prochain congrès prévu pour le premier trimestre 1981.

MICHEL DEURÉ.

Maroc

ANNONÇANT D'IMPORTANTES RÉFORMES

Le roi Hassan II désavoue l'action de ses ministres du logement et de l'éducation

De notre correspondant

Rabat. — Le roi Hassan II a prononcé, mercredi soir 20 août, à l'occasion de l'anniversaire du départ de son père, Mohammed V, en exil — date commémorée au Maroc sous le nom de *« révolution du roi et du peuple »* — un discours qui ne manquera pas d'avoir ici un grand retentissement. Il a ordonné son propos autour de trois problèmes : logement, construction et éducation, à propos desquels il a indirectement critiqué, voire désavoué, l'action de son gouvernement et même des partis gouvernementaux.

Le premier problème concerne les loyers. L'Assemblée des représentants marocaine en avait débattu en avril, pour aboutir, au mépris des propositions et des protestations de l'opposition socialiste (U.S.F.P.) et communiste (P.P.S.), à une nouvelle confirmation de la liberté du marché. A la veille de la session de printemps, le Parlement avait été saisi de quatre projets, dont deux venaient des deux principaux partis gouvernementaux (Rassemblement national des indépendants et Istiqlal) et les deux autres des deux partis d'opposition.

Ces derniers visaient à limiter autoritairement les hausses des loyers ou même à les bloquer en partie ou en totalité. Mais, finalement, M. Abbes Fassi, ministre du logement (Istiqlal) fit voter un projet qui maintenait la liberté du contrat et accordait peu de garanties nouvelles aux locataires.

Mais étant donnée l'exiguïté du marché dans un pays où règne une démographie galopante, et où le nombre de foyers modestes, dont les revenus n'atteignent même pas le SMIC (600 dirhams) (1) est écrasant, les lois du marché aboutissent à une aggravation constante de la crise du logement et à une augmentation effrénée des loyers (2). Elle frappe d'autant plus durement les foyers modestes qu'un nombre de plus en plus grand de logements neufs sont destinés aux classes aisées ou moyennes.

Dans ce domaine crucial, le roi Hassan II a visiblement décidé de frapper un grand coup. Après avoir déclaré qu'il voulait *« rendre la vie plus facile »* aux familles les plus défavorisées, il a annoncé que les loyers seraient réduits d'un tiers pour tous ceux qui gagnent moins de 1 500 dirhams par mois. En outre, une exonération fiscale totale pour quinze ans serait accordée aux constructeurs de logements à usage d'habitation, de façon à favoriser l'activité du bâtiment et à créer des emplois nouveaux.

A propos de l'éducation — dont le ministre, M. Azzedine Laraki (Istiqlal) a soulevé récemment (*le Monde* du 7 août) un concert de protestations en limitant le nombre des admissions dans les universités — le roi a annoncé qu'il allait réunir, avant la fin du mois, les représentants des organisations politiques, syndicales, estudiantines, de parents d'élèves et des autres secteurs concernés pour discuter du problème. *« Que cela dure dix jours ou un mois*, s'est-il écrié, *ces journées de l'éducation devront aboutir à une plate-forme. Si nous élaborons un programme, celui-ci tranquillisera nos enfants sur leur avenir et les délivrera du doute et de l'inquiétude. »*

Ce langage tranche avec l'assurance et l'optimisme du ministre de l'éducation. Il s'agit dans ce domaine, comme dans ceux du logement et de la construction, d'une véritable reprise en main par le souverain de politiques qu'il juge sans doute susceptibles de provoquer de redoutables crises sociales.

ROLAND DELCOUR.

(1) 1 dirham = 1,10 F.

(2) La BIRD évaluait, dans un rapport publié en avril, à deux millions le nombre des citadins qui ne disposaient même pas de 1 274 dirhams par an et se trouvaient au-dessous du seuil de la pauvreté absolue.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

● LE CHANCELIER KREISKY a annoncé, mercredi 20 août, que l'Autriche n'honorerait pas le contrat passé par la firme Steyr-Demler-Puch avec le Chili, portant sur la livraison à ce pays d'une centaine de chars légers Kuirassier. Ce contrat, jugé dans certains milieux contraire à la neutralité de l'Autriche, avait soulevé de nombreuses protestations (*le Monde* du 13 août). — *(A.F.P.)*

Argentine

● Le FILS DE NOEMI ESTHER GIANOTTI DE MOLFINO, l'une des « folles de la place de Mai », à Buenos-Aires, disparue à Lima le 12 juin et retrouvée morte à Madrid le 21 juillet, affirme que les « rivasseurs » de sa mère sont *« des agents du régime terroriste de Videla secondés par des membres des services secrets péruviens »*. Selon Gustavo Carlos Molfino, sa mère n'est pas morte de mort naturelle et ne souffrait d'aucune maladie cardiaque, comme certaines informations le laissaient croire. Le jeune homme a entrepris une tournée en Europe pour soutenir les « folles de la place de Mai », mères de disparus qui manifestent régulièrement dans le centre de Buenos-Aires pour réclamer des nouvelles de leurs enfants et le jugement de ceux qui sont détenus sans procès en Argentine. — *(A.F.P.)*

Colombie

● UN SOUS-OFFICIER ET ONZE SOLDATS de l'armée colombienne ont été pris en otage le lundi 18 août par des guérilleros des FARC (Forces armées révolutionnaires) qui leur avaient tendu une embuscade, a annoncé le mercredi 20 août le ministère de la défense colombien. Au cours de l'affrontement, trois soldats ont été tués et trois autres blessés. L'armée a lancé une opération de recherches, à laquelle participent cinq cents soldats et trois avions. — *(A.F.P.)*

El Salvador

● DIX-SEPT GUERILLEROS ont été tués mercredi 20 août dans l'est du pays au cours d'un des affrontements les plus durs des jours derniers, a annoncé le porte-parole du ministère de la défense salvadorien. Plusieurs unités de l'armée, a-t-il précisé, ont lancé une opération contre les Ligues populaires 28 février (L.P. 28). D'autre part, cinq cadavres de jeunes gens, criblés de balles, ont été découverts à l'est de la capitale. — *(A.F.P.)*

Guatemala

● UN DIRIGEANT DEMOCRATE CHRETIEN GUATEMALTEQUE a été assassiné, mercredi 20 août, devant ses élèves, par un commando d'extrême droite, dans le département de San-Marcos, à l'ouest du pays. M. Ruben Merida Escobar était représentant du parti démocrate chrétien dans son département et avait été candidat aux élections législatives en 1978. En juin, le parti démocrate chrétien avait fermé tous ses locaux et retiré ses députés du Parlement *« pour des raisons de sécurité »*. Cependant, cette semaine, il avait repris ses activités et appelé à un vaste dialogue national *« sur la violence et le rétablissement de la paix »*. D'autre part, les corps de onze jeunes gens, présentant des traces de strangulation et de tortures, ont été découverts, mercredi, dans les environs de la capitale. Les cadavres, dont deux seulement ont pu être identifiés, ont été trouvés sur les lieux de l'attentat dont avait été victime, mardi 19, le vice-ministre de l'intérieur, M. Juan de Dios Reyes (*le Monde* du 21 août).

Le Monde

société

Une femme, garde du corps

Le métier de garde du corps peut être dangereux. Ken Potel le sait. Qu'importe ! Il y a deux ans, une petite annonce proposant une formation d'« agent de protection rapprochée » — il faut entendre par là garde du corps — lui donne l'occasion inespérée de faire le métier dont elle rêve depuis longtemps. Elle abandonne, sans coup férir, son emploi d'agent publicitaire, s'inscrit pour un stage de huit mois et ouvre sans tarder son cabinet à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il ne s'agit, pour Ken Potel, ni d'un coup de tête, encore moins d'un projet fantaisiste, mais d'une authentique vocation pour la sécurité et la protection des individus.

C'est peu dire que Ken Potel n'a nullement le physique de l'emploi : mince, de taille moyenne, rien ne s'apparente chez elle au profil de ceux que l'on nomme communément les « *gorilles* ». Ce mot, dit-elle, la fait frémir : « *Je veux combattre les réticences des femmes. Etre garde du corps requiert avant tout des qualités de discrétion et de rigueur que les femmes ont tout autant que les hommes. Elles sont, de surcroît, plus à même de passer inaperçues.* » Deux critères président au choix de ses clients : une enquête qu'elle fait à leur insu et dont elle ne veut pas dévoiler les modalités et l'argent : la sécurité n'est pas bon marché ; 250 F, c'est ce que coûte une heure des services de Ken Potel. « *Il faut bien faire une sélection,* rétorque-t-elle, *l'argent en est une, peut-être pas la plus mauvaise. De toute façon, je suis prête à écouter quiconque m'appelle. Mais je suis la seule femme garde du corps pour toute la population de Paris.* »

Les missions qu'elle exécute sont peu diversifiées. Plus que des individus, ce sont des fonds qu'elle protège. Elle accompagne ses clients à leur banque, puis les reconduit à leur domicile. Avec la plus grande discrétion, elle sait tout voir, observer tout le monde, repérer l'« *individu suspect* » qui pourrait représenter un danger. « *Je suis prête à intervenir à tout moment, et je peux, s'il le faut, immobiliser l'agresseur quelle que soit sa taille. Bien entendu, je n'utilise pas d'armes, les techniques de défense suffisent amplement* », assure-t-elle. Par bonheur, rien de tel ne s'est produit. Ce travail, devenu une routine, lui est indispensable pour vivre et se faire connaître, mais elle souhaite désormais mener à bien son projet initial : défendre plus particulièrement les femmes et les enfants, parce que, dit-elle, « *ce sont les plus menacés et, paradoxalement, les moins protégés.* »

Ken Potel ne veut pas rester un cas unique. Pour convaincre les femmes qu'il s'agit d'un *métier d'avenir*, elle vient de créer la première école en France de garde du corps féminin qui ouvrira ses portes le 1er octobre dans le dix-septième arrondissement de Paris. L'apprentissage se fera en six mois. Etre en bonne forme physique et morale, avoir un casier judiciaire vierge, mesurer plus de 1,63 mètre, peser au moins 50 kilos et 6 000 F : ce sont les conditions requises pour les postulantes. Une psychologue doit juger, au préalable, des aptitudes des candidates à l'exercice futur de la profession. Dix jeunes femmes, dont l'âge varie de dix-neuf à quarante ans, inaugureront la première session. Elles ont toutes franchi cet obstacle sans encombre.

D'un ton calme, réfléchi, Ken Potel parle de son projet avec une grande détermination mais sans passion. Son langage est celui de la femme d'affaires qu'elle fut autrefois, efficace et fonctionnelle. Elle souhaite, en ouvrant son école, que son cas ne suscite plus l'étonnement. Voire...

J.-F. SAUMONT.

POLICE

Une campagne de protestation de deux syndicats

« Ces C.R.S. que l'on appelle S.S. »

« *Nous assistons à l'ouverture d'un large conflit entre les organisations syndicales autonomes de la police nationale et le ministère de l'intérieur* », avaient annoncé au début du mois de juillet les représentants de la F.A.S.P. (Fédération autonome des syndicats de police) à l'issue d'une entrevue avec M. Christian Bonnet à propos des sanctions frappant dix gardiens de la C.R.S. n° 60 basée à Avignon (Vaucluse) pour « *participation à un acte d'indiscipline collective* » (*le Monde* des 28 juin et 4 juillet).

Cent seize policiers de la C.R.S. n° 60 avaient refusé d'occuper un cantonnement lors du dernier Festival du film, à Cannes, estimant que les normes minimales d'hygiène imposées par une instruction ministérielle n'étaient pas respectées. Après ce refus quasi unanime, onze policiers ont été traduits en conseil de discipline et dix ont été effectivement sanctionnés : six révocations, deux rétrogradations et deux mutations d'office.

Une campagne d'information publique

La F.A.S.P., à laquelle s'est joint le S.N.A.P.C. (Syndicat national autonome des policiers en civil), considère que ces hommes sont des « *otages* » et que cette affaire constitue « *une atteinte grave au droit d'expression dans la police* ».

C'est pour dénoncer ces atteintes au droit syndical dans la police que ces deux syndicats (1) organisent, vendredi 22 et samedi 23 août, une campagne d'information publique au cours de laquelle seront distribués des tracts dans les aéroports, aux postes-frontières, dans les stations balnéaires et aux abords du ministère de l'intérieur, intitulés « *Ces C.R.S. que l'on appelle S.S., sans que touristes et vacanciers subissent la moindre gêne* », précisent les deux organisations. Cette solution a été préférée à une sorte de grève du zèle avec contrôles intensifs, action envisagée d'abord mais impopulaire (*le Monde* du 19 juillet).

Le tract souligne que « *trop souvent les C.R.S. sont détournées de leurs missions traditionnelles et utilisées pour la protection d'intérêts particuliers du capital et pour réprimer les conflits sociaux, bien que l'ordre public ne soit pas troublé* ».

---

(1) La FASP est majoritaire (70 %) parmi les syndiqués de la police nationale ; le S.N.A.P.C. regroupe 80 % des policiers syndiqués en civil.

CIRCULATION

SOIXANTE-DOUZE MILLE AUTOMOBILISTES TUÉS EN EUROPE EN 1978

Soixante-douze mille personnes ont été tuées en 1978 dans dix-huit pays européens à la suite d'accidents de la route, selon les dernières statistiques de la Conférence européenne des ministres des transports.

En 1978, au total, on a dénombré dans les pays européens 71 623 tués et 2 104 455 blessés pour un parc automobile de cent millions de véhicules. Par rapport aux années précédentes on note une diminution sensible des tués au Luxembourg, en France, aux Pays-Bas, en Finlande, une diminution légère en R.F.A., en Italie et en Norvège, une augmentation sensible pour l'Irlande, l'Espagne, la Yougoslavie et une augmentation légère pour la Belgique, la Grande-Bretagne et le Portugal.

VINGT-NEUF SALARIÉS SONT MENACÉS DE LICENCIEMENT

Un P.-D.G. de Draguignan a disparu

Les vingt-neuf employés de la société Promotion immobilière dracenoise, à Draguignan (Var), ont occupé du 1er au 12 août le siège de cette société, attendant le retour du P.-D. G., M. Romulus Fieschi, disparu depuis le 28 juillet. Ce retour se faisant attendre, le tribunal de commerce de la ville a décidé de mettre l'entreprise en règlement judiciaire.

De notre correspondant

Toulon. — M. Fieschi, homme affable âgé de cinquante ans, travaille dans l'immobilier depuis une quinzaine d'années. Il a mené à bien de grands programmes et livré plus de trois cents logements sur la seule ville de Draguignan. Au moment de sa disparition, il travaillait à deux réalisations importantes : la première pour l'ASSEDIC, à Fréjus, ainsi qu'à un groupe de deux immeubles à Draguignan, « les Hélènes ». Dans les deux cas, le promoteur en était à la phase finale des travaux, et aucun problème n'avait surgi. Pourtant, vendredi 8 août, date de l'échéance de la paie, il ne s'est pas présenté au siège de la société.

On devait apprendre ce même jour que M. Fieschi avait déposé chez un notaire un certificat médical faisant mention d'une dépression nerveuse. Ce qui ne justifie pas que lui-même, sa femme et son fils se soient réfugiés, comme divers indices le laissent penser, en Uruguay.

Pourquoi, sous le coup d'une simple dépression, M. Fieschi a-t-il disparu ? On estime que la situation financière de son entreprise était précaire. Certes, il avait eu des difficultés à payer l'URSSAF voilà un an, mais il les avait surmontées. En revanche, il semble que la chute du chah lui ait fait perdre le bénéfice d'une importante opération en Iran. Son découvert bancaire, qui serait proche de 10 millions de francs, correspondrait en grande partie aux prêts obtenus pour mener à bien ce programme. On murmure qu'un groupe étranger devait racheter la société, mais cette affaire n'était pas conclue. Disparu, le P.D.G. laisse derrière lui vingt-neuf salariés qui risquent d'être licenciés.

(*Intérim.*)

BIBLIOGRAPHIE

« Une informatique pour les administrés ? »

de Françoise Gallouedec-Genuys

L'ordinateur tout-puissant, « *le robot inhumain qui ne sourit pas* » a mauvaise presse auprès des administrés. On lui reproche des erreurs de facturation, des poursuites injustifiées au point de regretter parfois le temps des préposés revêches, plus commodes à tout prendre que les monstres froids auxquels ils ont cédé la place.

Partant de cette constatation, des chercheurs ont tenté de cerner l'influence de l'informatique sur la qualité des services que rend l'administration et sur les relations administration-administré. Des études de cas ont été menées entre 1976 et 1978 en Algérie, en Belgique, au Canada, en France, en Italie et en Tunisie, dont Mme Françoise Gallouedec-Genuys, maître de recherches au Centre national de la recherche scientifique, tire dans ce livre les conclusions.

Le recours à l'informatique ne répond pas partout aux mêmes nécessités. Dans les pays en voie de développement, où le personnel compétent est rare, l'utilisation de l'ordinateur permet d'affecter les fonctionnaires en surnombre à des tâches plus utiles à la collectivité. Dans les pays développés, l'informatique permet de limiter l'accroissement naturel des effectifs de l'administration.

Gain de personnel et de productivité sont les deux avantages recherchés. Sans l'informatique, la ville de London, au Canada, aurait été dans l'incapacité de faire face à l'augmentation des opérations de recouvrement de l'impôt foncier. Partout, l'informatique fait gagner du temps, de l'argent et réduit les marges d'erreurs.

Il ne faut pas croire, néanmoins, qu'elle a bouleversé en profondeur l'administration. Il en faudrait davantage. Les nombreuses études auxquelles a donné lieu cette enquête montrent qu'« *on automatise plus qu'on ne réforme* », autrement dit que la gestion s'est améliorée mais que les structures sont restées intactes : « *L'autorité des chefs dresse les frontières : le cloisonnement administratif ne tombe pas devant l'informatique. La crainte de quelque glissement de pouvoir lui donnerait plutôt une vigueur accrue !* » Les centres de décisions sont rarement touchés.

Les administrés, enclins à ne voir dans l'informatique qu'une source d'erreur et de tracas, ont tort. Le service des litiges du centre des chèques postaux d'Alger n'est saisi en moyenne que de 50 réclamations pour 100 000 abonnés. Ailleurs, l'information permet de débusquer infailliblement les fraudeurs, même si ce résultat n'est pas du goût de tous les contribuables.

Bien sûr, elle accroît les pouvoirs de l'administration sur l'administré, renforce le poids des fonctionnaires face aux élus, mais elle est un facteur d'égalité fiscale et réduit le contact direct entre l'administration et l'administré, « *généralement appréhendés négativement par les deux parties* ».

Sans prendre position sur les méfaits et bienfaits de l'informatique, Mme Gallouedec-Genuys semble croire à la possibilité d'une « *bureaucratie intelligente* » que le recours à l'ordinateur débarrassé des préjugés et des dangers qu'il draine dans son sillage, mettrait au service des administrés. A supposer que les deux termes ne soient pas antinomiques, il en faudrait beaucoup pour que l'informatique améliore les relations administration-administré, dont ce livre montre qu'elle n'est nulle part le souci majeur de ceux qui y ont recours. — B. L. G.

★ *Une informatique pour les administrés ?*, de Françoise Gallouedec-Genuys. Editions Cujas, 143 pages, environ 47 F.

FAITS ET JUGEMENTS

Des vigiles mal surveillés.

Lyon. — Roger Poggiolini dit « Tony », vingt-huit ans, voulait contraindre son amie à se prostituer : il a été arrêté le mercredi 13 août. La veille, les gendarmes d'Annecy arrêtent deux hommes : Jacques Marty et Pierre Lormeau, alors qu'ils tentaient de revendre des briquets Dupont, préalablement soustraits à l'entreprise qu'ils avaient pour mission de surveiller (*le Monde* du 15 août). Les trois hommes ont un point commun : tous étaient employés par l'Agence lyonnaise de sécurité (A.L.S.) dont le directeur est M. Charles Javilliey. Ancien chef de la brigade criminelle de la police judiciaire de Lyon, M. Javilliey avait été mis en cause dans plusieurs affaires de proxénétisme, avant d'être relaxé en appel en 1974.

« *Il n'y a pas de quoi fouetter un chat,* nous a-t-il déclaré. *Poggiolini était en période d'essai, Lormeau et Marty ont volé dix-sept briquets : ce n'est pas l'affaire du train postal. D'ailleurs, Lormeau a été remis en liberté.* » Manifestement, M. Javilliey ne veut pas que ces « bavures » ternissent l'image de la société de gardiennage qu'il dirige. « *Trois cas sur une centaine d'employés dans toute la région Rhône-Alpes, ce n'est pas un pourcentage déshonorant. Imaginez que l'on fasse de même chez Berliet, aux P.T.T., à la S.N.C.F. ou ailleurs. On ne parle pas de l'employeur à chaque délit.* »

« *Nous n'embauchons pas des polytechniciens,* assure-t-il, *mais des gens du niveau gardien de la paix.* » Comparaison n'est pas raison : avant d'être recrutés, les futurs policiers doivent démontrer qu'ils ont un passé sans tache. — (*Corresp. rég.*)

Importantes saisies de drogue en Colombie, à Milan et aux Etats-Unis.

350 kilos de cocaïne très pure, d'une valeur d'environ 120 millions de francs, ont été saisis mercredi 20 août par la police dans le sud-ouest de la Colombie, six trafiquants ont été arrêtés et un laboratoire découvert. Un ressortissant libanais a été appréhendé à Milan le même jour alors qu'il transportait 1,2 kilo d'héroïne, estimé à 5 millions de francs, dissimulé dans le double fond d'une valise. Enfin, la police de l'Etat de New-York a annoncé avoir saisi plus d'une tonne et demie de haschisch, estimée à 200 millions de dollars, soit une des plus importantes prises de « hasch » sur le territoire nord-américain. — (*A.F.P., A.P.*)

On a retrouvé les œuvres d'art de Richard Anthony.

Des œuvres d'art que le chanteur Richard Anthony avait confiées à ses beaux-parents, les époux Renaux, lorsqu'il est parti s'installer aux Etats-Unis et qui avaient été dérobées au domicile de ceux-ci, 56, rue de Torcy, à Paris (18e), dans la nuit du 5 au 6 août, ont été *retrouvées en partie* chez le demi-frère de la femme de l'artiste, M. Stéphane Bocquet, vingt-sept ans, et le reste chez un ami de ce dernier, M. Richard Christmann, trente-trois ans. Il s'agissait de trois toiles de maîtres, d'une tapisserie d'Aubusson et d'un vase chinois de l'époque Ming.

M. Bocquet, qui s'était évadé de la prison de Nice où il purgeait une peine de six ans de réclusion infligée en 1977 pour vol qualifié, a déclaré avoir réalisé ce vol en compagnie de son camarade, M. Yves Meyrieux, vingt-sept ans, également repris de justice. Tous deux ont été inculpés, le 20 août, de vol qualifié, et M. Christmann de recel, par M. Alain Vernier, premier juge d'instruction. Les trois hommes ont, en outre, été inculpés de proxénétisme : ils sont soupçonnés de profiter des revenus de prostituées algériennes. Tous ont été placés sous mandat de dépôt.

Deux auditeurs de justice prennent la défense de MM. Bidalou et Michel.

Deux auditeurs de justice en stage au tribunal de grande instance de Carcassonne ont pris l'initiative d'adresser à leurs collègues un texte regrettant les mesures disciplinaires prises à l'encontre de MM. Jacques Bidalou, juge d'instance à Hayange et Jean-Pierre Michel, magistrat à la chancellerie (*le Monde* du 18 juillet). Ce texte, précisent-ils, « *est actuellement proposé à la signature de l'ensemble des auditeurs de justice dans les juridictions qui sont des centres de stage. Il a aussi été communiqué au garde des sceaux, qui aura connaissance de la liste des signatures dès qu'elle aura été établie.* »

A propos des sanctions contre les deux magistrats, les auditeurs de justice écrivent : « *De même que les textes réformant notre justice pénale sont préparés dans le secret, l'habitude est désormais prise de poursuivre à la sauvette, voire en leur absence, les magistrats jugés indésirables par la hiérarchie judiciaire. (...) Par ces mesures, le garde des sceaux confirme sa volonté de façonner une « justice aux ordres » gérée par une magistrature soumise.* »

Mme Curiel est protégée par la police.

Après l'attentat commis le 13 août (*le Monde* des 15 et 16 août) contre le domicile de Mme Rosette Curiel, soixante-six ans, veuve de Henri Curiel « *militant pour la libération des peuples du tiers-monde, pour le socialisme et pour la paix* », assassiné le 4 mai 1978 à Paris, la préfecture de police a décidé d'assurer la protection de celle-ci. Un gardien de la paix est posté sur le palier de son appartement le jour et deux autres la nuit. Mme Curiel s'étonne qu'on puisse lui en vouloir alors qu'elle n'a aucune activité politique. Elle explique que c'est peut-être en raison du fait que le bulletin de l'association Henri-Curiel a son siège à son domicile.

D'autre part, le ministre des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a répondu à la question écrite de M. Jean-Yves Le Drian, député socialiste du Morbihan, qui attirait l'attention du ministre sur un article paru le 3 février dernier dans le *Sunday Times*, journal de Cape-Town (Afrique du sud), dans lequel il est indiqué que « *les services de police française sont, à deux reprises, désignés comme ayant abattu Henri Curiel* ». Dans sa réponse, M. Jean François-Poncet déclare qu'« *il appartient au juge d'instruction, s'il l'estime utile, de faire procéder à des vérifications auprès du journal sud-africain qui a publié cette information. Quant au ministre de l'intérieur,* ajoute M. François-Poncet, *il n'estime pas utile de répondre à de telles insinuations, aussi odieuses que ridicules* ».

● *La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris* a renvoyé à huitaine, mercredi 20 août, la notification des pièces traduites de l'italien aux sept terroristes présumés du groupe Prima Linea, dont les autorités de la péninsule demandent l'extradition (*le Monde* du 10 juillet). Les magistrats de la chambre d'accusation et la défense ne disposent pas encore, en effet, de la traduction complète des pièces transmises par la justice italienne.

● *L'accident d'avion de Ryad.* — Le bilan définitif de l'incendie d'un Tristar de la compagnie Saudia, sur l'aéroport de Ryad en Arabie Saoudite, dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 août, s'établit à trois cent un morts. Les enquêteurs orientent leurs recherches vers la découverte, dans le compartiment réservé aux passagers, de deux réchauds à gaz généralement utilisés par les pèlerins se rendant à La Mecque. — (*Reuter.*)

Le ministère de l'intérieur ne conserve « aucune trace » du fichier des juifs établi sous l'occupation.

« *Les services du ministère de l'intérieur n'ont aucune trace de ce fichier* », vient de répondre dans le *Journal officiel* du 20 août, M. Christian Bonnet à M. Michel Maurice-Bokanowski, sénateur (R.P.R.) des Hauts-de-Seine qui lui demandait si « *le fichier des juifs français constitué pendant l'occupation allemande (...) a été détruit, à quelle date, ou, dans le cas contraire, ce qu'il en est advenu* ». La brièveté de la réponse du ministre s'explique par le souci de ne pas interférer avec l'enquête que mène actuellement un membre de la commission nationale de l'informatique et des libertés, M. Henri Caillavet, sénateur (Gauche dém.) du Lot-et-Garonne.

Les conclusions de cette enquête, ouverte après que le *Canard enchaîné* eut affirmé dans son numéro du 5 mars que ce fichier était détenu dans une casemate du fort de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), seront connues à l'automne. La gendarmerie, visée par les accusations de l'hebdomadaire, avait aussitôt démenti. Contrairement aux affirmations de M. Maurice-Bokanowski, il n'y a pas un fichier des juifs établi sous l'occupation mais plusieurs, dont il est impossible d'affirmer qu'ils ont été détruits, même si leur trace a été perdue (*le Monde* du 22 mai).

● *Le trésorier du comité d'entreprise de l'usine Rhône-Poulenc Textile* de Gauchy, près de Saint-Quentin (Aisne), recherché depuis le 17 juin pour avoir détourné 550 000 F, s'est constitué prisonnier, mercredi 20 août. Il s'agit de M. Serge Dufour, cinquante-trois ans, trésorier C.G.T. du comité d'entreprise, qui a aussitôt été inculpé d'abus de confiance et écroué. Une plainte avait été déposée en juin par le directeur de l'usine agissant en sa qualité de président du comité d'entreprise. La C.G.T. avait, pour sa part, précisé que M. Dufour avait agi à « *titre personnel* » précisant : « *C'est à la justice de déterminer les responsabilités dans cette affaire de droit commun.* »



RELIGION

RÉUNIE A AUXERRE

La communauté chrétienne Béthania veut se donner une charte

Les quelque soixante-dix membres de la communauté chrétienne Béthania, qui se trouvent actuellement en France, se réuniront à Auxerre vendredi 22 août en chapitre pendant une dizaine de jours. Outre la réflexion qu'ils mèneront sur les activités de l'année passée, pour la première fois depuis les onze ans que cette communauté chrétienne existe, ils voteront un texte, sous forme de charte, dans lequel ils tenteront de définir, avec l'aide de Mgr Eugène Ernoult, archevêque de Sens et d'Auxerre, chargé par l'épiscopat français de suivre Béthania, la spécificité de cette expérience originale.

« Vivre l'Évangile sans transiger »

De notre envoyé spécial

Chalencon. — C'est un village oublié par le temps, perché sur une proéminence au fond d'une vallée de la Haute-Loire. Les rues pavées étroites serpentent vers le château en ruine, flanqué d'une petite église romane, qui domine un paysage rendu naguère prospère par les moulins à papier. Mais, comme beaucoup des villages de la région, Chalencon fut abandonné après la première guerre mondiale, et s'il commence à revivre, c'est davantage grâce aux propriétaires de résidences secondaires qu'aux quatre ou cinq habitants permanents.

Mais il existe, aujourd'hui, à Chalencon, une troisième « race » d'habitants dont se méfient aussi bien les natifs que les estivants, qui les appellent, avec une pointe de mépris, « *les hippies* » ou encore « *les curés* ».

Il s'agit des membres de la communauté de Béthania, auxquels plusieurs maisons du village, *achetées autrefois par une* association fondée par un prêtre appelée Chantiers - Fraternité-Vacances, ont été prêtées. Restaurées, ces maisons servent d'accueil, de retraite spirituelle et de théâtre pour des sessions d'été.

Béthania — la maison de Marthe et de Marie, selon l'Evangile, où Jésus aimait se reposer et recevoir les pauvres, — c'est le nom adopté par une communauté de chrétiens qui ne sont ni des moines, ni des charismatiques, ni un mouvement d'action catholique, ni une communauté de base, ni un tiers ordre... C'est une famille de chrétiens, la plupart laïcs, mariés ou célibataires, avec quelques prêtres (1), ou encore, comme le dit Thierry : « *Ce n'est pas d'abord une forme de vie, mais une forme du cœur.* »

Mai 68

Tout a commencé en 1969, quand Bernard, fortement marqué par mai 68, décide, avec un ami, Jean-Claude, de vivre l'Evangile à la lettre, en mettant tout en commun et en essayant de respecter le grand commandement de Jésus : l'amour de Dieu et du prochain. Peu à peu, d'autres jeunes, garçons et filles, attirés par cet idéal se joignent à eux. Aujourd'hui, les quelque quatre-vingts membres de Béthania sont répartis dans des petites fraternités à Malakoff (2), à Paris, à Nice, à Vézelay, à Lyon, à Chalencon, mais aussi en Belgique, au Brésil et en Centrafrique.

Il n'est pas facile de définir l'esprit de Béthania. Ses membres ne font pas de prosélytisme, ne se donnent pas en exemple et ne parlent même pas de « témoigner ». Ils ne se proposent pas d'aider les « paumés », ni d'offrir un refuge aux fragiles. Ils ont choisi tout simplement de « *vivre l'Evangile sans transiger* » (Thierry), de « *s'accepter, ainsi que les autres, tel que l'on est ; d'avoir des rapports de vérité avec les gens* » (Bernard), de « *vivre en toute franchise, en toute transparence* » (Thérèse).

Cela peut paraître banal, mais, prise au sérieux, une telle attitude mène loin. Quelques exemples : un prêtre, qui avait un poste de responsabilité dans son diocèse, accepte de rentrer à Béthania pendant un an, d'abandonner son « personnage », de vivre à égalité avec les jeunes, partageant tout avec eux, jusqu'à ses pensées les plus intimes... « *Nous autres prêtres*, avoue-t-il, *nous ne savons pas vivre en frères, en laissant tomber les masques.* »

Une jeune fille-mère rentre à Béthania avec son petit garçon. Rejetée par son milieu bien-pensant, elle trouve amour et compréhension. Personne ne la juge, puisque tous ont conscience de leur propre pauvreté. « *J'ai l'impression d'avoir trouvé une famille authentique,* dit-elle. *Evidemment, je ressens le manque d'un père pour mon fils, lui aussi sans doute, mais je me sens entourée, soutenue.* » Un jeune garçon du milieu artistique a du mal à assumer son homosexualité. A Béthania, il peut parler sans honte et sans crainte de ses difficultés, car il ne se sent ni rejeté, ni exploité. « *J'ai appris à m'accepter*, dit-il, *et à vivre dans la miséricorde de Dieu et de mes frères. Je ne suis plus « en recherche » mais « en attente ».*

Pas d'Eglise parallèle

Se méfiant des structures et des servitudes, Béthania a grandi sans trop se soucier de se doter d'un règlement. Chaque fraternité (une dizaine de personnes) a un responsable appelé le « *garant d'unité* », qui sert d'autorité morale. Les membres s'engagent pour un an, renouvelable ; jusqu'à présent, seuls les six plus anciens se sont engagés définitivement. Chaque fraternité entretient des liens de fidélité et d'amitié avec l'évêque local, et les responsables ont toujours dit qu'ils acceptent de se soumettre à la volonté de la hiérarchie. C'est pourquoi les fraternités s'insèrent dans les structures paroissiales existantes et refusent de créer une Eglise « parallèle ».

La spiritualité de Béthania, qui s'inspire en partie de celle des Focolari de Chiara Lubich (3), se ramène à l'essentiel : messe quotidienne, prières matin et soir, retraites dans des monastères. « *Nous sommes proches de la spiritualité de sainte Thérèse de Lisieux*, dit Bernard : *simplicité, confiance, et tout miser sur Dieu dans les moments durs.* » Cependant, la communauté se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire : saura-t-elle capter, dans un texte écrit, sa « charte », l'essentiel de sa vie, sans étouffer l'Esprit, qui souffle où il veut ?

ALAIN WOODROW.

(1) Béthania compte sept couples, une quarantaine d'hommes, une vingtaine de femmes et quatre prêtres.

(2) Renseignements : Béthania, 8, rue de Lorraine, 92240 Malakoff. Tél. : (1) 638-99-07.

(3) Le mouvement des Focolari, appelé aussi l'Œuvre de Marie, fut fondé en Italie par Chiara Lubich après la deuxième guerre mondiale. Ce mouvement de spiritualité laïque, qui consiste à découvrir l'Evangile dans la vie, est maintenant répandu dans le monde, et surtout en Italie.

ÉDUCATION

La formation de la nouvelle carte universitaire

Nous continuons ci-dessous la publication de la liste des universités habilitées à délivrer, à partir de la prochaine année universitaire, des diplômes nationaux. Elle comprend les habilitations qui viennent d'être décidées et celles qui, n'étant pas soumises à renouvellement cette année, se trouvent encore en sursis (ces universités apparaissent en italique).

Malgré l'absence d'informations officielles, nous publions, au risques de lacunes et d'erreurs, la liste des formations supprimées et de celles qui sont créées sauf pour les doctorats de troisième cycle.

***Les listes précédentes ont été publiées dans* nos éditions des 30, 31 juillet, 1er, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 12 13, 14, 19 et 21 août.**

Physique
Deuxième cycle

PHYSIQUE

● *Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II*, Aix-Marseille-III, Amiens, Besançon, Bordeaux-I, *Brest*, Caen, *Clermont-Ferrand-II*, *Dijon*, Grenoble-I, Lille-I, *Limoges*, *Lyon-I*, Le Mans, Montpellier-II, Nancy-I, *Nantes*, Nice, *Orléans*, Pau, Poitiers, Reims, *Rennes-I*, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-III, Paris-VI, Paris-VII, *Paris-XI*.

● *Est supprimée :* Angers.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-II*, Aix-Marseille-III, Amiens, Besançon, Bordeaux-I, *Brest*, Caen, *Clermont-Ferrand-II*, *Dijon*, Grenoble-I, Lille-I, *Limoges*, *Lyon-I*, Le Mans, Montpellier-II, Nancy-I, *Nantes*, Nice, *Orléans*, Pau, Poitiers, *Rennes-I*, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-III, Paris-VI, Paris-VII, *Paris-XI*.

● *Sont supprimées :* Angers, Reims.

● *Est créée :* Le Mans.

SCIENCES APPLIQUÉES

● *Licences préparées à la rentrée 1980 : Aix-Marseille-I*, *Clermont-Ferrand-II*, *Limoges*, *Metz*, *Nantes*, *Tours*, *Paris-XI*.

● *Maîtrises préparées à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Bordeaux-I, *Clermont-Ferrand-II*, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, *Limoges*, Lyon-I, *Metz*, Montpellier-II, *Nantes*, Rennes-I, Rouen, Strasbourg-I, Toulouse-III, *Tours*, Paris-VI, Paris-VII, *Paris-XI*.

PHYSIQUE APPLIQUÉE MESURES ET CONTROLES

● *Licence et maîtrise préparées à la rentrée 1980 :* Metz.

OPTIQUE PHYSIOLOGIQUE ET OPTOMÉTRIE

● *Licence préparée à la rentrée 1980 :* Paris-XI.

Physique
Troisième cycle

PHYSIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Lyon-I, Nice, Strasbourg-I.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Bordeaux-I, Clermont-Ferrand-II, Lyon-I, Nice, Reims, Strasbourg-I.

PHYSIQUE NUCLÉAIRE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Grenoble-I, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Clermont-Ferrand-II, Grenoble-I, Lyon-I, Strasbourg-I, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

PHYSIQUE THÉORIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-II, Paris-VI, Paris-XI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Aix-Marseille-II, Nice, Montpellier-II, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

PHYSIQUE ATOMIQUE ET MOLÉCULAIRE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Paris-VI, Paris-XI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Lyon-I, Paris-VI, Paris-XI, Paris-XIII.

PHYSIQUE DES GAZ ET DES PLASMAS

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Grenoble-I, Nancy-I, Orléans, Toulouse-III, Paris-XI.

● *Doctorats de 3e cycle préparés à la rentrée 1980 :* Grenoble-I, Nancy-I, Orléans, Toulouse-III, Paris-VI, Paris-XI.

PHYSIQUE DES LIQUIDES

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Paris-VI et Ecole supérieure de physique chimie industrielle (E.S.P.C.I.), Paris-VII.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XIII.

PHYSIQUE DES SOLIDES

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Montpellier-II, Toulouse-III et Institut national des sciences appliquées, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Montpellier-II, Strasbourg-I, Toulouse-III, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XIII.

SCIENCES DES MATÉRIAUX

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-III, Bordeaux-I, Caen, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I et Institut national des sciences appliquées et Ecole centrale de Lyon, Montpellier-II, Institut national polytechnique de Lyon, Nantes, Poitiers, Rennes-I et Institut national des sciences appliquées, Institut national polytechnique de Toulouse, Paris-VI et Ecole supérieure de physique chimie industrielle, Paris-VII.

● *Doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Aix-Marseille-I, Aix-Marseille-II, Aix-Marseille-III, Amiens, Bordeaux-I, Caen, Dijon, Grenoble-I, Lille-I, Limoges, Lyon-I, Metz, Montpellier-II, Nancy-I, Institut national polytechnique de Lyon, Nantes, Poitiers, Rennes-I, Rouen, Saint-Etienne, Institut national polytechnique de Toulouse, Paris-VI, Paris-VII, Paris-XI, Paris-XIII.

PHYSIQUE DE LA MATIÈRE ET DU RAYONNEMENT

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorats de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Caen, Grenoble-I, Lille-I.

PHYSIQUE RADIOLOGIQUE

● *Diplômes d'études approfondies (D.E.A.) et doctorat de troisième cycle préparés à la rentrée 1980 :* Toulouse-III.

Le Monde

politique

La gauche plurielle

(Suite de la première page.)

Elle ne peut triompher qu'en reconnaissant cette diversité. On ne rassemble pas le « peuple de gauche » en niant les débats qui le traversent. On n'aura de « rassemblement populaire » autour du candidat du second tour contre Giscard que si l'on discerne, chez ce candidat, la volonté de ne pas imposer, en jouant de la règle majoritaire, l'écrasement des différences.

Car la gauche ne peut espérer être majoritaire qu'à deux conditions :

La première est que le changement qu'elle propose ne soit pas seulement une question d'alternance au pouvoir. Elle doit, en cela, balayer ses illusions. S'il ne s'agit que de changer d'équipe, sans que l'on voie clairement quels changements immédiats et profonds propose cette équipe, elle n'entraînera aucune adhésion. Les slogans du type « 10, 20 ou 30 ans... ça suffit » n'ont jamais entraîné que l'accord de ceux qui aspiraient à remplacer eux-mêmes le pouvoir en place. Pourquoi ne pas préférer la stabilité quand on ne voit pas la nature du changement proposé ? Je pense en particulier aux femmes. Va-t-on enfin prendre au sérieux ce que suppose de remises en cause profonde leur double volonté du droit au travail et de la réduction du temps de ce travail. Saura-t-on voir ce que supposent de transformations leurs revendications aux salaires égaux, à la diversité des qualifications, au partage des tâches ménagères ?

Va-t-on continuer, sur la hiérarchie des revenus, sur les inégalités sur le temps de travail à tenir les discours vagues que Giscard manie aussi bien que les autres ? Ou saura-t-on proposer, pour marquer le début d'un septennat de gauche, des mesures liant un abaissement important de la durée du travail et la priorité donnée à la création d'emplois ? Est-on prêt à remettre en cause la politique d'investissement actuelle dans le nucléaire, et à mettre à la disposition des sources d'énergie non dangereuses — les énergies renouvelables en particulier — les fonds ainsi dégagés. La gauche va-t-elle se contenter de débattre sur l'atlantisme ou sera-t-elle capable de chercher une autre voie que la politique des armes nucléaires, par des alliances privilégiées à partir d'une autre logique des rapports économiques et politiques — avec les peuples du tiers monde ? Continuerons-nous à nous satisfaire d'équilibrer notre balance commerciale par les ventes d'armes ?

Dans le domaine de l'information, veut-on ou non remettre en cause le double monopole de l'Etat et de l'argent. Vainqueur, sera-t-on encore partisan des radios libres ?

La seconde condition du changement est aussi entre les mains de ceux et celles qui ne se reconnaissent aujourd'hui, ni dans le P.C., ni dans le P.S. Parmi eux, parmi nous, la défiance à l'égard du jeu politicien est grande. Nous savons tous, toutes, que ce n'est pas de mai 1981 que sortiront la société autogestionnaire, le projet écologiste, la fin du sexisme et de la division des rôles entre hommes et femmes. A partir de là, on peut faire de la littérature. Quelques attaques bien placées contre la technocratie, un couplet sur la mort des partis, quelques envolées sur la convivialité et le bonheur ne tiendront jamais lieu de raisonnement politique. Se dire « d'ailleurs » c'est admettre que la vie politique ne devrait pas se résumer à l'affrontement gauche-droite à travers les seuls partis traditionnels. Mais ce ne peut être l'occasion de fermer les yeux sur cet affrontement et refuser de choisir.

L'écologie politicienne risque d'être lourdement fautive si, en se lançant dans l'arène politique, elle fait semblant d'en ignorer les réalités. Comme risque d'être coupable aussi — et coupable de son enfoncement dans l'échec — une gauche qui refuserait de voir qu'elle n'a plus qu'un moyen de gagner : *laisser s'exprimer*, à côté d'elle, les nouvelles aspirations profondément de gauche, qui se sont fait jour depuis dix ans. Et savoir aussi qu'elle ne pourra convaincre de sa volonté réelle de changer qu'en ouvrant le débat, sur des propositions réalistes, avec les composantes de la « gauche différente ».

HUGUETTE BOUCHARDEAU.

● RECTIFICATIF. — M. Augustin Chauvet (R.P.R.), dont le nom figurait dans la liste des députés qui envisagent d'être candidats aux prochaines élections sénatoriales, est élu du Cantal et non de l'Aisne comme il était indiqué par erreur typographique dans *le Monde* du 21 août.

M. Rocard plaide pour un P.S. « rassemblé »

M. Michel Rocard, qui était mercredi 20 août l'invité de l'émission de R.M.C. « Concret », a une nouvelle fois dénoncé l'action de MM. Giscard d'Estaing et Barre, avant d'indiquer qu'il entend que son éventuelle candidature à l'élection présidentielle intervienne « dans les conditions les plus favorables pour battre M. Giscard d'Estaing ».

M. Michel Rocard a tout d'abord affirmé que la France vit « *sous le gouvernement de l'imprévoyance... et du court terme.* » « *Nous payons actuellement d'un prix effroyable leur refus de prévoir l'avenir* », a-t-il fait remarquer, ajoutant que c'est « *sur le plan de l'emploi que l'action du gouvernement est la plus critiquable.* »

Evoquant divers conflits sociaux (Manufrance, Dufour, les marins-pêcheurs), M. Rocard a déclaré : « *Un gouvernement qui érige en principe l'idée qu'il n'a pas à s'occuper de ces affaires, laisse échapper des éléments du patrimoine national.* » Le député des Yvelines a insisté sur la nécessité de « *créer des activités et des entreprises* » comme moyen prioritaire pour aider le pays à sortir de la crise. Il a réclamé l'ouverture « *dès la rentrée* » de négociations portant sur l'augmentation du SMIC et la reprise des discussions sur la réduction de la durée du travail.

En ce qui concerne la vie interne du P.S., M. Rocard a souligné que M. François Mitterrand a « *bien servi* » les intérêts du socialisme. « *Le doublement du potentiel électoral, le doublement des effectifs militants, la conduite d'une union politique de la gauche et, grâce à elle, l'écrasante victoire que les forces de gauche ont remporté dans les élections locales de notre pays, tout cela s'est fait sous l'autorité de François Mitterrand* », a-t-il ajouté.

Interrogé sur la participation éventuelle des communistes au gouvernement, M. Rocard a fait valoir que cette présence « *se mérite* ». « *La politique choisie par les communistes français ne va pas dans ce sens*, a-t-il souligné, *c'est à eux de changer avant que la question ne se pose.* »

Evoquant enfin sa possible candidature à l'élection présidentielle, le député des Yvelines a déclaré : « *J'entends que ma candidature intervienne dans les conditions les plus favorables pour vaincre M. Giscard d'Estaing, que le P.S. soit rassemblé et que le choix se fasse au sein du parti en respectant les procédures.* »

POUR LA PREMIÈRE FOIS

La 11e division parachutiste organise un important exercice de mobilisation

A l'occasion d'un important exercice de mobilisation qui aura lieu à la mi-septembre au camp de Caylus (Tarn-et-Garonne), la 11e division parachutiste va convoquer sa division de réservistes, baptisée 111e division d'infanterie. C'est la première fois que cette unité aéroportée, forte de quinze mille hommes, dont la moitié d'appelés volontaires, procédera à une telle manœuvre.

La réorganisation, en cours, de l'armée de terre a prévu de constituer, au total, quinze divisions d'active et d'appelés pour le temps de paix, auxquelles s'ajouteraient quatorze divisions à la mobilisation. Ces divisions de réserve *sont obtenues par le principe* dit de la « dérivation » : chaque régiment de la visition d'active prépare, instruit, équipe et mobilise, dans sa propre garnison, un régiment de réserve de la division « dérivée ». Les cadres les plus jeunes, officiers et sous-officiers, et les hommes du rang du corps « dérivé » sont choisis — selon leur qualification et leur résidence — parmi les personnels qui viennent de remplir leurs obligations militaires dans l'unité « dérivante ».

Au total, les effectifs mobilisés pour ce plan sont de vingt-six mille officiers de réserve, cinquante-deux mille cinq cents sous-officiers et deux cent quarante-cinq mille hommes du rang de réserve.

C'est en 1978 qu'a eu lieu la première convocation complète, en France, d'une division d'infanterie de réserve, suivie l'an dernier de celle de deux autres unités. En 1980, l'armée de terre a mobilisé, en juin, en Lorraine, une division d'infanterie de réserve à partir d'une division blindée (ce qui a constitué une « première ») et elle a convoqué pour la mi-septembre la 111e division d'infanterie de réserve, formée par la 11e division parachutiste.

En dépit de ses interventions récentes au Liban, au Zaïre, au Tchad et en Centrafrique, la 11e division parachutiste, stationnée dans le Sud-Ouest et en Corse, n'a pas pour seule mission l'action extérieure, principalement en outre-mer, où elle maintient en permanence un effectif de l'ordre de deux mille hommes. Depuis 1962, où elle a été installée en France, la 11e division parachutiste a toujours été prévue — au terme de ses missions dites secondaires — pour des engagements opérationnels sur le théâtre européen, aux côtés des corps d'armée ou dans le cadre de la défense du territoire.

Selon le général Lemaire, qui commande la 11e division parachutiste, la mise sur pied, en septembre, au camp de Caylus, de la 111e division d'infanterie de réserve « *viendra concrétiser la réalité de la vocation territoriale* » de cette unité.

Le Monde

culture

CINÉMA

« LA PETITE SIRÈNE », de Roger Andrieux

Simple et complexe, déroutant et attachant, *la Petite Sirène*, de Roger Andrieux, est l'adaptation d'un roman de Yves Dangerfield, *les Petites Sirènes*. Coproduction U.G.C. et Europe 1, il marque l'avènement d'un cinéma ultra-professionnel, cousu de main de maître sinon de fil blanc par un cinéaste formé à l'UCLA (université de Californie,à Los Angeles), qui a appris l'importance de l'écriture du scénario et de la direction d'acteur. La naïveté, malgré la référence explicite au conte de Hans Christian Andersen, n'est pas son fort. Et pourtant la fascination joue souvent chez le spectateur.

Une fillette de quatorze ans, enfant de la bonne bourgeoisie, Isabelle (Laure Alexis), s'entiche d'un ouvrier mécanicien, Georges (Philippe Léotard), qui l'a hélée un jour, alors qu'elle passait dans la rue. Elle croit avoir découvert le prince charmant de son conte favori. Avec une candeur perverse, elle va tout mettre en œuvre pour déblayer le terrain autour de l'élu, le prendre aux rets de sa logique onirique. Isabelle a pourtant une vie familiale, une maman très bien (Marie Dubois) et des sœurs, mais elle n'en fait déjà qu'à sa tête. Georges vit au jour le jour ; divorcé, il a une petite amie qu'Isabelle efface très vite de son chemin. Ses copains vivent pareillement au ras du sol, dans un quotidien populaire, familier, chaleureux.

Georges refuse d'abord l'absurdité d'une situation dont il a parfaitement conscience, puis se laisse petit à petit circonvenir, cependant qu'Isabelle coupe les ponts avec l'école, la famille, se fabrique un monde à elle, où son ami puis amant n'est plus qu'un jouet, le jouet de son imaginaire. Un jour, la corde casse, Georges revient violemment à la réalité, rejette cet amour impossible. Mais Isabelle n'en continuera pas moins à fabuler, à tout recoudre de son rêve en miettes, à placer l'imaginaire aux commandes.

Si Roger Andrieux sauve son film et nous touche, c'est grâce à ses effets de rupture narrative et à sa direction des deux principaux acteurs. Isabelle entraîne littéralement Georges derrière elle, l'oblige à sortir de ses gonds, le raille et le provoque parfois avec une cruauté tout droit échappée de l'enfance. La scène du restaurant au bord de la mer est un modèle du genre, Isabelle y déploie une violence insensée, elle met son partenaire sur les genoux. Le récit progresse ainsi en dents de scie, ignorant la sentimentalité, mais non la tendresse.

Deux acteurs remarquables soutiennent, portant à bout de bras une histoire sans eux indéfendable, Laure Alexis, une jeune Américaine bilingue de quatorze ans, n'a rien du petit singe savant, n'est pas davantage une teen-ager disco libérée, elle veut donc elle peut. Et elle mène Philippe Léotard par le bout du nez, comme on dit, un Philippe Léotard inspiré, qui exsude une étonnante disponibilité jusqu'au jour où les limites rationnelles de son personnage éclatent.

Nouveau filon de la « qualité française » retrouvée, dont il est beaucoup question ces temps-ci ? Remise à l'honneur d'un plaisir du récit dont on croyait avoir perdu le secret ? *La Petite Sirène* inaugure habilement la nouvelle saison cinématographique.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

PHOTO

LES YEUX DU MUR

La première trace humaine, dit Brassaï, avant même l'empreinte négative de mains posées sur une paroi, comme un cri immémorial, n'était pas un rond avec quatre pattes, un têtard comme on l'affirme parfois, mais deux yeux, deux trous parallèles creusés dans la pierre les yeux du mur. Il les a photographiés, chaque fois qu'il en a rencontré, comme ses célèbres graffiti, et ces orbites aveugles, percées dans une spirale de craie ou d'argile, ces têtes enfantines couronnées de soleil ponctuent le dernier numéro de la revue *Culture et communication, approches de la photographie*. Une récidive : le précédent numéro comportait déjà une interview de Brassaï, des photos d'Edouard Boubat et de Gilles Ehrmann. Ce numéro-là, lui, n'est plein que de photos, d'interviews, de photographies, de textes et de citations sur la photographie.

Quand on le tient dans ses mains pour la première fois, il donne une belle impression de densité, on se dit « enfin ! », le papier est beau, les photos sont bien reproduites, même les caractères de typographie varient d'une page à l'autre, ça bouge, c'est vivant, et puis, quand on le referme, une fois l'intimidation de l'objet nouveau disparue, on se dit : « Oh, soyons sincère, ce n'est pas grand-chose, mais c'est bien quand même... »

Ce numéro, son rédacteur en chef, Michel Delaborde l'a voulu, un peu modestement, comme son titre l'indique, *« une simple approche »*. *« Excluant les définitions et les classifications*, écrit-il, *j'ai voulu seulement provoquer une rencontre autour des images de quelques-uns qui m'ont paru, en France, être allés le plus loin dans l'exploration du mystère de l'existence.* » Ces fouilleurs de mystère et d'existence s'appellent Henri Cartier-Bresson, Jacques-Henri Lartigue, Gisèle Freund, Martine Franck, Sarah Moon, Marc Riboud, Jean Lattès, Edouard Boubat, Jeannine Niepce. Ils parlent. On les a fait parler, d'une façon un peu rapide et pas très fouillée, mais cela donne une voix plurielle et diversifiée, et surtout une voix fervente, qui balaye loin le mythe selon lequel le photographe est un imbécile, un mutilé, qui n'a que ses yeux pour voir.

Et puis il y a les gens qui gravitent autour des photographes, les historiens, les conservateurs, les collectionneurs, les simples amoureux, les interviews de Michel Tournier, Agathe Gaillard et André Jammes, des textes très fins de Jean-Claude Lemagny, Yvan Christ et Paul Jay, des citations du dernier livre de Barthes sur la photographie, *la Chambre claire*, et un bel hommage à Izis, disparu cette année, avec un texte de Colette vraiment somptueux.

Ce numéro fait le point sur la conservation des photos dans les musées, sur l'enseignement de la photographie dans les écoles et les universités, et sur les diverses institutions ou manifestations qui la promulguent, les Rencontres d'Arles, la Fondation de Lyon, bientôt la Fondation Lartigue et le Musée du XIXe siècle à Orsay. On y trouve des adresses, des numéros de téléphone. Ponctuellement, il est une sorte de prise de température de l'état de la photographie en France en 1980, et plus qu'un catalogue, ou une simple revue, on le gardera précieusement dans sa bibliothèque.

H. G.

★ *Culture et Communication*, nº 28-29. En vente à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, Paris-7e. 20 F.

■ Une exposition de tapisseries de Jean Lurçat est présentée au château de Vassivière (Haute-Vienne) jusqu'au 15 septembre. Une salle est consacrée à son œuvre et à ses divers moyens d'expression : outre la tapisserie, la peinture, le dessin et aussi la décoration de la porcelaine. Les visiteurs peuvent s'initier aux grandes phases de la réalisation d'une tapisserie. — (Corresp.)

■ M. Chérif Khaznadar, directeur de la Maison de la culture de Rennes depuis 1974, dirigera également, jusqu'à la fin 1983, le Théâtre de 1 ville de Rennes. Il assurait depuis un an la direction provisoire de cet établissement, dont les spectacles, en raison de travaux de réfection, étaient accueillis à la Maison de la culture.

Cette nomination est présentée par le conseil municipal comme l'expression « d'une politique culturelle groupée et cohérente que la ville entend mener par une prééminence de la création, sans exclusive d'aucun milieu social, d'âge ou de répartition urbaine, et dans un esprit d'harmonisation des moyens d'action culturelle de la ville ».

HISTOIRE

CORRESPONDANCE

« Pieux mensonge »

M. Paul Serant, écrivain et journaliste, nous écrit :

Critiquant votre éditorial du 14 juillet, M. Daniel Mayer a écrit notamment (*le Monde* daté 10-11 août) : *« Ce n'est pas à la France mais à l'univers que Hitler a déclaré la guerre. »*

En fait, Hitler s'efforçait au contraire de séduire, et malheureusement il y réussissait souvent. Il obtint le ralliement des Sarrois, des Autrichiens, des Sudètes. Les Etats italien, hongrois, slovaque, croate, roumain, finlandais furent ses alliés. Dès que les armées du Reich eurent envahi l'Union soviétique, des centaines de milliers de Baltes, d'Ukrainiens, de Russes anticommunistes rejoignirent leurs rangs.

Hitler trouvait aussi des sympathies dans les deux Amériques, dans le monde arabe et aux Indes, sans parler du Japon... En Europe occidentale, enfin, nombre de gens pensaient qu'une entente avec le Reich était préférable à une seconde guerre mondiale. Et le maréchal Pétain n'affaiblit pas dans l'immédiat sa popularité en rencontrant Hitler à Montoire : les Français espéraient le prompt retour des prisonniers.

Pourquoi opposer de « pieux mensonges » ce que qu'enseigne l'histoire ?

EXPOSITIONS

AU MUSÉE BOURDELLE

La tête près du bonnet

Et si l'on commençait par tirer son chapeau au musée Bourdelle. Début facile, direz-vous, puisqu'il y est question de chapeau. Soit, mais c'est tout de même mieux qu'un simple salut dit en passant, qu'un petit signe étriqué de la main. Plus cordial, plus distingué, plus généreux. Cette exposition mérite un peu de largesse dans le geste, voire, carrément un grand mouvement du bras et du corps, une de ces courbes comme on n'en fait plus, faute de chapeau et de plumes, pour la décrire.

Chapeau bas donc, au musée Bourdelle — l'ancien atelier du sculpteur, — petit musée égaré à l'ombre de la tour Montparnasse, maintenant que Montparnasse n'est plus foyer de création ; et fauché, comme beaucoup de musées, sinon comment expliquer que cet étonnant endroit soit un rien vétuste ; où il en faut beaucoup pour faire oublier les méchantes tentures grisâtres, les parquets sans cire, les taches d'humidité et l'odeur de moisi qui plane ici et là. Ce qui est fait. Avec cette exposition surprenante et drôle, qui, de couvre-chef en couvre-chef, fait enjamber allégrement les siècles et les continents pour, au fond, proposer une astucieuse approche du portrait. Comme on l'avait fait il y a deux ans avec la barbe et les barbus.

Evidemment, l'exposition n'est pas exhaustive — où serions-nous allé ? — ni systématique, elle n'a rien de l'inventaire ou alors ce sera de celui de Prévert, ni d'historique — quel ennui ç'aurait été. Non, on a fait avec ce que l'on avait, c'est-à-dire du Bourdelle en bonne quantité — il aimait les chapeaux, en portait, en faisait porter à ses modèles — et des prêts parisiens — Louvre, Cernuschi, Rodin, Petit Palais, Orsay, Carnavalet, Musée d'art moderne de la Ville, centre Pompidou, etc. Au total, ce n'est pas rien, plus de deux cent cinquante œuvres — peintures, sculptures et dessins, — qui ne sont pas toutes des chefs-d'œuvre. Mais le propos n'est pas vraiment là. On a procédé par rapprochements et contrastes, un peu pour susciter un regard autre, familier, de sympathie, amusé, et non d'esthète blindé, un peu comme on l'avait fait au Musée des arts décoratifs avec « La famille des portraits ».

∴

Et c'est ainsi que telle inconnue de Marie Laurencin voisine avec Mme de Bideran vue par Bourdelle, le bonnet de nuit de J.-J. Henner avec Onésime Reclus, Fragonard avec Van Dongen et Hélion, Mme Darras, de Renoir avec un Picador *forgé par Gargallo*, le Melon, *le vrai, sur un coussin d'argent, de Bugatti, avec un bonnet phrygien monté sur une pique, les capelines romantiques avec les casques militaires, les parisiennes avec les déesses antiques...*

Non, on ne s'ennuie pas. Chaque chapeau retient un cas qui mérite attention. Même le plus innocent d'entre eux n'est jamais tout à fait innocent. Il situe son homme, sa femme, son dieu, dans le temps, les modes, l'espace, dans sa fonction sociale, ses mœurs, sa psychologie... Le voici, le chapeau, oui, tour à tour espiègle, triste, égaré, pensif, étriqué, coincé, généreux, ouvert, mystérieux, altier, divin, éthéré, véhément, guerrier, emphatique, cocardier... Il vaut bien un nez dans la perspective d'un visage. Son format, sa forme, sa situation exacte, son inclinaison, ses lignes, sa simplicité, ses incroyables développements... tout cela signifie. Dis-moi quel chapeau tu mets, je te dirai qui tu es, devrait dire le proverbe, ou encore dis-moi comment tu le mets, etc.

Le chapeau résume, souligne. Dans le langage journalistique on le sait, en principe, où le terme chapeau désigne « un texte court, qui surmonte et présente un autre texte » (Petit Robert). Quant aux artistes, ils connaissent la question sur le bout des doigts... Il y aurait beaucoup à dire sur le rôle du chapeau dans une composition, comme relais de la figure avec le fond, comme moyen commode de prolonger l'ovale d'une joue, de donner du nerf là où il n'y en a pas toujours, ce que le cheveu ne permet pas forcément ; ou d'expliquer un peu d'ombre qui donne plus de profondeur à un regard ; ou de finir une silhouette, de lui donner sa juste mesure dans la page, dans l'espace.

De paille, de feutre, de fer ou d'or, mou, dur, à bords, sans bords, à pattes, à plumes, à poils, à fleurs, à fruits, à voilette et paillettes, canotier, galette, haut-de-forme, gibus, melon et panama, tube, cloche, toque, charlotte, capeline, bavolet, cabriolet, bibi, galure, bitos, kalathos, kekryphalos, eboshi, kammuri, pano... Des formes que tout cela, des formes utiles, qui vous terminent un personnage, vous l'enveloppent dans ses pensées ou son absence de pensées — les artistes ne sont pas toujours tendres avec leur sujet. Des formes capables d'habiller un nu, de donner l'apparence de plus de hauteur en ce bas monde, de plus d'élévation spirituelle, ce qu'il faut pour représenter les dieux et les demi-dieux — de l'Asie ancienne ou de la Bourse (le capital haut-de-forme), — ou de vous ramener les pieds sur terre, par exemple en vous situant la tête près du bonnet, ou du béret.

Dans le monde chrétien, on a fort bien saisi l'enjeu du chapeau : l'auréole des saints n'est-elle pas après tout qu'un chapeau abstrait, qui désincarne la figure mais pas tout à fait, beaucoup plus en tout cas que le kalathos de la grande déesse de Chypre. Quant à la mitre, elle n'a de voyante rivale, en hauteur et en opulence, que le couvre-chef d'Osiris.

Indispensable chapeau : s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Musée Bourdelle, jusqu'au 30 septembre.

■ La grève des gardiens de musée C. G. T. des monuments historiques, qui avait entraîné la fermeture de la plupart des monuments parisiens lors du « pont » du 15 août (« le Monde » du 16 août), ne devrait pas être reconduite le week-end prochain, sauf à l'Arc de triomphe. Reçus à la direction du patrimoine, les représentants C. G. T. ont obtenu l'assurance que les négociations entamées avant les vacances sur les congés, les effectifs, le statut, continueraient début septembre, mais avec l'ensemble des syndicats concernés (C. G. T., F. O., FEN).

THÉATRE

En compagnie de Guillaume Apollinaire

« Jeunesse, adieu, voici le temps où l'on connaîtra l'avenir sans mourir de sa connaissance... »

Mardi 26 août, Guillaume Apollinaire aurait cent ans. Cent années qui se fondent et se dissipent comme « cent fourrures ne font qu'un manteau, comme ces milliers de blessures ne font qu'un article de journal » et comme toutes les paroles prononcées dans ce montage poétique fusionnent pour n'offrir qu'un long et douloureux poème.

Trois voix, de femmes hiératiques venues d'une toile de Delvaux, se partagent poèmes et vers, partagent aussi dans une communion presque mystique le culte et l'amour du « guetteur mélancolique » ressuscité une heure, ou enterré par ces silhouettes statiques, de blanc et de noir, presque immobiles, tels « les acteurs inhumains » qu'évoque le poète.

Trois femmes se métamorphosent insensiblement, tour à tour femmes aimées et prénoms chantants de femmes ou de fleurs, corps vibrant sous la caresse des mots, ou « cortège de femmes long comme un jour sans pain », Guillaume le mal-aimé ou tout simplement actrices pénétrées de mots et de sonorités, qui jonglent avec les murmures et les cris, variant les intonations et les gammes jusqu'à la chanson.

La froideur des corps reniés, des mains et des pieds nus qui jamais ne s'effleurent, contraste à dessein avec l'extrême émotion qui transperce les voix et les regards vides, embués jusqu'aux larmes.

Henri Saigre a pris le parti de pratiquer des coupures et des juxtapositions dans l'œuvre du poète afin d'en faire ressortir les diverses facettes. On est parfois un peu déconcerté dans un chassé-croisé qui égare. Mais on perçoit aussi les tensions simultanées qui font vivre l'œuvre : poèmes d'amour déçu (« existes-tu mon amour ou n'es-tu qu'une entité que j'ai créée pour vaincre ma solitude ? », poèmes de peintre jouant avec l'espace et le matériel sonore (« l'homme est à la recherche d'un nouveau langage », « on est à la recherche de nouveaux sons ») dont les calligrammes projetés sur un écran sont à la fois la substance et l'illustration. Poète de la guerre (« laissons tout aux morts et cachons nos sanglots ») : l'écran s'inonde de rouge cru.

Seul, le Guillaume Apollinaire du quotidien vulgaire, aux éclats parfois rabelaisiens, s'estompe derrière un personnage tissé de regrets et de nostalgie.

Un fort beau spectacle, solennel, à goûter dans l'intimité d'une salle trop vide.

SANDRA JOXE.

★ Lucernaire Forum, 18 h. 30.

■ La compagnie Barrault-Renaud présentera deux créations en 1981, au Théâtre du Rond-Point, où elle va prochainement s'installer, après son départ de la gare d'Orsay : l'une est un spectacle à la gloire de Paris, évocation historique et poétique ; l'autre, dont le texte a été mis au point avec la collaboration de Max-Pol Fouchet, aura pour thème l'histoire de Psyché et pour titre « l'Amour de l'amour ou l'apologie du plaisir ». Les deux spectacles seront donnés en alternance avec « le Soulier de satin », de Claudel.

DEUX DISPARITIONS

Robert Malaval, peintre et sculpteur

Nous apprenons la mort, à Paris, du peintre et sculpteur Robert Malaval, qui s'est tué, il y a une dizaine de jours, dans son atelier, d'un coup de carabine. Il avait quarante-trois ans.

Un peu de vie cueillie quotidiennement

Ainsi vient de mourir Robert Malaval, cet errant qui ne se fixait nulle part longtemps. *« Le camping est le seul mode de vie acceptable aujourd'hui »*, avait-il dit un jour. Il ne s'était pas forgé un personnage, il était ce qu'il montrait, un grand type aux cheveux longs, au visage osseux, et ses œuvres aussi étaient ce qu'elles montraient : un peu de vie cueillie quotidiennement, de l'air respiré, un rayon de lumière qui fait clignoter l'œil, de la « Peinture fraîche pour un été pourri » (titre d'une de ses expositions en 1972) : des couleurs douces, délicates, ramenées du Morvan *« pour les montrer dans ce Paris qui devient terrifiant »*, ou un jet de paillettes jetées à la volée sur la toile, *« de la poussière d'étoiles »*.

Son œuvre était itinérante, qui s'est égrainée depuis le début des années 60, imprévisible comme l'être humain, faite de la vie, avec la vie, en marge des courants constitués, des écoles, bien que ce Niçois (né en 1937) ait été de toutes les expositions consacrées à la prétendue école de Nice.

Il avait commencé par se faire connaître par des sculptures-objets spectaculaires regroupés sous le générique « l'Aliment blanc » : des meubles, des fauteuils, des horloges, des canapés sécrétant une matière blanchâtre (papier mâché) envahissante, à la Ionesco. *« Une métaphore traduisant l'encombrement de la vie quotidienne*, disait-il. *Tous les jours, dans ce monde de surproduction, de nouveaux impedimentas matériels ou intellectuels viennent s'accrocher à nos basques. A la fin, on peut être détruit. »*

Depuis, à sa manière, il n'a jamais cessé de parler de cela, de la société de consommation, sans nostalgie d'on ne sait quel paradis perdu, sans drame, sans considération théorique. A sa manière, c'est-à-dire en poète du quotidien, qui fait de l'art sans y mettre un grand A.

Ces dernières années il se consacrait surtout à des « environnements », des créations d'espaces faits pour « désenvironner » : des salles aménagées avec des transats (pour s'y asseoir), des écrans traversés de lumières et d'images douces de rivages ou de campagne, des haut-parleurs diffusent des roulements de vagues, ou le gazouillis des oiseaux. L'une de ses dernières « ambiances » qui *« devraient être dispersées dans les lieux publics, les grands magasins ou les bureaux, parce qu'elles allégeaient le climat environnant, parce qu'elles détendaient les nerfs fatigués »*, avait été installée au forum des Halles, lors de son inauguration. Désinvolture. Plaisir de peindre. Dilettantisme...

« Aujourd'hui, à 3 heures du matin, qu'est-ce que je fous dans ce fatras d'objets d'outils de malles de fer de valises ouvertes et la stéréo installée sur des tables de camping, pourquoi je fume encore une cigarette (Benson and Hedge sans filtre) ou ça va tout ça ? Et les tableaux qu'est-ce qu'ils font là-dedans ? Parfois je sens notre vieux monde couler comme un vénérable camembert, tout semble vain, je crois que je suis mort, alors pourquoi de temps à autre un visage, un tableau, une chanson remet tout en marche ? Et je ne vis que pour ça. Quand je peins c'est que j'en ai envie, et ça recommence, je fais ce qu'il me plaît (...) », écrivait-il en 1974 (catalogue de l'exposition galerie Sapone à Nice). — G. B.

Le chanteur Joe Dassin

Le chanteur et compositeur Joe Dassin est mort à Papeete (Tahiti) jeudi 21 août, victime d'une crise cardiaque. Il était âgé de quarante-deux ans.

Né à New-York le 5 novembre 1938, Joe Dassin était le fils du cinéaste américain Jules Dassin et de la violoniste Béatrice Launer. Après des études à l'université de Michigan où il avait obtenu un diplôme d'ethnologie, Joe Dassin avait fait un bref passage au cinéma comme assistant-réalisateur de *Topkapi* réalisé par son père avant de se consacrer à la chanson, qu'il aborde dans un premier temps en adaptant des airs du folk-song américain ou latino-américain — *Guantanamera* — ou en composant des ballades non dénuées au départ d'une certaine qualité dans la mélodie et le texte. C'est ainsi qu'il impose peu à peu, à la fin des années 60, un personnage tout en décontraction, en tranquille assurance, avec une sûreté apparente dans les moyens.

Mais, brusquement, au début des années 70, Joe Dassin change complètement de répertoire et, à la suite du succès commercial d'une chanson plus facile, il se réfugie dans une série de rengaines fabriquées toutes sur le même modèle — *le Petit pain au chocolat, les Champs-Elysées, le Bordelais, l'Eté indien* — avec des astuces musicales et un texte réduit à la plus extrême simplicité. Il devient alors le chanteur en vogue, le champion des « hit-parades », celui qui chante les bluettes du jour.

Ces dernières années, la mode semblait s'éloigner de lui et il cherchait apparemment à revenir vers des chansons plus élaborées. Il avait notamment enregistré un album de musique country aux Etats-Unis.

Joe Dassin avait été victime d'une première crise cardiaque le 18 juillet dernier. — C. F.

VARIÉTÉS

MAGIE and Co à l'Olympia

En préface à la rentrée de septembre, l'Olympia renoue une fois de plus avec la tradition de l'illusion, de la manipulation, de la prestidigitation. Conçu et réalisé par Jean-Claude Hasle, « Magie and Co » offre un spectacle bien dosé, équilibré et rythmé où la variété des numéros s'intègre dans la logique de construction d'un divertissement où l'humour, le rire, le rêve, ont leur place à côté de l'habileté, de l'étrange, du mystère.

Tous les numéros, il faut le dire, sont d'une qualité exceptionnelle : le ventriloque Georges Schlick, qui assure la présentation du spectacle ; Colin, jeune illusionniste sensible qui aime la stylisation dans le geste ; Arturo Brachetti, qui renouvelle avec drôlerie le vieux spectacle de la transformation ; Vito Lupo, pierrot plein de dextérité et de punch ; Johnny Loun, qui donne la note burlesque avec le ratage systématique de sa manipulation; Michel Presti à la fois sobre et éblouissant, et d'une étonnante agilité digitale dans le vieux truc des bougies allumées ; les Bandjas qui apportent la couleur exotique avec la pratique singulière du yoga.

Enfin, il y a John Calvert, physique à la Clark Gable, qui présente, entouré d'une petite armée d'assistants et d'assistantes, un véritable show digne de Las Vegas où quelques-uns des classiques de la prestidigitation (décapitation, numéros de lévitation, tir à la carabine les yeux bandés) sont exécutés avec brio, humour et rapidité.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h. 45.

هكذا من الأصل

SPECTACLES

théâtres

Les théâtres de Paris

Aire libre (323-70-78), 20 h. 30 : Délire à deux ; 22 h. : Prospectus.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Carreau du Temple (624-53-25), 21 h. : le Cirque de Molière.
Comédie-Italienne (321-22-22), 21 h. : la Locandiera.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Histoires vraies.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 45 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Rufus ; 22 h. : Le Père Noël est un ordure.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : En compagnie d'Apollinaire ; 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 15 : le Journal de Nijinsky. — Théâtre rouge, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance ; 22 h. 30 : Molly Bloom. — III, 18 h. 15 : Parlons français ; 23 h. 30 : Notre-Dame de l'informatique.
Marigny (225-20-74), 21 h. : Kean. — Salle Gabriel, 21 h. : Bagatelle ; 22 h. 30 : Nuit de noces de Cendrillon.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : En plein dans le mille.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre de Poche (548-42-97), 20 h. 30 : le Premier.
Théâtre de l'Union (770-90-94), 21 h. : l'Avare.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.

Les cafés-théâtres

Bistrot Beaubourg (271-33-17), 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : J. B. on the rock.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : les Belges.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Couple-moi le souffle ; 22 h. 30 : les Deux Suisses. — II, 22 h. : Popeck ; 23 h. 30 : R. Mason.
Café de la Gare (278-52-51), 22 h. : Charlelie Couture ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Cafessaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Le Connétable (277-41-40), 21 h. 30 : Clotilde ; 23 h. 30 : Abadie.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30 : la Matiouette ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.

L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, G. Verchère.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Cabaret chaud sept ; 21 h. 30 : Ch. Jolibois ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre du Marais (278-50-27), 21 h. : Phèdre à repasser.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 21 h. 30 : J. Blot ; 22 h. 30 : J.-C. Montella.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.

Le music-hall

Daunou (261-69-14), 21 h. : Pepe Cordoba et sa Fiesta flamenca.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Magie and Co.

La danse

Mairie du IVe (278-60-56), 21 h. : Ballets historiques du Marais.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : M. Delavie, J. Skippen (Beethoven, Mozart, Stravinski, Chopin, Donizetti).
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ars Antiqua.

Jazz, pop, rock, folk

Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : M. Portal, J.-L. Chautemps, L. Sclavis et J. di Donato ; 23 h. 45 : Los Salsaros.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Street Boys.
Dunois (584-57-34), 21 h. : J. Lindberg.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Quiproquo.
Riverbop (325-93-71), 22 h. 30 : Diaphane Quintet.

XVe Festival estival de Paris

(329-37-57)

Conciergerie, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Ensemble Perceval, dir. G. Robert (théâtre et musique du Moyen Age).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : les Fils de l'eau, de J. Rouch et R. Rosfelder ; 19 h., Le patrimoine cinématographique français : les Deux Timides, de R. Clair ; 21 h. : Persona, d'I. Bergman.

Beaubourg (278-35-57), 15 h., Le patrimoine cinématographique français : Maldone, de J. Grémillon ; 17 h. : Loulou, de J. Lessner et R. Oswald ; 19 h. : Stage Struck, d'A. Dwan.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) : Broadway, 16e 527-41-16).
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (354-00-11).
AU-DELA DE LA GLOIRE (A., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
BRIGADE MONDAINE : VAUDOU AUX CARAIBES (F.) (**) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Helder, 9e (770-11-24) : Miramar, 14e (320-89-52).
CALIGULA (It., vers. angl.) (**) : Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE CHAINON MANQUANT (F., Belg., v. angl.) : Cinoche, 6e (633-10-82) — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
CHARLIE BRAVO (F.) (*) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LE COMMANDO DE SA MAJESTE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
CONTES PERVERS (F.) (**) Haussmann, 9e (770-47-55).
DEUX AFFREUX SUR LE SABLE (A., v.f.) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
ENQUETE SUR UNE PASSION (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
EXTASE (Tch., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (227-87-23).
LES FAISEURS DE SUISSES ((Suisse) : Marais, 4e (278-47-86).
LA FEMME INTEGRALE (Fr.) (**) : U.G.C Odéon, 6e (325-71-08)
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES HERITIERES (Hong., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
JE SUIS PHOTOGENIQUE (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU POUR AVOIR UNE FEMME QUI BOIT DANS LES CAFES AVEC LES HOMMES ? (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA MALEDICTION DE LA VALLEE DES ROIS (A., v.f.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
MANHATTAN (A., v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62)
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Ternes, 17e (380-10-41).
NEW YORK CONNECTION (A., v.f.) (**) : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) : Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
PILE OU FACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

Jeudi 21 août

LES FILMS NOUVEAUX

ROSY LA BOURRASQUE, film italien de Mario Monicelli. — V.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (359-42-33). — V.f. : Caméo, 9e (246-66-44), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, film américain d'Irvin Kershner. — V.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Marignan, 8e (359-92-82), Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33), Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44), Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Convention, 15e (828-42-27). Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
LA PETITE SIRENE, film français de Roger Andrieux : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19), Biarritz, 8e (359-42-33), Caméo, 9e (246-66-44), 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Murat, 16e (651-99-75).
FRENCH POSTCARDS, film américain de William Huyck. V.o. : Elysées Point Show, 8e (225-67-29), Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (354-35-40) ; v. f. : Nation, 12e (343-04-67), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES MONSTRES DE LA MER, film américain de Barbara Peters (*). — V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Secrétan, 19e (206-71-33).
BABY CART, L'ENFANT MASSACRE, film japonais de Kenji Misumi (*). — V.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées-Point Show, 8e (225-67-29).
ODO TOUM, film suisse de Costa Haralambis : La Clef, 5e (337-90-90), Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA NUIT DES TRAQUEES, film français de Jean Rollin (**) : Balzac, 8e (561-10-60), Maxéville, 9e (770-72-86), Eldorado, 9e (208-18-76).

LE PLUS SECRET DES AGENTS SECRETS (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40).
PIED PLAT SUR LE NIL (It., v.f.) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE PRE (It., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (360-58-00).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Calypso, 17e (380-30-11).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LE SAUT DANS LE VIDE (It., v.f.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT EXPRESS (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; v.f. : Movies Les Halles, 1er (236-71-72).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Napoléon, 17e (380-41-46)
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny - Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'ULTIME ATTAQUE (Ang., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les grandes reprises

ACCATONE (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) H. sp.
A CHAQUE AUBE, JE MEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
AFFREUX, SALES ET MECHANTS (It., v.f.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Paris, 8e (359-53-99). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Athéna, 12e (343-07-48), Parnassiens, 14e (329-83-11), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06).
BONS BAISERS DE RUSSIE (A., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). — V.f. : Tourelles, 20e (364-51-98), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LES BERETS VERTS (A., v.o.) : Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76). — V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74), Elysées-Lincoln, 8e (354-36-14).
CHINATOWN (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LE CONFORMISTE (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA DERNIERE FEMME (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES DAMNES (It., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38), Pagode, 7e (705-12-15), France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : ABC, 2e (236-55-54), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Athéna, 12e (343-07-48), Nation, 12e (343-04-67), Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., (v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
DOUZE SALOPARDS (A., v.f.) : Mistral, 14e (539-52-43).
LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (A., v.f.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Royale, 8e (265-82-66) : Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE FOUINEUR (It., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES GARÇONS (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
GOLDFINGER (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-76-23) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE GUEPARD (It., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75).
GUET-APENS (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22). H. sp. : Mercury, 8e (562-75-90). — V.f. : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Actua-Champo, 5e (354-51-60) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
INSPECTEUR HARRY (A., v.f.) : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LULU (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LE MESSAGER (Angl., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LES MISFITS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
MONTY-PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LA NUIT DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) (**) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Athéna, 12e (343-07-48).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
L'ŒUF DU SERPENT (Suéd., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
PAPA D'UN JOUR (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio Gît le Cœur, 6e (326-80-25) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LE PARRAIN I et II (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60).
LES PRODUCTEURS (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A.), v.f. : Movies-Les Halles, 1er (236-71-72).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
TARZOON, LA HONTE DE LA JUNGLE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
TAXI DRIVER (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE TIGRE DU BENGALE, LE TOMBEAU HINDOU (A., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e (633-10-82).
TESS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56). H. sp.
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE (Can.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

RADIO-TÉLÉVISION

AU « CINÉMA DE MINUIT » DE FR 3

Alexandre Dovjenko et le héros socialiste

Alexandre Petrovitch Dovjenko fut l'un de ces très grands créateurs qui, du muet au parlant, donnèrent au cinéma soviétique un prestige lié à la fois aux recherches novatrices du style et à la ferveur révolutionnaire. Il a pris une renommée, une valeur universelles. C'est dire l'événement que constitue la présentation au Cinéma de minuit de FR 3 d'un cycle Dovjenko comprenant *la Terre* (1930), *Ivan* (1932) et *Aerograd* (1935), sorte de trilogie qui se situe à la charnière du muet et du parlant, venu plus tardivement en U.R.S.S. qu'ailleurs.

Né en 1894 à Sostini, en Ukraine, Dovjenko débuta en 1926 au studio d'Odessa, mais il considérait que son œuvre avait vraiment commencé en 1928 avec *Zvenigora*, film-fresque évoquant, dans une étonnante liberté d'écriture, l'histoire de l'Ukraine du neuvième au vingtième siècle. Dans l'agitation et la fièvre avant-gardiste des années 20, Dovjenko se garda de toutes théories, de tous manifestes. Son inspiration, essentiellement lyrique, s'exerça sur l'exaltation d'un idéalisme de la révolution qui s'efforça de garder la foi et la pureté des origines. Ce ne fut pas toujours une position commode, face aux exigences officielles. Et une fidélité absolue, viscérale, à l'Ukraine et à ses racines culturelles, le fit accuser de « nationalisme », c'est-à-dire de séparatisme.

Une narration poétique

Son attachement à l'Ukraine, sa vision d'un humanisme des temps nouveaux ne se sont jamais mieux manifestés que dans *la Terre*, qui, tourné en 1930, après *l'Arsenal* (1929), est encore un film muet, où domine, porté à la perfection, le langage des gros plans et du montage. Production des studios de Kiev, *la Terre* chante sensuellement la nature, les saisons, le processus de la vie et de la mort sans cesse recommencé pour assurer la plénitude de l'homme et du monde.

Dans un village ukrainien, à l'heure de la collectivisation des terres et de la mécanisation, un jeune komsomol qui conduit le premier tracteur du kolkhoze est tué par le fils d'un koulak dépossédé. Ses funérailles célébrées par la foule marquent la marche en avant de la société nouvelle. La grande espérance n'est pas tarie. Champs de blé ondulant sous le vent, fleurs de tournesol, pluie fécondatrice, mise au monde d'un nouvel enfant par la mère du jeune homme mort, héros socialiste à la simple dimension humaine qu'on a vu danser de joie sous la lune, juste avant que claque le coup de fusil qui le tue, ce film suit, constamment, une narration poétique.

Le grand-père de Vassili s'éteint, avec sérénité, dans son verger, au milieu des fruits, les koulaks geignent, le tracteur arrive et devient, dans une magnifique anticipation, toutes les machines du progrès apporté par la révolution, qui a, déjà, fait commencer le futur. Dovjenko va jusqu'au surréalisme lorsqu'il montre, dans une scène d'une intensité prodigieuse, la fiancée de Vassili manifestant sa douleur en arrachant ses vêtements et en se cognant aux murs et aux meubles de sa chambre. Il n'y a pas de personnages « positifs » ou « négatifs » mais un grand mouvement vital de la loi nouvelle, un matérialisme exprimé par la beauté.

Pour Dovjenko, la révolution est naturelle comme la terre et c'est dans le cœur et la raison des villageois portant le mort, dont une branche de pommier caresse le visage découvert, que s'effectue l'adhésion à la collectivisation. Après sa sortie à Moscou, ce film souleva pas mal d'objections. On parla de « panthéisme ». Mais présenté deux ans plus tard au premier Festival de Venise, *la Terre* remporta un triomphe et une audience que ne connurent pas si vite les films suivants. C'est une des œuvres majeures du cinéma muet mondial.

A partir de 1931, la lente naissance du cinéma parlant en U.R.S.S. allait s'accompagner de difficultés dues aux tracasseries bureaucratiques, aux exigences d'un art officiel. Les sujets des films, soigneusement contrôlés, devaient répondre à des mots d'ordre. Avec *Ivan*, film sonore et parlant, Dovjenko s'aligna, bon gré mal gré, sur le schéma du moment : l'industrialisation, en racontant l'histoire d'un paysan d'Ukraine qui, travaillant à la construction d'un barrage sur le Dniepr, et réfractaire à l'activité collective, va, peu à peu, en comprendre le *sens* et s'y rallier.

Alors que dans *la Terre*, Vassili était, naturellement, instinctivement, un héros socialiste, Ivan en acquiert le statut en devenant exemplaire. C'est l'homme nouveau, le personnage positif de l'émulation à la mode stalinienne. Ayant accepté cela, Dovjenko s'en tira pourtant en appliquant aux consignes politiques la recherche d'un langage de transition entre la poésie purement visuelle du muet et une nouvelle technique apportant des représentations plus prosaïques. Il y a de beaux moments lyriques dans *Ivan*, mais *Aérograd* est d'une tout autre force, d'un tout autre intérêt.

Pourtant, en 1935, le « réalisme socialiste » venait d'être défini strictement. On était en pleine époque de purges staliniennes, de suspicion, il fallait flétrir les ennemis intérieurs et extérieurs de l'U.R.S.S. et célébrer les entreprises du régime. Le scénario d'*Aérograd* reçu l'approbation de Staline. Dans la taïga sibérienne, on doit construire une ville moderne. Mais les paysans de la région choisie sont hostiles au projet. Deux samouraïs japonais viennent les pousser à des actes de sabotage. Un fanatique prêche la révolte aux « vieux croyants », soutenu par un pope qui incarne l'obscurantisme religieux.

L'étonnant, l'extraordinaire, c'est qu'un pareil sujet ait été traduit dans un style qui le distancie de la pure et simple propagande. Les images de Dovjenko exaltent la nature et la vie paysanne, les rapports de forces échappent au manichéisme par une exagération lyrique des gestes, des mouvements des corps, des dialogues qui donnent — avec l'apport de la musique et des chœurs chantés — une allure d'opéra fabuleux à ce récit où se manifestent toutes les préoccupations contemporaines (la lutte contre l'impérialisme japonais menaçant du côté de la Mandchourie, l'élimination du pouvoir religieux, la colonisation des terres lointaines, la fusion des nationalités et des particularismes dans le creuset soviétique.

Les personnages prennent une stature épique, mais leur enracinement dans la terre et la forêt explique leur comportement. La morts des ennemis est un châtiment moral, la justice d'un idéal que Dovjenko retrouve dans sa pureté révolutionnaire tout en magnifiant la force militaire de la Russie soviétique. Le génie de Dovjenko fut bien de maintenir, par son expression cinématographique, l'idée qu'il avait du monde socialiste, en dehors des mots d'ordre et de l'idéologie officiele.

Cinéaste consacré après le triomphe de *Chtchors* (1939), le « Tchapaiev ukrainien » commandé par Staline, il n'en eut pas moins, après les années de guerre, des ennuis lors du durcissement féroce de la ligne jdanovienne. Sa biographie de *Mitchourine* (1948) dut sacrifier aux chromos du pire réalisme socialiste. Il mourut le 23 novembre 1956, d'une crise cardiaque. Sa femme, Youlia Solntseva, réalisa pieusement quelques films qu'il avait écrits et préparés de son vivant.

JACQUES SICLIER.

★ *La Terre*, dimanche 24 août ; *Ivan*, dimanche 31 août ; *Aérograd*, 7 septembre ; FR 2, 22 h. 30.

Jeudi 21 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

- **18 h 5** Série documentaire : Des paysans. (Le temps), par J.-C. Bringuier et H. Knapp.
- **19 h** Caméra au poing : Dans la jungle malaise.
- **19 h 20** Emissions régionales.
- **19 h 45** Série : « Frédéric ».
- **20 h** Journal.
- **20 h 30** Comédiens de notre temps : « le Noir te va si bien ! »
  Comédie de J. Marsan, d'après O'Hara. Mise en scène : J. Le Poulain.
  Rediffusion d'un numéro au comique assuré, où Jean Le Poulain joue les épouseurs d'héritières qu'il tue après le mariage pour recommencer de nouvelles aventures conjugales et lucratives.
- **22 h 45** Des courts métrages racontés : La naissance de la nouvelle vague.
  « Le Coup du berger », de Jacques Rivette (1956).
- **23 h 10** Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

- **18 h** Récré A 2.
  Le fantôme de l'espace ; Satanas et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.
- **18 h 30** C'est la vie.
- **18 h 50** Jeu : Des chiffres et des lettres.
- **19 h 20** Emissions régionales.
- **19 h 45** Variétés : Trente-Six bouts de chandelles.
- **20 h** Journal.
- **20 h 35** Cinéma : « L'apprenti salaud ».
  Film français de M. Deville (1976), avec R. Lamoureux, C. Dejoux, C. Piepiu, G. Wilson, J. Doniol-Valcroze, J.-P. Kalfon, C. Marcault, J.-P. Dereo, A. Blancheteau.
  Un vieux garçon, employé de quincaillerie modèle, se lance, après la mort de sa mère, dans de folles escroqueries, avec une fille de vingt ans, sortie d'une étude de notaire. Une comédie-farce, semée d'imprévus, portée par la notion de jeu et interprétée, avec des grâces de funambules, par Robert Lamoureux et une jeune actrice étonnante, Christine Dejoux.
- **22 h 10** Fenêtre sur... le mur de Moretti.
- **22 h 40** Jazz : La grande parade.
  De J.-C. Averty. Avec Lionel Hampton.
- **23 h 10** Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

- **19 h 10** Journal.
- **19 h 20** Emissions régionales.
- **19 h 40** Pour les jeunes.
  Pliages : le masque ; See and tell : le journal d'un petit japonais.
- **20 h** Les Jeux.
- **20 h 30** Cinéma (cycle C. Bronson) : « le Bison blanc ».
  Film américain de J. Lee Thompson (1977), avec C. Bronson, J. Warden, D. Fowley, C. Pellow, W. Sampson, J. Carradine, C. Williams, S. Whitman.
  Un Indien sioux poursuit un énorme bison blanc qui a écrasé sa fille. Et le chasseur Wild Bill Hickok, dont ce bison hante les cauchemars, cherche, lui aussi, à tuer la bête.
- **22 h 5** Journal.

FRANCE-CULTURE

19 h 25, Sons : Bestiaire d'exotisme (les paons).
19 h. 30, Algues, pierres et ancres : L'île de Bréhat.
20 h., La comédie musicale : Busby Berkeley.
21 h., Le Château d'Otrante, d'après H. Walpole, adapt. : M. Sarfati.
22 h. 9, Des pas sous les premières étoiles, par D. Caux.
22 h. 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres. (Redif.)
23 h., Trois hommes à la recherche d'une comète, de L. Kobrynski. (Redif.)
23 h. 30, New-nuits.

FRANCE - MUSIQUE

19 h. 30, Concert : Festival de Salzbourg 1980 (en direct de l'O.R.F.). « Symphonie n° 9 en ut majeur » (Schubert), « Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur » (Brahms), par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. J. Levine, avec A. Brendel, piano.
22 h. 15, Les nuits d'été : G. Fauré ; 23 h., Roma, œuvres de Pasquani, Stradella, Petrassi et Respighi ; Autres visages de Rome : « Le Rugantino », farce musicale de P. Festa Campanile, musique de Trovajoli.

Vendredi 22 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

- **12 h 15** Jeune pratique.
  La mode.
- **12 h 25** Jeu : Avis de recherche.
- **13 h** Journal.
- **13 h 35** Série : « Shaft » (la Machine à tuer).
- **17 h 5** Scoubidou : Carnaval.
- **17 h 25** Croque vacances.
  Dessin animé ; Bricolage (et à 17 h. 46) : Un détecteur de courrier électronique ; Infos - magazine ; Variétés : Joëlle ; Les comètes : la cité de Plata.
- **18 h** Les mystères du monde végétal : la fleur et ses amours.
- **19 h** Caméra au poing : Dans la jungle malaise.
- **19 h 20** Emissions régionales.
- **19 h 45** : Série : « Frédéric ».
- **20 h** Journal.
- **20 h 30** Téléfilm : C'est pas Dieu possible.
  D'après C. Exbrayat. Réal. : E. Tyborowski. Avec : P. Préjean, N. Pescheux, G. Grosso, E. Buyle, M. Modo, J.-C. Arnaud, etc.
  Quand l'élection d'un nouveau maire dans un petit village — celui de Brignolette — se termine par un crime mystérieux.
- **22 h** Les idées et les hommes : Montaigne.
  Série de D. Huisman et M.-A. Malfray. Réal. : P. Paviot.
  A l'occasion du quatrième centenaire de la publication des « Essais », des professeurs et des écrivains expliquent qui fut et qui est pour eux le philosophe girondin.
- **22 h 50** Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

- **10 h 30** A.N.T.I.O.P.E.
- **12 h 45** Journal.
- **13 h 35** Série : Kim et Cie.
  La formule de Munich.
- **14 h** Aujourd'hui, madame.
  Musiques des mille et une nuits.
- **15 h 5** Série : L'aventure est au bout de la route.
  La belle vie.
- **15 h 55** Sports : Tennis.
  Le point avant Flushing Meadows.
- **17 h** Magazine : Quatre saisons.
  Promenade dans Paris.
- **18 h** Récré A 2.
  Le fantôme de l'espace ; Satanas et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.
- **18 h 30** C'est la vie
- **18 h 50** Jeu : Des chiffres et des lettres.
- **19 h 20** Emissions régionales.
- **19 h 45** Variétés : Trente-Six bouts de chandelles.
- **20 h** Journal.
- **20 h 35** Feuilleton : Fortunata et Jacinta.
  D'après B. Perez-Galdoz, réal. M. Camus. Avec A. Belen, M. Martin, F.-E. Gendron, M. Alexandre...
- **21 h 45** Magazine : Ah ! vous écrivez.
  De B. Pivot.
  Avec MM. M. Grevisse (*le Bon Usage*), T. Cartano (*Black bird*) et Mme D. de Margerie (*Ailleurs et autrement*).
- **22 h 50** Journal.
- **22 h 55** Ciné-Club : « Arsenic et vieilles dentelles ».
  Film américain de F. Capra (1941), avec C. Grant, Priscilla Lane, J. Hull, J. Adair, J. Alexander, R. Massey, P. Lorre, E. Everett Horton. (V.O. sous-titrée. N.)
  Un critique dramatique, neveu de deux charmantes vieilles dames habitant Brooklyn, découvre qu'elles assassinent, par bonté d'âme, les vieux messieurs solitaires qu'elles prennent pour locataires. C'est le début d'un fol imbroglio.
  Adaptation d'une pièce à succès, longtemps jouée à Broadway et à Paris. Frank Capra n'est pas toujours à l'aise dans l'humour noir, mais les acteurs sont savoureux.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

- **19 h 10** Journal.
- **19 h 20** Emissions régionales.
- **19 h 40** Pour les jeunes.
  Les aventures de Lolek et Bolek ; Titres en poche : jeux de mains.
- **20 h** Les Jeux.
- **20 h 30** V 3 - Le nouveau vendredi : La télévision d'ailleurs.
  Un village de la Mafia.
  L'enquête menée à Alcamo, petite ville de la côte ouest de la Sicile, permettra peut-être de lever un coin du voile derrière lequel se retranche la Mafia. Un sujet délicat mais passionnant.
- **21 h 30** Documentaire : Verlaine, le Lorrain ; Paul Fort, en Champagne ; Rimbaud, des Ardennes.
  Par Jean Desvilles.
  Paul Verlaine, né à Metz en 1844 ; Arthur Rimbaud, à Charleville, en 1854 ; Paul Fort, à Reims, en 1872 : la géographie littéraire a des hasards qui pourraient rendre chauvins les habitants de cette région de l'Est. Ici une évocation de la vie de ces trois poètes et des relations qui furent les leurs.
- **22 h 25** Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Colportage : En Alsace.
8 h., Le jardin des sciences naturelles : Le poivre.
8 h. 32, Actualité : Comment protéger le patrimoine cinématographique.
9 h. 7, Universités de l'universel : La philologie à Salamanque.
10 h., Un mois en Auvergne : A Issoire.
11 h. 2, Autour de Pablo Casals.
12 h. 5, Œuvres et chefs-d'œuvre en France, à travers les musées de nos provinces.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Entretiens avec... Paul Sacher.
14 h., Au concert... avec P. Sacher : « la Symphonie des psaumes » (Stravinski).
14 h. 30, Vézelay, Autun, La Chaise-Dieu, Le Mont-Saint-Michel : De tous les temps.
16 h., Festivals d'été.
18 h., L'épopée des matières premières : Le sucre.
19 h. 25, Sons : Bestiaire d'exotisme.
19 h. 30, Algues, pierres et ancres : L'île de Bréhat.
20 h., La comédie musicale : Fred Astaire.
21 h., Médicale : La latence de l'enfant (en liaison avec TF 1).
22 h. 30, Les chemins de la connaissance : La symbolique des nombres. (Redif.)
23 h., Trois hommes à la recherche d'une comète, de L. Kobrynski. (Redif.)
23 h. 30, New-nuits.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Réveil-Matin : Œuvres de Chopin, Strauss, Zeller, Lehar, Heuberger et Wolf, avec l'interprète du jour : Elisabeth Schwarzkopf, soprano ; 8 h. 35, Kiosque-Matin ; 9 h. 30, « Liederkreiss » (Schumann), avec E. Schwarzkopf.
10 h., Festival de Salzbourg 1980 (en direct de l'O.R.F.) : Récital Alfred Brendel, piano, œuvres de Haydn, Beethoven, Bartok et Liszt ; 12 h., Lied romantique : E. Schwarzkopf (Mozart, Schubert, Chopin, Loewe, Grieg, Brahms, Mahler) ; 13 h. 5, Jazz : Rova Saxophone Quartet de San Francisco (Ochs, Rova, Raskin), le 8 juin 1979, à l'Espace Cardin à Paris.
14 h., Collection particulière : « Elisabeth Schwarzkopf, aspects peu connus de son talent » (Bach, Mozart, Schubert) ; 15 h., Œuvres de R. Strauss et Schumann ; 16 h. 30, E. Schwarzkopf chante Puccini, Verdi et Tchaïkovski.
17 h. 30, Concert : Renaissance des orgues du Languedoc, récital Bernard Foccroulle, orgue, œuvres de Schlick, Froberger, Darasse, Schoenberg, Arauxo, Boehm et Bruhns (concert du 10 juillet 1979 en la cathédrale Saint-Etienne de Toulouse) ; 19 h. 5, Kiosque-Soir ; 20 h., Prologue au concert.
20 h. 20, Concert : « Symphonie n° 36 en ut majeur K 425 », « Concerto pour piano et orchestre n° 17 en sol majeur » (Mozart), « Symphonie n° 3 en la mineur » (Mendelssohn), par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. H. Zender, avec I. Haebler, piano.
22 h. 15, Les nuits d'été : La musique se livre ; 23 h. 5, Vieilles cires : Œuvres de Durante, Vivaldi, Mozart et Verdi ; 0 h. 5 Grandes œuvres, grands interprètes : Œuvres de Brahms, Mozart, Stravinski, Berlioz et Portal, avec Michel Portal et Guy Deplus, clarinettistes.

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer la mort de

Mme Wilfrid BAUMGARTNER,
née Christiane Mercier,

survenue à Fleurier, le dimanche 17 août 1980.

De la part de :
Sylvie et Henri Hartung et leurs enfants,
Eric et Annick Baumgartner et leurs enfants,
Florence et Pierre Chapgier.

L'inhumation, au cimetière des Batignolles, a eu lieu en présence de ses enfants et petits-enfants.

Un service religieux sera célébré ultérieurement à Paris.

Le Pasquier, C.H. 2114 Fleurier,
5, cité Vaneau, 75007 Paris.
1350 av. America,
New-York 10019 (U.S.A.).

— Mme Eluther Marcelle,
sa femme,
M. et Mme Eluther Jean-Paul et leurs enfants,
M. et Mme Eluther Richard et leurs enfants,
M. et Mme Eluther Alain,
M. Eluther Joël,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Joseph ELUTHER,
greffier en chef
du tribunal de grande instance
de Pointe-à-Pitre,
chevalier national de l'ordre
du Mérite,

survenu à Pointe-à-Pitre, le 5 août 1980, à l'âge de cinquante-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu à l'église Saint-Pierre - Saint-Paul de Pointe-à-Pitre, le 9 août 1980.

— Mme Marcel Frapier, née Anne-Marie Gassner,
après vingt-cinq années de route ensemble,
Francis, Chantal et Marie-Odile Frapier,
Et toute la famille,
ont la très grande tristesse de faire part que leur mari bien-aimé, très cher père et parent,

M. Marcel FRAPIER,
docteur en droit,
conseiller honoraire
à la cour d'appel de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national
du Mérite,

les a quittés pour une autre maison où ils espèrent le retrouver un jour en pleine lumière.

Les obsèques, sans fleurs ni couronnes, mais avec des dons éventuels au Secours catholique, 106, rue du Bac, 75007 Paris, auront lieu le jeudi 21 août 1980, à 16 heures précises, en l'église Notre-Dame-des-Champs, sa paroisse.

L'inhumation au cimetière du Montparnasse, en toute intimité.

Paris, le 18 août 1980.
Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue de Fleurus,
75006 Paris.

— Manosque, Paris.
René et Madeleine de Fremont et leurs enfants,
Le docteur et Mme Henri de Fremont et leurs enfants,
ont le grand chagrin de faire part du décès de

Jean de FREMONT,

à l'âge de soixante-dix ans, le 16 août 1980, à Manosque.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Sauveur de Manosque, le mardi 19 août.

Ni fleurs ni couronnes.
« La Tuilerie »,
04100 Manosque.

— M. et Mme Maurice Henriques-Raba et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Claude Landry et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel HENRIQUES-RABA,

survenu dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 20 août 1980.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

13 bis, rue Alfred-Laurant,
92100 Boulogne-sur-Seine.
16, rue Wilhem,
75016 Paris.

— Dominique Biot et Christiane,
Le docteur Jean Bernard-Brunel et Geneviève,
Bernadette Pellet,
Jean-Claude Pellet et Maryse,
Jacques Pellet et Yveline,
ses enfants,
Jacques Biot et Isabelle,
Marc Tomasi et Catherine,
Laurent, Olivier et Valérie Bernard-Brunel,
Florian, Kim et Marie Pellet,
ses petits-enfants,
Aurélia Tomasi,
son arrière-petite-fille,
ont la grande douleur de faire part du retour à Dieu, dans sa soixante-seizième année, de

Marie Louise PELLET,
née Michel,

le 18 août 1980.

Les funérailles ont été célébrées dans la plus stricte intimité, en l'église de Saint-Maurice de Gourdans, le 21 août 1980, et elle repose en paix au cimetière de Feyzin auprès de son époux,

Marius PELLET.

— Koléa (Algérie), Nice.
Sa famille,
Ses amis,
font part du décès du

Docteur Georges PENY,

survenu à Nice, à l'hôpital de Cimiez, entouré du dévouement de toute l'équipe du service de médecine interne, le 15 août 1980.

— Mme Juliette Perez,
M. et Mme Leo Perez et enfants,
M. et Mme Elie Perez et enfants,
M. et Mme Emile Perez et enfants,
M. et Mme André Perez et enfants,
Les familles Perez, Bismuth, Dupont, Baron, Hagège, Belaïcha, Guez, Franco, Taïeb, Valensi, Samama, parentes et alliées,
font part du décès subit de

M. Victor PEREZ.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille ne reçoit pas.

52, avenue des Tilleuls,
Villa Montmorency,
75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Maurice SMAJA,
née Paulette Cattan.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Cloud, le vendredi 22 août 1980, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Charles Rechtman,
son épouse,
Le docteur et Mme Léon Rechtman,
Catherine et Françoise, ses enfants et petites-filles,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Charles RECHTMAN,

survenu le 12 août, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 18 août 1980.

15, rue Leroyer,
94300 Vincennes.

— Christian Rossner,
Anne et Isabelle,
Les familles Rossner, Pavot, Munier, Koessler, Girardot, Paquet et Albert,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Françoise ROSSNER,
née Pavot,

survenu le 20 août 1980.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 22 août, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire 194, rue Raymond-Losserand, Paris-14e, suivie de l'inhumation au cimetière du Cateau (Nord), à 15 heures.

104, rue Lauriston,
75116 Paris.

Remerciements

— M. et Mme Charly Jacob et leurs enfants,
Le docteur Claude Alexandre,
Mlle Lise Alexandre,
Mme Huguette Plassais et ses enfants,
M. et Mme François Ditisheim et leurs enfants,
remercient toutes les personnes qui ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès de leur regretté oncle,

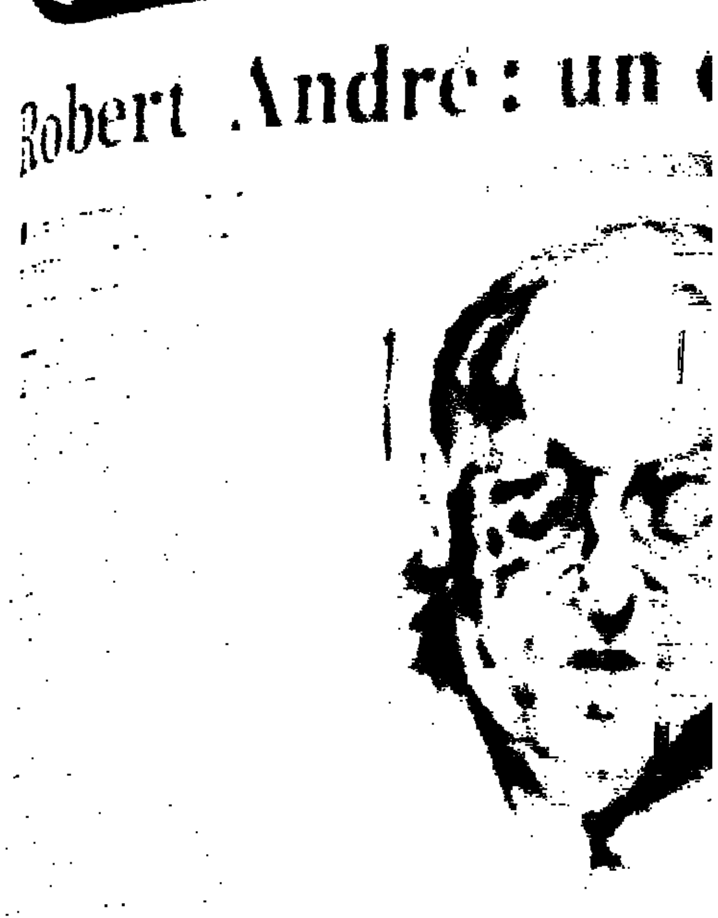
M. Roger WEILL.

Mme Colette Saulnier et sa fille s'associent à ces remerciements.

Commémorations

— Les associations d'anciens combattants, résistants, déportés et victimes de guerre de la R.A.T.P. organisent le 22 août, à 18 h. 15, dans les fossés du Fort-Neuf de Vincennes, une cérémonie à la mémoire du commandant Louis Bouchet et de ses six compagnons fusillés par les Allemands, le 22 août 1944, pour faits de Résistance. Elles convient les habitants de la région parisienne à s'associer à cette manifestation du souvenir.

Le rassemblement des délégations et des drapeaux se fera à 17 h. 30, derrière le Fort-Neuf de Vincennes, à l'extrémité sud du cours des Maréchaux.



مكبرا من الأصل

Le Monde DES LIVRES

Robert André : un espion exemplaire

● *Un homme dénonce son passé pour le forcer à rendre l'âme*

« *TU ne dois pas, tu ne peux pas !* » Dès qu'il entreprend d'écrire, Robert André voit les scrupules lui barrer la route. Sur la page encore blanche, surgit le souvenir du père qui brûlait dans la salamandre les livres achetés par la mère. S'il vivait aujourd'hui, détruirait-il les œuvres de son fils ? Peut-être. Il en aurait en tout cas le désir. Elles naissent donc sous le signe du défi, elles s'en nourrissent, stimulées par l'impunité sans jamais pour autant se délivrer du remord.

A chaque détour de ses confessions-réquisitoires, le narrateur s'interroge sur ses mobiles. Pourquoi cet acharnement à « tout dire » ? Est-ce possible ? Est-ce souhaitable ? Pense-t-il s'affranchir du passé en le livrant au lecteur ? Non, il n'aspire qu'à regarder cet héritage en face et, si possible, avec nos yeux, qu'à dresser l'inventaire des « *données primitives* » qui l'ont rendu tel qu'il est, afin sans doute de parvenir à s'accepter, à se subir en connaissance de cause.

« *Une passion ingénue* » poursuit l'inexorable et minutieux réquisitoire qu'entamait « *l'Enfant-Miroir* ». Le témoin sournois qui, de son lit-cage, observait les mœurs des adultes aborde à présent l'âge ingrat. A-t-il changé ? A peine. Esclave du joug maternel, allergique au modèle paternel, il flotte en quête d'identité. Désignez-lui un rôle, il l'essayera, *comme* il essaye, en cachette, les sous-vêtements de ses cousines. Par vice ? Plutôt dans l'espoir de devenir un autre, n'importe qui mais quelqu'un. « *Chez toi, le plus grave, c'est une carence d'existence* », lui lancera plus tard un élève de Sartre. Il l'admet, il se sent malléable, poreux, infiniment disponible. Il s'incline lorsque des camarades de jeu le traitent de « *sale type* » et s'applique à justifier l'insulte en volant dans les sacs des dames. La crainte de se damner l'amène devant un prêtre pour qui le crime n'est qu'une peccadille.

Il lui arrive parfois de rencontrer plus faible que lui. Aussitôt, des griffes lui poussent, une vocation de bourreau s'éveille. Hier, il tuait un lapin apprivoisé, aujourd'hui, il réduit un cousin en esclavage pour assouvir sa curiosité sexuelle. Criera-t-on au sadisme ? Le mot paraît démesuré. Il ne tire nulle jouissance de la douleur qu'il inflige. S'il pince autrui, c'est comme on se pince soi-même « pour y croire »... et il n'y croit pas.

Lentement, à contre-cœur, il émerge de l'enfance. Ses deux grands-mères meurent, le privant de son unique refuge, cet univers prénatal dont les souvenirs, les légendes, bercèrent ses premières années. Le voici seul dépositaire d'un passé où il est absent et qui pour cette raison le hante. Penché sur les tombes ouvertes, il tente d'apercevoir cet autre monde qui précède et suit la réalité, qui la dédouble peut-être, menant, sous terre, une existence parallèle à la nôtre... Laquelle est la vraie vie ? Celle qui semble l'avoir mis au coin, qui lui refuse une raison d'être, ou celle qui s'infiltre dans ses rêves et l'entraîne vers l'infini ?

A la maison, la guérilla conjugale sévit toujours entre les parents, qui ne s'unissent que pour espionner leur étrange fils. Ne le voilà-t-il acoquiné avec l'Action française ! Par conviction ? Vous plaisantez ! Les hasards de l'école buissonnière l'ont « politisé » malgré lui.



Dessin de J.-P. CAGNAT.

Ses nouveaux compagnons, intrigués par le manque de consistance de leur recrue, s'efforcent de le déniaiser en le confiant aux bons soins d'une demoiselle. Mais, comme d'habitude, l'intéressé se dérobe. « *J'aimais le plaisir sans en aimer le but* », soupire-t-il. Aux créatures de chair et d'os, il préférera longtemps les ouvrages pornographiques qu'il abandonne sur les bancs dans l'espoir de troubler, de séduire à distance, quelque vierge égarée. Il finira pourtant par acquérir une maîtresse, mariée, mère de famille. Triste liaison dont il lira la honte dans les yeux des enfants.

Devant le calvaire de cet anti-héros, on pourrait dire, paraphrasant Bernanos : « *L'enfer, c'est de ne plus s'aimer.* » Mais a-t-il jamais ressenti la moindre amitié, la plus légère compassion pour lui-même ? Ce regard qu'il jette sur ses apprentissages, ce détachement, cette ironie, ne les avaient-ils pas dès l'origine ? Jamais le « *sot projet de se peindre* » ne fut entrepris avec moins de complaisance... et le résultat nous transit d'admiration. Si enfer il y a, on y gèle, on y rit ! L'auteur monte ses ridicules en épingle, en tresse une couronne d'épines et s'en coiffe, martyr de sa « passion ingénue » pour la vérité.

GABRIELLE ROLIN.

★ UNE PASSION INGENUE, de Robert André. Editions Gallimard, 248 pages. Environ 52 F.

André Gillois, contemporain du siècle

● *Le cinéma, la radio, le monde et de Gaulle*

« CE siècle avait deux ans », — mais c'est le nôtre. André Gillois est également de peu le cadet de son siècle, sans qu'il entende suggérer par là que, lui aussi, fut mis au centre de tout comme un écho sonore. Et pourtant, des lieux que lui assignèrent le hasard ou sa volonté, que de sons, de paroles, d'images il nous renvoie avec éclat ! S'il ne s'applique certes pas à lui-même l'épigraphe *du fameux poème*, empruntée à *l'Enéide*, ne l'aura-t-elle pas fait songer à l'homme qu'un jour il rejoignit à Londres : « *J'ai suivi les destins qui m'étaient accordés ?* »

On s'attarde avec lui aux charmes d'une enfance proustienne — milieu, famille, père médecin, style de vie — et à ses avantages sur Proust : lui jouissait du premier ascenseur de Paris. Plus tard, envoyant promener la rue d'Ulm, rompant avec les carrières régulières, il se fera, tour à tour ou en même temps, cinéaste pionnier de la radio, éditeur, financier, journaliste, auteur à succès, j'en passe, et poète toujours. Enfant d'une guerre où les crânes furent bourrés à éclater, il gardera « la hantise de la mystification » et verra désormais dans le monde, au pire une imposture, au mieux une illusion.

Ce qui ne l'empêche pas de le conquérir, et dans ce qu'il a de plus nouveau : le cinéma, la radio. Son nom restera attaché aux rares émissions dont on se souvienne encore, qu'il poursuit et multiplie après la guerre. Intervalle : il est à la B.B.C. le *porte*-parole militaire du général de Gaulle. Le siècle avait quarante-deux ans quand advint cette seconde naissance : Diamant-Berger devient Gillois. Il le restera.

Fidèle à la mémoire en ce qu'elle surgit et court à son gré, il télescope la chronologie et se souvient à souvenirs rompus. Mais sans jamais rompre le fil. Que de choses, de lieux, d'événements — et d'hommes ! Tout enfant, il en a connu d'illustres, retrouvés plus tard. Chaque page étincelle, à nous étourdir, de noms célèbres ou notoires dans tous les genres. D'où une abondance de traits et de portraits. Bornons-nous au théâtre qu'André Gillois, je crois bien, préfère à tout. Face à l'image de Courteline, si tendre, celle de Bernstein l'est *moins*. Le « grand » dramaturge avait une parenté inattendue avec Hitler : il proclamait que son œuvre durerait mille ans. « *Vous passerez à la postérité* », lui dit Oberlé, qui ajouta : « *Parce que Manet a fait votre portrait.* » Lequel sera étiqueté : portrait d'inconnu.

Tant et tant de « mots » ! N'en retenons qu'un, cet aveu de Joliot-Curie à l'auteur : « *Je suis communiste parce que cela me dispense de réfléchir.* » Et un seul mot d'auteur — qui est orfèvre : « *Radio et télévision vivent de réponses vagues à des questions vaines.* » Un autre, encore, parce qu'il est terrible : « *Aujourd'hui, il y a une* (autre) *armée d'occupation : c'est la jeunesse qui, elle aussi, veut détruire tout ce que nous aimons, à commencer par notre pays.* » Il n'en espère pas moins dans la victoire finale : la mort.

Comme Proust, André Gillois a donc connu tous les Bergotte, les Elstir, les Vinteuil du siècle ; beaucoup plus de politiques, moins de duchesses mais, en compensation, la reine d'Angleterre ; *bref, tout le monde*, sauf Proust. Mieux : il nous apporte sur lui quelque chose d'inestimable. Ami lui-même de Mme Scheikévitch, celle-ci lui montra son exemplaire de *Swann* et la dédicace : dix pages, qu'il recopia. Pleine de traits de génie, elle trace d'avance toute la perspective du *Temps perdu*, en particulier l'histoire d'Albertine. Et elle contient une leçon. Nos critiques tancent les lecteurs naïfs qui refusent de distinguer le « je » du narrateur de celui de l'écrivain. Eh bien, Proust est de ces innocents. Car, dans la confidence qu'est sa dédicace, il prend à son compte, spontanément, cette identification : « *Albertine avec qui je passe de si bonnes heures... Puis quand je la soupçonne...* »

Finissons par le témoignage politique qu'apporte ce livre : inédit (sur la fin de Mussolini), abrupt, parfois explosif. Celui-ci, *surtout*.

A une certaine question du témoin, à propos de la plus grande colère de de Gaulle, Anthony Eden, se dérobant, s'en était remis à ses héritiers de laisser passer, ou non, pour l'histoire la réponse qu'il avait consignée. Un de ses collaborateurs, vieil ami du mémorialiste, se laissa aller, documents à l'appui : Roosevelt aurait envisagé de détacher de la France les départements du Nord, l'Alsace et la Lorraine, pour les incorporer à un Etat de son cru baptisé Wallonie. Idée qui rejoint étrangement, à vingt-sept ans de distance, un projet de « paix » élaboré à Munich par le nonce Pacelli, autre « ami de la France ».

Oui, *Ce siècle avait deux ans* apprendra beaucoup de choses, s'ils s'en soucient, aux enfants de la fin du siècle.

YVES FLORENNE.

★ CE SIECLE AVAIT DEUX ANS, d'André Gillois. Belfond, 284 pages. Environ 50 F.

Mon stade est ma patrie

● *Le base-ball comme révélateur de l'Amérique selon Philip Roth*

LA guerre, 1943. Une équipe de base-ball, ou plutôt quatre ou cinq, rivalisent pour conquérir la première place dans la Ligue patriotique, l'une des principales associations nationales. Parmi les vedettes, Frenchy Astrate, 5 pieds, 10 pouces, 172 livres, Canadien français. Commence sa carrière en 1920 en Géorgie, puis est « vendu » par ses propriétaires américains à la Ligue cubaine, puis à divers clubs, avant d'être acheté par la Ligue patriotique.

Il y a aussi Nickname Damur, dont le passe-temps est la recherche d'un nom, d'un surnom, digne d'un héros. Hot (head) Ptah, unijambiste. Bud Parusha, manchot — mais pas n'importe quel manchot — il est né avec un seul bras et se taille un succès parmi ses fans, des *handicapés*, parqués dans un coin du stade. Un jour, il rattrape une balle et un paralytique se lève pour l'ovationner : « *Double miracle* », titre le journal du soir, « *Un infirme est guéri pendant que les Rupperts gagnent.* »

Le gouvernement réquisitionne le stade des héros. Quelle aubaine pour les soldats qui partent en Europe : leur dernier contact avec le sol américain est un stade de base-ball, l'institution n° 1 de l'Amérique, le symbole de l'unité nationale ! Mais quelle tragédie pour les joueurs de Ruppert — les célèbres Rupet-tes ! Pour eux aussi, c'est le début d'un voyage, mais ce n'est pas la traversée de l'Océan pour libérer l'Occident, ni la traversée de l'Ouest américain pour *trouver* la véritable vie. C'est l'exil, la déportation, la traversée du désert. Ils vont de ville en ville et d'échec en échec : leur seule victoire, ils la remportent contre un club amateur d'un asile de psychiatrie. Désintégration du mythe régénérateur de l'Amérique : le voyage, la route, la cavale...

An cours de cette odyssée grotesque, c'est l'imaginaire américain qui part en lambeaux. Les grandes valeurs — celles-là même que revendique aujourd'hui Ronald Reagan dans sa course à la Maison Blanche — sont *montrées dans des miroirs* déformants, comme dans une foire. L'individualisme, c'est le jeu de sportifs, mi-sourds, mi-aveugles, incapables de s'entendre sur une stratégie commune. L'exceptionnalisme, c'est un nabot recruté comme premier pitcher. Le nationalisme, c'est l'hymne américain soudain beuglé pour réduire au silence un public déchaîné par l'arbitraire de l'arbitre. Le rêve américain, le rêve de Roland, c'est de réussir son *suicide*, ou plutôt de l'imaginer : s'il se laissait glisser du haut de cette estrade, toute la presse parlerait de lui, demain.

PIERRE DOMMERGUES.

(*Lire la suite page 14.*)

« JE EST UN AUTRE », de Philippe Lejeune

L'autobiographie dévorante

IL *est rare qu'un ouvrage de critique universitaire nous* plonge aussi complètement dans les œuvres et les problèmes littéraires du présent. Rare également que, tout en se pliant aux interrogations modernes, il soit d'une lecture aussi peu *rébarbative*. Philippe Lejeune est maître assistant à l'université de Paris-Nord, où il enseigne la littérature française. J'ignore si le récent remodelage des universités l'a touché, comme il a touché Gérard Genette et Tzvetan Todorov, les deux directeurs de la collection « Poétique », où il publie ses travaux. Mais ce qu'on peut *affirmer* après les avoir lues, c'est le dommage qu'on encourrait si de telles études devaient être entravées d'une manière ou d'une autre.

PHILIPPE LEJEUNE s'est taillé une spécialité des plus opportunes : voilà cinq livres qu'il consacre à l'autobiographie. Quand on mesure l'extension prise par ce genre littéraire « en voie de canonisation », on ne peut que se féliciter des clés qu'il nous met entre les mains.

Sous un titre emprunté à l'une des phrases les plus troublantes de Rimbaud, *Je est un autre* fait suite au *Pacte autobiographique* (Le Seuil, 1975) dans lequel Philippe Lejeune avait passé au crible les *Confessions* de Jean-Jacques Rousseau, l'« espace autobiographique » de Gide, *les Mots* de Sartre et les écrits de Michel Leiris. On savait donc qu'il ne se prive pas de recourir aux écrivains les plus contemporains ni de les faire jouer sans scrupule sur les plus classiques. C'est qu'il cherche moins à saisir un genre dans son déploiement historique que dans sa définition, ses facteurs constitutifs, *ses normes et ses modalités vivantes*.

Ainsi le verrons-nous passer, dans ce second volume, du *Testament d'un blagueur* et de *l'Enfant* de Jules Vallès, qui lui fournissent l'occasion d'analyser le récit d'enfance ironique, au *Roland Barthes* par Roland Barthes, à *l'Autobiographie d'Alice Toklas* de Gertrude Stein et au *Rousseau juge de Jean-Jacques* qui présentent tous les trois des exemples piquants de l'emploi de la troisième personne dans des écrits où la première personne est de règle. Puis il sautera du *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie* — œuvre d'Adèle Hugo en porte à faux sur la biographie, le témoignage et l'autobiographie, — qu'il rapprochera en passant des Mémoires de Simone de Beauvoir, aux grandes interviews données par Sartre et à son film *Sartre par lui-*

par Jacqueline Piatier

même, pour aborder enfin le foisonnement actuel des livres-entretiens, des documents « vécus » et des « autobiographies de ceux qui n'écrivent pas », dont *Grenadou, paysan français, Mémé Santerre, Louis Legrand, mineur du Nord, Gaston Lucas, serrurier*, d'Adélaïde Blasquez, entre beaucoup d'autres, lui fournissent des exemples variés.

TOUT cela constitue une promenade à travers la littérature et l'édition contemporaine à laquelle peu de professeurs se risquent. Elle retient par sa nouveauté, son actualité, son pittoresque, ses zigzags, qui permettent des comparaisons inattendues. En fait, les œuvres analysées, avec beaucoup d'esprit et de finesse, sont moins hétéroclites qu'il n'y paraît. Le titre donne au livre son unité. « *J'ai tenté, dans ces sept « variations » sur un thème de Rimbaud,* nous explique Philippe Lejeune, *de défaire la cohérence et l'unité apparente des « je » autobiographiques (...), de montrer les coulisses de la première personne, quel que soit le théâtre sur lequel elle se donne en spectacle : écriture littéraire, radio, cinéma, littérature au magnétophone. (...) Dans le récit d'enfance de Jules Vallès, UN joue du fait qu'il est DEUX (l'enfant et l'adulte) ; dans l'autobiographie de ceux qui n'écrivent pas DEUX font comme s'ils n'étaient qu'UN.* » C'est dire la subtilité toute valéryenne de cette enquête, qui s'appuie d'ailleurs, à l'une de ses étapes, sur la phrase de Valéry : « *Le moi se dit MOI, ou TOI, ou IL. Il y a les trois personnes en moi. La Trinité. Celle qui tutoie le MOI, celle qui le traite de LUI.* »

Une autre unité qui n'échappe pas à l'auteur rassemble ces « variations » disparates. C'est la place qu'y occupe Sartre. Non seulement dans les questions posées aux différents textes, qui situent Philippe Lejeune dans la mouvance *de la critique sartrienne ; mais parce que Sartre, « figure médiane du livre »* (c'est à prendre au sens propre), « *l'habite souterrainement d'un bout à l'autre : auteur d'un récit d'enfance ironique comme Jules Vallès ; tenté un moment par l'autobiographie indirecte ; obsédé à travers son grand-père par la figure de Victor Hugo... Quant à la suite de ce livre, elle ne lui échappe qu'en apparence. Jusqu'à présent, il n'a été question que de l'autobiographie (ironique, indirecte ou « médiatisée ») des écrivains. Maintenant, il va s'agir de tous les autres : « Tout un homme fait de tous les hommes et » qui les vaut tous et que vaut n'importe qui », disait Sartre..., mais peut-on être « n'importe qui » dès qu'on parle de vous ? A moins qu'être « n'importe qui » soit tout simplement un rôle comme un autre* ».

CETTE étude critique, si aguichante qu'elle soit dans ses déambulations, ne se lit pas comme un roman. Elle est plus difficile dans la première partie, où elle s'empoigne avec des textes littéraires, que dans la seconde, où elle aborde un continent non défriché : faisant pour la première fois l'histoire de l'interview, des entretiens radiophoniques où Robert Mallet interrogeant Léautaud et Paulhan s'est illustré, du film biographique, du document vécu, du récit de vie ethnographique.

(*Lire la suite page 12.*)

L'autobiographie dévorante

(Suite de la page 11.)

Car c'est bien à l'ethnologie selon Philippe Lejeune qu'il faut raccrocher toutes *« ces autobiographies de ceux qui ne parlent pas »*, dont Oscar Lewis dans les *Enfants de Sanchez* a fourni le modèle insurpassé. *« Il y a toujours un intermédiaire (journaliste, romancière, etc.), appartenant à la classe qui produit et consomme les livres, qui a interrogé un individu qui appartient à un autre milieu et, en général aussi, à la génération précédente. On est dans une situation ethnologique : une civilisation en questionne une autre. »*

Et d'étudier les différents modes de transcription de cette littérature orale où l'on opte tantôt pour *« le plus près de la parole »* (réservé le plus souvent, non sans condescendance, à ces illettrés que sont les immigrés), tantôt pour la *« toilette faite au discours »*, afin de l'adapter à la communication écrite si différente de la communication orale (*la Vie d'une famille ouvrière*, de Jacques Destray), tantôt pour l'élaboration littéraire (*Mémé Santerre*, de Serge Grafteaux).

ETUDIANT sans parti pris l'inflation toute récente de l'autobiographie, venant de ceux qui écrivent *(« l'écriture reste le fondement de la gloire »)* comme de ceux qui n'écrivent pas, Philippe Lejeune aborde un problème crucial de notre civilisation : l'influence des nouveaux médias sur la littérature. Il y détecte l'importance primordiale prise par le « vécu », quitte à la ruiner par l'analyse des techniques propres à l'écrit qui le transmet. Mais il en rend responsables la radio, la télévision. La faim d'informations que ces médias appellent et satisfont occulte l'essence même de la littérature, qui est invention d'une forme. *« L'enzyme biographique,* dit Philippe Lejeune, *digère la littérature. »* Et c'est d'abord contre cet enzyme qu'il se bat.

« La voix vieillit plus vite que la parole », constate-t-il après avoir réentendu les célèbres entretiens de Jean Amrouche avec Claudel, de Parinaud avec Colette, de Robert Mallet avec Paulhan, sur lesquels il nous livre des notes d'écoute fort drôles. Car ce théoricien d'un genre ne se prive pas de juger ses pièces ni même d'épingler les monstres sacrés qui défilent devant lui : Sartre dans son film, pris au piège par les nouveaux médias, contribuant le plus sérieusement du monde à ce qu'il avait parodié jadis dans *les Mots*, la légende du grand homme...

Tout conformisme, tout respect mis à l'écart donc. C'est pourquoi cet ouvrage savant, nourri d'abondantes lectures et qui ne refuse pas la théorie, ne distille aucun ennui. C'est souvent en jouant, parfois en se jouant de lui-même, ironiquement, qu'il nous arme pour inventorier la production contemporaine. Il y a aussi de l'écrivain chez ce critique. Dans ce domaine, *Je est un autre* me paraît être un exemple à suivre.

JACQUELINE PIATIER.

★ **JE EST UN AUTRE**, de Philippe Lejeune. Le Seuil, coll. « Poétique », 353 pages. Environ 85 F.

dossier — Critique

Le très singulier théâtre de Valère Novarina

● ***Mettre la langue dans un état de tremblement***

SUPPOSONS qu'il soit arrivé quelque chose à la langue française : une catastrophe intime, une convulsion, une attaque, une hémorragie. Il s'ensuit quoi ? La panique ? Plutôt la censure. On l'a vu avec Rabelais, Jarry, Céline ou Artaud. Célébrés, certes, commentés, mais avec gêne, de façon forcée. Le vrai français légitime et officiel de France n'aime pas qu'on lui rappelle la marge grouillante où son identité disparaît. La langue française oscille bizarrement entre une absence exsangue de corps et un trop d'organes, un excès physique. Aucun autre pays, sans doute, n'est obligé de se partager aussi visiblement entre deux cultures, en presque complète contradiction. C'est une vieille histoire, l'actualité même.

L' « hôm »

Valère Novarina, comme ses amis de la courageuse revue *TXT*, est un possédé des profondeurs viscérales de la langue. Sa singularité à lui est d'en faire immédiatement un théâtre, de vouloir la lancer dans l'air à travers la voix des acteurs. *La Lutte des morts*, après *le Babil des classes dangereuses*, se présente d'emblée comme des dialogues d'éructations. Voici des personnages, dont les noms paraissent préhistoriques, en train de s'assener des phrases, des slogans, des impératifs, des descriptions de manipulations fort bizarres dont on saisit peu à peu qu'elles représentent quelque chose comme la bouffonnerie sexuelle elle-même surgie du fond des âges. Pas la moindre trace de sentiments, de psychologie : l'obscénité nette et joyeuse de la marionnette humaine, son côté chimpanzé bavard, est ici réduite à une gesticulation dans les mots.

Novarina veut *« mettre la langue dans un état de tremblement »*. Il dit qu'il veut écrire *« pour les oreilles »*, *« pour les acteurs pneumatiques »*. Une telle obstination physiologique ne peut que choquer la croyance fort commune à l'existence des personnalités et des caractères, des secrets du cœur et de l'âme, bref l'humanisme persistant qui, comme chacun sait, est une réalité de syntaxe. D'autant plus que l'homme, ici, devient l' « hôm », c'est-à-dire un être verbal nouveau, un animal nouveau en train de se débattre dans la maladie du langage.

L'homme, il faut le dire, ne nous inspire plus aucune confiance. Mais l' « hôm », avec son accent circonflexe réflexe, nous plonge aussitôt dans une hilarité pathétique et confiante, comme Ubu, le père Ubu, s'imposait et s'impose toujours à nous. Vous avez écouté les discours du pape Jean-Paul II. Eh bien, vous avez entendu cette merveille : la proclamation des droits de l'hôm (c'est ainsi que Sa Sainteté polonaise prononce), et l'affaire n'est pas seulement touchante et drôle, elle est aussi terrible si l'on pense que cet hôm, depuis des millénaires, est celui qu'on embarque régulièrement dans des aventures où il doit se faire massacrer. Qui sait si le fait de considérer l'hôm avec un peu plus de comique, donc de compassion, n'est pas la meilleure façon de le sauver, de l'alléger, de le respecter, de lui rendre hommage ?

« Pour bien travailler, écrit Novarina, *il faut avoir l'esprit bien vide et les articulations bien déliées, tout le corps souple et invectif. »* Drôle d'ascèse. Je ne crois pas qu'on ait jamais rien exprimé d'aussi précis, d'aussi violent et lucide, sur la technique d'écriture, sur cette folie qui veut qu'un individu parle et trace des signes tout seul avec comme seule garantie une discipline horaire quasi gymnastique ? L'image convenue de l'écrivain vole en éclats. On le voit comme un travailleur de force sur soi-même : adieu romantisme, symbolisme, éthérisme, automatisme, surréalisme, naturalisme.

« La longue catastrophe rythmique »

Encore une fois, l'auteur nous prévient : la langue n'a rien de naturel, elle peut devenir d'un moment à l'autre une maladie révélatrice, le « languisme » — c'est cet état où les mots sont des choses explosives, où l'on *touche* leurs nervures enflammées, où l'on voudrait presque redevenir animal muet pour être délivré du délire. Après tout, les lettres de Flaubert sont pleines de visions de ce genre. *« On n'écrit pas,* dit Novarina, *on donne le lieu et l'heure où la langue se reproduit. »* Vieux rêve de l'expérience littéraire : arriver à ce que ça se fasse tout seul, entrer dans une sorte de non-temps, de « sacrifice scientifique », dans la « longue catastrophe rythmique ».

Au lecteur, je conseillerai d'aborder Novarina par le journal qui suit *la Lutte des morts*, et qui s'appelle *le Drame de la langue française*. Qu'il lise aussi le numéro 12 de la revue *TXT* où l'auteur finit par s'expliquer très simplement, par communiquer son expérience, sa souffrance, son vertige, mais aussi, il n'hésite pas à le dire, son extase. *« J'ai voulu inventer une langue plus rapide. Parce que les choses se précipitent, vont se précipiter. » « L'avenir est à ceux qui n'ont pas peur du vide. » « Le français est une langue à cédille. » « Il pensait avoir été conçu par la langue. »* Il y a la fièvre, l'enthousiasme de ce rituel magique qu'on appelle la création littéraire, et en même temps le regard clinique sur soi, l'ironie sur soi.

A quoi bon attendre pour entendre les vraies voix de ce qui nous ronge ? L'expérience littéraire en est là. Que le décor académique et le marché s'en défendent, rien de plus normal. Mais l'art nouveau, l'esprit nouveau, n'en continuent pas moins leur marche harassante, discrète. *Ars nova, ars novarina.*

PHILIPPE SOLLERS.

★ **LA LUTTE DES MORTS**, de Valère Novarina (Éditions Christian Bourgois), « TXT » n° 12 (Id). 130 pages. Environ 64 F.

Les effets d'une disparition

LE ministre des universités vient de supprimer la formation de DEA (diplôme d'études approfondies) et de troisième cycle « Analyses du texte littéraire » dont je suis responsable, à Paris-VIII (Vincennes). Cette formation, fondée par Jean-Pierre Richard, fonctionne depuis 1974. Elle comporte vingt-neuf enseignants, cent onze thèses en cours. Elle avait eu un rapport très favorable à la Direction des enseignements supérieurs et au CNESER. Il faut comprendre ce que signifie cette disparition.

La littérature est le point le plus faible des sciences humaines : celui où l'opinion met le moins de scientificité. Dans « sciences humaines », il y a science. Il est obscurantiste de s'y attaquer. C'est la science qu'on défend. Il ne me semble pas qu'on ait jusqu'ici défendu les recherches sur la littérature.

En littérature, l'attitude la plus traditionnelle, l'histoire littéraire, l'homme et l'œuvre, l'œuvre et son temps, l'attitude psychologique et l'attitude sociologique, c'est cette manière extérieure et ancienne d'aborder la littérature qui a été privilégiée par le ministère lors des distributions de DEA-troisième cycle.

Une chose a été oubliée. C'est que la littérature aussi fait l'objet d'un travail de pointe, non plus seulement sur les circonstances de l'œuvre, mais sur sa spécificité et l'historicité de son langage — le *travail sur le texte*. C'est ce travail qui a été visé, dans les universités parisiennes : plusieurs formations de troisième cycle qui comptent en France, sur ce plan, celles de Julia Kristeva, de Gérard Genette, de Tzvetan Todorov, la sémiologie à Nanterre, et la poétique à Paris-VIII. Si la formation de D.E.A. troisième cycle « Analyses du texte littéraire » disparaît, c'est toute la spécificité de la littérature comme telle qui disparaît, à ce niveau, à Paris-VIII. Dont le démantèlement passe aussi par-là.

Le révélateur le plus sensible

Une entreprise qui atteint la recherche littéraire, en France, aujourd'hui, ne laisserait en place, dans les universités parisiennes, que la philologie et l'histoire littéraire. Nouvel aspect de la querelle des anciens et des modernes, de Picard contre Barthes. Mais en restant seules en place, ces disciplines qui se présentent comme les défenseurs de la tradition se stérilisent elles-mêmes. C'est le conflit qui était producteur. La suppression de l'un des termes n'avantage pas l'autre, elle éteint la relation qui les faisait vivre.

Cette suppression atteint la recherche du sens de la littérature dans notre société, par quoi elle touche aux problèmes du sens même de cette société. La littérature est toujours le révélateur le plus sensible de ce qu'on fait à une société, parce qu'elle est l'enjeu et la stratégie des sujets dans le social, entre eux et vis-à-vis du pouvoir. Cet enjeu se reporte sur l'étude de la littérature. Ce n'est donc pas seulement quelques littéraires qui sont touchés si on supprime cet aspect de la recherche. On veut étouffer la critique, qui est la pluralité des sujets. C'est pourquoi la littérature et la recherche en littérature sont l'affaire de tous. Il est urgent, et capital, de les défendre.

HENRI MESCHONNIC.

N.D.L.R. — On doit à Henri Meschonnic cinq volumes de critique littéraire *Pour la poétique*, dont le quatrième est consacré à Victor Hugo : *Écrire Hugo* ; un ouvrage de théorie du langage : *le Signe et le poème* (1975) ; trois livres de poèmes : *Dédicaces proverbes* (Prix Max Jacob 1972) ; *Dans nos recommencements* (1976) ; *Légendaire chaque jour* (1979) ; enfin, des traductions de la Bible : *Les Cinq rouleaux* (1970). Tous ces ouvrages ont été publiés chez Gallimard.

entretien

Portraits d'historiens

● ***Georges Duby et Philippe Ariès au magnétophone***

LA vogue du livre-entretien — qui êtes-vous, que faites-vous, monsieur X... ? — en deux cents pages atteint aujourd'hui, avec un temps de retard, le domaine de l'histoire. Tentative rendue inévitable par la popularité extrême de cette discipline, tentative désespérée si l'on considère la personnalité caractéristique des bons historiens, hommes sensibles et imaginatifs, mais gens de papier, de plume et de poussière, vivant par procuration, du fond de leurs bibliothèques, les vies exotiques et dangereuses des paysans du treizième siècle et des bourgeois du dix-huitième.

Georges Duby a prudemment choisi l'envolée théorique dans le livre qu'il vient de réaliser avec Guy Lardreau, philosophe. Ces *Dialogues* produisent malgré tout l'effet d'un ping-pong lent, étrange, dans lequel l'inexpérience théorique de l'historien (saupoudrant le champ de l'histoire de concepts empruntés aux sciences humaines) répond à l'innocence historique du philosophe (qui ignore jusqu'à la signification du couple seigneurie-féodalité). Ils ne mettent pas en valeur le grand historien qu'est Georges Duby.

Médiéviste au sens strict, isolationniste, campé sur les septième-treizième siècles, celui-ci n'a pas développé l'intuition fondamentale de Marc Bloch sur la continuité de la civilisation agraire européenne du dixième au dix-huitième siècle, continuité majestueusement indifférente au découpage de notre vieille Sorbonne, qui oppose le Moyen Age à l'époque moderne.

Georges Duby n'est pas un théoricien. Il est, chose beaucoup plus rare et originale en notre époque pressée et superficielle, un merveilleux érudit, capable de plonger, sans perdre le souffle, dans les conflits sociaux, intellectuels, religieux et artistiques d'époques invraisemblablement lointaines. Surtout, il fait sentir à ses lecteurs, spécialistes et amateurs, l'esprit et les mentalités de ces temps reculés.

Les confidences de Philippe Ariès, « accouché » par Michel Winock dans *Un historien du dimanche*, sont plus stimulantes. Cet historien de l'enfance, de la famille et de la mort est doublement marginal. D'abord parce qu'il n'est pas un universitaire et n'a été reconnu que tardivement par ses collègues de la fonction publique. Ensuite et surtout parce que les origines intellectuelles de cet authentique représentant de la nouvelle histoire sont celles d'un homme de droite.

Né dans un milieu royaliste, catholique et d'Action française, Philippe Ariès a accepté son héritage. Sa trajectoire politique, des années 30 à la guerre d'Algérie, est absolument typique de ce monde d'émigrés de l'intérieur, messianiques et aigres jusqu'au triomphe du maréchal Pétain. Cette droite revendique bruyamment le mot France, mais n'a aucune idée de ce qu'est la nation, concept dont les origines et le légendaire sont, en France, de gauche.

Politiquement, cette famille d'esprit est irrécupérable. Mais les intellectuels de culture majoritaire — républicaine et de gauche — s'aperçoivent aujourd'hui qu'elle a produit beaucoup, sur le plan intellectuel : d'Augustin Cochin, dont François Furet vient de démontrer l'importance pour l'analyse des phénomènes révolutionnaires et idéologiques (1), à Philippe Ariès, dont l'œuvre concerne la famille ou la mort.

Sur ces deux points — famille et mort — les préoccupations des idéologues réactionnaires sont curieusement proches de celles de la psychanalyse. C'est sans doute la raison pour laquelle Philippe Ariès apparaît moderne à notre époque, qui révère Freud plus que tout autre prophète.

EMMANUEL TODD.

★ **DIALOGUES**, de Georges Duby et Guy Lardreau. Flammarion, 198 pages. Environ 65 F.

★ **UN HISTORIEN DU DIMANCHE**, de Philippe Ariès. Seuil, 218 pages. Environ 50 F.

(1) Dans son *Penser la Révolution française*, Gallimard.

la vie littéraire

Celle par qui Gide fut père

Elisabeth Van Rysselberghe, qui vient de mourir à Neuilly à quatre-vingt-dix ans (*le Monde* du 20 août), mérite une place singulière dans l'histoire littéraire. C'est elle, la fille de la « petite dame » intime de Gide, qui donna à ce dernier son unique enfant, Catherine, en 1923.

L'année précédente, dans un train, l'écrivain, qui était âgé de cinquante-trois ans, avait glissé à Elisabeth, de vingt ans plus jeune et à qui il vouait une tendre amitié, un billet bien dans sa manière : *« Je n'aimerai qu'une seule femme* (il pensait à son épouse Madeleine) *et je ne puis avoir de vrai désir que pour les jeunes garçons. Mais je me résigne mal à te voir sans enfant et à n'en pas avoir moi-même. »*

Longtemps il avait été envisagé qu'Elisabeth aurait cet enfant avec le cinéaste Marc Allégret, à qui le liait des rapports plus amoureux. Mais Gide mit son projet à exécution *« un dimanche de juillet, dans la solitude matinale d'un beau jour... »* C'est la petite dame, la future belle-mère et grand-mère, qui note ce détail dans ses Cahiers (1918-1929, pages 145 à 152).

Elle soulignera par la suite la passion de pédagogue, d'entomologiste et de père affectionné que Gide portera à sa fille. Mais, à l'en croire, l'annonce de la grossesse le vit plutôt *« ivre et décontenancé »*.

Il est remarquable que le *Journal* aux dates correspondantes ne souffle mot de la nouvelle.

B. P.-D.

Harry Whittington chez les Amis du crime.

Les Amis du crime publient un hommage à Harry Whittington, conçu et réalisé par Jean-Jacques Schleret. Un entretien, une bibliographie et une filmographie permettent d'évaluer l'œuvre d'un écrivain prolifique (plus de cent quarante romans) et pourtant méconnu. Il a, pourtant tenu honorablement sa place dans la génération intermédiaire du roman noir américain, aux côtés de David Goodis, Don Tracy et William Campbell Gault.

Les amateurs se souviennent de certains de ses romans parus dans la Série noire : *T'as des visons, la Boîte à moustiques* ou *le Chant de l'alligator*. Un petit récit comme *Veuve de Satan*, sorti en 1953 chez Ferenczi, dans la collection « Le Fantôme », si on le relit aujourd'hui, ne manque pas de charme, sans parler de *Meurtre..., ma maîtresse* ou de *la Pente dangereuse*.

Whittington, qui reconnaît avoir été influencé par James Cain, Frederic C. Davis et Day Keene, est un des écrivains les plus violents du genre. La mort tombe dans ses livres sous les formes les plus diverses : cuisinières piégées, alligators, moustique porteur d'un virus mortel. Mais la pire ennemie, c'est la femme. Elle tue pour l'argent et dévore ceux qui succombent à ses charmes.

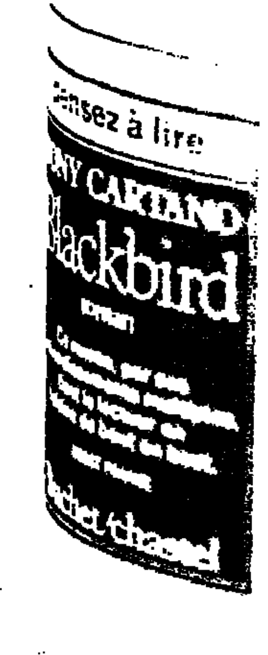
Whittington oppose à toute la laideur d'un monde en proie au fric et au sexe un solitaire qui lui ressemble. Plutôt taciturne, intelligent, il accomplit ses exploits et puis cherche à se faire oublier. — R. S.

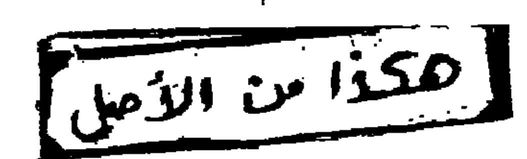
★ « Les Amis du crime », en vente à la librairie « Au troisième œil », 37, rue Montholon, 75009 Paris, et dans les librairies spécialisées.

Charles-Maurice et Valençay

« Il n'est pas possible que Dieu fasse, par génération, deux scélérats pareils. » Le mot est de Mirabeau, qui s'y connaissait. Il concerne Charles-Maurice Talleyrand-Périgord dont, après Léon Noël, Lacour-Gayet, Louis Madelin (et combien d'autres ?), André Castelot raconte la vie. *Talleyrand ou le cynisme* (Librairie académique Perrin) : l'accent, par le titre, est mis sur la position de l'auteur qui, visiblement, a moins d'indulgence que son prédécesseur Jean Orieux pour les roueries, volte-face, bassesse, malversations et autres trahisons dont le personnage porte le poids d'opprobre.

A Valençay, on oublie tout cela. On voit le faste, on pense à la réussite qui, si souvent, a coïncidé avec une réussite pour la France. Le château, au milieu d'un parc gigantesque — un de nos plus beaux édifices Renaissance et superbement meublé, — a subi bien des dégradations depuis le temps où les infants d'Espagne arrosaient au jet (!) les plantes de leur pays qu'ils essayaient vainement de faire pousser dans la chambre aux boiseries délicates qui y vit la dernière nuit de Talleyrand. Le département de l'Indre, aidé par le Crédit agricole, vient d'acheter l'ensemble acquis en 1808 par Talleyrand sur ordre du Premier Consul, auquel il trouva le moyen de faire payer une partie de la note. Un musée y sera développé à partir des collections préexistantes. On y pourra venir obtempérer à l'orgueilleuse injonction du prince de Bénévent : *« Je veux que, pendant des siècles, on continue à discuter sur ce que j'ai été, ce que j'ai pensé et ce que j'ai voulu. »* — G. G.-A.





هكذا من الأصل

et recherches en littérature

Une nouvelle génération

● ***Renaud Camus et Benoît Peeters dans la lignée du Nouveau roman***

OUI, il y a une nouvelle génération. Ce qu'il faut entendre, évidemment, de deux manières : d'une part, dans la lignée des Nouveaux romanciers, il y a des écrivains de plus jeune âge ; d'autre part, dans la ligne du Nouveau roman, il y a une nouvelle façon d'engendrer les ouvrages.

Citons en conséquence des noms presque nouveaux: Renaud Camus, dont l'attachant *Travers*, son troisième roman, a été publié voilà quelques mois ; Benoît Peeters, dont le passionnant *la Bibliothèque de Villers*, son deuxième livre, est sorti au printemps.

Dégageons d'abord ce qui semble être une nouvelle communauté de principes : face aux textes des Nouveaux romanciers, en effet, leur posture est celle, non pas d'un *refus* (le Nouveau roman, à présent, c'est une vieille lune), non point d'une *continuation* (le Nouveau roman existe, nous l'allons continuer), mais celle d'une *reprise* (le Nouveau roman insiste, nous allons l'utiliser).

Grossissement et raffinement

Cet usage, pour s'en tenir au plus simple, disons qu'il prend une double forme.

L'une pourrait s'appeler la *reprise basse :* son mécanisme est de l'ordre du *grossissement*. Il s'agit de reprendre tel fonctionnement déjà présenté mais avec la systématicité la plus grande.

Renaud Camus opère plutôt dans la voie de cette mise en cause que l'on a pu nommer « le récit enlisé » : il renoue ainsi, à sa façon, dans *Travers*, avec un écrivain que le Nouveau roman a permis de relire autrement, Raymond Roussel. Un méthodique dispositif de parenthèses, faisant songer à celui des *Nouvelles Impressions d'Afrique* (1) et adoptant l'allure d'un vertigineux emboîtement de notes en bas de page, y agresse, selon de savoureuses digressions, un récit lui-même soumis à toutes autres sortes d'aventures.

Benoît Peeters travaille plutôt cette mise en cause que l'on a pu appeler « le récit excessif » : il rejoint ainsi, à sa manière, dans *la Bibliothèque de Villers*, un autre écrivain dont le Nouveau roman a fait ressortir certains aspects, Jorge Luis Borges. L'on s'en souvient peut-être : dans *la Mort et la Boussole* (2), les lieux de divers meurtres, spatialement calculés, désignent l'endroit d'un crime ultime. L'analyste Lonnrot, qui l'a compris, s'y rend et y trouve bien l'assassin qui, pour l'exécuter, lui avait ainsi donné rendez-vous ; dans *la Bibliothèque de Villers*, de même, une suite de crimes savants, non moins géométriquement déterminés, signalent les endroits de meurtres inédits. Dans la nouvelle de Borges, il est possible de noter l'insistance de certaines couleurs (le jaune, le rouge, le vert) et de deux nombres (trois et quatre) ; dans le roman de Peeters, de même, il est facile d'observer le travail analogue de deux « couleurs » (le noir et le blanc) et d'un nombre (cinq).

La seconde forme de cet usage pourrait se nommer la *reprise haute :* son mécanisme est de l'espèce du *raffinement*. Il s'agit de conduire tel fonctionnement déjà présenté jusqu'à de très minutieuses délicatesses dont les effets, pour l'amateur, peuvent offrir des caractères inattendus.

Ainsi, dans *Travers* (p. 136), en note, une amusante énumération, *sous le signe du Je n'aime pas*, se termine par ceci : « *la suite dans Barthes...* ». Ce qui s'accomplit de la sorte, évidemment, c'est une aggravation du système digressif : ce qui était un détour à l'intérieur du texte (une parenthèse intratextuelle) se métamorphose en quelque sorte en un méandre à l'intérieur du texte (une parenthèse extratextuelle). Ce qui se donne à lire, aussi, fût-il minuscule, c'est le paradoxe d'un hommage ambigu : écrire que la suite est dans Barthes, c'est, à n'en point douter, rendre hommage à telle page identiquement énumératrice (la page 120) du *Roland Barthes* par Roland Barthes (3), mais c'est non moins, en faisant communiquer deux énumérations jusque-là distinctes, battre en brèche, par un effet d'intertexte, l'idée barthésienne de la singularité dite « mon corps n'est pas le même que le vôtre », afférente, précisément, à la spécificité du contenu de l'énumération.

Ainsi, dans *la Bibliothèque de Villers*, la géométrie meurtrière conduit bien sur les lieux du dernier crime. Seulement, par une entière inversion de *la Mort et la Boussole*, c'est non point l'enquêteur qui reçoit le trépas mais bien, et nullement par suicide, l'assassin que l'on présumait. En conséquence, s'il veut parvenir au coupable, le lecteur se trouve invité à relire le livre afin d' « y découvrir ce que, dans sa fièvre première, *il n'avait pas su lire* » (4). Dévoilée par Borges à la fin de la nouvelle, la solution est différée par Peeters dans les détails clandestinement calculés par son texte.

Il semble nécessaire, en ce point, de répondre à deux questions.

L'une concerne l'*intérêt d'un rapprochement de ces deux écrivains avec le Nouveau roman*. La réponse présente au moins trois faces. D'une part, ainsi qu'on l'a vu, il est possible de souligner une précise communauté de stratégie : la mise en cause de la naturalité du récit. D'autre part ces jeunes écrivains ne font pa mystère de ce rapport : soi qu'ils en multiplient les citation (surtout Renaud Camus), soit qu'ils ne répugnent point à un désopilant pastiche (surtout Peeters, dans *Omnibus* (5), son livre précédent), soit que se trouvent repris, çà et là, diverses situations, certains noms de personnages. *Enfin*, ce rapprochement des textes suscite, labyrinthiques, d'inénarrables réseaux de relations par lesquels le lecteur est en mesure de toujours mieux lire ce qu'il croyait avoir déjà bien lu.

L'autre question concerne la *particularité respective de chacun de ces écrivains*. Souligner, avec ses différentes tactiques, la communauté de stratégie qui unit Camus et Peeters, ce n'est aucunement, comme certains pourraient le croire, se plaire à les réduire l'un et l'autre jusqu'à ce qu'ils se conforment à un même moule. C'est, au contraire, établir le fond partagé sur lequel peuvent se mieux voir les différences. Ainsi, chez Renaud Camus, un *dispositif de convocation :* le texte, en ses extensions dégressives, devient capable d'accueillir les formes de discours les plus variées. D'où le sentiment d'une substance pléthorique que l'étendue du livre, par elle-même, confirme. Ainsi, chez Benoît Peeters, un *mécanisme de concentration :* le texte, en sa permanente obsession de désigner subrepticement le coupable, se calcule sans cesse au plus juste. D'où une impression de pénurie d'étoffe que la minceur de l'ouvrage, par ailleurs, accentue.

Deux livres donc aux saveurs très diverses, mais dignes, l'un comme l'autre, à n'en douter guère, de certains lecteurs scrupuleux.

JEAN RICARDOU.

(1) Raymond Roussel, *Nouvelles Impressions d'Afrique*, réédition Jean-Jacques Pauvert.

(2) Jorge Luis Borges, *Fictions*, éditions Gallimard, collection « La Croix du Sud ».

(3) Editions du Seuil, collection « Ecrivains de toujours ».

(4) Il s'agit des dernières lignes du « Tombeau d'Agatha Christie », l'essai qui forme dans ce livre le pendant de *la Bibliothèque de Villers*.

(5) Editions de Minuit.

★ TRAVERS, par Renaud Camus et Tony Duparc. Editions Hachette, collection « Pol », 289 pages. Environ 48 F.

★ LA BIBLIOTHEQUE DE VILLERS, par Benoît Peeters. Editions Robert Laffont, collection « L'Ecart », 136 pages. Environ 35 F.

Les contradictions de Jean-Pierre Faye

● ***La foi dans l'écriture « dangereuse » n'écarte pas tous les pièges.***

POETE, essayiste, « narrateur », Jean-Pierre Faye est aussi théoricien critique des « langages totalitaires » et, depuis une dizaine d'années, animateur d'une revue, *Change*, dont les buts sont autant littéraires que politiques. De ses multiples activités et de leurs visées, il se confesse aujourd'hui à Philippe Boyer, dans une longue suite d'entretiens. Si ses intentions n'inspirent que de la sympathie, l'esprit et les formes concrètes de leur développement soulèvent un certain nombre de questions.

Nous vivons, c'est connu, une époque de crise. Toutes les certitudes *s'effondrent* et, avec elles également, les idéologies du progrès. Les partisans de ces idéologies, messagers d'une transformation positive et radicale du monde, réagissent de diverses manières. Les uns, du jour au lendemain, abandonnent sans remords leur foi d'hier pour rallier le pouvoir officiel. Les autres, au contraire, s'attachent à leurs idées comme si de rien n'était, avec une force et une obstination juste assez excessives pour révéler une nostalgie. Si elle est humainement plus acceptable, cette dernière attitude n'en présente pas moins des limites. Elles apparaissent aussi chez Jean-Pierre Faye.

Celui-ci, il est vrai, n'a pas choisi la facilité. Sa foi révolutionnaire ne s'est pas limitée, comme chez d'autres, à un radicalisme verbal. A une peinture velléitaire du paradis futur, il a préféré, à chaque fois que l'occasion s'est présentée, une dénonciation précise de la répression actuelle. De même, la confiance qu'il fait au pouvoir « transformateur » de l'écriture est d'abord une rare attention à ses vertus critiques.

Aussi bien, Faye dévoile avec la même vigueur le stalinisme (jusque dans ses formes renouvelées) que la répression en France ou au Portugal. Mieux, il reconnaît l'inauthenticité jusque chez les « siens ». Pour tout dire, l'éventail et le choix de ses ennemis dénote, chez lui, une lucidité — et une honnêteté — peu « parisienne ». Reste à déterminer les perspectives dans lesquelles ses qualités s'inscrivent.

Un jeune poète, il y a quelques années, adressait à Faye une lettre ouverte où il le mettait en garde contre une tentation : celle de confondre pensée et théorie. Le destinataire, cette fois, a eu tort de couper l'écoute. Car, tout en soulignant l'aspect critique de la pensée et de la création — et c'est là, j'insiste, un incontestable et rare mérite, — il n'évite pas lui-même le piège des idéologies.

Une vision utopique de l'avenir

L'idéologie qui le guette n'est pas tant, comme on pourrait le penser, celle d'un marxiste figé. Même si la distinction qu'il fait entre Marx et ses « détourneurs » est un peu facile, le principal danger qui menace Faye est ailleurs : dans la fascination qu'il éprouve, avec tant d'autres, pour les avant-gardes, pour les mouvements novateurs de l'âge d'or de l'art moderne, et qui l'amène à vouloir ressusciter ce qui appartient fatalement à une autre époque. Une vision utopique de l'avenir, fondée sur des illusions démesurées quant aux effets réels des œuvres d'art, est évidemment l'axe de cette tentative : l'écriture telle que Faye la conçoit est « dangereuse », même si ses effets ne devaient se faire sentir que « *dans un siècle* » *(théorie des « langages à retardement »)*.

Or le modèle avant-gardiste transporté à l'échelle actuelle, ne peut être qu'une forme vide. Le langage même du livre est là pour le prouver, en particulier grâce à l'interviewer qui multiplie « plis narratifs » et « déplacements du discours ». *Quant aux* idées, une fois dépouillées de leur déguisement — d'une traduction systématique de tout réel en termes de langage, — elles sont souvent plutôt floues et banales. Ou encore, la pensée devient un simple ornement, un jeu sur les mots, qui explore les structures « paranoïaques » du langage, en négligeant, hélas ! autant leur pouvoir « magique » que leur vrai humour (les néologismes comme *histrioniens, conservatie*. L'arti*fice seul, enfin, préside au choix* des œuvres concrètes, citées pour soutenir les théories avancées (en l'occurrence les travaux des collaborateurs de *Change)*. Peu convaincants, ces exemples ramènent en fait ces théories à un simple programme de groupe.

Qu'on me comprenne bien : c'est à un type de discours que je m'en prends, pas à l'homme dont il est question. Mais cette critique me semble nécessaire au nom des principes mêmes dont ce discours se réclame. Car, sous prétexte de continuer les avant-gardes, on risque en réalité de renouveler la fausse poésie que les avant-gardes étaient venues combattre, tout en noyant le plaisir dans la bonne volonté, la pensée dans les idées, le travail créateur dans une besogne « militante ». Ce qui manque à ce discours, en somme, c'est un peu plus et un peu moins de musique...

PETR KRAL.

★ COMMENCEMENT D'UNE FIGURE EN MOUVEMENTS, de Jean-Pierre Faye, entretiens avec Philippe Boyer. Stock, 323 pages. Environ 65 F.

Quarante avis de décès

LES avant-gardes, depuis un siècle, se suivent, se bousculent, *meurent* ou survivent. René Lourau, pour nous donner une idée de ce mouvement brownien où scintillent les idées, les haines, l'utopie, le rire, a réuni quarante manifestes d'autodissolution. On lira donc les avis de décès de groupements littéraires (le symbolisme, Dada, le surréalisme), politiques (les trois Internationales, l'Internationale situationniste, la Gauche prolétarienne), ou encore d'entreprises hors catégories, *comme les Sex Pistols, le jour*nal *Actuel* et l'Ecole freudienne de Paris.

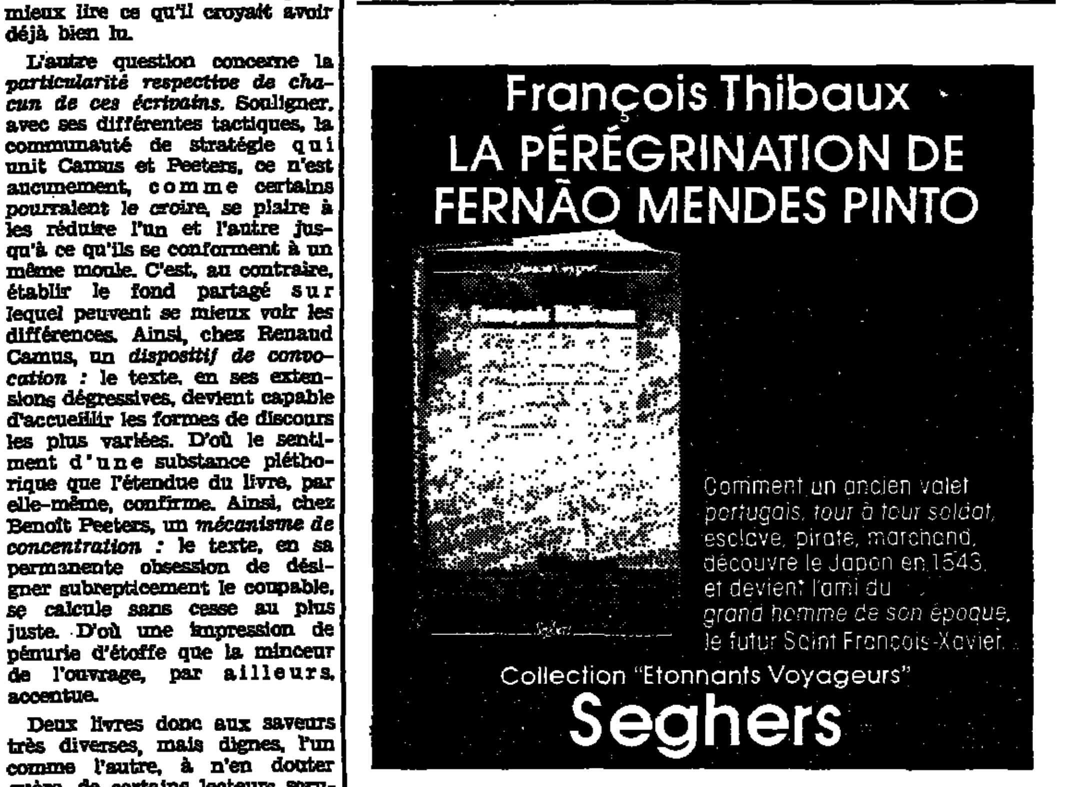
Une entreprise salubre

L'entreprise, en un sens, est salubre. Elle prouve que certai*nes avant-gardes n'ont que trop* duré. Le surréalisme a mis quarante-cinq ans à s'éteindre. Le lettrisme et la IVe Internationale sont frappé d'obsolescence.

Quelques jours avant le premier *Manifeste surréaliste* de Breton, les amis de Dada annonçaient sa « mort à la fleur de l'âge d'une *littérature aiguë* ». Lénine, en novembre 1914, proclamait : « *La IIe Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la IIIe Internationale, débarrassée des rénégats et aussi de l'opportunisme !* » Cest deux exemples montrent que chaque autodissolution peut en cacher une autre ; on finit par en avoir assez des appels au meurtre, cris de victoire, points d'exclamation et renoncements qui pré*parent d'autres compromis, d'au*tres asservissements à un groupe ou à un chef.

RAPHAEL SORIN.

★ AUTODISSOLUTION DES AVANT-GARDES, par René Lourau. Editions Galilée, 316 pages. Environ 73 F.



lettres étrangères

Mon stade est ma patrie

(Suite de la page 11.)

On sait les angoisses du récit américain : la peur de l'immensité, le sentiment de solitude, la sensation d'être étranger dans son propre pays et, pour vaincre ces inquiétudes, l'image de l'orphelin en quête d'un père réel ou spirituel, ou, à défaut, d'une mère. La quête conduit ici à un groupe de femmes d'un certain âge : vêtues de blouses blanches, elles enlèvent les vêtements de nos héros, les mettent au bain, lavent leur petit zizi, leur mettent des couches propres, les installent dans un lit à barreaux, leur donnent le biberon, etc. On leur chante une chanson, mais attention, s'ils veulent un air autre que celui qui est prévu, ce sera 98 cents en plus.

Les idéologies civilisatrices sont également passées à la moulinette. L'entraîneur de la Ligue s'en va en Afrique où il organise la première partie de base-ball jamais joué sur le continent africain entre des équipes indigènes. Des joueurs instinctifs, certes mais indisciplinés. Au nom de leurs droits culturels inaliénables, les nègres veulent généraliser la « glissade ». Pas question, réplique l'entraîneur, car, avec ces gens-là, quand on leur en donne long comme le doigt, ils en prennent long comme le bras. Pendu par les pieds, l'Américain est contraint d'assister à un match de base-ball à l'africaine.

Rien n'échappe à la verve carnavalesque de Philip Roth — et surtout pas l'idéalisme flamboyant qui engendre, à intervalle régulier, des accès de charité, suivis d'une remise au pas. Lorsque la Ligue recrute le premier nain dans l'histoire du base-ball américain, toute la nation se passionne pour la cause de ces êtres qui, « pour être petits, n'en sont pas moins des hommes ». Pendant ce temps, nègres, juifs et autres métèques sont maintenus à l'écart.

Puis ce sont les années 50 et la grande purge : on découvre l'existence d'une conspiration internationale pour détruire la Ligue. Les ennemis sont parmi nous. On s'aperçoit qu'ils vivent déguisés, les agents de Moscou, déguisés en capitaine, déguisés en joueurs professionnels, et même déguisés en propriétaires de clubs. Sur le ton cabaret. Tout cela est significatif à l'aube des années 80 où s'amoncellent les signes d'un nouvel essor du conservatisme américain.



* Dessin de D. Levine. Copyright Opera Mundi.

Le nouveau roman de l'auteur de *Portnoy* serait sur plusieurs registres, simultanément : c'est un manuel technique pour le base-ball, comme *Moby Dick* l'est pour la chasse à la baleine. C'est une allégorie, une variation sur une lettre, la lettre « R » — comme Ruppert, comme Romanichel — au même titre que l'est *la Lettre écarlate*. C'est une traversée — certes à reculons — de l'espace américain, comme le voyage de Huck Finn au pays des nègres. Et le roman américain — le Grand roman américain — est sans doute un mélange subtil de ces ingrédients que Roth traite, pour sa part, sur le mode de l'outrance, de l'ironie et de la tendresse tout à la fois. On songe à *Hellzapoppin*.

Dans un prologue à l'ancienne, Roth dit sa dette à Melville, Hawthorne et Mark Twain. A la différence de (Papa) Hem(ingway) rencontré toujours dans le prologue, par l'auteur présumé du livre, Philip Roth sait qu'il y a de grands romans américains, mais que le Grand roman américain n'existe pas. Hem, est-il raconté, s'avance vers l'opérateur de la Western Union et pointe son pistolet vers la mâchoire du jeune homme tremblant : *« A messieurs Hawthorne, Melville, Twain et James aux bons soins du département de littérature, collège Vassar, New York. Chers morts illustres : le Grand romancier américain, c'est moi. Signé, Papa. »*

PIERRE DOMMERGUES.

★ LE GRAND ROMAN AMERICAIN, de Philip Roth. Editions Gallimard, 500 pages. Environ 95 F.

Retour au romantisme

● *Une collection de littérature fantastique à l'Herne*

L'ANNEE dernière avec « Le romantisme noir » (1), *les Cahier de l'Herne* rompaient avec la tradition de l'ouvrage consacré à un seul personnage. Ils proposaient un thème de réflexion : l'émergence de la littérature « gothique », anglo-américaine, à la fin du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècle. Contrairement aux niaiseries policières peuplées de cadavres transformés en spirites et dégoulinant d'hémoglobine, la vraie littérature fantastique transcende les limites d'un genre considéré par certains, à tort, comme mineur.

Ce dépassement de la frontière qui sépare, arbitrairement, la culture populaire de l'art raffiné, la vie quotidienne de son image « stylisée », devait aboutir aux écrits fabuleux d'un Poe, d'un Hoffmann, d'un Kafka, d'un Meyrink. Le retour au romantisme baroque ou gothique, l'engouement pour la littérature fantastique de qualité n'a rien à voir avec une attirance malsaine pour les productions alléchantes, prometteuses de « frissons garantis ».

Depuis quelques années déjà, l'idée d'une collection qui satisferait ce goût retrouvé pour le roman dit noir faisait son chemin à l'Herne. L'accueil chaleureux réservé aux cahiers « Gustav Meyrink » (2), en 1976, et « Mircea Eliade » (3), en 1978 (personne n'ignore aujourd'hui que l'historien des religions est aussi un conteur du fantastique), emporta finalement la décision de grouper et de faire connaître les auteurs moins illustres s'inscrivant dans ce courant littéraire. Après les étranges textes de jeunesse d'Eliade — *Mademoiselle Christina* et *le Serpent*, — voici deux auteurs oubliés : Raoul de Warren et Fitz James O'Brien.

***

Raoul de Warren a de lointaines origines irlandaises : il en garde le goût de la féerie et du secret initiatique. Né à Lyon en 1906, il fait de solides études d'histoire, de géographie, de droit, de sciences politiques, puis commence à écrire et publie en 1934 sa première nouvelle fantastique. Deux romans et quelques autres récits suivirent après la guerre, mais sans doute ne venaient-ils pas dans leur temps. Personne n'en parla, hormis quelques rares initiés. Après de longues années d'indifférence et d'oubli, avec la publication de trois romans importants, cet auteur, que certains n'hésitent pas à comparer à Meyrink, trouve enfin l'audience que mérite son talent.

La vision cosmique de Raoul de Warren s'exprime surtout dans *la Bête de l'Apocalypse* : un rêve touffu, dicté par l'inconscient, dans lequel le récit s'organise autour d'un naufrage qui se répète à des siècles d'intervalle. Comme si le temps, enivré par l'éternité, se mettait à tourner autour du même sinistre événement. Evénement singulièrement prophétique, car annonciateur de l'instant fatal où l'humanité, maîtresse enfin de sa destinée, découvre l'instrument terrifiant de sa perte, la force cachée dans l'atome.

Dans *l'Enigme du mort-vivant*, trois personnages qui s'ignorent, mus par une soudaine impulsion, se retrouvent dans une vieille église à Paris. Réincarnation, magie noire, envoûtements président à cette rencontre faussement fortuite sur laquelle plane, inquiétante, l'ombre du grand thaumaturge du dix-huitième siècle, le comte de Cagliostro. De l'énigme, décodée à la fin du roman, se dégage le thème du dédoublement si important dans la littérature fantastique. On retrouve le même sujet dans *la Clairière des eaux mortes*, texte resté jusqu'ici inédit : dans un décor d'hallucinations — forêt millénaire, eaux stagnantes, vieilles demeures mystérieuses, — les personnages se transforment et deviennent leur contraire, images en négatif, images spectrales sorties de la nuit.

Une intarissable faconde

Une nouvelle parue naguère dans un recueil chez Gallimard, quelques récits édités il y a trente ans chez Robert Marin, une biographie assez vague, c'est tout ce que nous savons, en France, de Fitz James O'Brien. Il est né en Irlande « vers » 1828. Il fait des études à l'université de Dublin. En 1852, émigré à New-York, il étonne par son talent extraordinaire, par son intarissable faconde : ses contes, ses poèmes, sont présents dans toutes les publications littéraires. O'Brien meurt jeune : la balle d'un Sudiste le tue à la fin de la guerre de Sécession, en Virginie, privant ainsi l'Amérique d'un écrivain aussi original que Poe, que Melville.

Loin des fantasmes de Scarlet O'Hara et de ses plantations, que nous raconte cet Irlandais curieux et têtu devenu un véritable yankee ? L'histoire d'un pensionnaire tranquille à New-York, dans une maison frémissant d'inexplicables présences qui lui feront perdre le sens de la réalité *(la Chambre perdue)*. La tragique destinée d'une épouse américaine, belle et très cultivée, qui s'identifie à Médée *(Médée)*. La passion d'un bricoleur de microscopes pour une étrange créature *(la Lentille de diamant)*. La fin horrible d'une armée de créatures maléfiques, automates minuscules en honneur au siècle dernier *(le Forgeur des merveilles)*. La puissance de l'hypnose, utilisée dans un dessein de lucre, qui conduit une enfant à la mort *(le Bohémien)*. Et comment ne pas croire aux revenants qui se promènent dans les récits intitulés *le Pot de tulipes* et *Qu'était-ce ?*

Le regretté Roger Caillois affirmait que le fantastique était à la fois la faiblesse et le châtiment des esprits forts... La découverte, aujourd'hui, de ces deux auteurs confirme que cette faiblesse est heureuse et féerique la sanction.

EDGAR REICHMANN.

★ LA BETE DE L'APOCALYPSE, de R. de Warren, roman. L'Herne, « les Livres noirs », 315 pages. Environ 50 F.

★ L'ENIGME DU MORT-VIVANT, de R. de Warren, roman. L'Herne, « les Livres noirs », 320 pages. Environ 52 F.

★ LA CLAIRIERE DES EAUX MORTES, de R. de Warren, roman. L'Herne, « les Livres noirs », 324 pages. Environ 53 F.

★ LA CHAMBRE PERDUE ET AUTRES RECITS, de F. J. O'Brien, traduit de l'anglais par Jacques Papy. L'Herne, « les Livres noirs », 275 pages. Environ 48 F.

(1) Voir « le Monde des livres » du 9 février 1979.

(2) Voir « le Monde des livres » du 23 juillet 1976.

(3) Voir « le Monde des livres » du 31 mars 1978.

Rituels et simulacres à l'anglaise...

DANS une banlieue anglaise, vit une famille comme les autres. Apparemment. Le père semble bien bizarre : bougon et ordonné, il a décidé de cimenter tout son jardin pour faire plus propre. Il meurt avant d'avoir pu achever son projet. Sa femme reste seule avec quatre enfants à charge : Julie, dix-sept ans, Jack — le narrateur, — quinze ans, Susan, une sœur cadette, et le petit Tom, six ans. Protection illusoire, car cette mère ne tarde pas à tomber malade et meurt à son tour, dans son lit. Que faire ? Les quatre enfants qui redoutent l'orphelinat décident de l'enterrer à leur façon : dans la cave, au fond d'une grande cantine remplie de ciment.

Tel est le point de départ de l'étrange roman de Ian McEwan, *le Jardin de ciment*. Notons que cette entrée en matière ressemble curieusement au roman de Julian Gloag, publié en 1964 chez Gallimard, *le Tabernacle*. On y voyait, de la même façon, sept enfants enfouir dans le jardin leur mère décédée, pour éviter toute intrusion du monde extérieur et édifier sur sa tombe une cabane qui devenait le lieu d'un culte secret et fervent. Coïncidence ?

Une atmosphère ironiquement déliquescente

Quoi qu'il en soit, le roman de Ian McEwan impose très vite une atmosphère insolite, ambiguë, qui va des froides retombées d'un humour grinçant jusqu'aux parages de la cocasserie morbide et de l'horreur. Nous entrons avec lui dans une suite de rituels et de simulacres qui aident les enfants à survivre tant bien que mal en marge des normes.

Chacun d'eux, pourtant, domine son angoisse à sa façon : Susan tient un journal intime où elle correspond avec sa mère ; le petit Tom, las d'être battu à l'école, se déguise en fille et régresse vers l'âge des nouveau-nés ; Jack se tient volontairement malpropre et s'adonne avec frénésie à la masturbation. Quant à Julie, l'aînée, elle joue les coquettes avec un joueur de billard professionnel, Derek. Aucun d'eux, quels que soient leurs heurts et leurs complicités qui vont jusqu'aux caresses incestueuses, ne rompt cette solidarité tant soit peu malsaine. Malheureusement, Derek est un peu trop curieux et, si les tombeaux ferment mal, le ciment peut avoir, lui aussi, d'impardonnables fissures...

Ecrit tantôt sur un ton amèrement goguenard, tantôt avec l'implacable minutie d'un rapport d'enquête, mais toujours avec une remarquable maîtrise, *le Jardin de ciment* exerce une sorte d'envoûtement sur le lecteur. Un premier roman où l'auteur se révèle un maître-alchimiste en atmosphère ironiquement déliquescente.

PIERRE KYRIA.

★ LE JARDIN DE CIMENT, de Ian McEwan, traduit de l'anglais par Claire Malroux. Le Seuil, 194 pages. Environ 45 F.

هكذا من الأصل

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

Roman-reportage

de Poirot-Delpech

IV. – Le ch'maître de maison

RESUME DES CHAPITRES PRECEDENTS. — A la recherche de sa fille, enlevée par un jeune Algérien, le docteur Rieux découvre Oran by night, en même temps qu'un émigré facétieux, Saïd, et se souvient d'une robe jaune à bretelles.

Jeudi 21 août.

« Huit mètres trente que multiplient trois mètres quatre-vingts ? »

Rieux pose quatre et retient deux. Sa main en sueur colle au cahier où il aligne ses chiffres. Entre deux opérations, il lève les yeux à la recherche d'un signe que la chaleur suffocante va lâcher prise. Rien, pour l'instant, n'annonce la délivrance. L'horizon est cerné de montagnes rases, couleur de mâchefer en fusion. Au pied de la terrasse dont il achève le relevé, le bourg de Mansourah semble un plan sans relief, tant le soleil tape droit. Pas trace, au revers des rues, de ces filets d'ombre fraîche et indigo dont son père rehaussait ses aquarelles, en clignant de béatitude sous son canotier... Rien que des cubes grisâtres, que quadrillent des avenues poudreuses de western, et que flanquent les quilles crayeuses des minarets. Le muezzin sur cassette vient d'appeler à la prière de treize heures trente. Dans l'air torsadé comme à la bouche d'un four, on n'entend que le pas menu des ânes rapportant des citernes l'eau que les moteurs de la ville, en panne, ne pompent plus, le rire d'une boîte de conserve disputée par une nuée d'enfants pieds nus, et le nasillement des transistors montant des courettes carrelées d'où les femmes en robes de fête, sitôt qu'on surprend leur affairement, regagnent leurs cagibis de nuit.

Tahar Kheddad se redresse, poings sur les hanches, et dévisage son « entrepreneur » :

« Che qui nous fait combien en ch'mètres carrés ? », demande-t-il avec un étrange accent de ch'nord.

Rieux essuie une goutte de sueur au bout de son nez. Ses oreilles bourdonnent. Il se sent comme un gosse de onze ans en composition de calcul. L'absurdité de la situation ne lui apparaît plus : elle l'abasourdit. *« Si mes externes de l'hôpital me voyaient ! »* murmure-t-il ; puis, imitant le ton d'un lunch de mariage à Passy, avec un rire nerveux : *« Je vous présente le beau-père de ma fille ! »* Le père d'Omar lui sourit de toutes ses dents crénelées de métal. Depuis ce matin, l'homme répond à ses signes d'anxiété par ce sourire muet, doux, inépuisable.

Saïd et Rieux n'ont pas eu de mal à trouver « Monsieur Kheddad ». A l'aube, un car les a amenés d'Oran à Tlemcen, et ils ont gagné Mansourah en stop. Quoi qu'en ait dit l'ingénieur péremptoire du ferry, *« toute l'Algérie »* n'est pas en train de se *« surélever d'un étage »*. Une trentaine d'enfants ont escorté les deux « étrangers » vers un des rares chantiers de la ville. Au pied de l'échafaudage branlant où trois maçons maniaient la truelle, le ch'maître de maison a souri. La femme de *La Cailloie ne s'était pas trompée* : Tahar Kheddad avait bien un fils Omar, étudiant à Aix. Père de onze autres enfants restés à Lens, il mettait ses économies de trente ans à la mine dans ce cube de ciment, habitable l'an prochain. Il n'est pas sûr que sa famille, venue l'été passé, voudra revenir dans ce pays torride, jugé sans attrait par les enfants ; et lui-même n'est pas certain d'y prendre sa retraite *prochaine. Mais il a voulu se préparer* cette *« base de repli »* au cas où *« en France, ça n'irait plus pour nous »*.

الغريب

Dans le car de Tlemcen, Rieux a fini par confier à Saïd la vérité sur son voyage et son intention d'« observer » le père d'Omar, sans plus. Il a été convenu qu'ils ne feraient que le *« saluer au passage de la part de ses cousins de La Cailloie »*. Kheddad s'est montré très touché de la démarche. Il a aussitôt mis Rieux à contribution. Son entrepreneur étant venu *se faire payer, et lui-même ne sachant* ni écrire ni compter, il s'agissait de relever et de calculer les surfaces de ciment fournies. L'opération a duré deux heures, en plein midi. Titubant de chaleur, Rieux s'est acquitté de sa tâche en luttant par un zèle enfantin *contre les larmes de fatigue* qui lui montaient aux yeux. Par une solidarité instinctive, il tentait d'avantager le ch'maître de maison, qui n'en demandait pas tant et prenait le parti de l'entrepreneur contre lui. Saïd, aussi, semblait lui donner tort, et s'amuser de lui, dans des *a parte* en arabe.

Démentant tous les préjugés de Rieux sur la palabre orientale en affaires, les deux hommes tombent d'accord sans un mot. Ce sera six millions anciens de fournitures, et autant de main-d'œuvre. Le paiement a lieu de suite, chez le *voisin, Rachid, cousin de Kheddad*. Des femmes ont servi le thé à la menthe, et fui derrière des rideaux à fleurettes roses. La pièce en béton brut ne reçoit de lumière que d'une lézarde au toit. Deux lits de camp et un téléviseur grand écran composent tout le mobi*lier, à même la terre battue. Kheddad* sort d'une valise effondrée des liasses de dinars, pour la moitié de sa dette. L'autre partie sera payable Dieu sait où, dans Dieu sait quelle monnaie.

L'entrepreneur range l'argent dans un carton à chaussures, et s'en va. Dans l'ombre, Rieux a suivi la transaction en songeant à son poids de peine. Avec ce carton plein de billets huileux, s'éloigne le fruit d'une vie entière, à un kilomètre sous les brumes du Pas-de-Calais !

« Ici, un chômeur parisien est un seigneur, confie Saïd à Rieux. *Il peut faire bosser trois mecs rien qu'avec son ASSEDIC ! »*

« Et si l'entrepreneur a compté trop ? », s'inquiète Rieux.

Kheddad avale son thé d'un trait :

« Allah le punira ! »

الغريب

Plus tard, quand les trapèzes d'ombre commencent à pousser au détour des maisons, Saïd, Kheddad et son cousin Rachid entraînent Rieux pour une promenade dans les rues de Mansourah. A la sortie, vers le col d'Hafir, *sur un remblai d'ordures que les émi*grés du cru ont baptisé la « porte de la Chapelle », des contrebandiers proposent des jeans et des grosses montres à quartz, passés par la proche frontière marocain.

« Les Marocains aiment bien ce qui se voit, plaisante Saïd. *Leur roi agite toujours sous les caméras un chrono de deux kilos ! »*

Matraque à la main, des dizaines de policiers surveillent le trafic sans l'interdire. Saïd se fait expliquer par Rachid à quoi correspondent les uni*formes bleus (police), verts (gendar*merie) et marron (gardes champêtres). Il trouve que c'est « trop ». Il s'indigne que l'un des fonctionnaires injurie et maltraite un passant qui n'a pas ses papiers. La force lui paraît omniprésente. Il parle d'Etat policier, militaire.

« Il faut de l'ordre, explique Rachid dans un français que Rieux ne soupçonnait pas jusque-là. *C'est dans tous les pays pareil. Votre Peyrefitte aussi, à ce qu'il paraît, oblige les gens à avoir des papiers sur eux ! Surtout s'ils sont arabes. »*

Plus loin, Saïd demande des journaux parisiens dans une espèce de confiserie croûlante, où pendent quelques magazines de tricot.

« Naturellement, rouspète Saïd, *il n'y a que le* Moudjahid, *qui va nous dire de redoubler de vigilance contre l'impérialisme et le sionisme international !... La vraie information, le pluralisme, ce sera pour quand la révolution aura triomphé de ses ennemis, c'est-à-dire jamais ! »*

« On ne peut tout faire à la fois, corrige Rachid. *Viens plutôt faire ton service et travailler chez nous, si tu trouves que ça ne va pas assez vite ! »*

الغريب

En une heure de balade, ils n'ont croisé que des hommes oisifs ; pas de femmes, sinon enveloppées de voiles et chargées comme des mules.

« Vous trouvez ça normal ? », demande Saïd.

Kheddad opine. C'est une des rai*sons pour lesquelles ses filles aînées* préfèrent Berck. L'été dernier, lorsqu'elles en ont eu assez de vivre cloîtrées et qu'elles sont sorties en jeans dans les rues de Mansourah, ce fut l'émeute. Rachid, lui, reste muet : on ne parle pas de ces choses-là.

Rieux se garde d'intervenir dans les affaires intérieures de ses hôtes. Epuisé, il traîne les pieds en pensant à Isabelle. Quelque chose lui dit qu'elle ne se pliera jamais à cet esclavage ; qu'il vit un méchant cauchemar. Il observe à la dérobée le père d'Omar, *qui se prépare une chique, tout en* marchant. Une envie de s'enfuir le saisit. Il parle de chercher un hôtel pour la nuit, de téléphoner d'urgence en France. On lui répond en riant très fort qu'il ne trouvera rien de tel à Mansourah, que rien ne presse jamais...

Retour devant le chantier de Kheddad, le cousin Rachid sort des cageots dans la rue. On s'asseoit en rond. Près de là, une camionnette vient de livrer *un mouton. La bête sera égorgée* le lendemain en vue d'une noce. Le promis est de Paris. Il est arrivé l'avant-veille. C'est sa mère qui a arrangé le mariage à distance. Il n'a pas encore vu sa fiancée. Il sait seulement qu'elle apportera trois millions *anciens en espèces, un collier d'or,* et une virginité que les vieilles voisines garantissent... Rieux ne peut cacher son effarement.

« Ce ne sont pas les hommes qui en ont décidé ainsi, n'allez pas croire, ironise Saïd. *C'est Dieu en personne ! »*

الغريب

Un fou de village passe. Un fou comme Rieux n'en a pas vu depuis la Salpêtrière, il y a trente ans : contor*sionné, le front cabossé,* les mains en éventail devant un rire hennissant.

« Encore une chance, ajoute Saïd, *que nous autres, arabes, nous n'ayons pas de libido ! »*

Rachid sort de chez lui accompagné de son père, en djellaba blanche, un lourd chèche au ras des sourcils, une canne sculptée au poing. Ils parlent en arabe à Saïd, qui traduit à Rieux :

« C'est décidé : nous restons coucher ici. »

« Mais... » La gorge de Rieux se noue.

« Refuser serait mal compris », conseille Saïd.

Kheddad, le « futur beau-père », prend des photos de son chantier au Polaroïd. Dans l'ombre de la maison Rachid, des gamelles tintent. Une femme sort en courant acheter des *pastèques. Le ciel se détache en rose* derrière le minaret, d'où va tomber l'appel à la prière du soir. Sur un âne arrêté, un enfant laisse bailler ses jambes talquées de son, et bâille. Le vieillard à chèche se penche vers Rieux. Il a travaillé en France de 1937 à 1952. Une question le démange :

« Que devient le Gaumont-Palace ?

— Démoli, annonce Rieux.

— Et qu'est-ce qu'il y a à la place ? »

Rieux réfléchit :

« Euh, rien. »

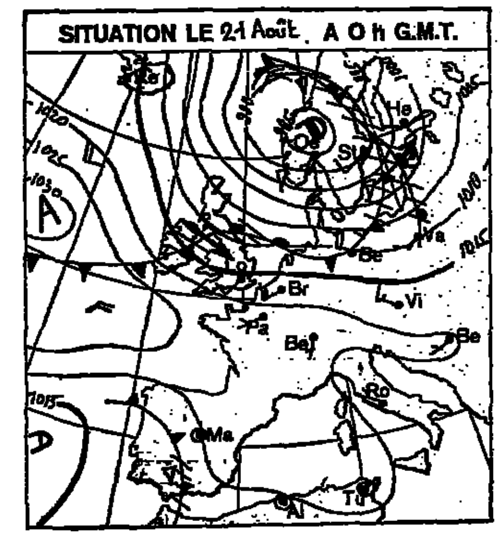
L'homme fixe le bout de la rue, où la montagne, enfin, cesse de flamber. Un rêve admiratif passe dans son *regard, que brouille une taie* :

« Cinq balcons, qu'il avait, le Gaumont-Palace ! Cinq ! »

Demain :

NUIT BLANCHE

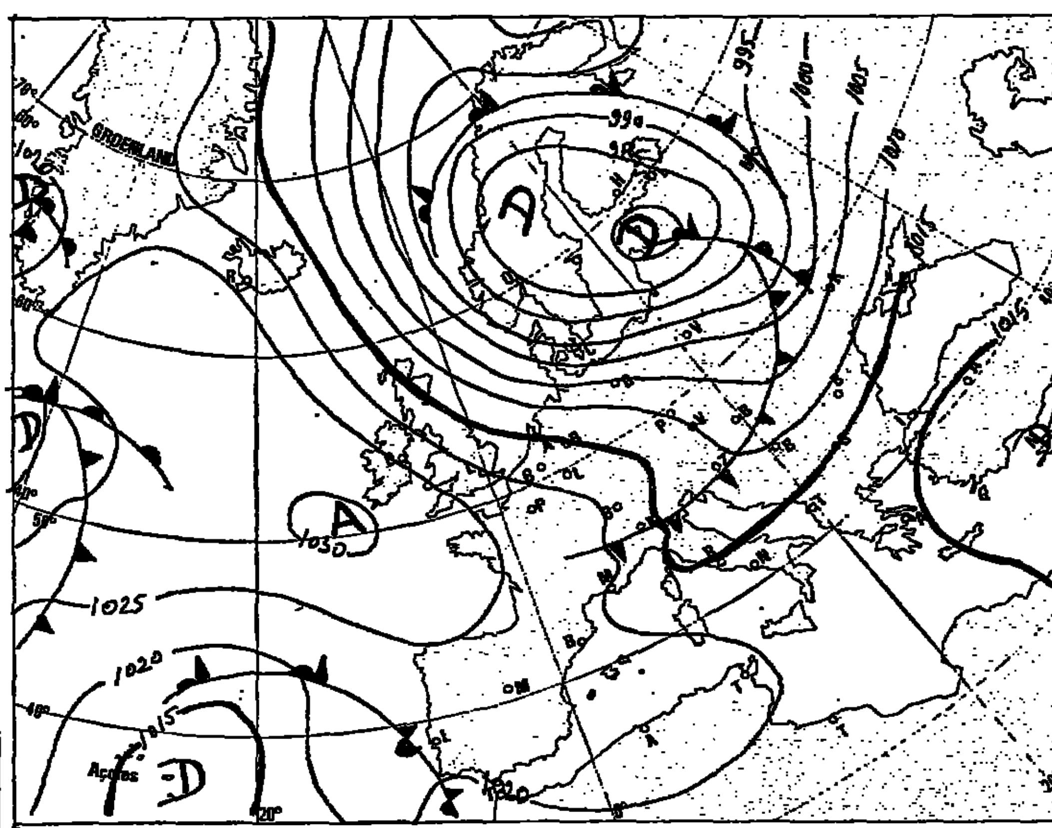
MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 22-VIII-80 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 22 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 août à 0 heure et le vendredi 22 août à 24 heures :

Les basses pressions de Scandinavie ne se déplaceront que très lentement vers l'est et les masses d'air un peu moins chaud qu'elles dirigent sur leur face occidentale pénétreront sur la France à l'arrière de la limite frontale des îles Britanniques qui sera peu active.

Vendredi, un passage très nuageux sera observé le matin sur le Jura, le nord des Alpes et du Massif Central où quelques faibles précipitations éparses pourront tomber, puis quelques éclaircies se développeront. Sur le reste de la France, le temps sera nuageux avec des éclaircies. Ces dernières deviendront plus belles près du golfe du Lion où les vents de nord se renforceront un peu et sur nos régions proches de l'Atlantique après des brouillards matinaux. Les températures maximales de la journée seront stationnaires ou en légère baisse.

Le jeudi 21 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 019,4 millibars, soit 764,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 août ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Ajaccio, 28 et 17 degrés ; Biarritz, 28 et 18 ; Bordeaux, 28 et 14 ; Bourges, 25 et 13 ; Brest, 22 et 13 ; Caen, 24 et 15 ; Cherbourg, 20 et 15 ; Clermont-Ferrand, 25 et 13 ; Dijon, 27 et 14 ; Grenoble, 27 et 15 ; Lille, 24 et 17 ; Lyon, 25 et 14 ; Marseille, 30 et 18 ; Nancy, 24 et 13 ; Nantes, 26 et 12 ; Nice, 26 et 20 ; Paris-Le Bourget, 26 et 14 ; Pau, 27 et 16 ; Perpignan, 33 et 18 ; Rennes, 26 et 12 ; Strasbourg, 26 et 14 ; Tours, 26 et 12 ; Toulouse, 26 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 35 et 20 degrés ; Amsterdam, 22 et 18 ; Athènes, 29 et 21 ; Berlin, 17 et 16 ; Bonn, 24 et 18 ; Bruxelles, 25 et 18 ; Le Caire, 33 et 21 ; îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 17 et 12 ; Genève, 27 et 13 ; Lisbonne, 29 et 20 ; Londres, 25 et 19 ; Madrid, 35 et 19 ; Moscou, 18 et 10 ; Nairobi, 23 et 9 ; New-York, 21 et 18 ; Palma-de-Majorque, 34 et 17 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 16 et 13 ; Téhéran, 38 et 21.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 21 août 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 27 février 1973 relatif aux diplômes nationaux de l'enseignement supérieur :

● Relatif à l'application de la loi du 6 juillet 1979 concernant les études médicales et pharmaceutiques ;

● Accordant un permis exclusif de recherches de mines.

DES ARRETES

● Portant fixation du prix de vente des alcools d'Etat ;

● Relatif à l'homologation des ceintures de sécurité pour les occupants adultes des véhicules à moteur.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 22 AOUT

« Sculptures et peintures romanes », 14 h. 30, entrée du *Musée des* monuments français, place du Trocadéro, Mme Saint-Girons.

« Art russe et religion orthodoxe », 15 h., 12, rue Daru, Mme Hulot.

« Du Tribunal de commerce au Palais de justice », 15 h., métro Cité, Mme Oswald.

« Manufacture des Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Camus.

« La basilique de Saint-Denis », 15 h., devant l'entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Faïences françaises », 15 h. 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

« Les hôtels du Marais », 20 h. 30, place de l'Hôtel-de-Ville (le Vieux-Paris).

BREF

EXPOSITIONS

LE CALENDRIER DES FOIRES ET SALONS. — *L'Union des foires* internationales vient de publier le calendrier des foires et salons pour les années 1981-1982-1983. Liste par pays, par villes, par spécialités, calendrier mural.

★ UFI, 35 bis, rue Jouffroy, 75017 Paris, tél. 755-99-12, 766-17-17, 763-78-74.

FORMATION PERMANENTE

CONSEILLERS ET CADRES DE P.M.I. — Le CEFAGI, association créée sur l'initiative du ministère de l'Industrie, de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, de la Confédération des petites et moyennes entreprises et du Conseil national du patronat français, organise du 6 octobre 1980 au 29 mars 1981 *un stage de formation pour dirigeants, ingénieurs,* cadres et assimilés ayant une expérience de plusieurs années en entreprises et s'orientant vers les postes de conseillers et cadres dans les chambres de commerce et d'industrie, les organisations professionnelles, les cabinets de conseils, les entreprises.

★ Réunion d'information le mercredi 3 septembre, à 9 h. 30, CEFAGI, 89, avenue Kléber, 75016 Paris, tél. 727-51-49.

INFORMATIONS « SERVICES »

ANIMAUX

Les secours d'urgence à Paris

Un de nos lecteurs parisiens ayant eu récemment à faire soigner son chien s'est livré à une petite enquête sur la façon dont fonctionne les services d'urgence à l'intention des animaux. Voici les renseignements pratiques qu'il a recueillis :

● **S.O.S. Vétérinaires**, 871-20-61 (Paris et proche banlieue) ; 602-45-07 (grande banlieue). Un vérérinaire vous donne, la nuit et les jours fériés, les coordonnées du vétérinaire de garde le plus proche.

● **Ambulances FARO**, 265-62-02, 61, rue d'Anjou, 75008 Paris. Le personnel donne les premiers soins et transporte l'animal chez le vétérinaire.

Sur les département : 75, 92, 93, 94 : 150 F et 180 F la nuit. Si le vétérinaire est à plus de 5 kilomètres, majoration de 30 F (chiffres de mai 1980).

● **Hôpital Frégl**, 264-83-80 ou 264-38-90. AMI VE TO, 15, rue André-del-Sarte, 75018 Paris.

Ouvert de 20 heures à 8 heures du matin ou la journée avec ordonnance spéciale d'un vétérinaire, ainsi que les dimanches et jours fériés.

● **LE SARU de Poissy** (Service animalier régional d'urgence), 979-37-24, 18, avenue des Ursulines, 78-Poissy.

Il a débuté son activité il y a quelques mois. Le SARU possède deux ambulances et rend service gratuitement, cependant une adhésion est toupour la bienvenue (50 F et 200 F). Des bénévoles (environ quatre-vingts personnes sur Poissy et sa région) se relaient pour assurer les permanences. Ils donnent les premiers soins (courte formation chez un vétérinaire). Les horaires : de 17 heures à 23 heures les jours non fériés. De 7 heures à 23 heures les jours fériés.

● **Ne pas oublier Police-Secours**, qui au 17 donne le numéro des ambulances animalières FARO.

AUTOMOBILE

VÉHICULE « ENLEVÉ »... COMMENT LE RETROUVER ?

Si votre véhicule ne se trouve plus à l'endroit où vous l'aviez laissé en stationnement, il peut avoir été simplement déplacé (pour des raisons de sécurité entre autres), avoir été enlevé (encas d'infraction grave au code de la route), ou encore avoir été volé.

Dans ces trois cas, adressez-vous au commissariat de l'arrondissement qui vous indiquera le lieu où se trouve votre véhicule s'il a été déplacé ou mis en fourrière, dans l'un des six centres parisiens : **Centre Bercy** : 18, boulevard Poniatowski, 75012 Paris ; **Centre Berlier** : rue J.-B.-Berlier, 75013 Paris ; **Centre Montparnasse** : 64, rue du Château, 75014 Paris ; **Centre Pantin** : rue de la Marseillaise, 75019 Paris ; **Centre Suffren** : Pont de Bir-Hakeim, 75015 Paris, tél. : 260-33-22, 277-11-00, 329-12-44 ; **Centre Pouchet** : 8 boulevard Bois-le-Prêtre, 75017 Paris, tél. : 224-10-16.

Les restitutions ont lieu de 6 h 30 à 23 h 30 ans interruption, du lundi au samedi inclus (mais les pré-fourrières sont fermées les dimanches et jours fériés).

Si votre véhicule n'a été ni déplacé, ni enlevé, vous irez déposer plainte pour vol au commissariat de quartier aux heures d'ouverture. En dehors de ces heures, vous pourrez déposer plainte au poste de police.

Après quarante-huit heures passées en pré-fourrière, les véhicules sont acheminés dans l'une des quatre fourrières de Paris. Cependant, les véhicules utilitaires sont conduits directement à la fourrière de Bonneuil-sur-Marne, 11, avenue de Poissy.

JEUX

« L'énigme attique »

Problème n° 23

Le sphinx, monstre fabuleux à corps de lion et à visage humain [à figure de femme selon certaines versions], pourvu d'ailes aussi paraît-il, fut envoyé par Héra contre la ville de Thèbes, capitale de ce qu'on appelait la Béotie [et non « la Boétie »... comme on entend dire parfois : La Boétie fut un écrivain du seizième siècle, ami de Montaigne]. Il ravageait le pays, dévorant les êtres humains, tuant les passants qui ne pouvaient résoudre les énigmes [du grec *aenigma* (discours obscur)] qu'il leur posait.

Lesdits passants ne devaient pas être difficile à « coller » si l'on considère les acceptions du nom commun *béotien* obtenu par antonomase : « ignorant, bête, fruste, grossier, inculte, lourd, borné... »

Œdipe, poussé par sa fatale destinée, arriva à Thèbes... et répondit aux questions. On sait ce qu'il advint ensuite. Quant au sphinx, de dépit, il se serait précipité du haut du rocher sur lequel il était perché. Une autre version déclare qu'il se serait jeté dans les flots. Mais d'autres sources disent que c'est Œdipe qui l'y aurait poussé, ou qui l'aurait percé de sa lance. Bref, la mort du sphinx est elle-même une énigme.

Le mot *attique* est utilisé dans notre titre à des fins calembouresques et n'implique pas que Thèbes, capitale de la Béotie, était dans la banlieue d'Athènes !

Voici, sous forme de petits poèmes, quelques énigmes anciennes soumises aux lecteurs-œdipes :

1) *Je suis dans le milieu du monde*
J'ai quatre pieds dans un tonneau
Je ne suis pas dans l'air, je ne suis pas dans l'eau,
Et cependant je suis dans l'onde.

2) *Je suis niais et fin, honnête et malhonnête,*
Moins sincère à la cour qu'en un simple taudis.
Je fais d'un air plaisant trembler les plus hardis.
Le fou me laisse aller et le sage m'arrête.

Je quitte mon éclat quand je suis sans témoins,
Et je me puis enfin vanter d'être la chose
Qui contente le plus et qui coûte le moins.

3) *Je suis en liberté sans sortir de prison,*
Je suis au désespoir sans quitter l'espérance ;
Quoique dans le péril, je suis en assurance ;
Je parais à l'armée et suis en garnison.

J'ai part, sans lâcheté, même à la trahison ;
Je sers à la richesse autant qu'à la souffrance ;
Je préside à la rime autant qu'à la raison,
Et, dernière faveur, je suis seconde en France.

Enfin, quelle est la particularité de ce texte un peu fou :

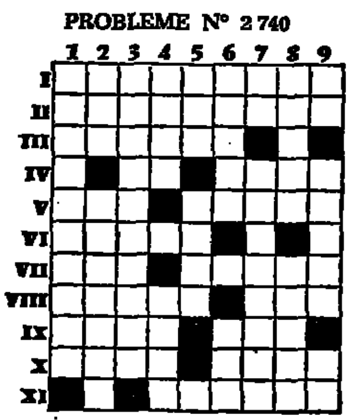
William et Sophie, sujets anglais, allèrent en kayak de Yarmouth (Grande-Bretagne) à Yokohama (Japon), en deux ans. Adeptes du zen et végétariens, ils n'absorbèrent, durant les vingt-quatre mois, que des algues et du fromage.

Que dire de plus de leur petit voyage ? Rien. Poséidon-Neptune fut bien gentil pour eux, et nul ouragan, nulle trombe, ne vint perturber leur navigation.

J.-P. COLIGNON.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 740



HORIZONTALEMENT

I. Ne sont jamais trop soutenues quand elles sont généreuses. — II. Nom qu'on donne à un cercle. — III. Qui n'a donc pas été satisfaite. — IV. Avant J.-C. ; Perdu quand on déménage. — V. Longue période ; Moment où l'on aime avoir un bon demi. — VI. Peut se dire pour un oui ou pour un nom. — VII. Lettres pour une grande école ; Est parfois très chou. — VIII. Sa valeur s'accroît quand elle est pointée ; Pronom. — IX. Chef de l'école ferraraise ; Circulent en Roumanie. — X. Ville de l'Orne ; Très dur. — XI. Que l'on a donc fait circuler.

VERTICALEMENT

1. Cris poussés parfois par des petits fous. — 2. Un étranger ; Sarrasin ou blé noir. — 3. Se termina à Jérusalem pour Chateaubriand. — 4. Peuvent être difficiles à porter quand ils sont trop chauds ; Comme la table quand on repart. — 5. N'est empruntée qu'en passant ; Souvent mauvaise quand on est patient. — 6. Impératrice d'Orient ; Poème. — 7. Mot d'enfant ; Evoquent un mont pour une prière. — 8. Pas dans le droit chemin ; Comme un article, parfois. — 9. Pronom ; Peuvent se déchausser quand elles sont fatiguées ; Règles.

Solution du problème n° 2 739

Horizontalement

I. Isolateur. — II. Manœuvre. — III. Bue ; Plaie. — IV. Et ; Vils. — V. Ce ; Aniers. — VI. Ira ; Us. — VII. Lin ; Style. — VIII. Lège ; Eues. — IX. Ill. — X. Tonnelets. — XI. Enée ; Unau.

Verticalement

1. Imbécillité. — 2. Sauterie ; On. — 3. One ; Angine. — 4. Lo ; Va ; Elne. — 5. Aepinus ; Le. — 6. Tulliste ; Lu. — 7. Evasé ; Yumen. — 8. Uri ; Râle ; Ta. — 9. Réels ; Es ; Su.

GUY BROUTY.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TRANCHE D'AOUT DES SIGNES DU ZODIAQUE

TIRAGE N° 44 DU 20 AOUT 1980

TERMINAISON	FINALES et NUMEROS	SIGNES du ZODIAQUE	SOMMES A PAYER (F.)
1	1 031	vierge	10 000
		autres signes	1 000
	22 101	taureau	100 000
		autres signes	10 000
2	0 672	vierge	7 000
		autres signes	700
	2 132	lion	7 000
		autres signes	700
	5 242	sagittaire	7 000
		autres signes	700
	06 092	poissons	100 000
		autres signes	10 000
	17 032	capricorne	100 000
		autres signes	10 000
3	03	tous signes	150
	4 373	poissons	7 000
		autres signes	700
	6 583	poissons	10 000
		autres signes	1 000
	30 893	balance	100 000
		autres signes	10 000
4	804	tous signes	300
	5 134	gémeaux	7 000
		autres signes	700
	0 084	capricorne	10 000
		autres signes	1 000
	6 374	sagittaire	10 000
		autres signes	1 000
	11 594	lion	100 000
		autres signes	10 000
	32 994	scorpion	100 000
		autres signes	10 000
5	5	tous signes	70
	875	tous signes	370
	1 005	capricorne	7 070
		autres signes	770
	1 095	balance	7 070
		autres signes	770
	1 745	verseau	10 070
		autres signes	1 070
	35 865	vierge	100 070
		autres signes	10 070
6	76	tous signes	150
6	265	tous signes	300
	6 425	bélier	7 000
		autres signes	700
	7 655	cancer	7 000
		autres signes	700
	9 226	scorpion	7 000
		autres signes	700
	9 736	cancer	10 000
		autres signes	1 000
	06 136	sagittaire	100 000
		autres signes	10 000
	11 856	gémeaux	100 000
		autres signes	10 000
	23 136	cancer	100 000
		autres signes	10 000
	25 686	verseau	100 000
		autres signes	10 000
7	67	tous signes	150
	937	tous signes	300
	6 387	taureau	7 000
		autres signes	700
	7 187	verseau	7 000
		autres signes	700
	7 587	taureau	10 150
		autres signes	1 150
8	38	tous signes	150
	928	tous signes	300
	1 168	bélier	10 000
		autres signes	1 000
	5 708	gémeaux	10 000
		autres signes	1 000
	7 658	scorpion	10 000
		autres signes	1 000
9	9	tous signes	70
	5 009	lion	10 070
		autres signes	1 070
	65 009	bélier	3 000 070
		autres signes	100 070
0	900	tous signes	300
	7 080	balance	10 000
		autres signes	1 000
	25 810	bélier	100 000
		autres signes	10 000

PROCHAIN TIRAGE : TRANCHE DES GÉRANIUMS LE 27 AOUT 1980 À CHATEAU-GONTIER (Mayenne)

LOTO TIRAGE N° 34 : 1 12 16 20 39 48 — NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 31

PROCHAIN TIRAGE LE 27 AOUT 1980 VALIDATION JUSQU'AU 26 AOUT APRÈS-MIDI

SPORTS

VOILE

LE VOILIER AUSTRALIEN BATTU PAR LE SUÉDOIS A NEWPORT

A la surprise générale, l'*Australia* a été battu mercredi 20 août dans la lutte qui l'opposait en rade de Newport (Rhode Island) au voilier suédois *Sverige*. Celui-ci a terminé cette régate de la Coupe de l'America avec une avance de 3 minutes 28 sec.

Australia ne mène donc plus que par deux victoires à une dans la demi-finale des challengers, à moins qu'il ne soit fait droit à la réclamation que les Australiens du Royal Perth Yacht Club ont déposée pour un refus de tribord.

Les Suédois qui avaient demandé mardi une trêve d'une journée, en avaient profité pour multiplier les essais en mer du lever au coucher du soleil.

Du côté américain, *Clipper*, barré par Russell Long qui avait été battu mardi par le voilier favori *Freedom* de Dennis Connor, a remporté les deux régates qu'il a disputées face à *Courageous* de Ted Turner, vainqueur de la Coupe de l'America en 1977.

TENNIS

LES TÊTES DE SÉRIE POUR L'OPEN DES ÉTATS-UNIS

Le Suédois Björn Borg et l'Américaine Tracy Austin ont été désignés têtes de série n° 1 par la Fédération américaine pour l'Open des Etats-Unis, dont le premier tour aura lieu mardi 26 août à Flushing-Meadow (New-York). Voici les têtes de série :

Simple messieurs : 1. Borg ; 2. McEnroe; 3. Connors; 4. Vilas; 5. Gerulaitis ; 6. Gene Mayer ; 7. Solomon; 8. Dibbs; 9. Fleming; 10. Lendl ; 11. Tanner ; 12. Clerc ; 13. Gottfried; 14. Fibak; 15. Noah; 16. Amaya.

Simple dames : 1. Tracy Austin ; 2. Martina Navratilova ; 3. Chris Evert-Lloyd ; 4. Evonne Goolagong-Cawley ; 5. Wendy Turnbull.

∴

Le docteur John Schaman, le médecin canadien qui suit Björn Borg depuis que la blessure au genou de celui-ci l'avait contraint à abandonner en finale du tournoi de Toronto, a déclaré, mercredi, que la souffrance du champion suédois avait été extrêmement vive et que ses chances de participer à l'Open des Etats-Unis étaient d'autant plus compromises qu'il est à présent victime d'une infection à la main droite.

∴

John McEnroe, souffrant de nouveau de sa blessure à la cheville, a été battu au cours du premier tour du tournoi d'Atlanta en deux sets (7-6, 6-4) par John Austin, un joueur non classé, le frère de Tracy Austin avec laquelle il avait gagné le double-mixte à Wimbledon.

A Mason (Ohio), Pascal Portes a battu Wojtek Fibak (7-5, 6-7, 6-2).

MÉDECINE

PUBLIÉE AU « JOURNAL OFFICIEL »

La réforme des études médicales institue le « résidanat » et modifie l'internat

Le « Journal officiel » de ce jeudi 21 août publie le décret, daté du 18 août, relatif à la réforme des études médicales. En préparation depuis plusieurs mois (« le Monde » des 23, 28 et 31 mai), ce texte définit, dans leurs grandes lignes, les modalités d'application de la loi du 6 juillet 1979, qui avait en son temps suscité de vives inquiétudes de l'ensemble des parties prenantes : en effet, le conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) et le conseil supérieur des hôpitaux, organismes consultatifs des ministères des universités et de la santé, avaient successivement rejeté le projet de décret dans la forme où il leur avait été présenté.

Le texte paru au « Journal officiel » ne comporte pas de modification de fond par rapport aux projets initiaux. Il organise le cadre juridique permettant à la fois d'instituer le « résidanat » — une formule nouvelle — et de modifier profondément l'accès aux diplômes de spécialités par une réforme de l'internat. Des arrêtés devraient, en septembre, fixer les modalités pratiques de cet ensemble de dispositions. Les pouvoirs publics ont néanmoins souhaité, en faisant paraître ce décret dès l'été, fixer les étudiants en médecine sur les modifications de leur cursus universitaire.

L'un des principaux points de l'actuel décret vise la création d'un cycle de formation spécifique d'une durée de deux ans destiné au futur généraliste : le « *résidanat* ». Actuellement, au terme du deuxième cycle des études médicales (D.C.E.M.), l'étudiant effectue une année de « *stage interné* », le plus souvent dans des centres hospitaliers de deuxième catégorie. Le « *résidanat* » augmentera d'une année la durée minimum des études médicales. Il comportera un enseignement théorique, dispensé par les unités d'études et de recherche (U.E.R.), et une activité hospitalière, analogue à celle des actuels internes, le tout complété par des stages extra-hospitaliers auprès de médecins généralistes ou d'organismes de santé publique. S'il ne tente pas sa chance au concours de l'internat, l'étudiant devient d'office un « *résident* », au terme de son D.C.E.M. et, deux ans plus tard, il peut exercer la médecine comme généraliste.

L'exercice de l'ensemble des spécialités — psychiatrie comprise — sera désormais soumis à la réussite au concours de l'internat nouvelle formule et à l'obtention, au terme de quatre ou cinq années de formation théorique et pratique dans les centres hospitaliers, d'un diplôme d'études spécialisées (D.E.S.). Le nombre des candidats autorisés à s'engager dans chacune des formations spécialisées de l'internat sera, dorénavant, fixé par la puissance publique. En même temps que disparaissent les certificats d'études spéciales (C.E.S.), qui, parallèlement à l'internat, conduisaient à l'exercice des spécialités, on assiste donc à la mise en place d'un contrôle et du nombre des praticiens spécialisés et de la nature de leurs activités.

Sélection

La réforme vise, entre autres, à permettre une meilleure adéquation des enseignements théoriques à la pratique médicale. Elle a, en outre, pour but essentiel de parvenir à une stricte maîtrise des effectifs médicaux en formation. Il s'agit, pour le ministère, après avoir fixé précisément le nombre global des étudiants admis chaque année à poursuivre leurs études, de diriger leur répartition sur le territoire et dans leu mode d'exrcice.

Le contrôle du nombre de praticiens existait déjà depuis 1971 avec l'instauration du *numerus clausus* et avec la mise en place du concours d'entrée en deuxième année du premier cycle des études médicales (P.C.E.M.). Le texte de la loi de juillet 1979 prévoyait, d'autre part, « *à titre transitoire* » pour les années 1980 et 1981, que « *la variation des effectifs globaux des étudiants admis à poursuivre leurs études au-delà de la première année du P.C.E.M. ne pourrait excéder 10 % par rapport à l'année antérieure* ». Récemment cependant (*le Monde* du 13 juin), M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, annonçait que ce pourcentage dégressif serait maintenu jusqu'en 1983 de manière que cinq mille étudiants seulement reçoivent un diplôme sanctionnant leurs études contre un peu plus de sept mille cette année. L'actuelle réforme ne devrait donc concerner qu'un effectif plus réduit que celui qui était initialement prévu. On précise, d'autre part, au ministère, que cette sélection ne devrait pas être appliquée de manière homogène sur l'ensemble du territoire. Le taux de réduction des effectifs serait, en effet, modelé selon les universités et les régions afin de tenter un rééquilibrage des densités médicales. C'est ainsi, par exemple, que dès la rentrée prochaine, le taux de réduction des effectifs sera plus élevé dans les unités d'études et de recherche (U.E.R.) méridionales que celui de la moyenne nationale.

Un dispositif incomplet

Au-delà des modifications concernant la formation du futur généraliste et les modalités du concours de l'internat, l'actuelle réforme des études médicales complète donc un ensemble de mesures qui permettent aux pouvoirs publics de réguler, dans le détail, les flux de médecins depuis leur entrée en faculté jusqu'à l'exercice de leur activité. Avec ce décret et les arrêtés qui le compléteront, ce dispositif de planification est désormais en place et prêt à fonctionner. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est, en l'état actuel, incomplet, notamment parce que le Conseil d'Etat n'a pu, lors de sa dernière session, en examiner toutes les dispositions.

L'ensemble de ces mesures ont été prises, M. Barrot l'a fréquemment souligné, afin d'établir une adéquation entre la formation des médecins et les besoins du pays, entre l'offre et la demande en matière de santé. Une fois que seront résolus les problèmes qui ne manqueront pas de se poser pour l'actuelle réforme (des difficultés, sont, par exemple, à prévoir dans le fonctionnement des services par suite de la réduction du nombre des médecins en formation dans certaines spécialités), il restera encore à s'attaquer au deuxième volet de cette réforme : la définition des besoins.

Des données seront sans doute obtenues pour la médecine libérale, par l'analyse des tableaux statistiques de l'activité professionnelle ou formulées, pour la médecine hospitalière, par les « commissions régionales » qu'institue la nouvelle réforme. Fourniront-elles à elles seules la totalité des renseignements nécessaires pour permettre une appréciation de ces besoins ? En toute hypothèse, elles ne constituent que des informations en provenance de la profession médicale, secteurs public et privé réunis. Peut-être conviendrait-il d'« affiner » cette appréciation des besoins en matière de santé, faute de quoi la quasi-totalité des mesures réformant les études médicales pourrait très vite n'apparaître que comme une tentative — réussie — de limitation des effectifs et, par là même, un essai de réduction des dépenses de santé.

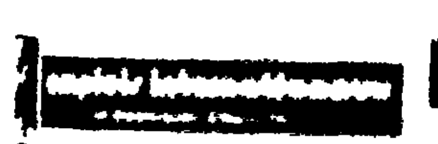
JEAN-YVES NAU.

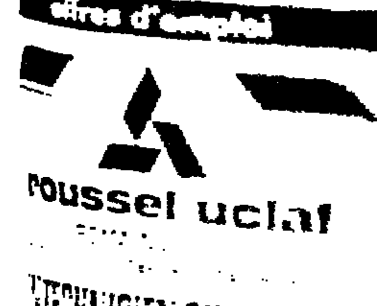
OCÉANOGRAPHIE

UN FESTIVAL « JEUNESSE ET MER » A DINARD du 29 août au 7 septembre

Le troisième Festival international Jeunesse et mer aura lieu à Dinard (Ille-et-Vilaine) du 29 août au 7 septembre. Le maire de la ville, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, et plusieurs associations sont à l'origine de cette manifestation, qui se propose de présenter la mer sous ses multiples aspects : sports nautiques, recherche scientifique, protection du littoral, littérature... Des expositions, des régates de planches à voile, des films, des initiations aux principaux sports nautiques et de nombreux spectacles de musique et de danse seront organisés à cette occasion.

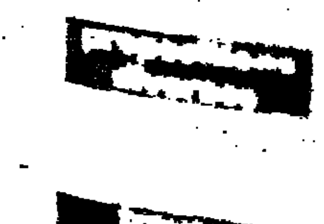
Outre M. Bourges, cette manifestation est parrainée par MM. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, Robert Galley, ministre de la coopération, et Aymar Achille-Fould, président de la mission interministérielle de la mer. Cinq pays doivent participer cette année à ce Festival : la France, la Grande-Bretagne, la Pologne, le Canada et l'Allemagne fédérale.

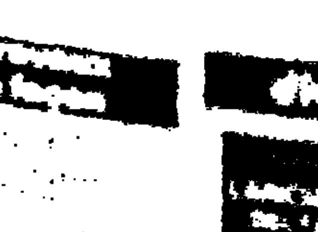




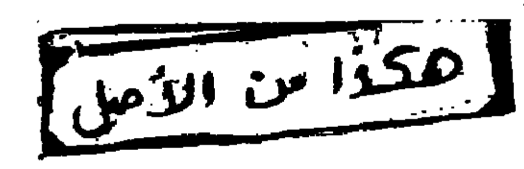












هكذا من الأصل

MÉDECINE

PRESSE

Plusieurs rédacteurs du bureau parisien du « Progrès » sont mutés à Lyon

De notre correspondant régional

Lyon. — Dix journalistes du bureau parisien du *Progrès de Lyon* ont reçu, début juillet, une lettre les informant de leur mutation à Lyon pour le début du mois d'août. Après des « demandes d'explication » formulées par les intéressés, huit nouvelles lettres signées par le P.-D.G. du *Progrès*, M. Jean-Charles Lignel, précisaient que « *faute de réponse avant le 15 août et faute d'avoir rejoint leur poste au plus tard le 31 août* », la direction se verrait « *dans l'obligation de (les) considérer comme démissionnaires* ».

Le bureau parisien du *Progrès* emploie actuellement quatorze journalistes. Trois d'entre eux sont affectés à la rubrique télévision du quotidien lyonnais. Ces trois emplois devraient être maintenus ainsi que celui d'une journaliste récemment nommée chef adjoint du bureau. Deux journalistes n'ont pas reçu de lettre fixant comme seule alternative la mutation ou la démission.

Les deux délégués syndicaux S.N.J. et S.J.F.-C.F.D.T. de la société Delaroche ont adressé une lettre détaillée et circonstanciée à M. Lignel. Bien que souhaitant une rencontre en vue d'élaborer une « *solution amiable* », les deux signataires ont essentiellement argumenté sur le terrain juridique. Ils estiment notamment que la jurisprudence assimile une mutation à une « *modification substantielle du contrat de travail* ». Dans ces conditions, une mutation imposée par l'employeur et refusée par le salarié équivaut à leurs yeux à un licenciement.

S'étonnant, d'autre part, du très court délai de vingt jours imposé à des journalistes, dont quatre d'entre eux « *totalisent entre vingt-deux et trente-cinq années de présence dans l'entreprise* », les syndicalistes fondent leur action sur le respect du code de travail et notamment de son article L. 122-12 qui garantit la permanence du contrat de travail en cas de continuation de l'activité économique.

Parallèlement à cette action syndicale, deux journalistes ont décidé de porter l'affaire devant les tribunaux.

Sur ce point précis, la direction a répondu par courrier le jeudi 21 août qu'elle maintenait le bénéfice des « garanties de ressources » pour les journalistes qui peuvent bénéficier de la préretraite. Cette mise au point par écrit devrait rassurer les salariés concernés, qui ne disposaient jusqu'à présent que d'informations officieuses. Par ailleurs, M. Roger Guitton, signataire au nom de M. J.-C. Lignel, actuellement en congé, écrit que les mesures de mutation respectent « *les dispositions légales et conventionnelles* ». Autrement dit, la direction du *Progrès* ne s'estime pas liée par les accords sociaux conclus entre les partenaires des anciennes sociétés de service de l'agence Aigles, ancien employeur, et la plupart des journalistes du *Progrès*. Enfin, M. Guitton propose aux représentants syndicaux une entrevue dès le début septembre.

CLAUDE RÉGENT.

● *Les Editions Des Femmes* viennent de publier un ouvrage intitulé *Mujeres de Nicaragua* (femmes du Nicaragua) sous la signature d'une Chilienne, enseignante associée à l'université de Paris-VIII (Vincennes), Mme Paz Espejo (225 pages).

NEUF MOIS APRÈS SA REPARUTION

Le « Times » est de nouveau menacé par une grève des journalistes

De notre correspondant

Londres. — Neuf mois après sa réparution à l'issue d'une suspension de publication d'un an, le *Times* risque de nouveau de ne pas paraître. En effet, pour la première fois dans son histoire, le *Times* est menacé d'une grève de ses journalistes. Après la décision de la direction de refuser l'augmentation de 21 %, recommandée par un arbitre indépendant, les membres présents du syndicat (N.U.G.) ont décidé, mercredi 20 août, à la nette majorité de 83 voix contre 37 (à noter cependant que le total des affiliés à la section du *Times* est de 280), de se mettre en grève à partir du vendredi 22 août. Les journalistes et la direction du *Times* ont cependant accepté de se rencontrer encore une fois sous l'égide des services officiels de conciliation. Mais, à moins qu'un accord de compromis n'intervienne dans les prochaines trente-six heures, le *Times* risque de ne pas paraître samedi 23 août. La direction pourrait certes utiliser des journalistes indépendants, non affiliés à une organisation professionnelle, mais les dirigeants du syndicat des ouvriers de la composition, eux-mêmes en litige avec la direction, ont laissé entendre que leurs adhérents ne tenteraient pas de franchir les éventuels piquets de grève des journalistes et qu'ils n'utiliseraient pas de copie rédigée par des « jaunes ».

Les journalistes du groupe *Times* se déclarent déçus et même irrités de l'attitude de la direction qui, après leur avoir imposé la formule de l'arbitrage, ignore l'« *obligation morale* » qu'elle avait contractée d'accepter les recommandations de l'arbitre. Selon le secrétaire général du N.U.G., l'attitude de la direction est « *immorale* » et « *cynique* ». Mais, dans leur lettre au syndicat les dirigeants du *Times* soulignent bien que, au terme de la procédure négociée au cours des mois antérieurs, l'arbitre ne pouvait faire que des recommandations aux parties, libres de les accepter ou non. Dans cette même lettre, elle donne les raisons de son refus d'aller au-delà de son offre d'augmentation de 18 %. La direction s'étonne que l'arbitre, le professeur Crossley, de l'université de Leeds, ait pu conclure que les journalistes n'avaient pas à tenir compte des risques financiers de l'entreprise.

Après avoir rappelé que le montant des salaires (40 millions de livres) représentait 45 % du coût de fabrication, la direction estime que, si les journalistes sont en droit de participer aux bénéfices qu'ils ont contribué à créer, il est normal qu'ils fassent preuve de modération dans leurs revendications lorsque les pertes augmentent. « *Aucun membre du personnel ne saurait faire abstraction des réalités économiques* », estime la direction du *Times*, faisant état de l'emprunt de 18 millions de livres qu'elle a dû contracter auprès du consortium Thomson, propriétaire, du groupe *Times* pour assurer la marche de l'entreprise en prévision d'une perte de 10 millions de livres pour l'année en cours. « *Ces chiffres ne sont pas fictifs*, souligne la direction, *et mettent en évidence que la situation est assez sérieuse pour menacer l'existence même de nos publications.* » La direction rappelle encore que les journalistes ont été augmentés de 45 % l'an dernier, en dépit des perspectives financières défavorables, et laisse clairement entendre que le consortium Thomson ayant des intérêts variés (pétrole, tourisme, etc.) pourrait désormais préférer investir ses capitaux dans des affaires plus rentables que celle d'une presse travaillant à perte.

D'autre part, elle ne manque pas de faire état de la baisse officiellement enregistrée du taux d'inflation et de la modération relative des revendications salariales dans d'autres industries.

Le syndicat estime que le loyalisme envers l'entreprise n'implique pas une approbation d'une décision qui a ignoré l'esprit sinon la lettre de la procédure d'arbitrage. Il souligne également que la différence entre les 21 % proposés par l'arbitre et les 18 % offerts par la direction représente une somme de 115 000 livres, « *une faible somme par rapport aux 40 millions de livres de pertes que la compagnie s'est infligée à elle-même par sa décision de suspension l'an dernier* ».

Le N.U.G. rappelle, enfin, que les demandes originales des journalistes du *Times* étaient de l'ordre de 35,2 %. Si les propositions de l'arbitre étaient acceptées la moyenne des salaires annuels des journalistes du *Times* passerait de 11 571 à 13 650 livres.

HENRI PIERRE.

ÉCHECS

VICTOR KORTCHNOÏ QUALIFIÉ POUR LA FINALE DU TOURNOI DES CANDIDATS

Les Noirs jouent et gagnent ! En remportant trois parties — les trois seules qu'il ait gagnées —, avec les Noirs, dans la demi-finale du Tournoi des candidats qui l'opposait, à Buenos-Aires, au grand maître soviétique Lev Polougaïevsky, le grand maître apatride Victor Kortchnoï a réalisé un exploit sans doute unique.

Rejoint *in extremis* par Polougaïevsky, qui égalisait à six partout *dans la douzième partie* du match, Kortchnoï, avec les Blancs, ne pouvait que faire nulle dans la treizième avant de forcer son adversaire à l'abandon dans la quatorzième partie et de se qualifier ainsi pour la finale sur le score de 7,6 à 6,5.

Dans la deuxième demi-finale du Tournoi des candidats, qui se dispute à Abano-Terme (Italie), les grands maîtres Lajos Portisch (Hongrie) et Robert Huebner (R.F.A.) sont toujours à égalité (4-4) après huit parties nulles.

● *Six cents joueurs* participeront au cinquante-quatrième championnat de France masculin, qui se déroule, jusqu'au 31 août, *dans le hall des sports de l'île* de Puteaux (Hauts-de-Seine). Les concurrents sont répartis en quatre tournois : « national », « accession classique », « accession ligue », « open ».

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux

les départements d'Outre-Mer

IRRIGATION SALES - AFRICA
International American Company with base in Europe requires experienced irrigation equipment sales person to sell agricultural and turf irrigation equipment and services. Extensive travel and fluent English with French mother tongue required.
Send C.V. to box 6.969, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Urgent, recrute pour **KADUNA** (Nigeria)
Deux couples professeurs certifiés (ou licenciés ou agrégés) en lettres classiques, anglais, maths, hist. - géo.
Envoyer C.V. et Tél.
No 2545 « le Monde » Publicité 5, r. des Ital., 75427 Paris C. 09.

POUR BAGDAD (IRAK)
Ingénieur Directeur travaux électricité. Expérience gros chantier. Très compétent. Bilingue anglais - 297-49-95.

RÉGIONALES

Fabricant produit gde consommation, lead. spiritueux, foies gras, rech. V.R.P. multicarte ou mandataire bien intr. circuit alimentaire. Envoyer réf. à HAVAS 47200 MARMANDE, ou téléphon. au (62) 29-21-55, H.B.

offres d'emploi

roussel uclaf
ROMAINVILLE
recrute pour son Centre de Recherches
UN TECHNICIEN CHIMISTE
possédant le BTS ou le DUT et une première expérience effective de l'analyse chimique par HPLC et CPV.
Anglais lu indispensable.
Ecrire à Service du Personnel et des Relations Sociales
102, Route de Noisy - 93230 ROMAINVILLE.

COLLEGE BANLIEUE SUD
recherche
PROFESSEURS
Allemand, Espagnol, Sciences Eco, Phys.-Chimie, Maths (2e cycle)
CONSEILLER PRINCIPAL
d'Education pouvant assurer encadrement internat.
Expér. pédagogique exigée.
Véhicule indispensable.
Tél. : 484-34-36/35-81
Collège International de BONNELLES
78830 BONNELLES

Saint-Pierre
Annexe classes préparatoires
13, rue de Toul
59046 LILLE CEDEX
contrat d'association avec l'Etat
recherche des professeurs et interrogateurs en Mathématiques, Sciences physiques, Dessin industriel
Programme des classes des Mathématiques supérieures et Mathématiques spéciales
Diplômes souhaités : CAPES, agrégation, diplômes d'ingénieur.
Adresser C.V. détaillé.

travail à domicile

Demande

Fcse, tril., prép. D.E.A. dact. m. électr. thèses et autres text. Tél. : 585-88-73.

enseignem.

Certif. Econom. du D.E.C.S. Révision intensive Paris, du 25-8 au 28-8-1980. AFEAGE - Téléph. : 755-60-27.

propositions diverses

Sculpteur cherche mécène ou commanditaire. M. FERRE Le Château, 07210 Rochesauve. Tél. (75) 65-00-87.

travaux à façon

Entreprise T.C.E.
tous travaux
— Plomberie ;
— Electricité ;
— Maçonnerie ;
— Peinture.
Délais 24 heures.
226-59-23 +

demandes d'emploi

Jeune fille, 21 ans, sérieuse, recherche emploi stable secrétaire médicale, expérience 2 a., à partir de septembre. Salaire minimum 3 500 F. Téléphoner après 20 heures au
473-99-40

CADRE DE DIRECTION
38 ans, universitaire, 4 langues. Expérience marketing. Publicité import-export, promotion des ventes, bonne connaissance des marchés Amérique latine et Sud-Europe.
RECHERCHE
poste direction cciale, gestion filiale ou poste à responsabilités
Libre à partir du 1er septembre. Ecrire no 6964 « le Monde » P. 5, r. des Ital. 75427 Paris C. 09.

Prof. certifiée lettres mod., 5 a. d'enseignement en collège et lycée, cher. à enseigner à Paris et banlieue proche pour rentrée 80 dans institut. privée. Tél. Mme COLIN : 790-02-43.

occasions

Pianos droits et à queue, épinettes et clavecins
VENTE EXCEPTIONNELLE
AOUT 1980
avant travaux liquidation partielle de stocks occasions exposition ou location vendus expertisés en l'état, prix sacrifiés, garantie et services assurés.
PIANOS MAGNE
Téléph. pour renseignements : 522-30-90

automobiles

vente

— de 5 C.V.

Vends L.N. 3 CV 1978 BLEU METALLISE 43 000 km, excellent état. Tél. 820-63-03, poste 235 B ou 670-25-48, après 18 heures.

8 à 11 C.V.

ALFA ROMEO GTV 2000 11 CV Année 1978 - 22.000 km Excellent état. 1re main Disponible début septembre Prix Argus à débattre. Téléph. : 542-03-26, apr. 18 h.

Urgent. Particul. vend Lancia Delta 1500, modèle 1981, bleu métall., jantes alliage, vitres teintées, radio F.M., 4.500 km, garantie usine. Prix : 47.500 F. Téléph. : 974-51-48, après 19 h.

divers

Venez essayer
LANCIA BETA III
DELTA 7-8 CV
A 112 - 4 VERSIONS
11, rue de Mirbel - Paris
336.38.35

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartem. vente

7e arrdt.

AV. CHARLES-FLOQUET
part. vd lux. 130m2 1.900.000 F.
Tél. : 734-56-48 de 11 à 14 h.

9e arrdt.

Square Montholon (près) luxueux 5 p., bel imm. pierre de t., chbre de serv., entrée partic. 1.500.000 F. T. : 878-97-52.

13e arrdt.

TOLBIAC - Gd standg, piscine, 3/4 p., cuis. équ., balc. 25 m2. Jolie vue. 680.000 F - 535-56-92.

14e arrdt.

EUROVIM PROPRIETAIRE
Maine-Montparnasse (150 m)
Luxueux et grand studio, idéal pied-à-terre ou placement d'avenir - 555-92-72

15e arrdt.

PASTEUR 4 P. Imm. récent. Double séj. + 3 ch., balcon, vue dégagée. 810.000 F. - Matin : 734-36-17.

16e arrdt.

PORTE D'AUTEUIL
Bel imm. pierre de t. Rez-de-chauss. s/large bd, très beau studio alcôve, gde entrée, cuis. équip., bains. Soleil. Impecc. Profession libérale possible.
H. LE CLAIR : 359-69-36

17e arrdt.

WAGRAM - PEREIRE
Pierre de t., original appt de 220 m2 environ + studio serv., poss. division 175 m2 + 45 m2 environ. Urgent - T. : 563-79-66.

78 - Yvelines

SAINT-NOM-LA-BRETECHE
PARTIC. VEND
dans petite résidence grand st. (pierre de taille) construite sur parc clos de 13 000 m2, appart. 85 m2 + balc. 9 m2, dble living, 2 ch., s. de b., w.-c., entrée, cuisine, cave. Près écoles, tennis, golf. Prix 510 000 F. Tél. 460-84-22, après 19 heures.

94 Val-de-Marne

SAINT-MAUR-DES-FOSSES
Beau 4 pièces, 3e étage. Cave. Garage. 450.000 F.
Tél. : 045-29-09 (H.B.)
058-28-98 Domicile

immeubles

9e - PROPRIETAIRE VEND ensemble ou séparément 2 studios et différentes surfaces de bureaux (300 m2 au total vide actuellement). Idéal placement. Bel imm. EUROVIM, 555-92-72.

locations non meublées Offre

Paris

PARIS 17e
Importante Société loue
SANS COMMISSION
dans immeuble bon standing
STUDIO 23 m2. Loyer 1.067 F Charges 274 F
2 PIECES 42 m2 Loyer 2.041 F
Charges 644 F. Parking 253 F.
S'adresser chez la gardienne : 38-40, rue Levis, Paris (17e)
Téléphone : 763-46-45

PARIS 12e
SANS COMMISSION
Importante Société loue dans immeuble récent bon standing
STUDIO 38 m2 Loyer 1.245 F Charges 345 F
2 PIECES 58 m2 Loyer 1.654 F
Charges 540 F. Parking 196 F.
S'adresser 220, rue du Faubourg-St-Antoine, de 9 à 12 h. et de 14 à 18 h. - 372-52-06.

locations non meublées Demande

Paris

EMBASSY SERVICE recherche POUR LOCATION OU ACHAT du Studio au 6 pièces Paris et ville en banlieue Ouest.
8, av. Messine (8e) - 562-78-99.

Médecin cherche local habitat. et professionnel 4/5 pièces. 1er arrondissement.
Ecr. s/no 6970, « le Monde » P., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09.

J.H. étudiant recherche pour rentrée scolaire chambre avec s. de b., quartier rue Saint-Guillaume, possib. 900 F mens. Durée 3 ans si convient. Ecr. no 584 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris, qui tr.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garantis 5.000 max. - 283-57-02.

Collaborateur du journal ch. à louer 2/3 pces, confort, Paris ou banl. Est (R.E.R.), 2.000 F net maxim. - Tél. : 883-18-14.

Cherche appartement (2 pièces minimum) dans PARIS, près Bois de Vincennes. (Loyer maximum : 1.500 F.) Téléph. : HELIAS, 840-29-51

constructions neuves

MONTMARTRE
1, AVENUE JUNOT
3 PIÈCES DUPLEX
Atelier d'artiste de 70 m2 dans ensemble résidentiel, haut standing. Habitable immédiat.
Prix : 1.350.000 F
Visite s/place tous les jours de 14 h. 30 à 19 h. (sauf dim.)
Téléphone : 606-31-38

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 PCES, LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - Tél. 285-11-08.

Couple canadien cherche un 3 pièces meublé. Gare de Lyon, Bastille, Nation, pour 4 mois. Tél. : 628-03-06.

appartem. achat

A NEUILLY S/LE BOIS - Je désire acquérir 160 à 250 m2. Ecr. à PASTEYER, l'antiquaire en immeubles, 7, r. Aguesseau, Paris (8e), qui visitera pour moi après le 7 SEPTEMBRE.

fonds de commerce

Cause démén., part. vend pas-de-porte tte propr., ts comm., centre ville Dijon, mag. excel. état 60 m2 arr.-bout. 35 m2, cave voût. amén., 35 m2, gren. Px à débattre 320 000 francs.
Tél. : 16 (80) 32-44-08 ou 31-20-49.

bureaux

CONSTITUTION de S.A.R.L.
TELEX Secrétariat téléphonique
Domiciliations artisanales et commerciales.
Tous services **355-17-50**

Votre SIÈGE SOCIAL
AV. SECRETARIAT TELEPH.
CONSTITUT. DE SOCIETES.
ACTE S.A., PARIS, 261-80-88, MARSEILLE (91) 93-11-13

Votre SIÈGE SOCIAL
BURX MEUBLES - TELEX
PARIS 8e - 9e - 15e
CONSTITUT. STÉS
Prix compét., délais rapides.
ASPAC 281-18-18 +

Œuvre missionnaire cherche bur. et logement (si poss. avec asc.) dans région sèche du Midi. Qui veut aider ? P.M.S.F. B.P. no 8 69630 CHAPONOST

VOTRE SIÈGE A PARIS
DE 90 A 300 F PAR MOIS
CONSTITUTION de SOCIETES
G.E.I.G.A.
56 bis, rue du Louvre, Paris-2e
Tél. : 296-41-12 +

villégiatures

CANNES (centre)
Studio près plage. Septembre, octobre - Téléph. : 344-39-81.

Ste-Maxime 83. Studio 4 pers. dans jardin, quinz., mois, du 1-4 au 30-10. Tél. heures repas (94) 96-22-95.

villas

PRES VERNON
Maison plain-pied 5/1.000 m2 terrain clos, hall, séjour, sal., 2 ch., cuis., bns, gren. aménag. Garage. A SAISIR 280.000 F. Ecrire : SOREIM, 680, plage de Bonnegrâce, 83140 SIX-FOURS, ou téléphoner au (94) 07-00-02.

3 km VERSAILLES
Villa plein Sud, 6.000 m2 de terrain. Séj. 50 m2, cuis., bur., 4 chambres, 4 bains, service, 2 garages. 1.730.000 F. 954-68-80

ANTONY - PARC DE SCEAUX
2, AV. DE L'ILE-DE-FRANCE
Pptaire vds belle villa, jardin, beaux arbres, 750 m2, 3 niv. au sol, 123 m2, 12 p., boiser., 3 bns, gar. Prof. lib. Vis. samedi 23 11 h. à 16 h. tél. soir 504-02-52.

Part. vd villa région Lot 300 m2 habitables, cuisine aménagée, 4 chambres, 3 s. d'eau, sej., 2 w.-c., parc 1 200 m2, jard. arboré, garage deux voitures. Px 700 000 F. Tél. (65) 36-83-48.

propriétés

Part. vd, Bordeaux, rue calme, mais. bourgeoise 8 p. en pierre. Garage, dépend., jdin s/700 m2. Prix : 80 Unités. T. : 381-00-98.

EXCEPTIONNEL
Près de SAINT-AFFRIQUE
Superbe ferme du 19e siècle en pierre bleue du pays, sur 5.000 m2 de prairie.
Vue magnifique, 10 pièces habitables. Gros œuvre bon état. Sanitaires à installer. Nombreuses dépendances.
Prix : 450.000 F avec 90.000 F à la réservation. - CATRY c/o Cab. Lallemand, 19, bd Gambetta, 30700 Uzès. (66) 22-43-44.

MARBELLA - Espagne. Part. vend hacienda sur 12.000 m2. Parc, pelouse, fruitiers. Vue magnif. s/mer. Luxueusement meublée, escaliers, salon, living en marbre, 5 ch., 4 bains, gde piscine. Garage 2 voitures. Dépendances, etc.
3,7 millions F - T. (56) 82-36-61.

pavillons

Près THOIRY - Part. vend sur 700 m2, maison meublée 60 m2, cft + dép. B.P. 435, 75016 Paris.

terrains

MORBIHAN OCEAN
terrain viabilisé boisé 2 500 m2, tennis, environnement très exceptionnel. BASTARD Manoir l'Annhovic 56370. SARZEAU. Tél. (97) 41-81-37.

domaines

Suis acheteur vaste DOMAINE bois et plaines 250 km maxim. Sud Paris.
Ecrire sous no 200.633, ORLET, 136, av. Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

échanges

Retraités, passez votre hiver (oct.-mars) en Provence, chez un part. en échangeant votre appartement de Paris ou banlieue Ouest, contre 135 m2, gd stand. pl. soleil, terrasse, centre Arles - (90) 96-04-07.

viagers

Vendre ou acheter un viager. Adressez-vous au spécialiste : ETUDE LODEL - 355-00-44

maisons de campagne

AVEYRON SUD
A moins de 2 h. Montpellier TOULOUSE et NIMES
PRES de NANT
Jolie maison d'artiste sur promontoire rocheux dans village classé, 3 p. habitables de suite, magnifiques combles à amén. Mini-jardin. Eau, électricité.
Px 169.000 F avec 34.000 F à la réservation.
A 25 km de SAINT-AFFRIQUE
3 bel. granges et leur bergerie sur 3.000 m2 de prairie en bordure de hameau. Vue magnif. Après travaux, ferait une très belle propriété campagnarde. Eau, électricité.
Prix incroyable : 129.000 F *avec 26.000 F à la réservation.* Et tout un choix dans l'Aveyron de petites maisons à moins de 150.000 F. - Pour visiter : CATRY c/o Cabin. Lallemand, 19, bd Gambetta, 30700 Uzès, Téléph. : (66) 22-43-44, H. B.

GARD
A moins de 2 h. de *Marseille* LYON et GRENOBLE, à 10' de l'autoroute :
PRES d'UZES
BELLE MAISON de VILLAGE entièrement rénovée et équip. Pierre de taille, cheminée, terrasse avec vue panoramique.
Prix just : 320.000 F avec 64.000 F à la réservation.
JOLIE MAISON de VILLAGE avec COUR et TERRASSE, rénovée et équipée + 300 m2 habitables. Prix intéressant : 350.000 F avec 70.000 F à la réservation.
POUR VISITER : CATRY c/o CABINET LALLEMAND, 19, bd Gambetta, 30700 UZES, Téléph. : (66) 22-43-44 H.B., (66) 22-21-95 H. Repas.

MAISON DE CAMPAGNE
à 90' de Marseille
SUD VENTOUX
Grande maison en pierre habitable en partie immédiatement gros-œuvre en bon état, comprenant : cuisine, séjour av. cheminée, 2 chbres, écurie, grenier à foin + grenier amén. cellier + nbreuses dépendances, jardin, potager et agrément + remise en pierre indépendante à restaurer. Eau, électricité, accès goudronné. Idéal retraite, vacances ou résidence second. Prix : 195.000 F. Ecrire : CATRY, 43, cours Estienne-d'Orves sous réf. R.070. 13001 Marseille ou Tél. : (90) 89-35-40.

SAINT-NOM-LA-BRETECHE
Maison rurale 8 p., cave anc. grange à aménager, 160 m2 terrain 300 m2. Tél. 460-80-42.

fermettes

RÉGION de GIEN
Sur 4.000 m2 dans un site agréable
Fermette rénovée avec goût dans le style solognot composée d'un grand séjour, salle à manger, salon de 7,5 × 10 avec très belle cheminée, poutres apparentes, loggia de 3,5 × 6, office 2,60 × 4,70, 3 chambres, cuisine, salle de bains, wc, chauffage central mixte (mazout/bois). Garage et multiples dépendances.
Prix : 650.000 F
S.I.T.E.
5, rue Michel-Servet
18000 BOURGES
TELEPH. : (48) 24-77-14

économie

La marine nationale prête à intervenir dans le conflit des marins-pêcheurs

• Fos bloqué à son tour • Les syndicats sont décidés à élargir le conflit

Déçus par l'échec des négociations avec les armateurs et les pouvoirs publics, irrités par les déclarations de M. Raymond Barre, les marins-pêcheurs maintiennent partout leur blocus des ports de pêche, de plaisance et de commerce. Ils l'ont même renforcé en occupant le chenal conduisant aux darses de Fos-sur-Mer et celui menant à Rouen. Des incidents les ont opposés en différents endroits aux plaisanciers et la tension monte de jour en jour.

Ce sont assurément les conséquences du blocage des grands ports de commerce qui sont les plus dommageables. Plus de cinquante bâtiments de tous tonnages attendent au large et environ quatre-vingts autres sont immobilisés le long des quais. Les armateurs de la marine de commerce, qui qualifient leurs pertes d' « incalculables », ont été reçus mercredi 20 août par M. François Essig, directeur de la marine marchande, à qui ils ont demandé que « des mesures soient prises pour que soit respectée la loi dans les ports français ».

En effet, sur l'ensemble du littoral, la situation était jeudi en fin de matinée pire que celle de la veille. A Dunkerque, les marins-pêcheurs ont laissé débarquer la cargaison de bananes arrivant des Antilles et que leurs collègues du Havre avaient refusé d'accueillir, mais le barrage a été immédiatement refermé. A Boulogne, marins-pêcheurs et transporteurs routiers, après une réunion fort houleuse, ont passé un accord : seuls seront embarqués les camions portant des denrées alimentaires autres que du poisson, bien entendu. En revanche, les camionneurs s'engagent à bloquer les frontières en cas d'importation de poisson.

Au Havre, où l'on fait les comptes, le directeur du Port autonome estime que 600 000 tonnes de marchandises ont été détournées, 45 000 passages de touristes annulés et 5 000 journées de travail de docker perdues depuis le début du blocus. La raffinerie de la C.F.R. ne peut plus exporter ses productions et elle envisagerait de fermer plusieurs de ses unités la semaine prochaine si le port reste clos. Aussi le directeur du Port autonome a-t-il engagé une action devant le tribunal correctionnel contre les trente-deux chalutiers qui ferment les passes. Il leur réclame 1,5 million de francs d'indemnités « à titre de provision ».

Cette réaction ne paraît guère intimider les pêcheurs. Ceux d'Honfleur ont au contraire, mercredi après-midi, tendu un câble de 200 mètres en travers du chenal qui mène à la basse Seine, bloquant ainsi Port-Jérôme, Rouen et même Paris. Une quinzaine de chalutiers montent la garde à proximité du câble. Cela n'a pas empêcher trois cargos de forcer le passage jeudi matin 21 août. A la suite de cet incident, les marins-pêcheurs ont levé le barrage et regagné le port de Honfleur.

A Cherbourg après l'évacuation des six mille touristes britanniques, le blocus a été rétabli. Hôteliers et restaurateurs se désespèrent de voir leur saison gâchée. Quant aux routiers français, britanniques et espagnols dont les camions chargés de fruits attendent un embarquement, ils manifestent un vif mécontentement. Une cinquantaine d'entre eux ont bloqué mercredi après-midi le centre de la ville avec leurs véhicules.

En Bretagne, la situation demeure inchangée. Seul le port de Roscoff s'est entrouvert mercredi pour laisser débarquer les passagers et les voitures d'un car-ferry qui attendait en rade depuis quarante-huit heures.

A Saint-Nazaire, on commence à s'inquiéter pour l'approvisionnement de la raffinerie de Donges — la plus importante de la façade atlantique française. Si le blocus devait se prolonger au-delà d'une dizaine de jours certaines unités devraient cesser leur travail.

Un souci identique anime les responsables des ports de Fos-sur-Mer et de l'étang de Berre. En effet une douzaine de barques de pêche barrent le canal de Caronte, fermant ainsi le passage vers les raffineries de la Shell et de la C.F.R. Une douzaine de chalutiers ont d'autre part jeté l'ancre en travers du chenal qui permet aux grosses unités d'accéder aux darses de Fos. D'autres encerclent les remorqueurs. Plusieurs super-pétroliers sont ainsi bloqués en rade.

Les diverses raffineries de la région ont en stock 4,5 millions de tonnes de pétrole, 6 millions de tonnes de gaz et 1,5 million de tonnes de produits raffinés. Elles peuvent tenir plusieurs jours mais elles sont en tête des pléoducs alimentant la vallée du Rhône, l'Alsace, les forces de l'OTAN et le Sud de l'Europe. Aussi les bâtiments de la flotte de guerre de Toulon ont-ils reçu un ordre de réquisition du préfet. Certaines unités ont appareillé et se tiennent prêtes à intervenir. De leur côté les pêcheurs de Martigues attendent des renforts venant du Grau-du-Roi et de Sète.

Après l'échec de la réunion chez le ministre des transports

Séances de travail dans les préfectures côtières en fin de semaine

« Je suis déçu ». « Nous sommes déçus ». M. Le Theule et ses interlocuteurs du bureau du comité central des pêches maritimes (C.C.P.M.) ont trouvé les mêmes mots pour qualifier leur rencontre du mercredi 20 août.

Pourtant, on aurait pu penser que trois heures de discussion entre le ministre, ses collaborateurs chargés du dossier « pêche », et les responsables syndicaux de la profession (C.F.D.T., C.G.T., Fédération des syndicats autonomes, Union patronale des armateurs) auraient pu déboucher sur un résultat concret, aussi mince soit-il. Il n'en a rien été. Ce fut un véritable dialogue de sourds.

Les pêcheurs — unis pour l'occasion — ne voulaient débattre que de l'abaissement du prix du carburant. Ils demandaient en fait que le gazole leur soit facturé en fonction de ce qu'ils peuvent payer, quatre-vingt centimes, disaient-ils. Le manque à gagner pour les pétroliers (deux cent cinquante millions de francs, a calculé le ministère) aurait été compensé par une légère augmentation (moins d'un centime par litre, disent les armateurs), pour les autres utilisateurs de fuel et d'essence. M. Le Theule refusa, de manière très ferme, une telle solution, comme d'envisager une aide supplémentaire au carburant.

Le ministre aurait souhaité débattre de mesures concrètes en faveur de la commercialisation du poisson et améliorant le contrôle des importations, tout cela étudié port par port. Il n'a pas caché que, pour ce faire, il disposait du budget de l'Etat...

Ses interlocuteurs n'ont pas voulu s'engager dans une telle voie. M. Le Theule n'en est pas moins décidé de poursuivre dans cette idée. Les préfets présideront le samedi 23 août des réunions, département par département, pour étudier les difficultés des pêches locales et prévoir des solutions. La synthèse sera faite au conseil des ministres de mercredi prochain.

A la sortie de cette réunion (inutile ?), M. Bernard Dubreuil, administrateur en chef des affaires maritimes, président du C.C.P.M., déclara, au nom de l'ensemble de la délégation, le « *grand scepticisme* » de celle-ci devant les projets ministériels. Micros et caméras firent voler en éclats la belle unité de façade, chacun tenant, malgré les engagements pris, à faire son propre commentaire. Tous se retrouvèrent quand même d'accord pour demander à leurs mandants de « *continuer l'action* ». La plus belle formule revint au porte-parole de la C.F.D.T. : « *Nous demandions un canot de sauvetage, on nous a proposé un matelas pneumatique.* » — Th. B.

L'EFFET DE SURPRISE

On attendait les chars russes, c'est la marine française qui fait mouvement : effet de surprise totale. Le gouvernement qu'on disait endormi sous ses parasols, « loin de tout ça », vient de faire preuve d'une étonnante finesse stratégique.

Espérons que les marins-pêcheurs français ne se prendront pas pour les ouvriers de Gdansk, sinon on va au massacre.

J.-P. Q.

UNE LETTRE DU MINISTRE DES TRANSPORTS AUX COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

M. Le Theule a rendu publique ce mercredi matin une lettre qu'il a adressée le jeudi 14 août à M. Gundelach, vice-président de la commission des Communautés européennes chargée du dossier de la pêche. Le ministre des transports insiste ainsi sur la responsabilité de Bruxelles, où une réelle politique commune n'a pu être mise en place, dans la crise de la pêche française.

Il rappelle que, selon la France, l'avenir des pêches européennes implique « *la liberté d'accès dans les eaux communautaires, la juste répartition des quotas entre les Etats membres, les mesures de conservation qui assurent le renouvellement du stock halieutique, mais qui tiennent compte aussi des réalités économiques et sociales des zones littorales* ». Il ajoute qu'il a le sentiment que la préparation du prochain conseil des ministres des pêches, qui devra mettre en place cette politique communautaire, n'est pas menée « *avec la célérité et la vigueur nécessaires* ».

● *Six thoniers français et deux thoniers espagnols* ont été arraisonnés vers le 10 août à Nouadhibou, dans le nord de la Mauritanie, a-t-on appris ce mercredi 20 août à Dakar. Leurs équipages sont accusés d'avoir pêché illégalement dans les eaux territoriales mauritaniennes. Leur matériel a été saisi, et une forte amende leur est réclamée. — *(Reuter.)*

M. RAYMOND BARRE : le gouvernement appelle les marins-pêcheurs à prendre une juste conscience de l'intérêt national.

Les services du premier ministre ont publié le communiqué suivant :

Depuis plusieurs jours, un grand nombre de ports français subissent dans leur trafic de graves perturbations provoquées par les interventions des marins-pêcheurs qui bloquent leur accès. Cette situation a déjà porté atteinte aux activités de commerce, de tourisme et de transport de voyageurs. Depuis quelques heures s'y ajoutent des tentatives de blocage du port pétrolier de Fos-sur-Mer. Tous les Français comprendront que le gouvernement ne puisse tolérer une telle escalade qui met en cause l'approvisionnement pétrolier du pays en risquant de paralyser sa vie économique. Les marins-pêcheurs peuvent faire usage du droit de grève reconnu par la Constitution, mais ce droit ne les autorise pas à arrêter le trafic des ports de commerce et les activités autres que celles de la pêche. Le libre fonctionnement des grands ports est une obligation de service public dont le gouvernement assume la responsabilité. C'est pourquoi le premier ministre a invité les ministres des transports, de l'intérieur et de la défense à prendre les dispositions nécessaires pour assurer, en priorité, la liberté de circulation dans les ports pétroliers, notamment à Fos avec le concours actif de la marine nationale.

Au moment où les problèmes de la pêche française sont examinés selon les procédures normales de discussions et de négociations, le gouvernement appelle les marins-pêcheurs à prendre une juste conscience de l'intérêt national.

Sur réquisition du préfet de département

Dès le temps de paix et en permanence, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la marine nationale a, dans ses missions dites de service public, qui ont représenté jusqu'à 20 % de ses activités annuelles en 1978, la tâche de contribuer à la sécurité du trafic maritime indispensable à la continuité des approvisionnements. Pour la police maritime et la liberté du trafic dans les ports de commerce et de pêche, les rades et les baies fermées, qui sont considérées comme des eaux intérierres, c'est le préfet du département — c'est-à-dire l'autorité civile — qui peut réquisitionner les moyens à la disposition du préfet maritime, lequel conserve sa compétence, unique et directe, pour les ports de guerre et les arsenaux ainsi que sur la mer territoriale définie comme la zone maritime à partir de la laisse de basse mer (la limite des plus basses mers de l'année).

L'ordre de réquisition est donc donné eau niveau local par les préfets. Pour la région de Fos, par exemple, c'est le préfet des Bouches-du-Rhône qui doit le donner au préfet maritime de Toulon.

La réquisition par l'autorité civile des bâtiments de la marine nationale est une mesure rare. Elle est d'autant plus difficile à prendre que les marins de guerre entretiennent traditionnellement de bons rapports avec les marins-pêcheurs, auxquels ils portent souvent secours, que ce soit en cas de naufrage ou pour le ravitaillement, les soins médicaux et le courrier porté par des navires de combat aux chalutiers pêchant dans les mers froides.

Pour forcer le blocus, la marine nationale peut faire appel à ses remorqueurs (de haute-mer, côtiers ou de rade), à ses gabares et ses bâtiments (souvent d'anciens dragueurs) de soutien dans chaque région maritime (Cherbourg, Brest et Toulon). Les marins peuvent se faire aider par des gendarmes maritimes pour constater les délits éventuels et par des plongeurs ou des commandos-marine pour couper les haussières et les pontons qui relient entre eux les bateaux de pêche. Les navires de la marine nationale arrosent les contrevenants — comme ils ont eu déjà l'occasion de le faire — ou les poussent coque contre coque.

● *M. Eric Hintermann*, secrétaire général du P.S.D., a pris position jeudi 21 août en faveur de la réunion d' « *un Grenelle de la pêche, où les pêcheurs, les organisations professionnelles et les pouvoirs publics rechercheraient ensemble par la concertation, une solution d'avenir pour sauver cette importante activité économique, ce qui vaudrait assurément mieux que l'appel à la marine nationale, à l'heure où le monde suit avec sympathie le déroulement d'une autre grève, en Pologne, en souhaitant que soit exclu tout recours à la force.* »

● *M. Jean-Marie Le Pen*, candidat du Front national à l'élection présidentielle, a déclaré, mercredi 20 août, à propos du conflit des marins-pêcheurs : « *On ne peut que condamner de la manière la plus ferme les méthodes de chantage et de violence utilisées par les syndicats révolutionnaires, ainsi que la faiblesse d'un Etat incapable de faire respecter la loi commune, les libertés du citoyen français et des étrangers qui sont nos hôtes.* »

Si les Neuf...

(Suite de la première page.)

Depuis treize jours, les 170 bateaux crevettiers du Schleswig-Holstein (R.F.A.) restent au port, leurs marins demandent des subventions pour réduire le prix du carburant). Partout, des mesures d'aide ont été mises en place. En Angleterre même, le gouvernement a dû, au début de ce mois d'août, devant la menace d'arrêt de tous les navires, mettre en œuvre un nouveau plan d'assistance.

Si une réelle politique commune de la pêche avait été mise au point à Bruxelles, la crise ne serait pas aussi grave. D'abord, l'aide aux pêcheurs aurait pu être harmonisée dans l'ensemble de la Communauté. Rancœur et regards envieux chez les voisins n'envenimeraient pas le dossier.

Surtout, la protection des fonds de la mer du Nord — et donc leur repeuplement — aurait pu être engagée depuis longtemps. Les pêcheurs auraient ainsi la quasi-certitude que, dans quelques temps, leurs prises redeviendraient ce qu'elles étaient dans leurs années fastes. Il suffirait que les chalutiers de Boulogne retrouvent leur tonnage de pêche des années 60 pour qu'ils épongent, sans conséquences sociales, la hausse du coût du carburant.

Le conseil des ministres européen du 30 mai a demandé que cette politique commune soit en place avant la fin de l'année. Mais que de temps perdu, dont l'intransigeance anglaise n'est pas la seule cause ; la lourdeur des mécanismes européens, la diversité des situations, le peu d'intérêt de certains gouvernements pour le dossier ont aussi leur part.

Or il est capital pour la survie de la pêche française. Ne serait-ce que parce que plus de 60 % de ses prises se font hors des eaux françaises. L'extension à 200 milles, des eaux territoriales pourrait nous fermer de nombreux lieux de pêche si une politique commune ne nous en garantit pas l'accès.

Les professionnels se retournent donc vers le gouvernement. D'autant que les spécificités françaises aggravent leur situation. Notre système de distribution alourdit les frais de commercialisation et donc réduit le prix d'achat du poisson aux pêcheurs, ceux-ci étant plus loin que les Anglais ou les Danois des lieux de pêche ont des frais de coût de carburant plus importants. D'où la revendication commune à toute la profession : l'accroissement de l'aide au gazole.

Pour l'obtenir, elle fait, pour une fois, cause commune. Cela a été clair, mercredi après-midi 20 août, quand M. Le Theule a reçu une délégation du comité central des pêches maritimes, chambre de délibération de la profession. Quoi qu'ils en disent, dans cette optique, les armateurs ne sont pas mécontents de l'extension du conflit né à Boulogne.

Le « flou » de la distribution

Mais cette unité ne peut être que de façade, tant les intérêts sont divers. Doit-on aider de la même manière les pêcheurs de langoustines et de homards du pays bigouden et ceux d'encornets de Normandie ? Le ministre des transports ne le pense pas, qui estime que ce serait recommencer l'erreur de l'agriculture où le gros agriculteur de l'Aisne profite, en fait, des aides dont a besoin l'éleveur de Lozère.

La pêche industrielle, ainsi, verrait d'un bon œil l'aide au carburant ne plus être forfaitaire mais modulée en fonction des besoins de chacun. Les artisans, quelle que soit leur situation, n'acceptent pas de perdre une telle prime.

Le gouvernement ne voulant pas, ne pouvant pas diminuer le coût du carburant, que peut-il faire ? L'aide à la modernisation de la flottille ne peut suffire. Beaucoup a déjà été fait en la matière, et c'est le déficit des comptes de gestion qui doit être réduit.

Une première possibilité est de réduire, là où ils existent, les frais salariaux. C'est ce qui est tenté à Boulogne. Sans grand succès... La seule solution est donc d'améliorer le prix d'achat du poisson aux pêcheurs. Comment ne pas être choqué par la différence entre le coût du maquereau à la criée et à l'étal du poissonnier. L'explication en est simple : c'est pour les mêmes raisons que le prix du kilo de tomates est multiplié par quatre ou cinq entre le producteur de la vallée du Rhône et l'épicier parisien.

Les traditions du monde du poisson sont encore plus complexes. Il se satisfait en tout cas du « flou » de ses circuits de distribution qui doit bien profiter à quelques-uns. Les études ici sont rares et anciennes, comme si personne n'osait regarder de trop près ce qui se passe entre le pêcheur et le consommateur.

L'action en la matière ne peut donc avoir d'effets qu'à long terme. Les agriculteurs ont su créer des coopératives de commercialisation et de transformation pour maîtriser eux-mêmes — en partie au moins — le devenir de leurs produits. Leurs revenus en ont bénéficié, même si le consommateur n'en a pas profité. Peut-être est-il possible de faire la même chose pour le poisson, même s'il ne représente que 4 % de l'alimentation des Français ?

Ce qui a été, ce qui est possible pour l'agriculture ne l'est-il pas pour la pêche ?

THIERRY BREHIER.

DES STOCKS PÉTROLIERS CONFORTABLES

Actuellement, la France dispose sur son territoire de stocks pétroliers (pétrole brut et produits finis) équivalent à une centaine de jours de consommation. Ces stocks sont répartis entre les raffineries, divers dépôts et le réseau de distribution.

A la fin du mois de juin (dernières statistiques disponibles) les raffineries et dépôts divers contenaient 16,6 millions de tonnes de pétrole brut, et 15 millions de tonnes de produits intermédiaires et de produits finis. A cela s'ajouteraient 5 millions de tonnes chez les distributeurs. Si l'on compare ces montants à ceux de fin juin 1979, on constate un léger gonflement des stocks (de l'ordre de 3,5 millions de tonnes).

En juillet et début août, il n'y a eu, semble-t-il, que peu de changements, et la situation est considérée comme « normale » par les spécialistes. Il faut savoir que la législation française prévoit que le niveau des stocks ne doit pas être inférieur à quatre-vingt-dix jours de consommation. En principe, on ne peut prélever sur ces « réserves stratégiques » égales à trois mois de consommation. Les stocks réellement disponibles ne correspondent donc qu'à une dizaine de jours.

VOILIERS A QUAI

Les plaisanciers voient rouge

Tandis que le blocus des ports s'étend en France et alors que des milliers de touristes sont « détournés » sur la Belgique pour regagner leur pays d'origine, les incidents se multiplient un peu partout entre pêcheurs et plaisanciers.

La course du *Figaro-Aurore* est bloquée aux Sables-d'Olonne et les concurrents envisagent un recours en justice. Le tour de France à la voile ne peut se poursuivre.

Chez les plaisanciers, la situation est particulièrement tendue. A Port-Camargue, premier port de plaisance d'Europe, où trois mille cinq cents bateaux sont bloqués, des incidents ont éclaté, mercredi après-midi, au moment où un groupe de vacanciers a conspué les pêcheurs qui étaient à bord d'un chalutier. Des coups ont été échangés. On a également enregistré des incidents à la Grande-Motte où huit cents bateaux sont bloqués et, selon notre correspondant, Jean-Claude Marre, à Saint-Cyprien où le ton monte entre les deux mille vacanciers et les marins.

Un peu partout, on constate des escarmouches qui pourraient bien dégénérer en conflit ouvert si la situation ne s'améliore pas : à Granville, les plaisanciers ont retenu durant plusieurs heures le maire de la ville à la capitainerie et le président du Yacht Club a annoncé qu'il allait déposer plainte pour entrave à la navigation. Une dizaine de plaintes ont été déposées à La Rochelle. A Cherbourg, les plaisanciers britanniques ont entrepris une action en justice contre les marins qui avaient abordé leurs bateaux. A Fécamp et à Concarneau, certains ont réussi à forcer le blocus.

L'ouverture du port pour une demi-heure à La Rochelle et deux heures à Deauville n'a pas réglé le problème, certains estivants ayant déjà abandonné leur bateau pour regagner leur domicile par terre ou par air.

On dénombre en France cent vingt mille bateaux de croisière et des milliers d'Anglais et d'Allemands qui circulent sur les canaux et le littoral. Les conséquences du conflit sont doubles pour les plaisanciers : ceux qui sont en mer, en cette période où la croisière côtière est particulièrement pratiquée dans le Midi et en Bretagne, doivent effectuer des trajets de plus en plus longs pour trouver des ports ouverts et envisagent avec crainte l'éventualité d'une tempête. Mais c'est chez les plaisanciers qui ne peuvent sortir et voient leurs jours de vacances s'écouler sans pouvoir circuler que les réactions sont et seront les plus vives.

AUTOMOBILE

BRITISH LEYLAND ET B.M.W. NÉGOCIENT UN ÉCHANGE DE COMPOSANTS

Le groupe automobile nationalisé British Leyland et le constructeur ouest-allemand B.M.W. ont entamé des discussions en vue d'échanger certains composants mécaniques, a annoncé un porte-parole du groupe britannique. Ces discussions portent sur une « simple coopération » et non sur d'éventuelles fabrications sous licence, a-t-il précisé. L'accord devrait concerner des organes destinés aux modèles haut de gamme de British Leyland (Jaguar et Rover), auxquels devraient pouvoir être adaptées certaines pièces mécaniques (du moteur surtout) de B.M.W.

هكذا من الأمل

Le débat sur l'adoptio
risque d'être do

... des marins-pecheurs

... dés à elargir le conflit

les Neuf...

... voient

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Le débat sur l'adoption d'une nouvelle stratégie du développement risque d'être dominé par des affrontements politiques

Une session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies se tiendra, du 26 août au 5 septembre à New-York, en vue d'adopter la « stratégie du développement » pour les années 80 — la troisième décennie. Elle examinera également l'état d'avancement des travaux préparatoires au lancement en 1981 de « négociations globales » sur les grandes questions économiques mondiales (matières premières, énergie, développement, monnaie et finances).

***Les deux démarches sont, en fait, complémentaires, les négociations globales devant* avoir lieu dans le cadre de la stratégie afin de voir s'il est concrètement possible d'en atteindre les objectifs. L'une et l'autre forment l'élément central du dialogue — dit Nord-Sud (1) — entre pays industriels et nations en développement, qui se poursuit dans diverses instances depuis 1974.**

La conférence de l'ONU va débattre, sous l'angie ouvertement politique, des relations Nord-Sud, de la coopération internationale, de la lutte contre la pauvreté. Si l'on n'en attend pas de *décision* majeure, elle devrait fournir, outre la mise au point définitive de la stratégie du développement, l'occasion de prises de positions — certains pays seront représentés par leur chef d'Etat — et d'importants affrontements politiques.

Depuis plusieurs mois, un comité préparatoire, présidé par M. N.A. Naik (Pakistan), élabore le texte de la nouvelle stratégie, faisant la synthèse des points de vue des pays en voie de développement (groupe dit des « 77 »), des pays industrialisés occidentaux (groupe B) et des pays *industriels socialistes* (groupe D). *Ce* texte indique que huit cent cinquante millions de personnes dans le tiers-monde vivent « à la limite du niveau de subsistance » et que des centaines de millions souffrent de la faim, de la maladie, ou n'ont ni logement ni emploi. Partant de cette constatation, le texte définit des orientations acceptables par la communauté internationale, ainsi que les objectifs généraux de la stratégie et les mesures à prendre pour les atteindre, les unes relevant d'accords internationaux, les autres des politiques propres à chaque gouvernement.

Les causes de la pauvreté, et du déséquilibre Nord-Sud sont bien identifiées. De conférence en conférence, des négociations se poursuivent — notamment au sein de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), qui ont fait marquer quelque progrès au dialogue. Néanmoins, le *bilan de la seconde décennie* du développement, qui sera dressé également lors de la session de l'ONU, reste décevant.

Dans une note publiée à cette occasion, le secrétaire général, M. Waldheim, relève que les relations entre pays développés et nations en développement réclament des « *changements fondamentaux dans la structure globale de la production, de la consommation et du commerce, et la transformation progressive des économies des pays en voie de développement de leur état actuel de dépendance à l'égard des productions primaires. Ils doivent se voir garantir une part substantielle de l'industrie et du commerce mondial des produits industriels ; des mesures assurant leur autonomie technologique ; le maximum de bénéfices des opérations des compagnies transnationales ; un contrôle complet et effectif de l'utilisation de leurs ressources naturelles ; une participation adéquate au processus de décision, au niveau international, en matière de commerce, de technologie, de monnaie et de finance.* »

L'un des premiers objectifs fixés est un taux annuel de croissance de 7 % à 7,5 %. Les pays industriels auraient généralement souhaité une fourchette moins élevée ; mais ce taux n'a qu'un caractère indicatif. *Les* rédacteurs de la stratégie pensent cependant que s'il peut être atteint et même dépassé, pour peu que l'augmentation moyenne de la population reste à 2,5 % par an, le revenu par habitant pourrait doubler d'ici au milieu des années 90. Cette augmentation de la croissance des pays du tiers-monde ne dépend pas uniquement de la coopération internationale (amélioration des termes de l'échange, transferts financiers et technologiques, etc.) et des concessions que pourraient accepter les pays riches, mais aussi — et peut-être d'abord — des propres efforts des pays pauvres, ce qu'on appelle parfois le développement autocentré.

Aussi bien la stratégie tient-elle compte, en se limitant à des termes généraux, de façon à obtenir l'adhésion de tous les membres des Nations unies, autant, des indispensables révisions des mécanismes économiques internationaux que des réformes qui s'imposent dans divers systèmes du tiers-monde. Toutefois, celui-ci insiste sur les changements de structures au niveau international, alors que les pays développés ne souhaitent généralement pas aller au-delà de retouches à l'« ordre » existant. D'où les difficultés de l'entreprise.

Négociations « globales et continues »

Ces difficultés ont été soulignées par l'impasse dans laquelle *se trouvent les discussions* préparatoires aux « *négociations globales* » (*le Monde* du 18 juillet). A l'initiative de quelques membres du groupe des « 77 » (Algérie, Venezuela, Inde), des « *négociations globales et continues* » devaient, en principe, commencer au niveau politique dans le cadre des Nations unies en 1981. « *Globales* » parce qu'elles doivent porter sur plusieurs sujets interdépendants (matières premières, énergie, commerce, développement, production alimentaire, problèmes monétaires et financiers) et que tous les pays sont invités à y participer. « *Continues* », car, prévues pour durer neuf mois, elles pourraient se poursuivre plus longtemps, étant donnés leur étendue et leur caractère novateur.

Le comité plénier des Nations unies chargé du dialogue Nord-Sud n'est cependant pas parvenu à établir, avant la session, le calendrier et le programme de ces négociations. Celles-ci, si tant est qu'elles puissent avoir lieu, se trouvent donc retardées, prolongeant une étape majeure des pourparlers entre pays industriels et pays en développement. Il est peu probable que le calendrier et le programme puissent être établis durant la session ; une assemblée générale des Nations unies pourrait dès lors être convoquée fin 1980 ou début 1981 pour les entériner.

L'énergie au centre du débat

La nouvelle stratégie passe en revue toutes les grandes têtes de chapitre du nouvel ordre économique international.

● *Commerce international et industrie.* — L'une des revendications des pays en développement est l'élimination des pratiques restrictives ou mesures protectionnistes empêchant le libre accès de leurs productions sur les marchés des pays développés. Cette préoccupation concerne surtout les pays ayant déjà atteint un certain niveau de développement industriel.

Les pays industriels, invoquant leurs difficultés répondent sans enthousiasme à des demandes qui, si elles étaient acceptées, leur imposeraient des réajustements structurels et des dépenses accrues. Ils estiment ne pas être payés de retour. A la vérité, ils ne souhaitent généralement pas provoquer des modifications dans la répartition de la production mondiale et procéder « *dans un esprit de bénéfice mutuel* », comme le réclame le Sud, à un redéploiement de leurs capacités industrielles.

La stratégie envisage un taux de croissance de 9 % par an pour la production industrielle du tiers-monde, qui devrait représenter 25 % du total mondial en l'an 2 000, comme il avait déjà été fixé par la conférence de l'ONUDI ((Organisation des Nations unies pour le développement industriel), à Lima en mars 1975. Les pays du groupe B admettent que ce progrès devrait avoir des effets stimulants sur le niveau de leur activité économique et de leurs échanges.

● *Agriculture, production alimentaire.* — La stratégie fixe la barre du taux de croissance de la production agricole pendant la prochaine décennie à 4 %. La lutte contre la famine et la malnutrition ainsi que le renforcement du système de sécurité alimentaire mondiale sont considérés comme des objectifs, bien entendu, prioritaires. Tous les pays n'accordent cependant pas la même importance aux réformes agraires en faveur des petits paysans.

● *Energie.* — Elle est au centre du débat sur le « nouvel ordre économique ». L'augmentation rapide des prix, est-il admis, représente un élément important de l'instabilité financière et de l'endettement du tiers-monde. Une avant-garde des « 77 » — Algérie, Venezuela, pays les plus démunis — en a fait un article de foi des « négociations globales ». Aussi existe-t-il une certaine concordance d'intérêt avec les pays industrialisés qui souhaitent aussi aborder cette question. Mais les discussions au sein du comité préparatoire ont souligné l'écart séparant les positions de différents groupes. La question de la protection du pouvoir d'achat des Etats producteurs et celle des approvisionnements des pays consomamteurs ont notammen tdonné lieu à d'âpres discussions.

Le document sur la stratégie invite, en outre, à une « *rationalisation* » de la consommation d'énergie et au développement de ressources nouvelles et renouvelables, ce qui implique que des moyens techniques et financiers soient mis à la disposition des pays les moins favorisés.

● *Monnaie et finances.* — La réforme du système monétaire international, que les « 77 » souhaiteraient voir réaliser au début de la décennie, constitue l'une des principales pierres d'achoppement des conversations sur la stratégie. En faisant une telle demande, ils réclament ni plus ni moins une plus large participation à la direction du F.M.I., ainsi que des conditions plus favorables de crédit et d'assistance pour les pays faisant face à des difficultés de paiement aiguës.

Les aménagements jusqu'à maintenant proposés par le Fonds monétaire international (*le Monde* du 15 juillet) ne sont pas jugés suffisants par le groupe des « 77 ». Mais les grandes puissances industrielles et financières ne semblent pas prêtes à accepter le principe d'une nouvelle répartition du pouvoir à la tête du Fonds, où elles sont en position de force. En revanche elles sont polarisées par le « *recyclage des excédents* » de pétro-dollars.

Le plan pour la décennie juge *de plus indispensable* une augmentation « *rapide et substantielle* », en termes réels, de l'aide aux P.V.D. Celle-ci devrait atteindre — et même dépasser 0,7 % du produit national brut des pays industriels et autant que possible doubler d'ici à 1984 en faveur des pays les moins développés. Ceux-ci, est-il encore prévu, devront être l'objet d'une attention toute particulière. Des divergences subsistent cependant sur la nature et l'ampleur des mesures et des réformes économiques et sociales qu'ils devront mettre en œuvre pour tenter de se libérer de leur extrême pauvreté.

Enfin, la *stratégie* encourage les pays en voie de développement à poursuivre leurs efforts pour renforcer la coopération entre eux. Le lien entre désarmement et développement est mis en relief, mais les pays industriels *ont jusqu'à maintenant* refusé de souscrire à une réduction progressive des budgets militaires et à une réaffectation des ressources ainsi dégagées.

La conférence de l'O.N.U. voudrait ébaucher une nouvelle politique économique mondiale, du moins définir le champ d'un réel intérêt commun entre le Nord et le Sud. Cependant, le moment n'est guère favorable pour rechercher de *profonds réaménagements* des relations économiques pouvant conduire à un monde plus équitable. Dans ces conditions, la conférence de New-York risque d'être dominée par des problèmes immédiats et, d'abord, par ceux des pays industriels (énergie, inflation, monnaie...), ou par des affrontements politiques figeant les positions des camps en présence.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) La Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), dite du dialogue Nord-Sud, qui avait réuni de décembre 1975 à juin 1977, à Paris, vingt-sept pays pour jeter les bases d'un « nouvel ordre économique », n'avait abouti qu'à un constat de désaccord.

Les trois camps en présence

LE GROUPE DES « 77 » (pays *en développement, qui sont en* fait actuellement 119), — Porte-parole du tiers-monde, le groupe s'efforce de maintenir une unité politique, *bien* qu'il ne soit pas homogène. Il existe, en effet, de très grandes différences de niveau de développement et des divergences importantes entre ses membres. Il compte aussi bien des pays pétroliers, à haut *revenu, que des nations nouvel*lement industrialisées et des pays moins avancés. Certains appartiennent résolument au camp socialiste, d'autres sont notoirement pro-occidentaux, d'autres, enfin, véritablement non alignés.

Les riches pétroliers sont préoccupés par la sécurité de leurs avoirs et par la *détérioration* en valeur nette du prix des hydrocarbures. Les pays en voie d'industrialisation rapide sont intéressés par l'accès aux marchés, aux techniques et aux capitaux du Nord. Les pays les moins avancés requièrent des *transferts massifs d'aide.*

L'unité du groupe a été mise à mal lors de la réunion des pays non alignés, en septembre 1979, à La Havanne, et précédemment lors de la CNUCED, en mai 1979, à Manille, où il a été reproché aux Etats pétroliers de ne pas tenir suffisamment compte des difficultés des pays les plus pauvres et des conséquences *pour eux des hausses des prix* des hydrocarbures. Encouragé par deux pays pétroliers, l'Algérie et le Venezuela, le projet de « *négociations globales* » vise à désamorcer quelque peu ces critiques. Le groupe des « 77 », ainsi poussé par des pays jouant un rôle actif — parmi eux figurent également l'Inde, le Pakistan, le Mexique, la Yougo*slavie, le Brésil, mais très peu* d'Africains, de nations arabes et d'Etats d'Asie du Sud-Est, — est à l'origine de la majeure partie des initiatives en faveur de l'instauration d'un « nouvel ordre économique international ».

Un manque d'homegénéité

L'attitude qu'adopteront les pays membres de l'OPEP au cours des débats sur la stratégie et des « *négociations globales* » devrait avoir une influence déterminante sur l'issue du dialogue Nord-Sud. Leur richesse les place du côté des pays *développés*, qui les rendent *res*ponsables d'une partie des maux de l'économie mondiale. Leur *intérêt politique* les incite à la solidarité avec le tiers-monde, mais les « 77 » déplorent généralement que les hausses pétrolières ne soient pas compensées par un volume d'aide suffisant aux pays pauvres. Disposant d'un pouvoir qu'ils hésitent encore apparemment à utiliser dans les négociations internationales, les membres de l'OPEP sont cependant intéressés au *premier chef* par tout changement dans la structure de l'économie mondiale.

LE GROUPE B (pays industrialisés occidentaux et Japon). — Il n'est pas non plus homogène, mais ses membres sont amenés à serrer les rangs face aux revendications du tiers-monde. La stratégie du développement, selon le mot d'un délégué européen à la conférence de *l'ONU*, représente la première ligne de défense des pays industrialisés et les négociations la seconde. D'une façon générale, ils ne souhaitent pas prendre des engagements à long terme autres que très généraux et font valoir, non sans raison, que toute négociation portant sur des changements notables dans les relations économiques internationales demandera nécessairement beaucoup de temps. Toutefois les membres du groupe B reconnaissent généralement *le besoin* de débattre des problèmes et adaptations urgents, et certains d'entre eux estiment même que le moment est venu de faire quelque chose en faveur du tiers-monde.

En revanche, pour les Etats-Unis, le système international fonctionne « *raisonnablement bien* », et il y a « *beaucoup à gagner* » à son maintien. *M. Richard* Cooper, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires économiques, déclarait, en mai, que son pays souhaite que le dialogue Nord-Sud s'oriente vers un « *nombre limité de problèmes spécifiques* » afin d'éviter d' « *inutiles déséquilibres* » et de parvenir « *à des résultats tangibles* ».

LE GROUPE D (pays socialistes). — *Il adopte une attitude* attentiste, faisant peu de propositions concrètes, mais restant vigilant. Selon lui, le nouvel ordre doit être d'abord un changement dans la division internationale du travail imposée par le système capitaliste, et il faut s'attaquer aux causes de la situation économique mondiale, et non soigner les symptômes. *Aussi bien les pays* socialistes prônent-ils des changements dans les systèmes socio-économiques de certains pays du tiers-monde, qu'ils encouragent à assurer leur souveraineté sur leurs matières premières et à contrôler les activités des multinationales sur leur territoire. Peu favorable à toute initiative entretenant le système capitaliste, le groupe D se *déclare néanmoins* intéressé par des « *discussions substantielles* » sur des sujets comme l'énergie. — G. V.

SÉCHERESSE AU NORD, INONDATIONS AU SUD

La Chine risque de voir sa production céréalière baisser de près de 10 %

De notre correspondant

Pékin. — De graves calamités affectent une partie importante du territoire chinois et risquent d'avoir de sérieuses conséquences sur la production agricole. Dans le nord, et particulièrement dans toute la région de Pékin, la sécheresse est la pire que l'on ait connue depuis un siècle. Les précipitations de juillet, décisives pour les récoltes d'automne, n'ont pas dépassé le dixième de la normale et, à l'exception des plus grands ouvrages, les réservoirs sont à sec et le niveau des nappes d'eau est descendu de deux à trois mètres. En dépit des mots d'ordre de mobilisation lancés par les autorités, il est très difficile de compenser le manque de pluie par des travaux d'irrigation ou d'arrosage. L'eau potable manque par endroits. Quelques orages accompagnés de trombes d'eau ont bien éclaté sur la capitale et ses environs depuis le début d'août, mais il est trop tard pour des céréales qui n'ont pas réussi à former leurs épis. Au sud de Pékin, par exemple, les paysans ont déjà arraché les plants de maïs, de riz, de sorgho ou de millet qui restaient stériles pour tenter d'ici à l'automne des cultures de remplacement, légumes notamment.

La même sécheresse affecte une zone s'étendant de la partie sud-ouest de Liaoning jusqu'à la région de Xian et au-delà, à travers la région des collines et *plaines de loess et, vers le sud*, jusqu'aux abords du fleuve Jaune. En Mongolie, pays d'élevage, l'herbe a pratiquement été détruite sur trois cent mille kilomètres carrés de pâturages (soit un tiers environ de la surface totale normalement disponible), et les autorités ont recommandé, entre autres remèdes, l'abattage du bétail.

En Chine méridionale et centrale, tout le bassin du Yangze a, au contraire, été touché par des inondations provoquées par des pluies excessives. Il est tombé par endroit jusqu'à un demi mètre d'eau en moins de deux mois. Les ravages les plus importants ont été subis par la province de l'Anhui, qui annonce cinquante-quatre morts, neuf cent mille hectares inondés, d'innombrables sans-abri et des ruptures dans les communications ferroviaires. Mais on compte également des morts dans le Sichuan (trente-huit), le Henan méridional (vingt-deux) et le Hunan. Le long de la rivière Huai, qui se jette dans les lacs de la province du Jiangsu, et rejoint ainsi le bassin inférieur du Yangze, les superficies inondées approchent les trois millions d'hectares. Les digues de ce fleuve — dont la mauvaise réputation remonte à des millénaires — ont été rompues en quatre endroits.

Le génie militaire a bien entendu été mis à contribution non seulement pour colmater les brèches et venir au secours des *populations* isolées, mais également pour participer aux opérations de drainage et d'assèchement qui devraient permettre de nouvelles plantations d'urgence. Celles-ci sont d'autant plus indispensables que dans une province comme l'Anhui les trois quarts des récoltes de l'année proviennent des cultures d'été. L'espoir est mince, cependant, de rattraper les pertes subies, et le premier secrétaire du comité provincial du parti, M. zhang Jungfu, visitant les régions sinistrées, a estimé devoir conseiller aux habitants de développer « *par compensation* » les cultures aquatiques...

Des importations massives

L'alerte aux calamités naturelles est en Chine un phénomène saisonnier, et il n'est pas d'année où la presse et les autorités n'appellent les populations à lutter contre l'adversité, de préférence, comme le rappelle cette semaine *le Quotidien du peuple*, par des moyens « scientifiques », c'est-à-dire autres que des incantations ou des sacrifices divinatoires dont la tradition subsiste toujours dans les campagnes.

A l'échelle nationale cependant, il semble bien que le paiys ait souffert de conditions météorologiques exceptionnellement défavorables depuis le début de l'année. Dès le 31 mai, *le Quotidien du Peuple* constatait que les récoltes d'été (céréales d'hiver dont la moisson s'effectue entre mai et juin) seraient inférieures à celles de l'an passé et invitait les paysans à redoubler d'efforts pour que ce déficit puisse être compensé par un rendement accru des cultures récoltées à l'automne qui, rappelait le journal, représentent les deux tiers de la production nationale de céréales.

Tout indique que la sécheresse prolongée au Nord et les inondations au Sud vont interdire d'atteindre cet objectif. A quoi s'ajoute des invasions d'insectes destructeurs contre lesquels l'alerte a été lancée dans plusieurs provinces cotières.

La Chine a bénéficié en 1979 d'une récolte record de 332 millions de tonnes de céréales. Selon les spécialistes américains, la récolte 1980 pourrait être de 6 à 8 % inférieure à ce chiffre, 10 % selon certaines estimations. La situation n'est donc pas dramatique, d'autant que la Chine dispose de stocks stratégiques fortement renforcés ces dernières années. Les autorités envisagent néanmoins de compenser les pertes prévicibles par un accroissement sensible de leurs importations céréalières. Celles-ci pourraient être en 1980 de l'ordre de quinze millions de tonnes — record historique — au lieu de onze millions de tonnes l'an passé.

ALAIN JACOB.

● *Le revenu net et les dépenses des ménages japonais* durant le premier semestre ont baissé pour la première fois depuis trois ans, à la suite de la hausse des prix de détail. Le *revenu net a diminué*, en termes réels, de 1,4 % par rapport à l'année précédente. Les dépenses des ménages ont, quant à elles, baissé de 1,3 % en données réelles. — (*A.F.P.*)

SOCIAL

Le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise

II. — La transformation du travail : un enjeu fondamental

par EDMOND MAIRE (*)

L'échec historique du mouvement ouvrier dans son ambition à construire le socialisme (1), les insuffisances de son action pour affronter efficacement les défis de la crise comme les mutations à l'œuvre dans la société, les analyses sociologiques sur le déclin inéluctable du rôle de la classe ouvrière, conduisent un certain nombre de militants, ouvriers ou intellectuels, à l'abandon des grandes espérances, même lointaines, et au scepticisme par rapport à tout projet social un peu ambitieux. C'est le sens du repli sur les droits de l'homme comme unique objet de l'action de tant de ceux qui, hier, luttaient pour le socialisme. Ce n'est évidemment pas dans un syndicat comme la C.F.D.T. que l'on mésestimera le caractère fondamental pour aujourd'hui et pour demain, pour la solidarité et l'unité des exploités et des opprimés, d'une action sur les droits individuels et collectifs de la personne humaine.

Mais, dans leur acception courante, les droits de l'homme incluent-ils suffisamment l'homme au travail dans son entreprise ? La défense et la promotion de ces droits peuvent-elles prendre toute l'ampleur nécessaire en dehors d'un projet sur le travail et sur la société ? Face à la répression physique brutale, on voit bien l'importance décisive du thème des droits de l'homme. Dans une société comme la nôtre, ce qui nous guette, c'est plutôt le désintérêt pour la chose publique, la prise en main progressive de nos destinées par la technocratie et l'Etat, protecteurs et tentaculaires. Le repli sur les droits de l'homme apparaît gravement insuffisant.

Les jeunes apparaissent les plus menacés, les plus atteints, par cet affadissement de l'espérance socialiste. D'autant que le fossé se creuse chaque jour entre leur souhait de disposer de temps, de s'exprimer, de vivre dès aujourd'hui des expériences riches et diverses, et le travail qu'on leur offre, contraint, parcellisé, monotone, précaire.

A l'âge où l'on est prêt à se mobiliser, à s'embraser pour une cause qui en vaille la peine, quelle marchandise leur propose-t-on ? Révoltez-vous — sous la houlette du parti-guide — leur dit Fiterman à la fête des jeunesses communistes. Vous construirez avec nous une belle société socialiste sans chômage, sans rien à payer pour apprendre et se soigner, comme en Union soviétique. Discours dérisoire pour qui refuse de dissocier liberté et socialisme...

Ou bien, leur dit Jean-Paul II, à la basilique de Saint-Denis : construisez un monde d'amour et de justice sociale. Certes. Mais, dit dans le même temps un célébrant, *« nous ne sommes pas unis pour demander justice ; Seigneur, pardonne-nous nos manques d'unité »*. Et voilà un appel à l'engagement dans l'action du mouvement ouvrier si sommairement défini par l'action pour les exploités, et par le péché en cas de manque d'unité, qu'un Fiterman a quelques chances d'y retrouver ses ouailles. La transcendance rend-elle obligatoirement myope sur les stratégies terrestres ?

Aux jeunes, rebutés par le travail qu'on leur offre, le mouvement ouvrier de notre temps doit offrir à la fois une ambition et les moyens de l'atteindre.

Non, le socialisme n'est pas mort. Peut-on enterrer ce qui n'est pas encore né ? Ce qui est condamné comme porteur d'espérance, c'est une certaine conception du socialisme, étatique, oppresseur, productiviste, nationaliste. Tant mieux. Mais ce n'est pas sans conséquence, y compris chez nous. Dans nos rangs, la compréhension de ce qu'est réellement l'avancée vers le socialisme est en train de se modifier, douloureusement mais nécessairement. Par exemple, bien des militants ont découvert la perspective socialiste à l'époque des « cent fleurs » du P.C.F. et de l'euphorie des progrès unitaires des deux couples C.F.D.T.-C.G.T. et P.C.-P.S. Malgré l'absence d'une mobilisation consciente de forces sociales soudées par un projet, ils ont cru le socialisme à portée de la main et au simple prix d'une victoire électorale et de réformes juridiques du droit de propriété. Que les illusions de ce type s'évanouissent, tant mieux encore ! Mais pour surmonter les déceptions et les tendances à la résignation, comme pour éviter les pièges d'un nouveau renvoi de notre avenir à plus tard, quand les forces politiques seront prêtes, nous devons montrer, mieux que nous ne l'avons fait, que c'est aujourd'hui que commencent les transformations et que l'action sur le travail reste déterminante pour contraindre la société à changer.

Une orientation décisive

Le travail, comme activité concrète, malgré ce qu'en ont fait le capitalisme et le taylorisme, reste à la fois le fondement d'une identité individuelle et collective et un objet sur lequel le mouvement ouvrier peut opérer, opère, une action transformatrice, positive et essentielle. Aucun projet socialiste, aucune stratégie de changement social, ne peut contourner la nécessité première de la transformation du travail et de ses conditions. Les analystes du déclin du mouvement ouvrier oublient une part essentielle de l'histoire ouvrière consacrée à ce combat. Ils négligent ainsi, à la C.F.D.T. par exemple, tout un effort de reconstruction du syndicalisme et du socialisme. Malgré la publication d'un livre comme *les Dégâts du progrès*, ils ne voient pas l'importance décisive qu'est en train de prendre le thème des conditions de travail dans l'action syndicale.

Et, pourtant, plusieurs témoignages ou constats théoriques récents ont mis en lumière la place centrale du travail dans tout projet socialiste digne de ce nom. Relisons, par exemple, Rudolf Bahro dans *l'Alternative*, Miklos Haraszti dans *Salaire aux pièces*, Nicolas Dubost dans *Flins sans fins*. Et puis, comment penser l'avenir de la société sans prendre en compte les questions de fond posées par tant d'études scientifiques sur le travail posté, le travail à la chaîne et le vieillissement ? Il n'est pas de socialisme sans bonnes conditions de travail, sans sécurité face aux machines dangereuses, sans prévention des risques de cancers professionnels, sans une autre conception de l'organisation du travail, des qualifications.

Sur ces terrains, nous avons, depuis quinze ou vingt ans, imposé des reculs au capitalisme touchant à la sécurité dans les entreprises, aux produits toxiques, aux cadences ou, même parfois, à la parcellisation des tâches et au produit du travail. Au nom de quoi, de qui, prétendre qu'il ne s'agit pas là de terrains fondamentaux pour l'avenir du travail, du type de développement et de la société ?

Nous savons que ce n'est pas en martelant les vieux dogmes que nous convaincrons de la validité de notre démarche. Seuls notre action syndicale et ses résultats peuvent y réussir.

A partir de notre expérience, il nous revient — pas à nous seuls, mais à nous déjà dans le mouvement syndical — de traduire mieux notre confiance profonde et fondée en la capacité du mouvement ouvrier de changer la société par son action. Le retour au concret, opéré par la C.F.D.T. à son congrès de Brest, nous rend plus assurés pour démontrer concrètement que l'action syndicale, bien orientée, donne à chaque salarié une possibilité d'agir à partir de son travail pour des modifications sociales profondes et en même temps pour la revalorisation du travail déconsidéré par le capitalisme triomphant. De fortes pesanteurs, en face, à nos côtés, dans nos têtes, s'opposent encore au développement de ce type de syndicalisme. Ce syndicalisme autodéterminé qui accorde autant d'importance à l'action pour l'autonomie, contre les dominations, pour un autre type de développement, contre le productivisme, qu'à l'action pour le bien-être contre l'exploitation.

Les difficultés du présent masquent souvent aux yeux des militants nos potentialités à faire progresser, même lentement, des changements porteurs d'une dimension autogestionnaire. Et pourtant, il s'agit plus que de potentialités. Dès aujourd'hui, l'action ouvrière change le cours du capitalisme. Encore faut-il en rendre conscients les acteurs, les militants bercés depuis leurs mamelles syndicales par la chanson du grand soir aux multiples versions, habitués de ce fait à minimiser l'ambition et la portée de leurs actions courantes.

Une pleine compréhension des possibilités qu'ouvre l'action ouvrière permettrait d'en décupler l'ampleur et l'efficacité. Quand les dirigeants de la C.G.T. dénigrent la politique d'action de la C.F.D.T., son « recentrage » sur la logique syndicale, ils savent bien que qualifier cette politique d'abandon de la lutte de classe n'est que de la dialectique de bas étage ; mais s'ils le font, c'est pour tenter d'éviter, s'il en est encore temps, les progrès d'une stratégie alternative à la leur.

Donner tout son sens au travail

Pour un syndicat, agir pour le socialisme ce n'est pas faire la grève dans la journée pour des revendications immédiates et coller des affiches le soir pour le changement de la société et la victoire de la gauche. C'est agir pour de revendications, des objectifs, porteurs en eux-mêmes de transformations du type de développement, par des formes d'action porteuses de la dynamique autogestionnaire. Et sans qu'il y ait besoin de voler à leur rescousse, les partis de gauche y trouveront leurs petits. Pour peu qu'ils s'inscrivent à leur manière dans cette stratégie du mouvement ouvrier...

Les transformations nécessaires de la société ne prennent pas leur source unique dans les conflits du travail, quelle que soit leur richesse. Mais l'expérience nous montre que bien des conflits du travail, s'ils sont menés avec la claire conscience d'un projet solidaire, font progresser vers des modifications profondes la société tout entière. Ils sont significatifs d'une avancée en matière de changement des rapports sociaux, du type de développement. Ils vont dans le sens de la construction d'un socialisme décentralisé. Ils marquent un progrès vers une Europe de conception socialiste et l'établissement de rapports de coopération égalitaire avec les pays sous-développés.

Au sentiment d'impuissance que donne le dangereux éloignement des lieux de décision des entreprises multinationales et de la société programmée, l'action syndicale sur le lieu du travail répond en obligeant à tenir compte des hommes et des femmes, dans leurs conditions concrètes d'existence. Le droit d'expression des individus et le droit d'intervention des collectifs expriment une autre rationalité, imposent la négociation aux grands décideurs.

En mettant au premier plan l'action pour les garanties collectives et contre les inégalités, le mouvement syndical répond aux stratèges de l'économie dualiste, au patronat qui développe la précarité de l'emploi. Le conflit des nettoyeurs du métro a ainsi montré spectaculairement une capacité nouvelle à s'opposer au développement de statuts inférieurs et discriminés. La lutte contre les inégalités s'étend aujourd'hui à la volonté d'obtenir des niveaux de salaires minima identiques pour les entreprises mères et leurs sous-traitants — c'est la revendication de la C.F.D.T. dans la métallurgie parisienne — au refus de voir sous-traiter les risques d'accident du travail et de maladie professionnelle en les faisant supporter par le personnel intérimaire, à l'exigence de réduction prioritaire de la durée du travail de ceux qui ont les horaires les plus longs.

Enfin, l'ambition du mouvement syndical à changer le travail et la société — à obtenir le droit à un emploi de qualité, utile, pour tous et toutes, nous semble, d'ores et déjà, s'exprimer à travers quatre angles d'attaque essentiels des réalités de travail :

● L'action sur *les conditions de travail* donne dès maintenant une prise sur la mise en œuvre des technologies nouvelles et donc sur la conception du progrès scientifique et technique. Refuser les risques professionnels prétendument inévitables, se battre sur les normes-limites en matière de produits toxiques, limiter le travail posté, c'est déjà influer sur le type de croissance. Plus largement, la lutte intense autour de l'informatisation du secteur tertiaires des techniques de communication donne une dimension nouvelle au mouvement social de notre temps.

● L'action sur *l'organisation du travail* a porté la bataille pour changer les rapports hiérarchiques, pour l'autonomie au cœur de l'entreprise. La conquête du droit d'expression des travailleurs sur leurs conditions de travail devient un objectif fondamental. Déjà le conflit salariat-patronat sur le rôle de la maîtrise, l'insertion plus grande des cadres dans le combat anti-hiérarchique anticipent dans une dynamique autogestionnaire d'autres rapports sociaux.

● L'action sur *l'outil de travail* conduit, par exemple, la Fédératioion générale de l'agriculture de la C.F.D.T., à partir des conditions de sécurité et de santé des conducteurs de tracteur, à intervenir sur les constructeurs pour qu'ils modifient leur production. Cette action sur l'outil s'élargit actuellement à l'intervention syndicale sur l'énergie nucléaire, sur les politiques industrielles et le développement régional, sur l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux emplois et aux qualifications, c'est-à-dire à des structures et principes de base de notre société.

● L'action sur *le produit du travail*, considéré du point de vue de son utilité sociale, influe directement le type de développement. Ainsi à partir des conditions de travail des salariés parisiens travaillant dans les tours-bureaux, l'union départementale C.F.D.T. a fortement contribué au recul de ce type de réalisations. De même, une pression collective pour maximiser le service au public, sortir l'usager de sa situation d'individu dominé par la grande machinerie administrative et technique, conteste de plein fouet la « société programmée ».

La classification esquissée ici en quatre thèmes n'a que valeur indicative. Mais elle montre la portée d'une action centrée sur le travail. Et l'expérience nous permet d'affirmer que le travailleur n'est pas qu'un robot ; que devant le travail, il n'a pas qu'une attitude de fuite ; qu'il sait qu'il est en définitive le meilleur expert sur le contenu de son propre travail et que, en se rassemblant dans l'action syndicale, il peut commencer à changer sa situation, le sens de son travail et esquisser l'avenir collectif.

Ceux qui continuent à fonder leur espoir sur l'action du mouvement ouvrier, ceux qui y investissent leur énergie, ne sont pas en retard d'une bataille. Ils savent que le mouvement ouvrier ne pourra surmonter ses handicaps historiques, sa crise des buts et des modes d'action, qu'au prix d'un formidable effort. Mais il savent aussi que les éléments d'une plus forte, plus vrais identité du mouvement ouvrier sont présents dans les luttes sociales, et sont décidés à les fortifier pour que, en convergence avec les autres mouvements sociaux, le mouvement ouvrier réalise pleinement son action de transformation.

FIN.

(1) *Le Monde* du 21 août.

(*) Secrétaire général de la C.F.D.T.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,1670	4,1700	+ 20	+ 55	+ 25	+ 65	— 70	+ 20
$ can.	3,5870	3,5930	— 10	+ 60	+ 5	+ 95	— 90	+ 30
Yen (100).	1,8520	1,8570	— 70	— 15	— 70	— 15	— 20	+ 60
DM	2,3130	2,3170	+ 30	+ 75	+ 80	+ 130	+ 320	+ 410
Florin ...	2,1270	2,1320	+ 5	+ 40	+ 15	+ 65	+ 100	+ 180
F.B. (100).	14,4700	14,4850	— 250	— 50	— 340	— 100	— 900	— 420
F.S.	2,5050	2,5100	+ 90	+ 140	+ 210	+ 260	+ 700	+ 800
L. (1 000).	4,8815	4,8890	—1230	— 980	—2300	—2000	—4520	—4150
£	9,8710	9,8830	— 490	— 360	— 990	— 820	—2180	—1920

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/4	8 3/4	8 3/8	8 7/8	8 1/4	8 5/8	8 1/2	8 7/8
$ E.-U.	26 1/4	26 3/4	9 7/8	10 1/4	10 3/8	10 7/8	11 3/8	11 7/8
Florin ...	10 1/8	10 5/8	10	10 1/2	10	10 1/2	10	10 1/2
F.B. (100).	11	14	12	12 1/2	12	12 1/2	12 3/8	13
F.S.	5 1/8	5 7/8	5 3/8	5 7/8	5 1/4	5 3/4	5 1/4	5 5/8
L. (1 000).	14	21	36	40	36	40	30	34
£	17 1/8	18	16 3/4	17 1/4	16 1/2	17 1/4	15 3/4	16 1/2
Fr. franç..	10 3/4	11 1/4	11	11 1/2	11 1/8	11 5/8	11 1/2	12

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

RECEVANT UNE DÉLÉGATION DE LA C.G.T.

M. Matteoli assure que des « mesures concrètes » sont envisagées pour les chômeurs sans ressources

Près de deux heures d'entretien pour rien ou presque : au sortir de son entrevue, mardi 20 août, avec M. Jean Matteoli, ministre du travail et de la participation, la délégation cégétiste a exprimé sa déception par la voix de M. Michel Warcholak, secrétaire confédéral. « *Le ministre*, a-t-il dit, *s'est borné à prendre bonne note de nos observations et revendications.* »

La C.G.T. avait présenté à M. Matteoli un épais cahier de revendications, réclamant notamment une prime de rentrée scolaire de 775 francs, une aalocation de 23,50 francs par jour aux chômeurs non indemnisés, une prime exceptionnelle de 700 francs pour tous les retraités et une augmentation de 20 % des retraites pour 1981. Le ministre du travail et de la participation n'a donné quelque assurance que pour les chômeurs parvenus en fin de droits. « *Des mesures concrètes*, a-t-il dit, *pourront être envisagées dans les mois qui viennent par le groupe de travail interministériel qui vient d'être constitué par le premier ministre.* »

La délégation cégétiste comprenait M. Michel Certano, le secrétaire général du syndicat C.G.T. de Renault-Billancourt, licencié après autorisation de la rue de Grenelle. M. Matteoli a indiqué qu'il allait « *examiner* » le recours gracieux introduit par la C.G.T., mais il a affirmé qu'« *une opération de violence déterminée* [la « séquestration » pendant quelques heures, en 1977, du P.D.G. de la Régie] *était de nature à justifier ce licenciement* ». Selon la C.G.T., quarante mille cartes-pétition ont été remises à M. Matteoli, après une manifestation qui a réuni quelques centaines d'ouvriers devant le ministère du travail et de la participation.

Les cadres C.G.T. veulent « développer une action revendicative tous azimuts »

En annonçant, près de deux mois à l'avance, une « journée nationale de lutte revendicative » de l'encadrement, prévue pour le jeudi 16 octobre, le bureau confédéral de la C.G.T. et son Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (U.G.I.C.T.) entendent que la préparation de cette manifestation, qui se traduira à Paris par un rassemblement sur le parvis de la tour Montparnasse, s'inscrive « *dans l'activité quotidienne* » des militants.

Se défendant d'adopter une « *stratégie pour occuper le terrain* », M. René Le Guen, secrétaire général de l'U.G.I.C.T., a notamment déclaré au cours d'une conférence de presse : « *Ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.I.C.T. qui ont décidé, à la veille des congés, de déposer le bilan et d'opérer des licenciements chez Dufour et à la Franco-belge, de sacrifier la pêche française sur l'autel du Marché commun, d'annoncer un chômage technique de plusieurs jours pour plus de cent vingt mille travailleurs de l'automobile ; ce n'est ni la C.G.T. ni l'U.G.I.C.T. qui ont activé, à la veille des vacances, un nouveau « plan Davignon » de la sidérurgie, qui ont intimé à Creusot-Loire d'abandonner un marché avec l'U.R.S.S., qui ont pris la décision autoritaire et unilatérale de supprimer un nombre important d'enseignants des deuxième et troisième cycles, qui ont licencié le secrétaire général du syndicat C.G.T. de Renault, qui ont fait progresser le chômage.* »

Critiquant à la fois la C.G.C., dont « *la préparation et la tenue d'« états généraux »* [en novembre prochain] *ne sont qu'une échappatoire au mécontentement et une voie de garage* », et la C.F.D.T., « *dont le comportement présent est d'admettre comme inéluctables les conséquences de la crise* », l'U.G.I.C.T. estime que « *des avancées sont possibles, à condition d'engager les luttes revendicatives d'un niveau suffisant pour les obtenir* ».

« *Il s'agit en fait de développer une action revendicative tous azimuts, prenant l'éventail des revendications et des préoccupations des cadres au niveau de l'entreprise* », a conclu M. Le Guen, qui considère d'autre part que la mise en place d'un pacte national pour l'emploi des cadres accentuera, « *en tendant à l'institutionnaliser* », la politique qui consiste « *pour le patronat à faire financer par le gouvernement une part des emplois qu'il devrait créer* ».

● *M. Georges Séguy à l'usine Dufour (machines-outils).* — « *Dufour peut et doit vivre* », a déclaré le secrétaire général de la C.G.T. à l'occasion d'une journée « portes ouvertes » organisée mercredi 20 août par son syndicat dans cette firme. « *Si l'entreprise est en difficulté*, a ajouté M. Séguy, *c'est que le pouvoir a délibérément décidé de la liquider, (...) refusant d'accorder les 20 millions de prêts nécessaires pour sauver l'emploi des sept cents salariés licenciés.* » Auparavant, une délégation du parti socialiste, conduite par MM. Paul Quilès, député de Paris, et Claude Germon, délégué national au secteur entreprise, avait visité l'usine.

AFFAIRES

● *Les difficultés de la Franco-Belge.* — M. Jacques Bedel-Girou de Buzareingues, conseiller de la direction générale d'Alsthom-Atlantique, présidera la société nouvelle de location-gérance de la Franco-Belge, constituée par un consortium de constructeurs français de matériel ferroviaire comprenant Alsthom-Atlantique, A.N.F.-Industrie, une filiale du groupe C.E.M., Arbel-Industrie et De Dietrich. (*le Monde* du 15 août).

● *La Confédération des syndicats libres (C.S.L.)*, considérant que « *le MACIF n'est qu'une mutuelle et que son caractère mutualiste n'est guère compatible avec ses interventions dans l'affaire Manufrance* », invitera ses adhérents à se retirer de cette mutuelle si de « *telles manœuvres devaient se poursuivre* ».

● *La société britannique Holden Europe* vient de prendre le contrôle à 70 % de Galliacolor (40 millions de francs de chiffre d'affaires et un effectif d'une centaine de personnes), entreprise de Villeurbanne (Rhône) spécialisée dans la fabrication de peintures et de vernis industriels (7 000 tonnes par an), dont le capital était jusqu'alors détenu par la famille Monier. Cette prise de participation a reçu l'aval des pouvoirs publics. La société Holden Europe (70 millions de francs environ de chiffre d'affaires) est également spécialisée dans la fabrication de peintures et vernis industriels destinés en particulier aux emballages métalliques.

● *Le groupe américain Firestone*, troisième fabricant mondial de pneumatiques, va fermer sa deuxième usine de production en Grande-Bretagne, qui emploie plus de six cents personnes, à Wreham, dan sle nord du Pays de Galles. Les difficultés du groupe l'avaient déjà conduit à fermer sa principale usine britannique et à vendre sa chaîne de magasins (*le Monde* du 12 août).

● *Restructuration chez A.T.T.* — American Telephone and Telegraphe, qui règne sur 80 % du marché américain du téléphone, vient de créer une filiale, « A.T.T. International », qui se propose de concurrencer les grands constructeurs, non seulement sur la fourniture des matériels, mais aussi sur l'« *assistance-conseil* ». Ainsi A.T.T. manifeste publiquement son intention de prendre une part du marché mondial alors que le groupe était cantonné depuis cinquante ans sur le marché américain.

Dans la perspective d'une concurrence plus ouverte aux Etats-Unis et d'une nette séparation — comme le souhaite la Federal Communication Commission, — entre ses activités industrielles et celles liées à l'exploitation, A.T.T. se réorganise aussi à l'intérieur des Etats-Unis. Le groupe va racheter — pour 1 milliard de dollars — les actions détenues par des petits actionnaires dans quatre de ses filiales.

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

20 AOUT

Résistance des valeurs françaises

Le comportement des valeurs françaises a, mercredi, agréablement surpris la communauté financière. En effet, l'indicateur instantané a regagné un tiers du terrain cédé la veille, en affichant une hausse de 0,2 %.

Cette amélioration des cours s'est faite, il va sans dire en cette période estivale, dans un marché très creux malgré le caractère technique de la séance. Aujourd'hui, avait lieu la réponse des primes ; primes gagnantes dans de nombreux cas, après une hausse moyenne des cours de 3 % en quatre semaines.

La poursuite de la baisse des cours aux Etats-Unis, où mardi soir l'indice Dow Jones a encore perdu 1 % et la tension persistante des taux d'intérêt outre-Atlantique — la Chase Bank a relevé son « prime rate » à 11,25 % — n'ont donc apparemment pas entamé la réserve des milieux financiers. Ces derniers auraient profité de cette période de grand calme pour effectuer des achats pour le compte des Sicav Monory.

Parmi les titres en hausse de plus de 2 %, on relevait Leroy Somer + 4 %, C.E.M. et Olida + 3,3 %, A.D.G., Fraissinet et la Métallurgique NAV. DUN. de 2 %.

En revanche, Sogerap et U.F.B. ont cédé 3 %, Primagaz et Institut Mérieux 2,5 %, Imétal, C.F.D.E. et Dollfus 2 %.

L'emprunt 7 % 1973 a été recherché à 8 450 F.

Les cours de l'or ont été irréguliers, le lingot d'un kilo cédant 100 F à 84 900 F, tandis que le napoléon progressait de 5,10 F à 755,10 F.

La parité de l'once a atteint 634,01 dollars contre 633-61 la veille.

Enfin, les valeurs étrangères et notamment les américaines, défavorablement influencées par le comportement de la Bourse de New-York, ont cédé du terrain.

LONDRES

Le marché reste dans l'ensemble bien disposé. Seule exception à la règle, Shell, qui, initialement ferme, reprend tout le terrain perdu après la publication de ses résultats trimestriels en sensible baisse. Stabilité des fonds d'Etat. Nouvelle baisse des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 640 60 contre 634 75

VALEURS	CLOTURE 20/8	COURS 21/8
Beecham	155	157
British Petroleum	352 ..	354
Courtaulds	65 ...	66
*De Beers	5 3/4	9 3/4
Imperial Chemical	368	363
Rio Tinto Zinc Cor.	476 .	473 .
Shell	428	428 ..
Vickers	128	128
War Loan 3 1/2 %	31 5/8	31 5/8
*West Driefontein	37 1/4	32 3/4
*Western Holdings	72 3/4	30 1/2

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS. — Lancement le 25 août d'un emprunt de 1 milliard de francs à 14,10 % jouissance 30 septembre. Cette emprunt aura une durée de huit ans et sera remboursable en une fois à son échéance. Le taux actuariel ressort à 14,02 %.

GOLDFIELDS OF SOUTH AFRICA. — Le bénéfice après impôts de l'exercice clos le 30 juin dernier atteint 125,37 millions de rands contre 86,68 millions. Dividende final : 270 cents contre 155 cents, faisant un total de 400 cents contre 225. Un premier dividende intérimaire de 55 cents pour le nouvel exercice serait déclaré en novembre 1980.

AKZO. — Bénéfice du premier semestre : 153 millions de florins contre 102 millions pour un chiffre d'affaires de 6 375 millions de florins (+ 7 %). La plus grande partie de l'augmentation des résultats a été obtenue au cours du premier trimestre.

GROUPE THOMSON. — Chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre : 15,99 milliards de francs (+ 20,11 %).

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 21/8 11 1/4 %

NEW-YORK

Redressement

Très malmené deux séances durant par d'abondantes prises de bénéfices, le marché de New-York a repris mercredi sa progression sous la direction des pétroles. En clôture, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 5,46 points à 945,30, tandis que sur 1 903 valeurs traitées l'on relevait 896 hausses pour 600 baisses, 407 titres restant inchangés. L'activité est, une fois encore, restée modérée et 42,56 millions d'actions ont changé de mains contre 41,93 millions la veille.

C'est la vive remontée de Mobil sur la quasi-confirmation d'une importante découverte de gaz au Canada qui a stimulé le compartiment des pétroles.

D'autre part, et de l'avis des spécialistes, les opérateurs ne semblent pas vraiment croire à la reprise d'une tension sur les taux d'intérêt, bien que le relèvement du « prime rate » bancaire tende à se généraliser.

VALEURS	COURS 19/8	COURS 20/8
Alcoa	67 3/4	67 3/4
A.T.T.	52 7/8	52 7/8
Boeing	37 5/8	35 7/8
Chase Manhattan Bank	45 3/4	25 1/2
Du Pont de Nemours	46 1/4	46 7/8
Eastman Kodak	63 1/8	64 1/8
Exxon	70	71 .
Ford	27 5/8	28 5/8
General Electric	56	56 3/8
General Foods	30 3/4	30 3/4
General Motors	55 5/8	55 3/4
Goodyear	16	50 3/4
I.B.M.	66 ...	66 7/8
I.T.T.	30 7/8	31
Kennecott	27 5/8	29
Mobil Oil	70 7/8	72
Pfizer	40 3/4	40 3/4
Schlumberger	131 1/4	123 7/8
Texaco	36 3/4	37 1/4
U.A.L. Inc.	20 7/8	21 5/8
Union Carbide	45 7/8	47 1/4
U.S. Steel	22 1/4	22 5/8
Westinghouse	25 1/2	26 ..
Xerox	59 1/4	60

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	19 août	20 août
Valeurs françaises	108,5	108,6
Valeurs étrangères	112,9	112,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	109,6	109,4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	20/8	21/8
1 dollar (en yens)	225 10	224 50

BOURSE DE PARIS - 20 AOUT - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	30 .	2 864
5 %	..	2 768
5 % 20-60	.	3 861
3 % amort. 45-54	71	6 164
4 1/4 % 1963	95 20	4 218
Emp. N. Eq.5 1/2 65	113 85	4 673
Emp. N. Eq.6% 66	108 90	5 328
Emp. N. Eq.6% 67	97 50	1 332
Emp. 7 % 1973	8430	.
Emp. 8,80 % 77	99 50	2 170
Emp. 9,80 % 78	96 20	1 074
EDF 5 % 60		4 454
EDF 14,5% 80-82	...	3 083

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	200 50	200
A.G.F. (Sté Cent.)	808	830
Ass. Gr. Paris-Vie	..	...
Concorde	350	350
Epargne France	344	339
Financ. Victoire	357 60	357 60
France I.A.R.D.	182	182
Gan (Sté) Centr.	727	727
S.P.E.G.	234 50	234 50
U.A.P.	57.	587
Alsacien. Banque	342	343
Banque Hervet	198 80	203 10
Bque Hypot. Eur.	32.	318
Bque Nat. Paris	262 30	262 40
B.O.I.C.	25 10	25 10
(Li) B. Scalb Dup.	118	119 50
Banque Worms	208	212
C.G.I.B.	35 60	36 ..
C. Crédit Univ.	360	355
C.A.M.E.	84	84
Créditel	122	120 10
Créd. Gén. Ind.	255	255
Crédit Lyonnais	274 ..	273 50
Electro-Banque	163	164 90
Eurobail	...	142
Financière Sofal	335	333
Fr. Cr. et B. (Cie)	128	12.
France-Bail	298	297
Hydro-Energie	21 90	21 90
Immobail B.I.P.	208 10	207 50
Immobanque	325	325
Immofice	279	274 ..
Interbail	243	24.
— (obl. conv.)	238	238
Laffitte-Bail	19.	184
Locabail Immob.	342	342
Loca-Expansion	136	136 20
Locafinancière	176 50	173
(Ly) Lyon Dép. Ct.	140	139
Marseille Créd.	272 80	272 80
Paris-Réescompte	420	420 10
Séquanaise Banq.	262	258
Sicotel	133	134
SLIMINCO	3.3	304
Ste Cent. Banq.	69 90	69 50
Société Générale	248	249
SOFICOMI	246	245
Sovabail	329	329
UCIP-Bail	151 10	151 10
— (obl. conv.)	...	
Unibail	305	305
Un. Ind. Crédit	276	270
Cie Foncière	168 ..	171 ..
C.G.V.	243	253
Fonc. Ch.-d'Eau	...	870
(M.) S.O.F.I.P.	..	..
Fonc. Lyonnaise	1105	1100
Immob. Marseille	1795	1830
Louvre	240 30	244
SINVIM	150 10	152
Cogifi	218 80	219
Foncina	180	180
Gr Fin. Constr.	181	185 ..
Immindo	186 6.	186 60
Immoinvest.	161	161
Cie Lyon Imm.	136 20	135 30
UFIMEG	111 4.	112
U.G.I.M.O.	174	175 50
Union Habit.	29.	287 50
Un. Imm. France	243	243
Acier Investiss.	126	128
Safragi	271 50	272
Applic. Hydraul.	261 50	260
Artois	225	222
Centen. Blanzy	440	440
(NY) Centrest	...	1.5
(NY) Champex	110	11.
Char. Réun. (p.)	3962	3980
Comindus	520	520
Cie Industrielle	330	340
(Li) Dév. R. Nord	12.	124
Electro-Financ.	344	345
(M) Et. Particip.		
Fin. Bretagne	88	90
Fin. Ind. Gaz Eaux	604	604
Fin. Sucelle-Maub.	85	85 90
Fin. et Mar. Part.	95	95 10
France (La)	660	665
La Mure	67	68
Lebon et Cie	285	288
(NY) Lordex	d109	d109
Cie Marocaine		28
Nord	-	..
OPB Paribas	153	153
Paris-Orléans	93 50	95 10
Part. Fin. Gest. Im.	242	240
Placem. Inter.	105	104
Providence S.A.	325	322
Rosario (Fin.)	216	218 50
Santa-Fé		.
Saffo	127 50	127 60
Cambodge	141	145
Clause	415	412
Indo-Hévéas	...	161 10
Madag. Agr. Inc.		d29 30
Padang	370	383
Salins du Midi	320	329 80
Allobroge	341	341
Banania	213	207
Fromageries Bel	187	198
Bongrain	665	660
Cedis	851	850
(M.) Chambourcy	...	495
Cofradel	570	d58.
Economats Centr.	437	435
Epargne	798	798
Euromarché	645	84.
From. P.-Renard	d505	d505
Générale Biscuit	410	412
Génevrain	19.	196
Goulet-Turpin	218	218
Gr Moul. Corbeil	128	121
Gr. Moul. Paris	...	305
Nicolas	446	447
Piper-Heidsieck	403	402
Potin	850	850
Promodès	1090	1085
Rochefortaise	198	198
Roquefort	585	582
Taittinger	428	423
Unipol	118	118
Bénédictine	850	847
Bras. et Glac. Ind	573	575
Dist. Indochine	401	394
Ricqlès-Zan	...	126
Saint-Raphaël	105	105
Sogepal	515	515
Union Brasseries	79 20	79 60
Française Sucr.	...	..
Sucrerie Bouchon	...	194
Equip. Véhicules	54 60	56
Borie	474	456
Camp. Bernard	289	277
Carabati	191 50	192
Ciments Vicat	217	221
Cochery	68	68
Drag. Trav. Pub.	365	370
Fougerolle	150 5.	158
G. Trav. de l'Est	26 50	
Herlicq	91 20	9. ..
Lambert Frères	128	128
Leroy (Ets G.)	67 50	67 90
Origny-Desvroise	160	160 20
Porcher	249 80	250
Rougier	189	187
Sablières Seine	153	158
S.A.C.E.R.		39
Sainrapt et Brice	179	188
Savoisienne	96	97 50
SMAC Acieroid	135	136 10
Spie Batignolles	72	71
Dunlop	18	19 45
Hutchinson	53	52 50
Safic-Alcan	204 90	205
Comiphos	124 20	124 10
Gaumont	428	425
Pathé-Cinéma	d67 50	d 69 50
Pathé-Marconi		39
Tour Eiffel	168 50	164 50
Air-Industrie	d 18 30	d 18 30
Applic. Mécan.	..	28 50
Arbel	166 40	170
Bernard-Moteurs		80
B.S.L.	150	150
C.M.P.	136	135
De Dietrich	670	676
Duc-Lamothe		400
E.L.M.-Leblanc	652	652
Ernault-Somua	52 80	50 70
Forges Strasbourg	147	147
(Li) F.B.M. ch. fer		
Frankel	859	861
Huard-U.C.F.	120	121
Inegor	232	232
Izz	158 50	165
Luchaire	272	271 10
Métal Déployé	311	304
Nadella		32 8.
Nodet-Gougis	225	226
Peugeot (ac. ent.)	186 10	188 10
Ratier-Far G.S.P.		
Ressorts Ind.	148 4.	150 ..
Satam	94 10	94 50
Sicli	73 40	73 50
Soudure autog.	145	148
S.P.E.I.C.H.I.M.	182	182
Trailor	338	338
Virax	53	53 10
A. Ch. Loire	25 50	25 40
Ent. Gares Frig.	148	140
Indus. Maritime	315	312
Mag. gén. Paris	200	200
Cercle de Monaco	102	102
Eaux de Vichy	1.20	1016
Sofitel	48	48 90
Vichy (Fermière)	378	385
Vittel	479	475
Aussedat-Rey	80 80	8. 8.
Darblay S.A.	45	45
Didot-Bottin	393	395
Imp. G. Lang	6 50	6 50
Papet. Gascogne	100	99
La Risle	23	23
Rochette-Cenpa	46 60	48 40
A. Thiéry-Sigrand	94	94 2
Bon Marché	119	118 2.
Damart-Servip	780	780
FNAC	280	290
Mars. Madagasc.	50	48 50
Maurel et Prom.		43
Optorg	153	152
Palais nouveauté	302	[illegible]
Uniprix	64	
Europ Accumul.	181	185
Ind. P (CIPEL)	215	215
Lampes	155 20	158 8.
Merlin-Gerin	275	274
Mors	85	86 30
Piles Wonder		242
Radiologie	118	120
SAFT. Acc. fixes	92.	918
S.F.I.M.	1410	1410
S.I.N.T.R.A.	819	82
Unidel	154 50	156
Carnaud S.A.	89 90	9.
Escaut-Meuse	229 5.	229 5
Gueugnon (F. de)	47 50	47 50
Profilés Tubes Es.	17	17 10
Tissmétal	62 70	63
Vincent-Bourget	-	34
Huaron		..
Kinta	356	352
Mokta	..	380
Amrep G.	857	87.
Elf-Antargaz	356	365
Hydroc. St-Denis	188 50	185 ..
Lille-Bonnières-C.	315	314
Carbone-Lorraine	75 10	75 6
Delalande S.A.	228	227 9.
Finalens	77 90	76
FIPP	...	112
(Ly) Gerland	305	388
Gévelot	74	77
Grande-Paroisse	142 10	143
Ripolin-Georget	72 20	71
Rousselot S.A.	358	350
Soufre Réunies	195	191 50
Synthelabo	146 40	147
Thann et Mulh.	75	76
Ufiner S.M.D.	103	103
Agache-Willot	390	39.
Filés-Fourmies	9 05	9
Lainière-Roubaix	40	40
Roudière	239	239 50
M. Chambon		
Gén. Maritime	29 50	29 50
Delmas-Vieljeux	385	384
Nat. Navigation	74 50	72
Navale Worms	108	108
S.C.A.C.	168	168
Stemi	306	315
Tr. C.I.T.R.A.M.	139	138
Trans. et Industr.	117 50	119
(Li) Baignol-Far.	45	46
Bianzy-Ouest	239 50	24
La Brosse	122	122
Degremont	122	120
Duquesnes-Purina	279	29.
Ecco	2030	2020
Ferrailles C.F.F.	247 10	265
Havas	564	567
Locatel		
Lyon-Alemand	157	163 3.
G. Magnant	.	.
M.L.C.		165 10
O.F.P.-Om.F.Paris	353 70	352 80
Publicis	730 ..	735
Safaa		.
Sellier-Leblanc	345	358
Waterman S.A.	240	248 10
Brass. du Maroc	...	
Brass. Ouest-Afr.	55 ..	55 .
A.E.G.		
Akzo	48	47 10
Alcan Alum.		142
Algemeine Bank	682	650
Am Petrofina	190	215
Arbed	224	219
Asturienne Mines	58 50	58 50
Bco Pop. Espagn.	60	60
B. N. Mexique	31 20	33
B. Régl. Inter.	49900	4C908
Barlow-Rand	37 10	36 20
Bell Canada		59
Blyvoor	67 90	67 80
Bowater	15 95	15 90
Bowring C. I.	13 30	14
British Petroleum	33 40	34
Br. Lambert (GBL)	..	..
Caland Holdings		
Canadian-Pacific	159 20	159 90
Cockerill-Ougrée	..	30
Cominco	229 50	229 50
Commerzbank	...	400
Courtaulds		
Dart. Industries	...	176
De Beers (port.)		4. 50
Dow Chemical	153	150
Dresdner Bank		440
E.M.I.		
Est-Asiatique	-	28 10
Femmes d'Auj.		
Finoutremer	120 10	124
Finsider		
Foseco		
Gén. Belgique	215	219
Gevaert		158
Glaxo	22 30	22
Goodyear		66
Grace and Co	179	175 20
Gulf Oil Canada	115	113
Hartebeest	305	305
Honeywell Inc.	.	350 .
Hoogovens		
I.C. Industries	120	125
Johannesburg	--	255
Kubota		6 4.
Latonia	107 70	108
Mannesmann	..	
Marks-Spencer	9 50	9 85
Matsushita	15	14 63
Mineral-Resourc.	33 10	33 10
Nat. Nederlanden		246
Noranda	103 90	101 9.
Olivetti	7 80	7 85
Pakhoed Holding	.	
Petrofina Canada	...	
Pfizer Inc.	...	170
Phoenix Assurance		
Pirelli	4	4
President Steyn	...	195 20
Procter Gamble	325	331
Rolinco	381 7	385
Robeco	381 50	388 10
Shell fr. (port.)	38	39 20
S.K.F. Aktiebolag	65	82 5.
Sperry Rand	227 20	218 2
Steel Cy of Can.	131 5	131
Stilfontein		90
Suéd. Allumettes	88 50	88
Tenneco	..	171 50
Thorn Electrical		
Thyss c 1 000		140 10
Vaal Reefs	318 80	318
Vieille Montagne		182
Wagons-Lits	128 5.	129
West Rand	28 55	27 40
C.E.C.A. 5 1/2 %		..

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Intertechnique	950	950
Sicomucip	185	186
Alser	..	162
Banq. Fin. Eur.		
Cellulose Pin	48	45
Coparex	786	785
General Aliment.		
Iéna Industrie	...	
Métall. Minière	...	160
Océanic	. .	
Pétrofigaz	...	440
Promptia	...	320
Sab. Mer. Corr.	...	
Bq Fin. Eurs Us.	...	.
Total C.F.M.		
Ufinex	220	220
Voyer S.A.	d 1 8.	d 1 95
Oce v Grinten		
Borento NV	241 30	241 20

SICAV

1re catégorie	9701 98	9262 03

20/8	Emission frais inclus	Rachat net
Actions France	160 67	153 38
Actions Sélec.	194 27	185 46
Aedificandi	239 17	228 32
A.G.F. 5000	195 88	187 01
Agfimo	305 91	292 04
Altefi	144 04	137 51
A.L.T.O.	177 77	169 71
Amérique Gestion	221 84	211 69
Bourse-Invest.	192 08	183 37
C.I.P.	528 23	504 28
Convertimo	157 13	150
Cortexa	549 54	524 62
Credinter	199 19	190 15
Croiss. Immobil.	246 85	235 66
Drouot-France	177 56	169 51
Drouot Invest.	365 26	348 69
Energie	183 12	174 82
Epargne-Croiss.	725 24	692 35
Epargne-Industr.	306 71	292 80
Epargne-Inter	354 20	338 14
Epargne Oblig.	140 09	133 74
Epargne-Unie	457 44	436 70
Epargne-Valeur	250 81	239 67
Euro-Croissance	225 73	215 49
Financière Privée	497 14	474 60
Foncier Investiss.	462 09	441 14
France-Epargne	243 88	232 62
France-Garantie	251 02	248 10
France-Invest.	219 73	209 77
Fr.-Obl. (nouv.)	34. 87	325 43
Francic	186 78	178 31
Fructidor	169 86	162 16
Fructifrance	318 15	303 72
Gestion Mobilière	274 09	261 66
Gestion Rendem.	386 05	368 54
Gest. Sél. France	276 23	263 70
I.M.S.I.	245 83	234 68
Indo-Suez Valeurs	344	328 40
Intercroissance	162 30	15. 94
Interoblig.	5515 70	5265 5.
Interselect Fr	202 89	193 69
Inter Valeurs Ind	304 64	293 73
Invest. St-Honoré	334 92	319 73
Laffitte-France	154 99	147 95
Laffitte-Oblig.	138 45	132 17
Laffitte-Rend.	141 82	135 39
Laffitte Tokyo	360 78	344 42
Livret portef.	270 55	258 28
Multi-obligations	299 99	285 53
Multirendement	130 40	124 49
Mondial Invest.	226 71	216 43
Natio-Inter	466 75	445 58
Natio-Valeurs	372 71	355 81
Oblisem	133 38	127 33
Paribas Gestion	264	252 13
Pierre Investiss.	294 59	281 13
Rothschild-Exp.	418 94	399 94
Sécur. Mobilière	362 73	346 28
Sélection-Rend.	143 17	138 68
Sélection val. fr	160 03	152 77
Sélec. Mobil. Div.	216 86	207 03
S.P.I. Privinter	151 23	144 37
S.F.I. FR et ETR	242 53	231 53
Sicavimmo	382 35	365 01
Sicav 5 000	147 06	140 39
S.I. Est	557 95	532 6
Silvafrance	262 .6	250 27
Silvam	164 46	157
Silvarenta	163 94	158 51
Silvinter	167 18	159 60
S.I.G.	392 60	374 37
S.N.I.	627 95	599 45
Sogépargne	288 07	27. 01
Sogevar	485 34	463 33
Soginco	150 66	14. 55
Sogintor	533 71	509 51
Soleil-Investiss.	291 18	277 98
U.A.P. Investiss.	184 24	175 89
Unifrance	176 40	168 49
Unifoncier	458 09	437 32
Unigestion	312 36	298 20
Uni-Hoche (Vern.)	338 21	32. 87
Unijapon	361 27	344 89
UNI-M.T (Vernes)	1068 98	1020 84
Uni-Obl. (Vernes)	2064 69	1985 2
Uniprem (Vernes)	2162 64	2079 55
Unirente	1188 67	1150 46
Univic (Vernes)	232 27	221 74
Valorem	218 01	208 12
Worms Investiss.	3.5 51	338 39

* Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2355	4,5 % 1973	2460	2475	2490	2490
3745	C.N.E. 3 %	3720	3708	3718	3715
375	Afrique Occ.	4 2 .	404 50	404 50	408 50
425	Air Liquide	46.	468	466	469
95	Als. Part. Ind	98 50	97 70	97 80	98
40	Als. Superm.	440	438 10	430 10	430 10
485	Alsthom-Atl.	70 90	70 90	70 9	69 50
245	Applic. gaz	232	237	237	237
154	Arjom. Prioux	16. 50	16. .	168	167
480	Aux. Entrepr.	504	504 .	505	498
775	Av. Dass-Br.	807	806	806	807
188	Bail-Equip.	207	207 50	207 50	206
315	— (obl.)	219	218 50	218 50	217 6.
180	Bail-Invest.	364	365	366	362 50
48	B. Rothschild	149	148 80	148 90	149 9
194	Bazar H.-V.	95 50	94 50	94 50	96 4
105	B.C.T. Midi B.	111	111 50	111 50	112
588	Beghin-Say	2.2 1	2.8 8.	203	202 2.
450	Bic	581	578	578	580
660	Bis	533	529	529	538
140	Bouygues	866	868	866	86.
9800	B.S.N.G.D.	999	1006	1005	1005
190	— (obl.)	1014	1015	1015	1016
2560	Carrefour	1638	1668	1657	1640
185	— (obl.)	296	301 8.	301 90	298 50
220	Casino	1355	1357	1357	1335
150	CEM	47 90	49 50	49 50	49 95
282	Cetelem	185 90	183	183	183
10	Charg. Réun.	208	206	206 .	202 10
14 30	Chiers-Chât.	14	14	14 .	13 80
134	Chim. Rout.	143	141 50	141 50	140 .
140	— (obl.)	142	142	142	142
155	Cim. franç.	158	156 20	156 20	155
153	— (obl.)	152 50	151 30	151 30	151 30
920	C.I.I. Alcatel	939	937	935	937
400	Club Méditer	39.	39. 50	39. 50	387
505	C.M. Industr.	504	508	508	503
500	— (obl.)	503	496	498	496
113	Codetel	12. 70	128 10	128 80	128 10
156	Cofimeg	153	153 50	153 6.	153
348	Cie Bancaire	359	359	358	355
375	C.G.E.	382 50	382	382	385
380	— (obl.)	386	386 .	386	385 .
115	C. Entrepr.	122 .	121	122 60	121
415	Comp. Mod.	423 50	418 .	418	424 90
160	Créd. Com. F	187	186	186 80	185
235	— (obl.)	266	266	265	266
425	Créd. Fonc.	46	455	463	455
250	C. F. Immob	254 .	249 50	247 50	245 20
245	Cr. Ind. Al.-L	277	277	277	277
123	Créd. Indus.	14.	140 .	140	139 9
132	C. Ind. Ouest	125	125	125	125
345	Créd. Nat.	34.	333	339	340
62	Créd. Nord	62 2.	62	62	62
75	Creusot-Loir	77 4.	75 50	76 ..	75 10
310	Crouzet	31	318 2.	318 20	307 30
450	C.S.F.	456	454	452	454
510	— (obl.)	523 20	519	519	518
500	Darty	518	518	510	500
880	Docks France	936	925	926	911
350	Dollfus-Mieg	57 20	56 10	56 10	57
775	Dumez	832	828	826	829
45 ..	Cie Gle Eaux	464 90	464 80	464 .	464 ..
1270	Elf-Aquitaine	1210	120.	1198	120.
240	— (certific.)	229	225 50	226 50	229 50
265	E. J. Lefebvre	275 50	273	276 .	273
128	E. San.-Dova	128	128 50	130	129 70
920	Essilor	928	929	929	[illegible]
285	Esso S.A.F.	274 50	273	273	[illegible]
365	Eurofrance	359	360	368	[illegible]
880	Europe n° 1	958	960	958	[illegible]
415	Facom	431 50	432	432	[illegible]
64	Fin. Dév. Ent	68 50	65 15	65 1.	[illegible]
24.	Fin. Paris BP	256 8.	257	258 3.	[illegible]
285	— obl. conv.	300 5.	303	304	[illegible]
155	Finextel	157 90	157 60	157 5.	[illegible]
126	Fives-Lille	132 10	131	131	[illegible]
44	Fraissinet	50	51	51	[illegible]
235	Fr. Pétroles	231 90	231	228	[illegible]
240	— obl. conv.	232	236	236	[illegible]
59	— (certific.)	58 65	58 65	58 .	[illegible]
131	Galeries Laf.	130 9	130 10	130	[illegible]
191	Gle d'Entr.	192 20	193	193	[illegible]
193	Gle Fonderie	191 5.	190	19.	[illegible]
135	Gle Ind. Par.	144	143 50	143 .	[illegible]
350	Générale Oc.	350	361	354	[illegible]
460	Gr. Tr. Mars.	482 80	480 90	480 .	[illegible]
365	Guyenne-Gas.	368	358 80	358 .	[illegible]
240	Hachette	263 90	262	262	[illegible]
91	Imétal	80	88 10	88 .	[illegible]
760	Inst. Mérieux	779 .	768	760	[illegible]
143	J. Borel Int.	141	141	142 .	[illegible]
135	Jeumont Ind.	138	138	138	[illegible]
118	Kali Ste-Th.	114	112	112 .	[illegible]
60	Kléber-Col.	60 6	59 5.	59 .	[illegible]
430	Lab. Bellon	448 .	446	445	[illegible]
260	Lafarge	234	285 50	283	[illegible]
285	— (obl.)	296 50	296 50	296 .	[illegible]
400	La Hénin	422	420	419 .	[illegible]
1450	Legrand	1543	1643	1543	[illegible]
2170	— (obl.)	2300	2350	2310	[illegible]
570	Lesieur	586	586	587	[illegible]
195	Locafrance	218	219	218	[illegible]
390	Locindus	400	4.0	400	[illegible]
670	L'Oréal	690	699	700	[illegible]
3180	— obl. conv	3300	3336	3338	[illegible]
380	Lyonn. Eaux	372	371 10	371 .	[illegible]
56	Mach. Bull	56 .	56 20	56 .	[illegible]
640	Mais. Phénix	675	674	673	[illegible]
1350	(Ly) Majorette	1515	1490	1490	[illegible]
940	Manurhin	910	925	925	[illegible]
40	Mar. Wendel	41 .	41	41	[illegible]
43	Mar. Ch. Réu.	47 30	47	47	[illegible]
585	Martell	599	6..	60.	[illegible]
560	— (obl.)	578	571	571	[illegible]
740	Mart. Téléph.	702	701	706	[illegible]
8900	Matra	8910	8910	8910	[illegible]
58	Mét. Nav. N.	59 80	61	61 .	[illegible]
785	Michelin	824	827	839	[illegible]
540	— (obl.)	562	565	565	[illegible]
950	Midi Cie	920	922	922	[illegible]
560	Moët-Hennes.	528	526	525	[illegible]
600	— (obl.)	618	614	614	[illegible]
715	Mot. Leroy S.	781	797	801	[illegible]
72	Moulinex	73	72 90	72 .	[illegible]
490	Mumm	445	457	457	[illegible]
270	Nancéien. Cr.	290 .	293	293	[illegible]
170	Navig. Mixte	166 20	164 80	164 8.	163 10
42	Nobel-Bozel	43 50	43 95	44	44 10
31	Nord-Est	34 40	34	34	33 40
71	Nouvel Gal.	72	[illegible]	[illegible]	70
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
950	Tél. Electr.	96.	945	945	945 ..
129	— (obl.)	133 .	133	133	133
220	Thomson-Br.	227	230 .	230	228
260	— (obl.)	27.	269 80	27. .	269 80
315	U.I.S.	332	333	333	329
167	U.C.B.	172	174	174	175
168	Un. F. Bque	188 2	183 10	183 10	182
173	U.T.A.	180 60	18 5.	180 50	177 .
11	Usinor	10 70	10 50	10 45	10 70
110	— (obl.)	1 7 30	107 50	107 50	1.6 10
380	Valeo	365 5	365	365	363 60
420	— obl. conv.	422	421	421	42
76	Vallourec	72	72	72 60	72
945	V. Clicquot-P.	920	920	920	9C3
390	Viniprix	417	418	415	411
895	Elf-Gabon	1815	18.7	1807	1807 ..
215	Amax	218 30	214 80	215 40	217
145	Amer. Expr.	151 80	149 60	149 60	151 50
210	Amer. Tél.	216 10	217 10	217 10	217 2.
64	Ang. Am. C.	65	65 2.	64 80	66
380	Amgold	413 80	413 5.	413 50	417 50
520	B. Ottomane	541	53	530	52
315	BASF (Akt.)	318 5.	318	311 80	312
285	Bayer	268	263	263	262 10
186	Buffelsfont.	181	178 80	181 90	176 50
21	Charter	22	22 1	22 5	21 70
182	Chase Manh.	187 60	187 20	187 20	186
162	Cie Pétr. Imp.	151 20	15.	150	151
40	De Beers	40 10	39 25	39 10	39
640	Deuts. Bank	660	659	659 ..	657
400	Dome Mines	448 50	444 50	450 ..	446
172	DuPont Nem.	191 90	189 80	189 80	188
235	East. Kodak	260	259	260 20	259
130	East Rand	134	133 2	134 90	133 20
82	Ericsson	85 40	85 05	85 20	86
285	Exxon Corp.	294	299 90	299 9	298 90
115	Ford Motor	117	116	115 50	116
280	Free State	272 20	274	270 10	271 9
83	Gencor	77 8	78	77 9	78
220	Gen. Electr.	232 20	231 5	232 60	229
205	Gen. Motors	234	230 6	23 60	228
58	Goldfields	52 40	51 95	52 40	51 6
93	Harmony	97 30	96 7	98 50	97
5	Hitachi	5 65	5 60	5 60	5 80
270	Hoechst Akt.	265	263 .	263	263
35	Imp. Chem.	35 5.	35 2.	35 20	35 85
91	Inco Limited	97	96 50	96 50	95 ..
280	I.B.M.	277 20	273 80	278	278 80
120	I.T.T.	129 10	128 80	128 80	128 30
305	Merck	321 50	317	317	317
225	Minnesota M.	244	244	244	241
315	Mobil Corp.	295	30 60	3. 50	3 1
8800	Nestlé	87 0	872	8720	8790
500	Norsk Hydro	476	471 10	477 .	471 10
705	Petrofina	696	697	697	684
174	Philip Morris	185	186	188	186
39	Philips	37 9.	37 10	37 15	37 10
215	Pres. Brand.	220	218 50	27. 5	220
540	Quilmès	540	537	538	537
295	Randfontein	293	293	296	293 1
385	Royal Dutch	362 50	361 20	364	360 20
44	Rio Tinto Zinc	44 90	44 90	45 60	45 10
171	St-Helena Co	187	19. 10	193	19
515	Schlumberger	566	554	554	556
41	Shell Fr.	40 65	39 95	39 95	39 60
645	Siemens A.G.	685	637	637	633
40	Sony	47 20	47 60	47 50	47 60
255	Unilever	261	256 5.	258 50	261
101	U. Min. 1/10	107	104	105	102 ..
200	Unit. Techn.	202 10	199 50	199 50	198
385	West Drief.	360	358	359	360
220	West Deep	229 50	226 80	239 40	229
310	West Hold.	317	319 8.	326	324 90
230	Xerox Corp.	248 10	248 20	248 20	25.
3 40	Zambia Corp.	4 6	4 16	4 14	4 16

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 20/8	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 173	4 163	4 .60	4 280
Allemagne (100 DM)	231 440	231 580	225	237
Belgique (100 F)	14 473	14 475	13 8.0	14 500
Pays-Bas (100 fl.)	212 950	212 880	206	217
Danemark (100 krd)	74 930	74 920	71 500	76 500
Norvège (100 k)	85 510	85 710	82	87
Grande-Bretagne (£ 1)	9 851	9 859	9 550	10 050
Italie (1 000 lires)	4 888	4 894	4 700	5 050
Suisse (100 fr.)	25 750	251 280	244	256
Suède (100 krs)	99 510	99 430	96	101 500
Autriche (100 sch.)	32 680	32 710	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 739	5 734	5 500	6 900
Portugal (100 esc.)	8 400	8 385	8	8 900
Canada ($ can. 1)	3 582	3 582	3 470	3 700
Japon (100 yens)	1 856	1 859	1 760	1 860

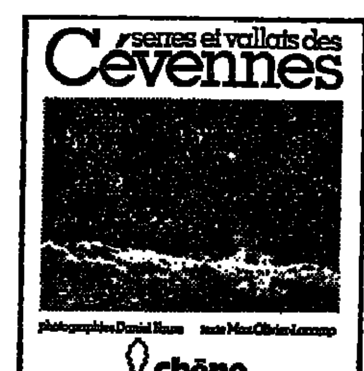
MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 20/8
Or fin (kilo en barre)	84350	84900
Or fin (en lingot)	85 00	84900
Pièce française (20 fr.)	750	755 10
Pièce française (10 fr.)	410	410
Pièce suisse (20 fr.)	623	624 80
Pièce latine (20 fr.)	616 30	618
Souverain	781 80	787
Pièce de 20 dollars	3190	3120 40
Pièce de 10 dollars	1590	1610
Pièce de 5 dollars	880	
Pièce de 50 pesos	3550	3540
Pièce de 10 florins	605	605

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 21 août 1980 a été tiré à 495 505 exemplaires.



A B C D E F G

LA GRÈVE DES MARINS-PÊCHEURS

Vives réactions après les déclarations de M. Barre sur la paralysie des ports français

La décision de M. Raymond Barre de recourir à la marine nationale pour lever le blocus des ports a provoqué de vives réactions du côté syndical. *« La menace proférée par le premier ministre d'une intervention à caractère militaire dans les ports, loin de contribuer à la solution de la grève, ne peut susciter qu'une vive riposte, au-delà même des travailleurs concernés »*, a déclaré M. Michel Warcholak, secrétaire confédéral de la C.G.T.

La Fédération générale des transports et de l'équipement C.F.D.T. craint *« les conséquences dramatiques qu'aurait l'intervention de la police ou de l'armée pour briser l'action justifiée des marins-pêcheurs »*. La C.F.D.T. demande à tous ses syndicats *« de se tenir prêts à riposter avec la plus grande vigueur à toute provocation et à apporter leur solidarité aux marins-pêcheurs en lutte »*.

L'union internationale des syndicats de transports (U.I.S.T.), affiliée à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.), proteste *« contre l'utilisation accrue d'importations de poissons en France »* et a envoyé un télégramme à l'organisation internationale des transports, son homologue de la confédération internationale des syndicats libres pour une lutte commune.

« Plus que jamais nous sommes solidaires des pêcheurs », écrit M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste français. Dans un télégramme adressé au président de la République, il élève *« la plus vigoureuse protestation contre la décision scandaleuse et significative de faire lever le blocus par la marine nationale »*.

A l'issue de la réunion à Paris des élus concernés dans leurs villes par le conflit des marins-pêcheurs, le parti socialiste a demandé au gouvernement de prendre *« toutes les mesures pour que les légitimes revendications des pêcheurs soient immédiatement satisfaites »*.

Dans un télégramme adressé à M. Raymond Barre, le P.S. s'est déclaré *« stupéfait et inquiet de la décision de faire appel à la marine nationale pour briser la grève des pêcheurs. Le gouvernement portera la lourde responsabilité de toutes les conséquences qui découleront de cette atteinte à la liberté »*.

De son côté, le groupe socialiste demande à son tour la convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire et s'indigne que M. Le Theule refuse de recevoir une délégation d'élus et *« laisse s'enliser le conflit »*.

Pour sa part, M. Jacques Blanc, secrétaire général du Parti républicain, a dénoncé *« l'opération menée par le P.C.F. à travers son instrument syndical la C.G.T., qui, encore une fois, ne cherche qu'à désorganiser l'économie française en donnant par là un mauvais coup à l'emploi »*. Revenant sur la proposition de M. Michel Rocard de réunir « un Grenelle de la pêche », le leader giscardien a dénoncé l'attitude de M. François Mitterrand *« qui n'est pas non plus une attitude raisonnable quand son challenger au sein du parti l'avait réclamé vingt-quatre heures plus tôt »*.

Par ailleurs, M. Alain Mayoud, président de la commission agricole de l'U.D.F., demande au premier ministre d'organiser une « table ronde » entre pêcheurs et armateurs qui devrait *« permettre de prendre des mesures vitales, telles que le renforcement de la lutte contre toutes les pollutions marines, ainsi que l'adoption d'un plan de développement de l'acquaculture afin de donner à la pêche les moyens d'affronter l'avenir dans des conditions plus favorables »*.

Les écologistes ne sont pas absents du débat. *« Il n'y a pas de politique de la mer »*, a déclaré à Grenoble M. Brice Lalonde, candidat du mouvement écologiste pour les élections présidentielles de 1981. *« Pourtant la France a de très grandes responsabilités dans le domaine maritime. C'est le troisième pays du monde en matière de possessions côtières. Non seulement nous avons eu jusqu'à maintenant une politique qui consistait à prélever un peu trop sur les stocks de poissons, à détruire le littoral, à polluer la mer, mais, en outre, nous avons laissé tomber les pêcheurs et considéré qu'il s'agissait d'une activité sans importance. Pour nous, écologistes, les pêcheurs, les aquaculteurs et tous les gens qui vont « soigner » la mer, ont un rôle capital pour le renouveau de notre économie ; une économie qui soit alliée avec la nature et qui ne se fasse pas contre elle. »*

(Lire nos autres informations pages 1 et 18.)

POUR FAIRE FACE A L'EFFONDREMENT DES COURS

Les éleveurs de porcs demandent des aides financières immédiates

L'aéroport de Brest, paralysé depuis le 19 août par les éleveurs de porcs bretons, qui avaient répandu sur les pistes 120 tonnes de lisier, a été dégagé par les forces de police mercredi 20 août. Mais les manifestations paysannes se poursuivent dans l'ouest de la France, et le barrage mis en place samedi 16 août près de Pont-Aven, sur la voie expresse Quimper - Nantes, empêche toujours toute circulation.

« La colère, l'inquiétude sont grandes dans les départements. La situation des éleveurs de porcs devient intenable. Si, dans les jours qui viennent, aucune mesure n'est prise par les pouvoirs publics, nous sommes prêts à intensifier nos actions », a déclaré, mercredi 20 août, M. Tassaert, le président de la Fédération nationale porcine, en exposant à la presse les griefs des professionnels.

Les cours du porc se sont effondrés depuis le mois de février de 15 % environ, tandis que les coûts de production continuaient de progresser (de 14 % pendant la même période). La situation est particulièrement critique pour les éleveurs, qui avaient récemment investi et supportent des charges d'intérêt importantes. La chute brutale des cours s'explique d'une part par l'accroissement des importations en provenance de pays extérieurs à la C.E.E. (pays de l'Est, notamment) à des cours anormalement bas, d'autre part par la situation globalement excédentaire du marché en Europe. *« Depuis la suppression des montants compensatoires en Grande-Bretagne, les producteurs danois et hollandais, jusque-là avantagés sur le marché britannique, ont cherché d'autres débouchés, notamment vers l'Italie. Après la décision des autorités italiennes de réduire les importations de porcs, pour des motifs sanitaires, ces excédents se sont retrouvés sur le marché français »*, ont expliqué les producteurs, qui regrettent le mauvais fonctionnement des mécanismes communautaires et l'absence de politique porcine à moyen terme.

Pour assainir le marché au niveau européen, les éleveurs de porcs réclament le déclenchement de la clause de sauvegarde — qui aurait pour effet de bloquer momentanément toute importation — et une série de mesures (mise en place de certificats d'importation, augmentation des restitutions à l'exportation, etc.) visant à mieux contrôler les importations dans la C.E.E.

En attendant, les éleveurs réclament, au niveau national, la mise en route immédiate des caisses de compensation. Ces caisses, créées en 1968, et alimentées par le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole), avancent aux éleveurs, en période de chute des cours, des sommes visant à combler l'écart entre ceux-ci et un cours minimum de référence. Lorsque les cours remontent, les agriculteurs remboursent ces avances. Le gouvernement a accepté en juillet de mettre en place ce mécanisme d'urgence, mais il a imposé deux conditions qui, selon les professionnels, empêchent le système de fonctionner : d'une part, il exige que les éleveurs remboursent, au préalable, une partie des sommes qui leur ont été avancées en 1978, d'autre part, il impose un taux d'intérêt de 5 % sur les nouvelles avances. Les éleveurs et leurs groupements sont, dans la plupart des cas, dans l'incapacité de rembourser les sommes réclamées (32 millions de francs environ au total).

Les éleveurs réclament par ailleurs des mesures particulières en faveur des nouveaux éleveurs (la prise en charge des intérêts dus dans la limite de 10 000 F) et des facilités pour l'achat de céréales directement aux producteurs.

Ces mesures d'urgence au niveau national devraient être examinées au cours de la réunion, la semaine prochaine, du Centre interprofessionnel national de l'économie porcine (qui regroupe les éleveurs, les industriels transformateurs et les pouvoirs publics). D'ici là, les manifestations se poursuivront. Et si rien n'est fait, assurent les éleveurs, des actions plus dures pourraient être entreprises.

● *Liaison aérienne Paris-Brest rétablie.* — Après avoir détourné pendant vingt-quatre heures sur Quimper les vols Paris-Brest, à cause des manifestations de producteurs de porcs qui bloquaient l'aéroport *(nos dernières éditions du 21 août)*, la direction d'Air Inter indique que les liaisons sont rétablies normalement dès ce jeudi 21 août, à 18 heures, de Brest à Paris.

En Chine

L'ASSEMBLÉE NATIONALE SE RÉUNIRA LE 30 AOUT

La prochaine session plénière de l'Assemblée nationale populaire chinoise s'ouvrira samedi 30 août, a annoncé le jeudi 21 août l'agence Chine nouvelle citée par l'A.F.P. C'est au cours de cette session qu'un important remaniement gouvernemental sera annoncé. Plusieurs ministres pourraient donner leur démission.

Le premier ministre, M. Hua Guofeng, et M. Deng Xiaoping, vice-premier ministre, pourraient quitter le cabinet. Quelques « vétérans » doivent aussi prendre leur retraite et certains autres, dont un vice-premier ministre accusé de maoïsme, M. Chen Yonggui, pourraient perdre leur poste. M. Zhao Ziyang remplacerait M. Hua Guofeng.

En Iran

DEUX NOUVELLES ARRESTATIONS DE RELIGIEUX ANGLICANS

Deux ecclésiastiques anglicans ont été arrêtés en Iran pour des motifs encore inconnus, annonce mercredi 20 août, à Londres, le Conseil britannique des Eglises. Il s'agit du révérend Iraj Mottahedeh, prêtre à Ispahan, et de M. Dimitri Bellos, administrateur du diocèse d'Iran, précise-t-on de même source. Tous deux sont détenus à Ispahan.

« Ces arrestations, a déclaré le Conseil britannique des Eglises, *soulèvent la plus profonde inquiétude quant à la sécurité des membres de toutes les confessions minoritaires en République islamique. »* L'arrestation des deux ecclésiastiques intervient après le meurtre en Iran du fils de l'évêque anglican Tafti, la tentative d'assassinat de l'évêque et l'arrestation d'une missionnaire britannique, Mlle Jean Waddell.

D'autre part, trois des soixante-huit Iraniens arrêtés le 4 août, au cours d'une manifestation devant l'ambassade des Etats-Unis, à Londres, ont comparu, mercredi, en justice et ont été condamnés à des peines de prison.

L'un d'entre eux, qui a affirmé au tribunal s'appeler Ali Ali, a été condamné à deux mois de prison pour avoir blessé un officier de police et à un mois pour avoir attaqué un autre policier, les deux peines étant confondues.

Le deuxième accusé, M. Ahmad Cheragh, a été condamné à quatorze jours d'emprisonnement.

Enfin, M. Ali Hanei a été condamné à une amende de 100 livres (1 000 F) pour *« comportement menaçant »* mais, ayant refusé de payer l'amende, s'est vu offrir la possibilité de purger sept jours de prison.

● *L'Union soviétique* a fermé son consulat d'Ispahan à la suite d'une requête du gouvernement iranien l'invitant à clore l'un de ses deux consulats de province, a annoncé mercredi Radio-Téhéran. L'autre consulat soviétique en province, celui de Racht, sur la mer Caspienne, sera élevé au rang de consulat général. Celui d'Ispahan employait trois personnes, contre une seulement à Racht. — *(Reuter.)*

Au Maroc

DES « MESURES DE GRACE » SONT PRISES EN FAVEUR D'EXILÉS

(De notre correspondant.)

Rabat. — Le journal *le Matin du Sahara*, dont le directeur politique est le ministre du tourisme M. Moulay Ahmed Alaoui et qui est proche du gouvernement publie ce jeudi 21 août, en première page *« de source autorisée »*, la nouvelle que des *« mesures de grâce royale »* auraient été accordées en faveur d'un certain nombre de personnes, *« objets de poursuites »*. Ces personnes, précise le journal, vivent en dehors du royaume et auraient été *« condamnées, poursuivies ou recherchées par la justice nationale »*.

La liste qui comporte vingt-quatre noms dont le premier est celui de M. Abderahman Yousfi, membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.). M. Yousfi qui en avait été l'un des fondateurs, vit en France depuis l'affaire Ben Barka et est établi à Nice. Selon des sources socialistes, M. Yousfi n'aurait toutefois jamais été condamné et il serait possesseur d'un passeport marocain.

Ces mesures interviennent le jour où l'on attendait une nouvelle série de libérations de détenus politiques. En effet, deux premiers groupes avaient été libérés les 23 et 24 juillet. La plupart des détenus de ces deux premiers groupes de libérés appartenaient à l'U.S.F.P. dans la proportion des trois quarts. On attendait la libération d'un nouveau groupe de détenus qui seraient choisis notamment parmi les membres du groupe marxiste-léniniste Ilal Al Aman (en avant), et qui, selon les familles, seraient au nombre de cent cinquante.

R. D.

LA CHASSE A LA FRAUDE SUR LA VIGNETTE AUTOMOBILE S'ACCENTUE

Beaucoup de Français se sont « fait prendre » sans vignette dans un contrôle en 1979. M. Papon donne le chiffre de cent soixante dix-sept mille trois cent quinze dans une réponse à un parlementaire publiée au *Journal officiel*. Il précise que cent soixante-douze mille trois cent quarante-huit procès-verbaux ont été dressés (pour 19,6 millions d'automobilistes). Le nombre des automobilistes pénalisés en 1979 a augmenté de 7 % par rapport à 1978.

La vignette a déjà vingt-quatre ans. Créée en septembre 1956 par le gouvernement Guy Mollet pour alimenter le Fonds national de solidarité pour la vieillesse, elle fut d'abord largement fraudée. Les choses changèrent d'un coup quand, en 1971, les services du ministère de l'économie et des finances rendirent obligatoire l'apposition de la vignette sur le pare-brise : les recettes d'une année sur l'autre firent un bond. Elles n'ont fait depuis qu'augmenter.

NOUVELLES BRÈVES

● *Une cinquantaine de membres du P.C. pro-soviétique (P.C.I.)* du Bengale-Occidental ont décidé une scission et affirment que leur mouvement pourrait s'étendre à d'autres Etats. Ils sont hostiles aux tentatives de rapprochement entre le P.C.I. et le P.C.M. (marxiste) indépendant de Moscou et de Pékin. — *(Reuter.)*

● *M. Roland Leroy*, directeur de *l'Humanité* a déclaré, mercredi 20 août, que la fête du quotidien communiste, des 13 et 14 septembre prochain, sera *« une fête historique »*. *« Ce qui lui donnera une importance inédite*, a-t-il ajouté, *est qu'elle sera le premier grand rassemblement politique autour du parti, dans ce moment qu'il faut bien qualifier de pré-électoral. »*

M. Roland Leroy estime que le P.C.F. obtient de *« bons résultats »* dans la diffusion de la vignette de la fête de *l'Humanité*. Ses militants en ont vendu, pour le moment, 285 726. En 1979, le jour de la clôture de la fête du quotidien communiste, un peu plus de 600 000 vignettes avaient été payées, selon M. Leroy, à la trésorerie du journal.

● *M. Michel Barnier*, député R.P.R. de Savoie a proposé, mardi 19 août, la création d'une force permanente d'intervention humanitaire placée sous l'autorité du premier ministre. *« Une telle force*, précise-t-il dans une question écrite adressée à M. Raymond Barre, *pourrait accueillir des volontaires au titre d'un service civil de coopération ainsi que des jeunes médecins, infirmiers et techniciens qui demandaient à effectuer, dans ce cadre, leur service national. »*

● *M. Otto Frank*, le père d'Anne Frank, est mort le 20 août à l'âge de quatre-vingt-onze ans, à Bâle où il habitait depuis 1952. Seul survivant de la famille Frank, déportée en 1944 à Auschwitz, Otto Frank était l'animateur de la Fondation Anne Frank contre la discrimination, le fascisme et l'oppression.

● *Le gouvernement ouest-allemand* s'efforce *« par tous les moyens »* d'obtenir la libération d'une coopérant ouest-allemand emprisonné en Bolivie quelques jours après la prise du pouvoir par les militaires. Ce coopérant, dont l'identité n'a volontairement pas été révélée, aurait été arrêté en compagnie de deux collègues italiens. — *(A.F.P.)*

REPRISE DU DOLLAR HAUSSE DE L'OR

Orienté à la baisse quelques heures plus tôt, le dollar s'est assez sensiblement redressé jeudi matin 21 août sur les grandes places financières internationales en liaison avec le relèvement des taux d'intérêt sur le marché des eurodevises.

A Paris, il est remonté à 4,1740 F contre 4,1637, la veille en clôture, tandis que son cours passait de 1,7982 DM à 1,8025 DM à Francfort, de 6,6570 FS à 1,6650 FS à Zurich. A Londres enfin, bien que toujours ferme, la livre sterling a également un peu fléchi vis-à-vis du dollar : 2,3675 dollars contre 2,36935 dollars.

Les cambistes ne signalaient pas de très gros échanges, encore que l'activité ait un peu augmenté d'un jour à l'autre.

Les événements de Pologne ont, d'autre part, provoqué une forte reprise de l'or. A New-York, le métal précieux a monté de 22 dollars au cours de la journée de mercredi pour s'établir en clôture à 645,50 dollars l'once. Jeudi matin, à Zurich, l'once de métal avait progressé de 12 dollars pour atteindre 645 dollars, et, à Londres, dans un marché redevenu nerveux et très actif, une nouvelle hausse de 10 dollars s'est ajoutée aux 12 dollars gagnés la veille en fin d'après-midi, ce qui a porté le prix de l'once à 644 dollars.

